

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

SAISSISSABILITÉ

ET DE

L'INSAISSISSABILITÉ

DES RENTES & CRÉANCES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le vendredi 30 juin 1899, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

Henri BRARD

Avocat

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

1899

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
SAISSISSABILITÉ
ET DE
L'INSAISSISSABILITÉ
DES RENTES & CRÉANCES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le vendredi 30 juin 1899, à 3 heures 1/2 de l'après-midi



PAR

Henri BRARD

Avocat

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

1899

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1898-1899

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. ☉), correspondant de l'Institut
membre du Conseil supérieur de l'Instruction
publique.

PROFESSEURS :

MM. TOUTAIN (*, I. ☉), professeur de *Droit administratif*.
DANJON (I. ☉), professeur de *Droit commercial* et
de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. ☉), professeur d'*Économie
politique*, chargé du cours de *Droit constitu-
tionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (☉, A. ☉), professeur de *Droit
romain*, chargé d'un cours de *Code civil*.

GUILLOUARD (*, I. ☉, C. ✱), professeur de *Code civil*.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Code civil* (député du
Calvados, Garde de Sceaux, Ministre de la Justice).

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international
public* et *privé*, et de *Législation industrielle*.

MARIE (I. ☉), assesseur du doyen, professeur de
Droit criminel, et chargé du cours sur la
Coutume de Normandie.

— IV —

MM. Ambroise COLIN (I. ☉), professeur de *Code civil*,
et chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.
BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile*, et
chargé du cours d'*Histoire générale du Droit*
français.

AGRÉGÉS :

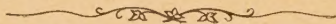
MM. DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain*
(en congé).
René WORMS (A. ☉), chargé des cours d'*Histoire*
des Doctrines économiques et d'*Économie poli-*
tique.
LE FUR, chargé des cours d'*Histoire du Droit public*
français et d'*Éléments du Droit constitutionnel*.
ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit Romain* et du
cours de *Pandectes*.

CHARGÉ DE COURS :

M. SUMIEN, chargé d'un cours de *Droit romain* et
du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

SECRÉTAIRE :

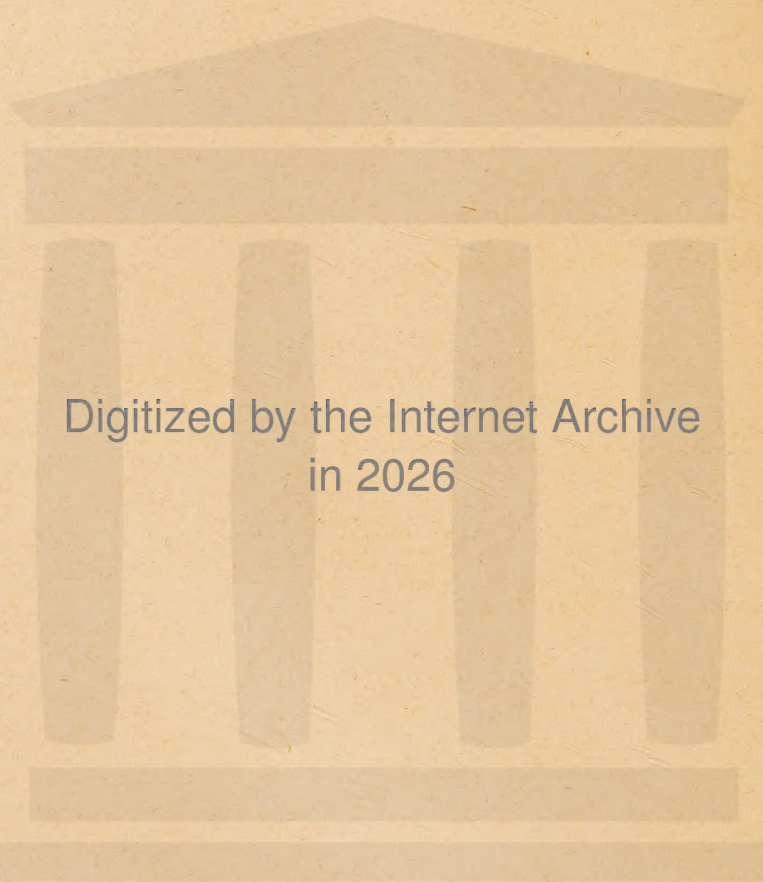
M. GILLET (I. ☉), secrétaire de l'Université de Caen.



A MON PÈRE

ET

A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

JURY D'EXAMEN

MM. BIVILLE, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

GUILLOUARD, *professeur*.

A. COLIN, *professeur*.

BIBLIOGRAPHIE

- ACCARIAS. — *Précis de droit romain.*
- ALAUZET. — *Commentaire du Code de commerce.*
- APPLETON. — *Note dans Dalloz*, 92, 2, 17.
- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français* (4^e édit.).
- BASNAGE. — *Commentaire de la Coutume de Normandie.*
- BAUDRY-LACANTINERIE et BORDE. — *Des Obligations.*
- BAUDRY-LACANTINERIE et CHAUVEAU. — *Des Biens.*
- BAUDRY-LACANTINERIE et P. DE LOYNES. — *Du nantissement, des privilèges et hypothèques et de l'expropriation forcée.*
- BÉDARRIDES. — *Traité des faillites et des banqueroutes.*
- BLANC. — *Inventions brevetées.*
- BIOCHE. — *Dictionnaire de procédure*, v^o *Saisie-arrest et saisie des rentes.*
- BOITARD, COLMET D'AGE et GLASSON. — *Leçons de procédure civile* (15^e édition, 1890).
- BOULET et DUBAUZOZ. — *Code de la saisie-arrest.*
- BUCHÈRE. — *Note dans les Pandectes françaises*, 1895, 11, 145.
- BUGNET. — *Pothier annoté.*
- CAUWÈS. — *Cours d'économie politique.*
- CHAUVEAU SUR CARRÉ. — *Lois de la procédure civile et commerciale.*

- CH COMTE. — *Traité de la propriété.*
- DALLOZ. — *Répertoire alphabétique, v^o Saisie-arrêt et saisie des rentes.*
- DALLOZ. — *Supplément au répertoire.*
- DALLOZ. — *Dalloz périodique, années 1840 à 1899.*
- DALLOZ. — *Code de procédure annoté.*
- DALLOZ. — *Supplément au Code de procédure.*
- DEMANTE. — *Cours analytique de droit civil.*
- DEMOLOMBE. — *Cours de droit civil.*
- DODO. — *Théorie et pratique de la saisie-arrêt.*
- DURANTON. — *Cours de droit français.*
- DUTRUC. — *Supplément aux lois de la procédure civile et commerciale, de MM. Chauveau et Carré.*
- DUTRUC. — *Formulaire annoté.*
- D'HOOGÉ. — *De la saisie-arrêt des salaires et petits traitements (loi de 1895).*
- FAVARD DE LANGLUDE. — *Motifs des cinq Codes.*
- FERRIÈRE (Claude DE). — *Commentaire de la Coutume de Paris, tome II, art. 160.*
- GARSONNET. — *Cours de procédure civile.*
Gazette du Palais.
Gazette des Tribunaux.
- GUILLOUARD. — *Du nantissement, des privilèges et hypothèques.*
- GUILLOUARD. — *Du contrat de mariage.*
- GLASSON. — *Note dans Dalloz, 1894, 11, 497.*
- HOUYVET. — *Revue pratique du droit français, t. XXXI, 1871, p. 184.*
- HUC. — *Explication du Code civil (art. 1166 C. civ.).*
- ISAURE TOULOUZE. — *Formulaire de procédure.*
Journal des avoués.

La Loi.

Le Droit.

LABBÉ. — *Notes dans Sirey*, 1895, 1, 5.

LAURENT. — *Principes de droit civil français.*

LABORI. — *Répertoire de jurisprudence*, v° *Saisie-arrêt.*

LYON-CAEN. — *Note dans Sirey*, 1895, 1, 5.

LYON-CAEN et RENAULT. — *Principes de droit commercial.*

LAROMBIÈRE. — *Traité des obligations.*

MARTOU. — *Des privilèges et hypothèques*, tome 1^{er}.

MARCADÉ. — *Droit civil (Obligations).*

MERLIN. — *Répertoire de jurisprudence*, v° *Saisie-arrêt.*

MAY. — *Éléments de droit romain.*

MENARDIÈRE (ARNAUT DE LA). — *Formulaire alphabétique de procédure civile et commerciale.*

NAUGUIER. — *Brevets d'invention.*

PABON. — *Commentaire de la loi du 15 janvier 1895.*

PIGEAU. — *Procédure civile* (édition Criveli).

POUILLET. — *Traité de la propriété littéraire et artistique.*

PROUD'HON. — *Traité des droits d'usufruit.*

RODIÈRE. — *Dictionnaire de procédure civile*, v° *Saisie-arrêt.*

ROGER. — *Traité de la saisie-arrêt.*

ROLLAND DE VILLARGUES. — *Répertoire du notariat.*

ROUSSEAU et LAISNEY. — *Dictionnaire de procédure civile.*

ROUSSEAU et LAISNEY. — *Supplément au dictionnaire de procédure.*

Revue de procédure civile.

RENDU et DELORME. — *Droit industriel.*

SIREY. — *Recueil périodique.*

THOMINE-DESMAZURES. — *Commentaire sur le Code de
procédure civile.*

TAMBOUR. — *Histoire des saisies.*

THOULLIER. — *De l'insaisissabilité absolue des rentes
sur l'État.* (*Revue pratique*, 1861, tome XI, p. 351.)

TROPLONG. — *Du nantissement.*

THALLER. — *Annales de droit international privé.*



DE LA

SAISSABILITÉ

ET DE

L'INSAISSABILITÉ

Des Rentes et Créances

INTRODUCTION

Toute personne, en principe, qui a contracté une obligation est tenue de la remplir, à moins que la loi (prescription) ou une convention postérieure ne l'en ait dispensée.

Mais, bien souvent, le débiteur refuse d'exécuter volontairement la prestation promise ; aussi toutes les législations, en prévision de ce cas, ont-elles organisé certaines procédures à l'aide desquelles le créancier peut vaincre la résistance ou l'inertie de son débiteur, et obtenir ainsi le paiement de ce qui lui est dû ou, plus généralement, l'accomplissement des obligations contractées envers lui.

Ces moyens de contrainte sont le complément et la sanction de toutes les lois civiles.

« Vainement, en effet, dit M. Carré, eût-on établi des lois qui fixent les droits et les devoirs des citoyens, institué l'autorité chargée d'en faire l'application aux espèces qui se présentent, et prescrit le mode de procéder pour obtenir cette application, si le législateur n'avait ensuite réglé la manière d'exécuter les jugements et les actes authentiques qui en tiennent lieu, d'après la convention des parties. »

Il faut que celui qui a obtenu un jugement favorable, ou envers lequel un engagement a été pris dans la forme la plus solennelle, ou a été déclaré obligatoire par le magistrat, ait des moyens assurés de contraindre celui qui a été condamné ou qui s'est obligé à satisfaire à ses obligations.

Les moyens appelés généralement, à raison de leur caractère, *voies d'exécution forcée*, ont, dans notre droit actuel, pour but et pour résultat de permettre au créancier de *saisir* les biens du débiteur récalcitrant, et de se payer sur le produit qu'il peut en retirer.

Mais il n'en a pas toujours été ainsi, et ce résultat n'a été atteint qu'après une lente évolution de plusieurs siècles.

Ainsi que nous pourrons le constater dans l'étude historique qui va suivre, le seul moyen qui, à l'origine, fut donné au créancier d'obtenir l'exécution de l'obligation contractée envers lui, fut de s'emparer de la personne même de son débiteur.

Ce n'est que bien plus tard que l'on songea à substituer l'exécution directe sur les biens à l'exécution sur la personne, qui, elle, n'atteignait les biens que médiatement, et en quelque sorte par l'intermédiaire de la personne ¹.

Peu à peu, on en vint à envisager le patrimoine comme étant une émanation de la personnalité, et, en conséquence, on déduisit de cette idée que les

1. M. Martou, dans son commentaire de la loi du 6 décembre 1851, sur la revision du régime hypothécaire, a tracé, en quelques lignes remarquables par leur concision, l'évolution historique du droit de saisie. « Dans tous les temps, dit cet auteur, et chez tous les peuples, « le législateur a mis, à la disposition de quiconque a des droits à faire valoir, des garanties et des moyens de coaction destinés à « procurer l'exécution des engagements contractés par la personne « obligée. »

« Ces garanties ont varié suivant le génie des nations et le degré plus ou moins avancé de leur civilisation.

« Dans l'antiquité, partout où la législation, par un suprême avilissement ou plutôt par l'annulation complète de la personnalité humaine, mettait l'homme au rang des choses, la liberté et la vie de la personne obligée répondaient de sa fidélité à remplir ses promesses.

« On sait notamment à quel excès d'implacable férocité ce système entraîna les Romains : la loi des XII Tables permettait aux créanciers de mettre en pièces leurs débiteurs récalcitrants.

« Au moyen âge, la servitude pour dettes se substitua à l'esclavage antique : le débiteur qui pouvait trafiquer de sa personne se donnait volontairement en gage ou était judiciairement livré à son créancier, qui l'employait à des travaux serviles. Enfin, sous le souffle régénérateur du christianisme, et grâce à l'expansion graduelle des mœurs publiques et privées, de plus en plus adoucies, l'humanité descendit dans la loi ; l'asservissement, mode de paiement de la dette, fit place à l'emprisonnement, simple moyen de forcer le débiteur, par la privation temporaire de sa liberté, au respect de la foi promise : l'homme, réhabilité, cessa d'être un objet vénal, et peu à peu se fit jour ce principe plus juste, plus élevé et plus fécond que le gage naturel du créancier, ce sont les biens et non le corps du débiteur. ».

(MARTOU, *Des privilèges et hypothèques*, T. I^{er}, n° 239.)

obligations qui pèsent sur une personne doivent naturellement aussi grever son patrimoine.

A partir de ce moment, on considéra les différents biens composant le patrimoine d'une personne comme formant le gage de ses créanciers.

Ce principe avait été formulé d'une manière frappante par nos anciens auteurs dans le vieil adage : « Quiconque s'oblige oblige le sien. »

Il a été de nouveau consacré par l'article 2092 Code civil, aux termes duquel quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers ou immobiliers présents et à venir. Cet article, de même que la formule de notre ancien droit, indique ainsi très exactement le lien qui unit la personne et son patrimoine, et en opère en même temps séparation. En d'autres termes, l'affectation du patrimoine au paiement de la dette, est la conséquence naturelle et nécessaire de l'obligation contractée.

« Le patrimoine, dit M. Baudry, est l'accessoire de la personne ; il ne peut être engagé que si la personne est engagée ; il répond alors de l'accomplissement de toutes les obligations qui la grèvent, mais il ne se confond plus avec elle : c'est sur les biens, et non plus contre les personnes, que l'exécution sera poursuivie. » (*Traité du nantissement*, par MM. Baudry-Lacantinerie et P. de Loynes.) Tous les biens mobiliers et immobiliers *présents et à venir* du débiteur répondent donc de l'exécution de l'obligation.

Les biens *présents* sont ceux que le débiteur possède au moment où l'obligation est contractée ; les *biens à venir*, ceux qui pourront lui advenir dans la suite.

Tous ces biens, dit l'article 2093 C. c., complétant ainsi l'idée déjà exprimée par l'art. 2092 C. c., *sont le gage commun des créanciers* ; mais le gage dont il s'agit ici a des caractères spéciaux qu'il est important de saisir. « Il est bien loin, dit M. Troplong, d'être de la même nature que celui qui s'opère par la tradition, et que le débiteur remet entre les mains du créancier pour sûreté de sa créance. Il offre bien moins de solidité et de sûreté. » (Troplong, *Droit civil expliqué*, art. 2093.)

Ce gage ne frappe pas chaque bien du débiteur en particulier, mais l'ensemble de son patrimoine ; et, comme ce patrimoine constitue une universalité juridique susceptible d'augmentation ou de diminution, le droit des créanciers est soumis aux mêmes fluctuations.

Si le débiteur a disposé d'une partie de ses biens, les créanciers doivent respecter les aliénations consenties ; mais, comme leur droit est indivisible, ils peuvent frapper de saisie, pour tout ce qui leur reste dû, la totalité des biens qui se trouvent dans le patrimoine du débiteur.

Malgré cette affectation du patrimoine au paiement de toutes les dettes du débiteur, les créanciers ne peuvent exercer leur droit de saisie que sur certains

biens déterminés. En effet, le patrimoine est inaliénable, et par suite ne peut, pris dans son ensemble, faire l'objet d'une expropriation forcée.

Le droit de gage des créanciers ne peut donc s'exercer que sur les éléments dont il se compose.

Une autre particularité du droit de gage conféré par l'article 2098 C. c. consiste en ce que, tout en étant indivisible, il ne constitue pas un droit réel. A la différence du créancier gagiste ordinaire, qui dispose de deux actions, l'une personnelle pour forcer le débiteur à payer, l'autre réelle pour recourir sur la chose indépendamment de la personne, le créancier qui ne jouit que du droit général de gage ne peut actionner que la personne du débiteur. Il n'a d'action sur les biens qu'à raison de la personne, et parce que ces mêmes biens sont un accessoire attaché à la personne obligée.

C'est également parce qu'il ne constitue pas un droit réel que ce gage ne subsiste que tant que le débiteur reste propriétaire des biens sur lesquels il porte : les aliénations consenties sont opposables aux créanciers, à moins qu'elles ne soient attaquables par la voie de l'action Paulienne.

L'article 2092 Code civil ne met qu'une condition au droit de poursuite.

Il exige que celui contre qui la poursuite est exercée soit le débiteur personnel du poursuivant.

Il suit de là que le possesseur d'une chose sur laquelle une autre personne a un droit de gage quel-

conque, n'est pas tenu sur ses autres biens de l'accomplissement de l'obligation ainsi garantie, à moins qu'il ne soit en même temps débiteur personnel du gagiste.

La règle de l'article 2092 Code civil, portant que le débiteur est tenu de remplir son engagement sur « tous ses biens », est exacte dans sa généralité, mais comporte cependant certaines exceptions que les rédacteurs du Code civil ont omis de signaler. Aussi, lors du projet de réforme qui fut élaboré en 1841, la Cour de Caen avait-elle proposé de réparer cette omission en ajoutant à la fin de l'article 2092 : « Sauf les exceptions admises par les lois. » Le législateur, en effet, dans un intérêt d'ordre public ou par des raisons d'humanité, ou par toutes autres considérations, a déclaré certains biens insaisissables, et les a ainsi soustraits au droit de poursuite des créanciers.

Mais les exceptions que nous venons de signaler n'ont pas toutes le même caractère.

« Il y a d'abord, dit M. Guillouard, des exceptions d'un caractère absolu, qui enlèvent à tout créancier, quel qu'il soit, le droit d'agir sur certains biens, lesquels sont mis, par rapport aux créanciers, en dehors du commerce ; puis, il y a des exceptions d'un caractère relatif, qui n'enlèvent le droit d'action sur les biens dont il s'agit qu'à certains créanciers, en laissant aux autres la possibilité de faire saisir et vendre ces biens. » (GUILLOUARD, *Traité des privilèges et hypothèques*, n° 135.)

Les biens qui rentrent dans la première catégorie sont insaisissables en eux-mêmes à raison de leur nature propre : tels sont les rentes sur l'État, les biens faisant partie du domaine public (art. 631 et 634 C. civ.), et les objets déclarés insaisissables par les articles 592 et 593 C. pr. c. Au contraire, les biens de la deuxième catégorie sont tantôt des biens saisissables de leur nature, qui ne sont frappés d'insaisissabilité qu'en raison de certaines circonstances spéciales tenant à la qualité du créancier ou à la nature de la créance; tantôt ce sont des biens qui ne sont saisissables que jusqu'à concurrence d'une certaine quotité ou à partir d'une certaine époque. Sont ainsi frappés d'insaisissabilité relative : les biens et revenus dotaux, le droit de jouissance légale (art. 384), les objets énumérés dans les articles 580 à 582 C. pr. c., les biens grevés de substitution, certaines pensions et salaires, etc. Ces diverses exceptions, qu'elles soient absolues ou relatives, modifient profondément le droit de poursuite du créancier. Il doit, avant d'engager toute procédure de saisie, examiner avec soin si le bien qu'il se propose d'atteindre est ou non saisissable, ce qui n'est pas toujours facile, les dispositions législatives qui ont édicté l'insaisissabilité étant pour la plupart éparses dans les divers Codes et dans des lois spéciales.

Il nous a paru intéressant de donner une vue d'ensemble des règles relatives à la saisissabilité

et à l'insaisissabilité; mais, cette étude devant nécessiter des développements considérables, nous l'avons limitée simplement aux rentes et aux créances, biens incorporels, laissant ainsi à part toutes les règles relatives aux biens corporels.



HISTORIQUE

DE LA SAISISSABILITÉ ET DE L'INSAISSABILITÉ
DES CRÉANCES ET RENTES EN DROIT ROMAIN
ET DANS NOTRE ANCIEN DROIT.

SECTION PREMIÈRE

Droit romain

En droit romain, on eut peu à se préoccuper de la saisissabilité et de l'insaisissabilité des créances.

Quand la notion de l'obligation civile se fut constituée, c'est-à-dire quand l'engagement pris par le débiteur fut sanctionné par une action, il fallut alors organiser une procédure permettant au créancier de contraindre indirectement son débiteur à exécuter l'obligation par lui contractée.

Mais ces voies d'exécution différaient notablement de la saisie telle qu'elle est organisée par notre droit moderne.

D'autre part, les jurisconsultes romains eurent une conception de l'obligation beaucoup plus étroite que la nôtre, tout au moins en ce qui concerne la transmissibilité des créances. « Dans les principes purs du droit ancien, logiquement déduits du caractère essentiellement personnel de l'obligation, dit M. May, l'obligation, une fois formée, devient incommutable dans ses deux sujets, le créancier et le débiteur, qui restent, on peut le dire, attachés l'un à l'autre jusqu'au jour où survient une cause d'extinction, qui dénoue le *vinculum juris* qui les unissait. » Les créances étaient donc incessibles ; le créancier ne pouvait se faire payer par le débiteur de son débiteur.

Le développement des relations juridiques obligèrent les jurisconsultes romains à se départir de la rigueur des anciens principes, et à admettre, en ce qui concerne la transmissibilité des créances, une théorie plus large et mieux appropriée aux nécessités de la pratique.

Souvent, en effet, le créancier ne peut utiliser le droit que lui confère sa créance qu'en l'échangeant contre d'autres valeurs. Si le débiteur y consent, il peut se substituer une autre personne à laquelle il transmettra ses droits ; mais, si le débiteur refuse, le créancier ne peut prendre sa place, la *novation* étant impossible.

Plus tard, au moyen de la « *procuratio in rem suam* », le créancier put transférer à un tiers, sinon le droit d'obligation même, au moins le résultat

pécuniaire ou la valeur de ce droit, sans avoir besoin du consentement du débiteur, et sans violer aucun principe juridique.

Mais, si, en pratique, le principe de *l'incessibilité* des créances était disparu, s'ensuivait-il nécessairement que le principe de l'insaisissabilité des créances dût également disparaître par voie de conséquence ?

C'est ce que nous allons maintenant rechercher.

Il ne semble pas que les jurisconsultes romains aient élaboré une théorie générale relativement à la saisissabilité et à l'insaisissabilité des créances.

Si l'on examine les divers systèmes de procédure qui furent en honneur sous la législation romaine, on ne trouve nulle part une voie d'exécution spéciale aux créances, quelque chose d'analogue au moyen de procédure que notre droit actuel désigne sous le nom de « *saisie-arrêt* ».

Tout au plus pourrait-on dire qu'il a existé, sous la procédure formulaire, une voie d'exécution permettant de saisir les créances.

Dans la procédure connue sous le nom de « *Pignus in causa judicati* », le créancier pouvait saisir les créances appartenant à son débiteur ; mais, dans ce cas même, il ne pouvait user de ce droit que s'il avait épuisé tous les autres biens du débiteur.

Le tiers saisi pouvait donc encore opposer aux créanciers poursuivants une sorte de bénéfice de discussion ; il ne les payait que si les meubles et les

immeubles du débiteur étaient insuffisants pour les désintéresser complètement.

Du reste, ajoute M. Accarias, le droit de saisir les créances ne s'exerçait qu'autant que le tiers saisi avait sa dette, tandis que la saisie des objets corporels litigieux pouvait être autorisée, après examen, par le magistrat.

La créance une fois saisie, il pouvait y avoir vente comme pour un objet corporel, et alors le prêteur donnait à l'acheteur l'action utile.

Ou bien le créancier saisissant exerçait l'action lui-même, et se payait sur la somme obtenue.

Si la créance du débiteur ne portait pas sur une somme d'argent, le créancier faisait vendre la chose obtenue et se payait sur le prix.

La solution que je viens d'indiquer résulte clairement de deux constitutions insérées au Code de Justinien, sous le livre IV, titre XV.

La première de ces constitutions, qui est de Antoninus A. Marco, s'exprime ainsi :

« Si in causa judicati Valentis, quem tibi con-
« demnatum est proponis, nihil est, quod sine
« quæstione pigneris loco capi et distrahi possit,
« debitores ejus conventi ad solutionem auctoritate
« præsidis provinciæ compellentur. » (L. 2, *Quand.
fisc. vel. priv.*, IV, 15.)

La deuxième de ces constitutions est des empereurs Dioclétien et Maxime A. A. et C. C. Zozimo ; elle concerne les débiteurs du fisc :

« Non prius ad eos, qui debitoribus fisci nostri
« sunt obligati, nisi patuerit principales reos idoneos
« non esse, certissimi juris est. » (L. 4, *Quand. fisc.
vel. priv.*, IV, 15.)

Le *pignus in causa judicati*, dont nous venons de parler, était donc subordonné à la discussion préalable des meubles et des immeubles, mais constituait néanmoins un mode spécial de saisie pour les créances. A côté de cette voie d'exécution sur les biens, le droit romain, sous le système formulaire et sous le système de la procédure extraordinaire, en reconnut deux autres : la *bonorum venditio* et la *bonorum distractio*. Ces deux nouvelles voies d'exécution, à la différence du *pignus in causa judicati*, atteignaient l'ensemble du patrimoine du débiteur, et profitaient, non seulement au créancier saisissant, mais à tous les autres créanciers.

Après la *missio in possessionem* prononcée par le magistrat, les créanciers saisissants pouvaient même, en cas de refus de leur débiteur, poursuivre directement, au moyen d'une action utile, les débiteurs des créances qui se trouvaient comprises dans les biens saisis.

Outre les modes de saisie des créances que nous venons de signaler, la jurisprudence romaine en était venue à autoriser le créancier à réaliser la créance qui lui avait été donnée en gage. Le résultat avait été difficile à obtenir, parce que les jurisconsultes, par une fausse conception de la possession, n'ad-

mettaient pas primitivement la possession appliquée aux choses incorporelles, et déclaraient, en conséquence, que ces choses ne pouvaient faire l'objet d'un gage. Peu à peu, les prêteurs, par des voies détournées, firent admettre ces idées. Il fallut alors assurer au créancier gagiste les moyens d'exercer son droit.

Deux voies différentes lui furent offertes.

Il pouvait, à l'aide d'un mandat *in rem suam*, vendre la créance comme un objet corporel et se payer sur le prix. Une action utile était alors donnée à l'acheteur, ou bien il pouvait exercer lui-même l'action : pour cela, le prêteur lui donnait une action utile, et il se payait sur ce que lui rapportait l'action exercée.

Si la créance ne portait pas sur une somme d'argent, ou l'action aboutissait à une condamnation pécuniaire, et on retombait alors dans le cas précédent; ou il y avait livraison de l'objet dû, et cet objet devenait le gage du créancier, qui, pour arriver à la réalisation définitive de son droit, employait les moyens indiqués dans le premier cas¹.

Comme le débiteur se trouvait obligé de payer au créancier gagiste, il fallait qu'il pût repousser

1. La constitution VII, *De pered. vel. act. vend.*, de Dioclétien et Maximien, résume toute cette théorie : « Postquam eo decursum est, ut cautiones quoque debitorum pignori dentur, ordinarium visum est, post nominis venditionem, utiles emptori (sicut res-ponsum est) vel ipsi creditori postulandi dandas actiones. »

l'action de son propre créancier. Aussi une exception lui était-elle donnée : il était obligé de l'opposer, s'il ne voulait pas s'exposer à payer deux fois. Cependant, il n'en était ainsi qu'à partir du moment où le créancier gagiste l'avait averti du droit de gage acquis par lui sur la créance ; jusque-là, le débiteur se libérait en payant à son créancier ; au contraire, depuis la notification, il devait rester, malgré ce paiement, tenu envers le créancier gagiste, du moins dans les limites du droit de celui-ci. (L. 20, *De pign. et hyp.* Ulpien. — L. XIII et 2 *cod.* Marcien ; 18, *De pign. act.* Paul.)

Nous venons de voir les conditions de saisissabilité des créances ; examinons maintenant si quelques-unes étaient frappées d'insaisissabilité.

Si les jurisconsultes romains parlent de créances intransmissibles aux héritiers, nulle part, croyons-nous, ils ne traitent de l'insaisissabilité des créances.

Mais de ce que certaines créances sont intransmissibles, faut-il en conclure qu'elles sont par suite insaisissables ?

Il semble difficile que l'on ait pu autoriser les créanciers, en cas de refus du débiteur, à exercer, par la voie de l'action utile, des actions telles que celles pour injures ou autres similaires. Cependant, ce point reste obscur ; et le silence des jurisconsultes en cette matière démontre qu'en droit romain, la saisie des créances n'est jamais parvenue

au degré de perfection que d'autres institutions ont acquis. ¹

Aussi bien cette voie d'exécution n'a-t-elle exercé aucune influence sur notre droit, et nous n'insisterons pas davantage sur cette matière.

Quant aux rentes, aucune procédure spéciale de saisie n'a existé pour elles en droit romain, parce qu'elles étaient alors considérées comme créances ordinaires.

Ce que nous avons dit des créances est donc applicable aux rentes.

SECTION II

Ancien droit

§ 1^{er}

Créances

Dans notre ancien droit, comme aujourd'hui, le créancier d'une personne qui avait obtenu contre elle un jugement passé en force de chose jugée ou exécutoire par provision, ou celui qui était créancier en vertu de quelque autre acte exécutoire pouvait, dit Pothier, contraindre son débiteur au paiement sur tous ses biens, de quelque espèce qu'ils fussent.

1. Sous Justinien, on avait cependant, par faveur pour les militaires, déclaré leur solde insaisissable.

Il s'ensuivait naturellement que le créancier pouvait procéder sur les biens de son débiteur, soit par la voie de saisie-exécution, s'il s'agissait de meubles, soit par voie de saisie réelle, s'il s'agissait d'immeubles, soit enfin, si c'étaient des créances, par voie de saisie-arrêt.

Deux voies d'exécution étaient possibles relativement aux créances : la saisie-exécution et la saisie-arrêt.

Mais un créancier soucieux de ses intérêts ne devait pas employer indifféremment l'un ou l'autre de ces moyens. « En effet, dit Pigeau, la saisie-arrêt entraîne plus de longueurs et de formalités, en ce qu'il faut la faire déclarer valable et ordonner la vente ; ce à quoi l'on n'est pas obligé sur la saisie-exécution, à moins qu'il ne survienne des difficultés ¹. »

Ces deux procédures ne faisaient donc pas double emploi ; car, d'une part, la saisie-arrêt avait un domaine plus large : elle s'appliquait à des créances que la voie de saisie-exécution n'aurait pu atteindre, et, d'autre part, cette dernière produisait des effets plus absolus, donnait lieu à moins de contestations, et présentait moins de complications.

Outre les deux voies d'exécution que nous venons d'indiquer, et qui étaient les deux modes normaux de saisie des créances, il existait, dans notre ancien droit, beaucoup d'autres moyens pour les créanciers d'atteindre les créances de leurs débiteurs.

1. PIGEAU, *Procéd. du Châtelet* (édition de 1779), t. 1^{er}, page 679.

Aussi, la jurisprudence des Parlements, consacrée par un arrêt de Paris de 1625, avait permis aux créanciers de demander la séparation des patrimoines quand une succession était échue à leur débiteur.

Ils pouvaient également exercer ses droits et actions ; la Coutume de Normandie leur permettait même d'accepter une succession en leur nom. (Art. 258.)

Le principe de l'action Paulienne avait aussi fini par être admis.

Quand le vassal refusait de prêter son hommage, le seigneur pouvait, au moyen de la *saisie féodale*, se mettre en possession du fief mouvant de lui ; les fruits profitaient alors au seigneur sans venir en déduction des droits dus. (Les fruits civils s'acquerraient jour par jour, mais les fermages n'étaient pas considérés comme fruits.) Le seigneur avait également droit aux profits de mutation, aux amendes et confiscations qui se trouvaient à échoir pendant la saisie. Il jouissait même des honneurs attachés au fief.

Quand la redevance appelée *cens* n'était pas payée, le seigneur pouvait encore saisir l'héritage ; mais il n'avait pas de droit de jouissance.

Enfin, certaines coutumes du Centre permettaient de saisir les gages d'une personne surprise causant du dommage dans un champ.

On pouvait donc saisir les créances de son débiteur, mais sous quelles conditions ?

L'article 160 de la Coutume de Paris répond à la question :

« On ne peut, dit cet article, procéder par voie d'arrêt ou exécution, ou autres exploits sur les biens d'autrui, ni par emprisonnement sans obligation, condamnation, délit ou quasi-délit, chose privilégiée, ou qui le vaille. »

Il fallait donc un titre au poursuivant, mais cela n'était pas suffisant ; ce titre devait en outre être exécutoire.

Cependant, l'article 144 de la Coutume d'Orléans permettait aux créanciers de saisir-arrêter « *les meubles et hardes de leurs débiteurs* » en vertu d'une simple cédule. Il fallait dans ce cas, dit Pothier, une permission du juge, qui ne l'accordait, suivant l'usage, qu'aux risques, périls et fortune du créancier qui la demandait.

Claude de Ferrière, le commentateur de la Coutume de Paris, indique encore une autre exception :
« Le juge, dit-il, peut permettre à celui qui se prétend créancier d'arrêter les sommes dues au débiteur, et cependant lui faire donner assignation pour se voir condamner à payer la somme qu'il prétendrait lui être due, auquel cas l'arrêt de deniers serait valable, si le créancier pouvait prouver par témoins que la somme lui serait due aux termes de l'ordonnance de Moulins ; mais, s'il était obligé de s'en rapporter au serment de la partie et qu'il affirmât qu'il ne devrait rien, le créancier serait condamné aux dépens. »

Pothier, dans son *Traité de procédure*, distinguait aussi le *simple arrêt*, qui avait un caractère conservatoire et n'exigeait pas de titre exécutoire, de la *saisie-arrêt* proprement dite, qui, elle, constituait une véritable voie d'exécution et exigeait un titre exécutoire. « Le simple arrêt, disait-il, est un acte judiciaire par lequel un créancier, pour sa sûreté, met sous la main de justice les choses appartenant à son débiteur pour l'empêcher d'en disposer. Il est bien différent de la saisie-arrêt ; car la saisie-arrêt se fait aux fins de faire vider au débiteur arrêté ses mains en celles de l'arrêtant, au lieu que le simple arrêt se fait seulement pour conserver les choses arrêtées, et empêcher que le débiteur en dispose. » (Pothier, *Traité de procédure*, partie 4, chap. 2, section 4.)

Mais, si l'*arrêt* était fait par un titre portant exécution parée, comme en vertu d'une obligation passée sous sceau royal ou authentique, les articles 164 et 165 de la coutume de Paris n'exigeaient pas la permission du juge pour procéder à la saisie.

Quand le titre réunissait les conditions que nous venons d'indiquer, les créances du débiteur pouvaient être saisies; mais, dans des intérêts divers, la loi avait déclaré certaines créances insaisissables. C'est ainsi que : 1° les gages des prévôts, des maréchaux, de leurs lieutenants et archers étaient insaisissables, si ce n'est pour dépense de bouche, armes ou chevaux. (Claude de Ferrière, *Commentaire de la coutume de Paris*, tome II, article 160, § 10, page 149.)

2° Les ordonnances de 1551, 1561 et 1567 avaient également ordonné aux trésoriers payeurs des officiers de la maison du roi, faisant service ordinaire, de ne point différer le paiement des gages de ces officiers en vertu d'aucune saisie ou arrêt.

Il n'était fait exception à cette règle que si la dette avait été contractée pour achat de chevaux ou harnais de guerre, ou pour vivres baillés à ces officiers pour leur nourriture, et encore fallait-il que l'officier eût donné pour cela procuration à ses créanciers.

3° Les pensions ou récompenses personnelles attribuées par le roi à ses officiers pour leurs mérites particuliers, en tant qu'elles n'étaient point dépendantes de leurs offices, avaient aussi été déclarées insaisissables par l'ordonnance de 1667, pour cette raison que la volonté du roi se fût trouvée autrement frustrée et sans effet.

4° La déclaration du 4 mai 1720 portait qu'on ne pouvait retenir la moitié de la solde des soldats et des appointements des officiers de la maréchaussée.

Cependant, les créanciers dont les deniers avaient servi à l'acquisition d'offices de maréchaussée, pouvaient saisir les gages de ces officiers.

5° Les pensions des officiers et chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit et de leurs veuves étaient également insusceptibles de saisie-arrêt, d'après l'édit de décembre 1595, art. 4, et l'arrêt du 13 octobre 1711.

Étaient encore insaisissables :

6° Les droits d'auteurs (Arrêt du Code d'État, de mars 1849) ;

7° Les gages et appointements des commis des fermes (Ord. des Fermes, juillet 1681) ;

8° Les offices et vacations des juges et autres officiers de judicature ;

9° Les émoluments et honoraires des professeurs ;

10° Les revenus des biens donnés ou légués avec clause d'insaisissabilité ;

11° Les arrérages des rentes viagères sur l'hôtel de ville et les tontines ;

12° Les loyers des maisons de Versailles, sauf pour dettes privilégiées.

Les fruits et revenus des bénéfices étaient en principe saisissables, mais il était fait exception :

1° Pour le casuel des curés et les oblations ;

2° Pour les honoraires dus aux ecclésiastiques à cause de leur service actuel ;

3° Pour les revenus des titres cléricaux ;

4° Les revenus des évêques et prélats étaient insaisissables pour le tiers, qui leur était laissé à titre de pension alimentaire ;

5° Les sommes dues à un chanoine ou à un prébendé ne pouvaient être saisies-arrêtées entre les mains du receveur d'un chapitre.

A ces différents cas d'insaisissabilité, on peut en ajouter deux autres dérivant de l'inaliénabilité.

En effet, les revenus des biens grevés de substitution et les revenus des biens dotaux, dans les pays où ce régime nuptial existait, étaient insaisissables comme les biens eux-mêmes.

§ 2

Rentes

Quant aux rentes, dans notre ancien droit, contrairement à ce qui a lieu aujourd'hui, elles étaient considérées tantôt comme meubles, tantôt comme immeubles, suivant leur mode de constitution. Les rentes foncières étaient considérées comme immeubles, et les rentes constituées à prix d'argent étaient considérées comme meubles. Cette différence dans le caractère constitutif de rente entraînait une autre dans la poursuite et dans la saisie.

Quand elles étaient réputées immeubles, c'étaient les formes de la saisie-immobilière qui leur étaient applicables. Il fallait, en conséquence, recourir dans ce cas aux longues et dispendieuses formalités des décrets. Au contraire, quand elles étaient considérées comme meubles, on les soumettait tantôt à la procédure de la saisie-arrêt, tantôt à celle de la saisie-exécution : il y avait pour elles autant de formalités différentes que de cours souveraines et de coutumes générales et particulières.

Pour la saisie des rentes mobilières, il n'y avait pas de règles fixes : le mode de procédure variait arbitrairement selon les juridictions.

Seules, les rentes sur le roi, qui étaient réputées mobilières, avaient été, quant à la saisie, soumises à des règles plus simples, et c'est peut-être cette dernière procédure qui donna aux rédacteurs du Code de procédure civile l'idée d'organiser la voie d'exécution spéciale à laquelle les rentes sont aujourd'hui soumises.

Le seigneur, quand il exerçait la *saisie féodale*, saisissait par là même les rentes dues à son vassal, puisque celui-ci était dépossédé jusqu'à ce qu'il eût prêté foi et hommage. Au contraire, la *saisie censuelle* ne dépossédait pas le vassal ; elle l'empêchait seulement d'exercer ses droits sur le fief qu'il tenait du seigneur ; les revenus du fief étaient restitués au vassal quand il avait rempli ses devoirs.

Les rentes, comme les autres biens, étaient saisissables en principe, mais il existait certains cas d'insaisissabilité. Ainsi, le donateur ou le testateur pouvaient, en conférant le droit à une rente, déclarer cette rente insaisissable. Pothier en donne la raison suivante : « Le donateur ou le testateur, en opposant
« cette clause à sa donation ou à son legs, ne fait en
« cela aucun tort aux créanciers de celui à qui il
« donne ou lègue la rente. »

Cette clause pouvait même être sous-entendue dans les dons ou legs, quand il paraissait par les

circonstances que la rente avait été donnée ou léguée pour subvenir à ses aliments.

Mais, si une rente était constituée à prix d'argent, la clause d'insaisissabilité insérée dans le contrat n'était pas valable, parce que, dit encore Pothier, « personne ne peut interdire à lui-même la faculté de contracter des dettes, ni à ses créanciers celle de s'en faire payer sur ses biens. »

Ces ordonnances avaient déclaré certaines rentes insaisissables. Ainsi, les arrérages des rentes sur l'hôtel de ville de Paris, sur les tontines, étaient insaisissables. Il en était de même des rentes dues à certains ecclésiastiques, et des pensions dues aux chevaliers et officiers de l'ordre du Saint-Esprit et à leurs veuves.

SECTION III

Lois de la période intermédiaire et de l'époque moderne

Les besoins des individus se sont notablement accrus depuis un siècle, et le législateur a dû en conséquence, dans un but d'intérêt public, prendre des mesures de protection en faveur de certains débiteurs dont la situation était particulièrement intéressante.

C'est ainsi qu'un décret des 8-10 juillet 1791 a déclaré insaisissable en tout ou partie le traitement des militaires.

La loi des 6-22 août 1791 dispose, dans son article 130, que le traitement fixe, les gratifications et émoluments des préposés de la régie ne pourront être saisis à la requête de leurs créanciers, sinon pour leurs aliments ou logements pendant la dernière année, sauf auxdits créanciers à se pourvoir pour toute autre cause sur les biens desdits préposés. La loi du 1^{er} ventôse an VI (19 février 1798, article 6) déclare que la rente provenant de la récompense nationale due aux défenseurs de la Patrie, étant une dette sacrée, sera insaisissable et incessible, et ne sera sujette à aucune retenue.

La loi du 22 floréal an III (11 mai 1799) règle, dans son article 7, les oppositions sur le paiement des rentes et pensions dues par l'État.

La loi du 21 ventôse an XI (12 mars 1801) détermine la portion saisissable sur les traitements des fonctionnaires publics et des employés civils.

Les traitements des fonctionnaires publics et employés civils seront saisissables jusqu'à concurrence du cinquième sur les premiers 1.000 francs et toutes les sommes au-dessous, du quart sur les 5.000 francs suivants, et du tiers sur la portion excédant 6.000 francs, à quelque somme qu'elle s'élève, et ce, jusqu'à l'entier acquittement des créances.

Un arrêté du 18 nivôse an XI (8 janvier 1803) déclare les traitements des ecclésiastiques insaisissables dans leur totalité.

Le Code civil (1804) indique également plusieurs cas d'insaisissabilité.

Le décret du 1^{er} germinal an XIII (22 mars 1805), dans son article 48, annule les saisies du produit des droits réunis faites entre les mains des préposés de la régie ou de ses redevables.

Le Code de procédure civile, 17 avril 1806, remanie complètement la législation en cette matière dans les articles 580, 581, 582 ; mais, par une disposition sage, il ne prétend pas faire une énumération limitative des créances insaisissables.

En effet, dans son article 581 § 1^{er}, il déclare: sont insaisissables: 1^o les choses déclarées insaisissables par la loi, ce qui laisse subsister les lois antérieures pour les cas non prévus, et permet d'édicter des cas nouveaux d'insaisissabilité, sans avoir à modifier les articles du Code de procédure.

L'ordonnance des 27 août et 12 septembre 1817, article 2, porte que le paiement des pensions affectées sur les fonds de retenue ne pourra être arrêté par aucune saisie ou retenue.

La loi des 30 avril et 16 mai 1823 applique les dispositions de l'ordonnance qui précède aux indemnités accordées aux employés supprimés ou réformés en exécution de l'ordonnance du 22 octobre 1822.

La loi des 27 et 28 avril 1825 détermine les conditions dans lesquelles il pouvait être formé opposition sur les indemnités dues aux émigrés.

L'ordonnance des 4-6 mai 1825, relative à la même question, règle le mode d'exécution de la loi.

La loi des 11-14 avril 1831, art. 28, porte que les pensions militaires et leurs arrérages sont incessibles et insaisissables, sauf en cas de débet envers l'État ou dans les circonstances prévues par les articles 203 et 205 C. c.

La loi des 18 avril et 11 mai 1831, art. 30, applique la même règle aux pensions de l'armée de mer.

La loi des 9-13 juin 1853, relative aux pensions civiles, porte, dans son article 26, qu'aucune saisie ne peut être opérée du vivant du pensionnaire que jusqu'à concurrence d'un cinquième, pour débet envers l'État ou pour des créances privilégiées aux termes de l'article 2101 C. c., et d'un tiers dans les circonstances prévues par les art. 203, 205, 206, 207 et 214 du même Code.

Enfin, une loi récente des 10 et 20 janvier 1895 a organisé, avec des règles spéciales, la saisie-arrêt des salaires et des petits traitements. Cette loi est la dernière relative à cette matière.

Depuis 1789, diverses lois ont également réglé la saisissabilité des rentes ; ainsi, la loi du 22 floréal an XII, article 7, a déclaré qu'à l'avenir il ne serait plus reçu d'opposition au paiement des arrérages dus pour rentes perpétuelles viagères et pensions, à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire de l'inscription ou du brevet de pension.

D'autres lois, que nous étudierons en détail dans le cours de cet ouvrage, ont réglé la saisissabilité des rentes sur l'État.

Enfin, le Code de 1806 a organisé une procédure spéciale pour les rentes.

La loi du 24 mai 1842 a modifié, dans ses principales dispositions, le titre X du Code de procédure, qui traitait de la saisie des rentes.

Il est facile de se rendre compte, par l'énumération que nous avons donnée des lois et décrets relatifs à la saisissabilité et à l'insaisissabilité des rentes et créances, que cette matière a été souvent l'objet des préoccupations des législateurs.

Cette multiplicité des dispositions législatives rend la théorie de la saisissabilité plus difficile à dégager, et pourtant il serait intéressant de connaître comment le législateur moderne a organisé cette institution, et les motifs qui lui ont fait édicter les différents cas d'insaisissabilité.

Nous allons essayer de mettre en lumière ces diverses questions dans l'étude que nous allons faire.



PREMIÈRE PARTIE

CRÉANCES

CHAPITRE I^{er}. — *Du droit de saisie appliqué spécialement aux créances.*

- II. — *Des parties en cause dans la saisie-arrêt et de leurs relations entre elles.*
- III. — *Conditions générales de saisissabilité applicables à toutes les créances.*
- IV. — *Conditions de saisissabilité spéciales à certaines créances.*
- V. — *Créances insaisissables.*
- VI. — *Formes de la saisie portant sur les créances.*
- VII. — *De l'indisponibilité dont est frappée la créance saisie-arrêtée.*
- VIII. — *Effets du jugement de validité.*



CHAPITRE PREMIER

• DU DROIT DE SAISIE APPLIQUÉ SPÉCIALEMENT AUX CRÉANCES

SECTION PREMIÈRE

Différence entre la saisie des créances et la saisie des objets corporels

« L'exécution forcée, dit M. Garsonnet, est le seul moyen qu'ait le créancier de vaincre la résistance ou l'inertie de son débiteur, et d'obtenir paiement de ce qui lui est dû ou, plus généralement, l'accomplissement des obligations contractées envers lui. » (Garsonnet, tome III, page 525.) Depuis l'abolition de la contrainte par corps en matière civile, la seule voie d'exécution à laquelle le créancier puisse aujourd'hui recourir, lorsque l'exécution directe n'est pas possible, est la saisie des biens. On entend par là toutes les procédures qui tendent à mettre les biens sous main de justice pour aboutir, soit à empêcher le débiteur d'en disposer au détriment de ses créanciers, soit à vendre ses biens pour en distribuer le prix entre ses créanciers.

Ces sortes de procédures sont toujours la mise en œuvre du principe de l'article 2092 du Code civil, à

savoir que les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers. Il résulte de là que ce qui peut être considéré comme biens peut par là même faire l'objet d'une saisie, et cela se conçoit parfaitement.

Les biens, au sens juridique du mot, sont en effet les choses qui peuvent procurer à l'homme une certaine utilité, et sont susceptibles d'appropriation privée.

Certains droits, pouvant aussi procurer des avantages appréciables en argent, doivent, en conséquence, être considérés comme des biens et être frappés de saisie. C'est ce qui a lieu pour les droits de créance, qui permettent à celui qui les exerce d'exiger d'une autre personne l'accomplissement d'une prestation déterminée.

Mais, selon que le bien saisi se trouve être une *chose* ou un *droit*, le caractère et les effets de la saisie sont sensiblement différents.

Dans les deux cas, il est vrai, le but que se propose le créancier est bien toujours de se procurer une utilité pécuniaire ; mais les moyens à l'aide desquels il réalisera ce but ne sont pas les mêmes.

Lorsque le bien saisi est une chose, meuble ou immeuble, le créancier la fera vendre pour se payer sur le prix.

Si, au contraire, le bien saisi est un droit de créance, le saisissant obtiendra satisfaction en se faisant subroger à son débiteur dans le bénéfice du droit appartenant à ce dernier ; il se fera attribuer le

montant de la créance saisie jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû.

Cette différence dans la manière de procéder, selon qu'il s'agit de choses ou de droits, repose sur la nature particulière à chacune de ces espèces de biens.

En effet, le créancier qui est obligé de recourir à la saisie veut, par ce moyen, se procurer un bien d'une valeur égale à la créance dont il n'a pu obtenir l'exécution directe. Mais, comme ce bien doit être nécessairement une somme d'argent (l'inexécution de l'obligation se résolvant toujours en dommages-intérêts, art. 1147 C. civil), il s'ensuit que, si c'est une chose qui est saisie, il faut nécessairement la vendre pour la transformer en argent.

Au contraire, quand la saisie porte sur un droit de créance, le créancier saisissant peut se procurer directement la somme qui lui est due, sans avoir recours à la vente, pour cette raison bien simple que, la personne saisie étant elle-même créancière d'une certaine somme sur une tierce personne, on peut, à l'aide d'une simple subrogation, arriver à désintéresser le saisissant.

La saisie des créances se distingue encore des autres saisies en ce qu'elle ne peut s'exercer que sur des choses qui sont hors de la possession du débiteur. En réalité, ce ne sont pas les choses qui, dans la suite, seront attribuées aux créanciers qui sont saisies, mais bien la créance elle-même, c'est-à-dire le droit d'exiger la prestation. Cependant, comme la saisie

doit aboutir en définitive à la remise d'une chose entre les mains du saisissant, on peut dire que c'est cette chose qui fait l'objet de la saisie.

Pour arriver à la remise de cette chose, le saisissant doit faire intervenir son débiteur, le saisi, parce qu'aucun rapport juridique ne le rattache à la personne qui devra effectuer la remise: il est un tiers par rapport à elle. En conséquence, le saisissant est obligé d'agir au nom de son débiteur pour arriver à obtenir la chose due à ce dernier.

Sur quel principe juridique est donc fondé le droit qui appartient à tout créancier d'agir ainsi au nom de son débiteur? En d'autres termes, quel est le fondement d'un droit de saisie? C'est cette question que nous allons maintenant examiner.

SECTION II

Fondement juridique de la saisie-arrêt

La procédure de saisie applicable aux créances se nomme saisie-arrêt ou opposition. Par cet acte, un créancier qui a lieu de croire qu'un tiers doit quelque chose à son débiteur, arrête entre les mains du premier les sommes appartenant au second et lui fait défense de s'en dessaisir, pour obtenir ensuite du tribunal l'attribution de ces sommes jusqu'à concurrence de sa créance.

Le créancier qui saisit se nomme le saisissant ; le débiteur au préjudice duquel la saisie est faite se nomme le saisi ; enfin, le tiers entre les mains de qui elle se fait se nomme le tiers saisi.

Telle est, esquissée à grands traits, la procédure de saisie-arrêt.

Maintenant que nous savons en quoi elle consiste, nous allons rechercher sur quel principe elle est fondée.

Nous croyons qu'il faut voir, dans ce droit accordé aux créanciers, une application de l'article 1166 C. civ., qui permet aux créanciers d'exercer les droits et actions de leur débiteur. Cet article 1166 est la conséquence naturelle et logique du droit de gage général que l'art. du 2093 Code civil donne à tous les créanciers, sans exception, sur les biens compris dans le patrimoine de leur débiteur : « L'existence d'un tel droit de gage, dit M. Huc, se présente à nous comme le résultat nécessaire et forcé de tout rapport juridique engendrant un droit de créance. » (Huc, *Commentaire du Code civil*, t. XII, art. 1166.)

L'idée de gage général étant indissolublement liée à l'existence de toute créance, il s'ensuit que les créanciers ont le droit de veiller à la conservation des biens qui sont ainsi affectés au paiement de leurs créances. Aussi, afin que l'intégrité du patrimoine de leur débiteur puisse être maintenue, la loi leur permet-elle d'exercer les droits et actions appartenant à ce dernier, quand celui-ci néglige de le faire.

Mais, dans le cas spécial où il s'agit d'un droit de créance appartenant au débiteur à exercer, est-ce que le créancier ne pourra pas, au lieu d'exercer l'action oblique proprement dite, recourir à la saisie-arrêt? En un mot, la saisie-arrêt n'est-elle pas une application de l'article 1166 en ce qui concerne les créances?

C'est là une question fort discutée en doctrine et en jurisprudence.

M. Laurent semble admettre que la saisie des créances n'est qu'une application de l'article 1166 du Code civil; mais il reconnaît cependant qu'elle a ses principes spéciaux. On trouve dans le même sens un arrêt de la Cour de cassation du 13 novembre 1877 : « Attendu, dit cet arrêt, que la saisie-arrêt est l'exercice du droit que l'article 1166 Code civil accorde aux créanciers d'exercer les droits et actions de leur débiteur. » (S. 79, 1, 197.)

M. Demolombe est de la même opinion. (Demolombe, *Contrats*, II, § 54.)

M. Huc est d'un avis contraire et pense qu'un tel aperçu repose sur une équivoque. De même, dit cet auteur, qu'il ne faut pas confondre l'action réelle avec son objet, de même il ne faut pas confondre la créance avec l'action personnelle qui a pour but de la faire judiciairement constater, c'est-à-dire avec le droit de demande. (Huc, *op. cit.*)

D'après lui, l'article 1166 aurait simplement pour but de permettre au créancier d'une personne qui

est elle-même créancière d'une autre, mais n'a pas de titre exécutoire, d'agir en justice au nom de cette personne afin de lui faire obtenir le titre qui lui manque. Au contraire, au moyen de la saisie-arrêt, le créancier peut se faire attribuer la créance de son débiteur, quand elle est judiciairement constatée, jusqu'à concurrence du montant de sa propre créance.

Cette distinction entre le droit de demande et le droit de poursuite nous paraît plus subtile qu'exacte. En effet, prétendre qu'on ne peut pratiquer une saisie-arrêt sur une créance que si cette créance est judiciairement constatée, nous semble absolument contraire aux principes admis en cette matière. L'article 558 du Code de procédure civile ne dit-il pas formellement : « s'il n'y a pas titre, le juge du domicile du débiteur, et même celui du domicile du tiers saisi, pourront, sur requête, permettre la saisie-arrêt ou opposition. » Puisqu'on peut pratiquer une opposition sans aucun titre, *a fortiori* il est inutile de faire constater judiciairement la créance : quel serait le but de cette formalité, sinon précisément de procurer un titre au saisissant où la loi n'en exige pas ?

M. Huc, il est vrai, fait une restriction; il autorise la saisie-arrêt dans deux cas : 1° quand la créance est constatée par un titre exécutoire, et il prétend même que, dans ce cas, l'article 1166 n'est pas applicable, et 2° quand, la créance n'étant pas constatée par un titre exécutoire, la demande aura uni-

quement pour objet d'obtenir ce titre. Mais il prétend que, dans les autres cas, l'article 1166 est seul applicable, c'est-à-dire quand la créance n'est pas reconnue, quand son existence ne pourra être établie que par une décision judiciaire après débat contentieux sur le fond.

Voilà ce que nous ne pouvons admettre ; car, même dans les cas qu'il prévoit, le saisi a un droit qui, pour n'être pas encore constaté, n'en existe pas moins : ce n'est pas le jugement qui créera ce droit, il ne fera que le constater. Par conséquent, rien ne s'oppose à ce que le créancier fasse opposition, sauf au saisi à lui réclamer plus tard des dommages-intérêts si l'opposition a été indûment faite.

L'article 1166 n'ayant fait de restrictions que relativement aux droits exclusivement attachés à la personne, dans tous les autres cas les droits et actions du débiteur pourront être exercés par ses créanciers, aussi bien par la voie de la saisie-arrêt qu'au moyen de l'action oblique proprement dite.

Nous reconnaissons cependant que, si la saisie-arrêt est une application particulière de l'article 1166 du Code civil, elle est régie par des principes spéciaux, ainsi que le dit M. Laurent, et que, dans des cas nombreux, l'exercice de ces deux actions sera possible. Supposons en effet l'exemple suivant : par l'imprudence ou la négligence de son patron, un ouvrier est blessé en cours de son travail ; il obtient contre son patron une condamnation de 10.000 francs

à titre de dommages-intérêts. — D'autre part, le patron, en prévision du cas où sa responsabilité civile serait engagée, avait contracté une assurance, mais il néglige d'attaquer la compagnie : l'ouvrier peut-il le faire à sa place ? Évidemment oui. (Voyez, en ce sens : un arrêt de la Cour de Nîmes du 13 mai 1884, S. 85, 2, 201 ; un jugement du Tribunal civil de Roanne, rapporté dans un recueil périodique des Assurances, 1884, p. 194, et quantité d'autres décisions judiciaires.)

A-t-il également le droit de pratiquer une saisie-arrêt entre les mains de la compagnie ?

Oui, selon nous. En effet, si la compagnie conteste la validité de la saisie en se fondant sur ce qu'il n'est pas certain qu'elle soit débitrice envers le patron, le saisissant répondra : En vertu de l'article 1166, je vous réclame le paiement de ce que vous devez à mon patron. Si vous faites juger que vous ne lui devez rien, la saisie sera non avenue ; mais, si, au contraire, vous êtes condamnée, la saisie sera valable. Dans ce cas, par conséquent, l'exercice de l'action oblique se cumule avec la saisie-arrêt ; il en est même le préliminaire obligé et le moyen pratique d'arriver à la réalisation des deniers saisis-arrêtés, quand le saisi refuse d'agir.

Dans d'autres cas, au contraire, la saisie-arrêt pourra seule être exercée : c'est ce qui se produira quand la créance du saisi sera constatée par un titre exécutoire.

SECTION III

Nature et caractères de la saisie-arrêt

§ 1^{er}

La saisie-arrêt est-elle une subrogation judiciaire ?

On a beaucoup discuté sur la nature particulière de la saisie-arrêt.

Les uns considèrent cette procédure comme une sorte de demande en subrogation contre un débiteur. Les créanciers, dit-on, ne peuvent, de leur propre autorité, s'emparer légitimement de la créance appartenant à leur débiteur; car c'est une règle sans exception que nul ne peut agir en vertu d'une obligation qui n'a pas été stipulée à son profit, sans être le représentant du créancier primitif, et, pour que le créancier soit considéré comme tel, il faut qu'un tribunal compétent le subroge dans l'action qu'il veut exercer. Il faut donc que le créancier ait reçu, ou de la part de son débiteur lui-même, ou par l'autorité de justice, la délivrance de l'action qu'il veut exercer contre un tiers à l'effet d'en être saisi et d'avoir qualité pour agir. Or, ajoute-t-on, la procédure de saisie-arrêt a précisément pour but de permettre au créancier de se faire subroger judiciai-

rement dans la créance de son débiteur, le saisi, afin de pouvoir réclamer au nom de ce dernier ce qui lui est dû par le tiers saisi ; et ce qui le prouve, c'est que le jugement de validité, en même temps qu'il constate l'existence de la créance du saisissant, ordonne au tiers saisi de se libérer entre les mains dudit saisissant jusqu'à concurrence du montant de la créance de celui-ci.

La saisie-arrêt ne serait donc, d'après cette opinion, qu'une procédure en subrogation, au moyen de laquelle le créancier parviendrait à se faire substituer au lieu et place de son débiteur pour toucher ce qui est dû à celui-ci. (Prudhon, *Traité des droits d'usufruit*, tome IV, page 386.)

Cette opinion, après avoir eu un certain crédit, est aujourd'hui généralement abandonnée. Il n'est pas exact en effet que les créanciers soient obligés, avant d'exercer les actions de leur débiteur, de solliciter et d'obtenir une subrogation judiciaire.

Notre ancienne jurisprudence avait peut-être commencé par exiger cette subrogation ; mais elle avait fini par y renoncer, puisque Basnage disait que les créanciers intentent les actions de leur débiteur en vertu de cette subrogation naturelle qu'elles peuvent exercer sur ses biens. (Basnage, *Commentaire sur la coutume de Normandie*, art. 345.)

Aucun texte n'exige d'ailleurs cette subrogation ; l'article 588 s'applique à un cas spécial, et l'article 49 de la loi du 19 juillet 1837, invoqué aussi par nos

adversaires, s'explique par des considérations d'ordre administratif.

D'ailleurs, comme le remarque M. Demolombe, c'est imposer aux créanciers une procédure longue, compliquée et coûteuse, que de les obliger à intenter une première action pour se faire autoriser à en former une seconde. (Demolombe, XXV, n° 22. —Cass., 23 janvier 1849; D. P., 49, 1, 42, et 2 juillet 1851, D. P., 52, 1, 20.—Bourges, 21 mai 1889, D. P., 61, 5, 527.)

Enfin, avec le système qui considère la saisie-arrêt comme une subrogation judiciaire, on est obligé d'admettre logiquement que le jugement de validité, qui ordonne au tiers saisi de payer ce qu'il doit au saisi entre les mains des créanciers au profit desquels il est rendu, vaut, à l'égard de ces derniers, transport de la créance saisie-arrêtée. En conséquence, les autres créanciers du saisi ne pourraient intervenir, à partir du jugement, pour demander à être payés par contribution avec les saisissants antérieurs : or, cette solution nous semble en opposition formelle avec le principe écrit dans l'article 2092 du Code civil. Si tous les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers, tous doivent être payés au marc le franc, à moins qu'ils ne puissent invoquer une cause légitime de préférence. Et, comme les seules causes de préférence sont les privilèges et les hypothèques, nous ne voyons pas sur quel principe on peut s'appuyer pour autoriser les saisissants

antérieurs à être payés sur les sommes saisies par préférence aux autres créanciers.

On peut ajouter que, si le jugement de validité produisait une véritable subrogation, le tiers saisi cesserait d'être le débiteur du saisi ; or, cette dernière conséquence n'est admise par personne.

Nous croyons donc que la saisie-arrêt ne doit pas être considérée comme une subrogation judiciaire : elle a une nature particulière. Pendant l'instance, elle a un caractère conservatoire, et, après le jugement de validité, elle constitue une sorte de délégation imparfaite, permettant au saisissant d'agir au nom du saisi pour réclamer la créance de ce dernier au tiers saisi.

En raison de ce caractère conservatoire que la saisie-arrêt garde dans la première phase de la procédure, on s'est demandé si cette saisie, au lieu de constituer une véritable voie d'exécution, n'était pas plutôt une simple mesure conservatoire.

Cette question, selon la manière dont elle est résolue, entraîne des conséquences différentes ; aussi, allons-nous l'examiner en détail à cause de son importance pratique.

§ 2

La saisie-arrêt est-elle une mesure conservatoire ou une mesure d'exécution ?

D'après la définition que nous avons donnée de la saisie-arrêt, il est facile de voir qu'il y a dans cette

action deux phases bien distinctes : l'une qui part de l'exploit de saisie-arrêt pour aller jusqu'au jugement de validité, et l'autre qui a ce jugement pour point de départ et se continue jusqu'au paiement.

L'exploit de saisie-arrêt n'a d'autre effet que de mettre sous main de justice les choses saisies-arrêtées, et d'empêcher le saisi et le tiers saisi d'en disposer au détriment des créanciers.

Le jugement de validité, au contraire, a pour résultat d'attribuer au saisissant les deniers saisis-arrêtés.

Cette procédure a donc un double caractère dans son principe : elle constitue un acte conservatoire, et, dans ses effets, elle devient un acte d'exécution.

Mais ces deux caractères existent-ils dès l'origine ? Ou bien le caractère exécutoire ne prend-il naissance qu'au cours de la procédure ?

C'est là une question fort controversée qui, aujourd'hui encore, divise la doctrine et la jurisprudence. Elle mérite le plus sérieux examen ; car à chaque instant elle se pose, et de sa solution dépend le sort de beaucoup d'autres.

Pour soutenir que la saisie-arrêt est au début une mesure simplement conservatoire, on a fait valoir trois arguments principaux, reposant, l'un sur les travaux préparatoires, l'autre sur le but, et le troisième sur les effets de cette saisie.

Au cours de la discussion de la loi au corps législatif, on avait demandé que la saisie-arrêt ne

pût être pratiquée qu'en vertu d'un jugement, et Treilhard répondit que cela était inutile, car la saisie-arrêt était un acte conservatoire, et qu'on avait en conséquence jamais exigé l'intervention des Tribunaux.

L'article 558 Code procédure civile, ajoutent les partisans de cette opinion, est donc la consécration de la théorie émise par Treilhard, puisqu'on peut saisir en vertu d'une simple permission du juge ; et, si la loi n'exige pas de titre exécutoire pour intenter cette procédure, c'est qu'elle ne la considère pas comme une voie d'exécution. « Attendu, dit un arrêt de cassation du 10 août 1881, que la saisie-arrêt est une mesure conservatoire qui peut être prise en vertu d'un titre privé ou d'une permission du juge ; qu'elle a uniquement pour but et pour effet d'empêcher le tiers saisi de se libérer au préjudice du saisissant, sous réserve de tous droits ; qu'elle ne devient une mesure d'exécution que par l'effet du jugement de validité, qui attribue au saisissant les sommes saisies, et lui confère la faculté de contraindre le tiers saisi. » (Cass., 10 août 1881, D. P., 82, 1, 307.)

Un arrêt plus récent (1^{er} mai 1889, D. P. 90, 1, 264) ne fait que reproduire les termes mêmes de la décision que nous venons de citer.

Enfin, ajoute-t-on, la saisie-arrêt n'est qu'une simple défense, et non une atteinte au droit de propriété absolue du débiteur ; elle ne dépouille pas le débiteur de son droit, elle en contrarie simplement

l'exercice : c'est, en somme, plutôt une mesure de précaution qu'une voie d'exécution véritable.

On fait remarquer encore que la saisie-arrêt présente beaucoup d'analogie avec les saisies que la loi appelle conservatoires (saisie-gagerie, saisie foraine, saisie-revendication), à savoir, d'abord, un premier acte qui met les biens saisis sous main de justice, puis un jugement de validité.

Ceux qui voient dans la saisie-arrêt une mesure exclusivement conservatoire à son début sont bien obligés de reconnaître qu'elle se transforme dans la suite en une véritable voie d'exécution ; mais ils ne s'entendent pas sur le moment précis auquel se produit cette transformation. Suivant les uns, ce serait l'assignation en validité qui opérerait ce résultat. (Garsonnet, III, § 635. — Paris, 28 novembre 1879, et 11 mars 1880, S. 80, 2, 213. — Tribunal d'An-necy, 4 juin 1887 ; *La Loi*, 1887, 756.) Les autres prétendent, au contraire, que c'est par l'effet du jugement de validité que s'opère ce changement.

La Cour de cassation a prêté à ce dernier système l'appui de sa haute autorité en décidant, dans l'arrêt du 10 août 1881, que nous avons déjà cité, que la saisie-arrêt ne devient une mesure d'exécution que par l'effet du jugement de validité, qui attribue au saisissant les sommes saisies, et lui confère la faculté de contraindre le tiers saisi. (Dans le même sens : Roger, 2 ; — Cass. rej., 28 décembre 1880, D. P. 82, 1, 377 ; — Cass., 23 mars 1868, D. P. 68, 1, 369, et

1^{er} mai 1889, S. 89, 1, 460 ; — Rennes, 21 août 1871, D. P. 75, 2, 90 ; — Toulouse, 1^{er} février 1877, D. P. 81, 2, 201 ; — Tribunal de Chambéry, 9 janvier 1855 ; — Seine, 9 juillet 1887, — *Le Droit*, 1887, 170 ; — Le Havre, 19 mai 1887, Rec. proc., 98, n° 4.)

Cette doctrine n'apprécie pas d'une manière exacte, selon nous, le caractère de la saisie-arrêt ; elle envisage trop exclusivement le résultat de la saisie à l'égard du saisissant, tandis qu'au contraire, pour faire cette appréciation, c'est surtout au point de vue du débiteur qu'il faudrait se placer. Or, en empêchant le débiteur de toucher les sommes qui lui appartiennent, le créancier lui cause un préjudice aussi grave que s'il les encaissait.

M. Griotet, dans une note insérée à la suite d'un arrêt de cassation du 23 mars 1868, a émis, sur le caractère que l'on doit attribuer à la saisie-arrêt, une théorie qui nous semble beaucoup plus exacte. Il considère que cette procédure constitue dans toutes ses parties une véritable mesure d'exécution. On ne peut, suivant lui, donner la qualification d'actes conservatoires qu'aux actes qui ont pour but de prévenir l'extinction du droit ou de la chose objet du droit, et seulement quand la mesure de conservation est pratiquée par le titulaire du droit. « Mais, ajoute cet auteur, il en est autrement si celui qui sollicite la mesure de conservation ne prétend pas avoir un droit propre sur la chose, et agit simplement en sa qualité de créancier, demandant que les biens de son débiteur

soient mis sous main de justice, afin qu'il puisse les faire vendre à son profit. »

Il n'y a, dans ce cas, à conserver aucun droit sur la chose, et, quant au droit de créance lui-même en vertu duquel on agit, il n'est pas seulement conservé, il est ramené à exécution. (Griolet, note sous arrêt, D. P., 68, 1 369.)

Il faut, en conséquence, décider qu'une mesure conservatoire faite par un créancier sur les biens du débiteur est un commencement d'exécution : c'est précisément ce qui a lieu pour la saisie-arrêt.

L'opinion qui voit dans la saisie-arrêt un acte conservatoire pendant la première phase de la procédure, a le grave inconvénient de scinder cette procédure en deux parties distinctes, et d'isoler le premier acte de ceux qui le suivent et viennent en compléter les effets. La saisie-arrêt constitue en effet un acte indivisible ; le créancier qui l'a commencée doit la poursuivre jusqu'au bout, sous peine de la voir tomber entièrement sans que ce qu'il aurait commencé puisse lui être d'aucune utilité. Cette procédure forme un tout que l'on ne peut scinder ; il faut l'examiner dans son ensemble, car il est impossible qu'elle puisse, à certains moments, changer de caractère. Et, comme un acte juridique s'apprécie surtout par ses conséquences, nous croyons que, pour déterminer le caractère qu'il convient d'attribuer d'une manière générale à la saisie-arrêt, il faut considérer le résultat définitif de cette saisie. Or, nous savons qu'après le jugement

de validité, elle constitue une voie d'exécution, puisque ce jugement aboutit à déposséder le débiteur de sa créance pour l'attribuer au créancier.

Par conséquent, si, comme nous l'avons expliqué, on ne peut scinder cette procédure en deux parties, il faut conclure logiquement que la saisie-arrêt doit être envisagée *ab initio* comme un acte d'exécution.

Cette idée a été développée par M. le Procureur général Beaudouin devant la Cour de Limoges : « L'opinion la plus accréditée, disait-il, voit dans la saisie-arrêt un acte purement conservatoire, au moins jusqu'au jugement de validité qui en fait un acte d'exécution, scindant ainsi la procédure qui, tendant à l'exécution, en prend le caractère. J'inclinerais volontiers à contester, avec M. Griotet (Dal. 68, 1, 369), cette théorie, à me demander s'il est possible de couper ainsi en deux la saisie-arrêt, si elle ne constitue pas un acte indivisible, tout comme la saisie-exécution, la saisie immobilière, qui commencent, elles aussi, par des mesures conservatoires, la constatation des choses saisies et l'intention d'en disposer, pour n'emporter exécution qu'après certaines formalités accomplies, après un jugement, sans que cependant personne ait prétendu faire de ces saisies des saisies conservatoires, à condition que la procédure soit arrêtée à tel acte déterminé. Il nous semble qu'un acte destiné à avoir dans la suite les effets d'un acte d'exécution doit toujours, même dès au début,

être considéré comme un acte d'exécution. » (Limoges, 29 juin 1885, — D. P., 85, 2, 265.)

Il ne faut donc pas scinder la procédure de saisie-arrêt, et y voir deux parties d'un caractère aussi différent. Cette saisie est bien *ab initio* un acte d'exécution, et elle a ce caractère vis-à-vis de tous. On ne saurait donc, comme l'a fait un arrêt de Grenoble du 12 mai 1882, dire qu'elle constitue « une mesure conservatoire vis-à-vis du créancier, et « une mesure d'exécution à l'égard du débiteur ». (Grenoble, 12 mai 1882, — D. P., 82, 2, 126.)

Ce caractère exécutoire n'est pas, d'ailleurs, en contradiction avec la disposition de la loi, qui n'a pas exigé, pour pratiquer la saisie-arrêt, un titre exécutoire. « Ne voyons-nous pas, dit encore Griolet, les tribunaux autoriser quelquefois l'exécution de leurs jugements sur minute ? Or, la minute n'est pas accompagnée de la formule exécutoire. » Exiger un titre de cette nature serait, dans bien des cas, rendre impossible l'exercice de la saisie-arrêt, parce que le débiteur, se voyant poursuivi, se hâterait de se faire rembourser les créances dont il serait titulaire.

On peut encore ajouter, en faveur de la thèse que nous défendons, que la saisie-exécution et la saisie immobilière débutent, elles aussi, par des mesures conservatoires pour arriver à l'exécution, et cependant personne n'a prétendu leur attribuer un caractère conservatoire, à la condition qu'elles soient arrêtées à tel acte déterminé.

Enfin, la place occupée dans le Code par la saisie-arrêt, entre le titre de l'exécution forcée et celui des saisies-exécutions, ne démontre-t-il pas suffisamment que le législateur a bien entendu la ranger dans cette catégorie.

Quant à l'argument tiré des paroles de Treilhard au Conseil d'État, il ne nous semble rien moins que concluant ; car Treilhard, en s'exprimant ainsi, pouvait fort bien songer au simple arrêt, qui avait, dans notre ancien droit, un caractère essentiellement conservatoire et n'exigeait pas de titre exécutoire. (Pothier, *Traité de procédure*, 4^e partie, chap. II, section 4.)

La théorie que nous venons de développer a été adoptée par quelques décisions de jurisprudence. (Bordeaux, 12 juillet 1880, D. P. 80, 2, 232. — Cass., 28 décembre 1880 et 10 août 1881, D. P., 82, 1, 30 et 377. — Voyez aussi Bordeaux, 22 août 1854, D. P. 55, 2, 123.)

On pourrait être tenté, en nous voyant considérer la saisie-arrêt comme une voie d'exécution, de croire que nous nous mettons ainsi en contradiction avec l'opinion que nous avons défendue antérieurement, quand nous disions que la saisie-arrêt n'était qu'une application de l'article 1166 C. civil. L'action oblique que confère cet article semble en effet, au premier abord, être une simple mesure conservatoire ; il n'en est rien cependant : « Le débiteur cesse d'être le maître de son droit, puisque, en vertu de la loi, un créancier s'est emparé de

l'exercice de ce même droit, ce qui revient à dire que le droit a été saisi. « (Huc, *Commentaire du Code civil*, art. 1166.) » C'est donc, sinon une voie d'exécution, au moins le préalable nécessaire d'une exécution ultérieure.

La jurisprudence la plus récente est dans ce sens: « Considérant, dit un arrêt, que l'action oblique de l'article 1166 est une sorte de voie d'exécution permettant à celui qui est devenu créancier d'exercer les droits et actions appartenant à son débiteur. »

Si l'action de l'article 1166 constitue une voie d'exécution, *a fortiori* la saisie-arrêt, qui en est le développement, doit-elle avoir également ce caractère.

§ 3

Est-ce un acte d'administration ou de disposition ?

L'intérêt de cette question apparaît dans plusieurs cas. Ainsi, certains incapables, comme la femme mariée et l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, peuvent faire toutes sortes d'actes d'administration, mais ceux de disposition leur sont interdits. Il en est de même de celui qui a reçu un mandat général. (Article 1988 C. c.)

Selon nous, la poursuite du débiteur ne doit constituer qu'un acte d'administration ; et, dès lors qu'une personne peut recevoir valablement un paie-

ment amiable, elle doit avoir également le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour contraindre le débiteur récalcitrant de payer. Si cette opinion est fondée, il s'ensuit que les mandataires généraux, et toutes les personnes auxquelles les actes d'administration sont permis, peuvent procéder à une saisie sans procuration spéciale. L'article 556 C. p., c., en décidant que l'huissier, mandataire général de son client, peut pratiquer valablement toutes les saisies, excepté la saisie immobilière, ne fait d'ailleurs que confirmer notre opinion. Cela prouve, en effet, que les saisies immobilières peuvent être faites en vertu d'un mandat général d'administrer les biens du créancier ou de poursuivre le remboursement de ses créances.

CHAPITRE II

DES PARTIES EN CAUSE DANS LA SAISIE-ARRÊT ET DE LEURS RELATIONS ENTRE ELLES

Trois personnes interviennent dans la procédure de saisie-arrêt : le *saisissant*, le *saisi* et le *tiers saisi*.

Le saisissant est le créancier à la requête de qui la saisie est poursuivie.

Le saisi contre qui elle est pratiquée est à la fois débiteur du saisissant et créancier du tiers saisi.

Enfin, ce dernier est poursuivi en sa qualité de débiteur du saisi et au nom de ce dernier.

Ces notions générales données, nous allons examiner plus en détail le rôle de chacune de ces parties dans la procédure de saisie-arrêt.

SECTION PREMIÈRE

Qui peut pratiquer une saisie-arrêt, et pour quelles créances ?

§ 1^{er}

Qui peut pratiquer une saisie-arrêt ?

Pour pratiquer une saisie-arrêt, il est nécessaire d'être créancier personnel du saisi (art 557 C. c.) ; mais cette qualité n'est pas toujours suffisante. Cer-

taines circonstances peuvent, en effet, priver le créancier du droit de saisie qui lui appartient ; c'est ce qui a lieu toutes les fois qu'une incapacité quelconque, tout en lui laissant la jouissance de ses droits, lui en enlève l'exercice. Dans ces cas, la loi confie à certaines personnes le mandat d'agir au lieu et place du mineur : on dit alors que le créancier est représenté par ses mandataires légaux.

Par contre, il peut se faire que le créancier, tout en ayant la capacité suffisante pour procéder seul à la saisie, confie à certaines personnes, dites mandataires conventionnels, le soin d'agir à sa place.

Dans ces deux hypothèses, la saisie est toujours faite au nom et pour le compte du créancier ; mais il en est autrement quand la saisie est pratiquée par les ayants cause du créancier originaire : ceux-ci agissent alors pour leur propre compte, mais au nom de leur auteur.

Si nous voulons connaître les qualités qui sont requises chez le saisissant pour exercer son droit de saisie, nous avons trois cas à examiner :

1° Celui où la saisie est pratiquée par le créancier lui-même ;

2° Celui où elle est pratiquée par les représentants du créancier ;

3° Celui enfin où elle est pratiquée par les ayants cause du créancier originaire.

Nous allons examiner successivement ces diverses questions.

I. — CAS DANS LESQUELS LE CRÉANCIER PEUT PRATIQUER LUI-MÊME
UNE SAISIE-ARRÊT

En principe, il a toujours ce droit, s'il est capable et ne s'est pas dessaisi de sa créance ; mais il ne lui suffit pas d'être créancier, il faut encore qu'il soit créancier personnel de la personne saisie. Ainsi, le *créancier hypothécaire d'un immeuble* ne pourrait pratiquer une saisie-arrêt sur le tiers détenteur, car celui-ci est tenu *propter rem* ; mais il importerait peu que le saisissant fût créancier hypothécaire ou privilégié ou simplement chirographaire, s'il était en même temps créancier personnel du saisi.

On s'est demandé si un créancier pouvait pratiquer une saisie-arrêt entre les mains d'une quatrième personne débitrice du débiteur de son débiteur.

L'affirmative est généralement admise ; mais, pour justifier cette solution, on a invoqué des motifs d'une nature absolument différente.

Certains auteurs admettent en effet que le créancier peut, en invoquant l'article 1166 C. c., et sans remplir aucune formalité, se mettre au lieu et place de son débiteur, exercer tous ses droits et actions à l'exception de ceux qui sont exclusivement réservés à sa personne, et sans aucune réserve ni distinction. Or, le débiteur pouvant saisir-arrêter entre les mains du débiteur de son débiteur, le créancier doit avoir le même droit, et la procédure de saisie-arrêt sera

suivie, comme s'il était créancier direct du tiers saisi. (Pigeau, *La procédure civile des Tribunaux de France*, II, p. 154.)

Dans une autre opinion plus répandue, en admettant que la saisie-arrêt ne peut être exercée que par un créancier personnel sur un débiteur personnel, on permet, dans cette hypothèse, au créancier de pratiquer une saisie-arrêt, mais en vertu d'un autre principe que celui de l'article 1166 C. civ.

On estime que le créancier ne peut prendre le titre personnel nécessaire qu'en se faisant subroger judiciairement aux droits de son débiteur ; de cette façon, aucun obstacle ne s'opposera plus à la saisie. (En faveur de ce système, on peut citer : Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*, v° *Saisie-arrêt*, n° 11 ; — Dutruc, *Supplément aux lois de la procédure civile*, t. 3, v° *Saisie-arrêt*, 70, 58 ; — Garsonnet, *Traité de procédure*, t. 3, n° 599 ; — Dodo, *Traité de la saisie-arrêt*, n° 14.) — C'est dans le sens de cette dernière opinion que la jurisprudence s'est prononcée. (Évreux, 13 mars 1878, *Journal des Avoués*, 1879, t. 103, p. 251 ; — Poitiers, 24 janvier 1889, D. P. 90, 2, 100.)

La jurisprudence se fonde principalement, pour exiger dans ce cas une subrogation judiciaire, sur ce que la saisie-arrêt, étant une voie d'exécution forcée, ne saurait être comprise parmi les droits dont l'article 1166 C. c. permet l'exercice au créancier. Mais cet article ne fait aucune distinction ; aussi croyons-

nous que la Cour de cassation avait eu parfaitement raison de décider, dans un arrêt du 2 juillet 1851 : « Qu'aucune disposition de la loi ne subordonne l'exercice des actions ainsi ouvertes aux créanciers (par l'article 1166 C. c.) à un consentement émané du débiteur ou à une autorisation de la justice. »

L'article 1798 C. c. ne fait que confirmer cette opinion en permettant, dans un cas spécial, aux créanciers de frapper de saisie-arrêt ce qui est dû à une personne qui ne leur doit rien personnellement, mais qui est débitrice de leur débiteur.

On peut rapprocher de l'hypothèse que nous venons d'examiner le cas où une saisie-arrêt est pratiquée contre une caution. Mais, alors que dans le cas précédent le saisi n'avait pris aucun engagement direct contre le saisissant, la caution au contraire, bien qu'elle ne soit obligée qu'accessoirement à la dette, a néanmoins contracté un engagement personnel vis-à-vis du créancier, et son patrimoine est, en conséquence, affecté au paiement de l'obligation du débiteur principal. Le créancier peut donc saisir les sommes dues à la caution. Celle-ci peut, il est vrai, lui opposer le bénéfice de discussion ; mais les tribunaux devront maintenir la saisie-arrêt provisoirement. (Roger, n° 125, et les arrêts auxquels il renvoie.)

La jurisprudence a quelquefois autorisé la saisie-arrêt dans des cas où le saisissant n'était aucunement créancier du saisi. Certains arrêts ont ainsi permis

au mari de saisir les revenus appartenant à sa femme pour la contraindre à réintégrer le domicile conjugal. (V. : Paris, 27 janvier 1854, D. P. 55, 2, 208 ; — Nîmes, 20 février 1862, D. P. 63, 2, 193 ; — Bordeaux, 3 janvier 1882, D. P. 82, 2, 126 ; — Nantes, 14 mars 1898, Gaz. Pal. 23 novembre 1898.) Ce moyen de contrainte indirecte a été critiqué par certains auteurs, par ce motif que le mari, n'étant pas créancier de sa femme, ne devrait pas pouvoir saisir les créances lui appartenant.

Il a également été jugé que la femme demanderesse en divorce, pouvant prendre, pendant la durée de l'instance, toutes mesures conservatoires à raison de ses biens, dont le mari a l'administration et la jouissance, peut en conséquence, dès la première ordonnance et sur la permission du juge, pratiquer une saisie-arrêt sur les valeurs qui lui appartiennent en propre, pour empêcher qu'elles ne soient touchées par le mari, mais non pour en obtenir la remise immédiate. (Tribunal civil de Lyon, 22 décembre 1887, cité par MM. Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure*.) Nous accorderions encore au créancier bénéficiaire le droit de saisir-arrêter entre les mains d'un tiers les sommes qu'il doit à une succession. (Riom, 4 juillet 1890, loi 3 octobre 1890.) La succession du défunt est dans ce cas débitrice personnelle du saisissant; rien ne s'oppose donc à la saisie-arrêt.

II. — CAS DANS LESQUELS LA SAISIE-ARRÊT EST PRATiquÉE PAR
LES REPRÉSENTANTS DES CRÉANCIERS.

La saisie-arrêt peut être pratiquée par les représentants du créancier dans des hypothèses bien différentes.

Il peut se faire, en effet, que la créance du saisissant réunisse tous les caractères requis pour procéder à la saisie, mais que l'état d'incapacité dans lequel se trouve le créancier l'oblige à confier aux personnes que la loi lui indique le soin de veiller à ses intérêts. Ces personnes sont investies du mandat légal de représenter l'incapable dans les divers actes de la procédure ; elles agissent en son lieu et place, en son nom et pour son compte. Par elles-mêmes, elles n'auraient pas qualité pour saisir la créance du débiteur ; mais, en vertu d'une fiction de la loi, on ne tient pas compte de la personne du représentant, et la saisie est censée faite par le créancier lui-même.

Le créancier, tout en ayant la capacité suffisante pour procéder à une saisie, peut cependant charger un tiers d'agir à sa place.

Dans ce dernier cas, ce n'est plus la loi, mais bien le créancier lui-même qui investit le tiers du droit d'agir en son lieu et place. Il peut donc augmenter ou restreindre à son gré les pouvoirs de son mandataire, ce qui ne lui est pas permis quand

le mandat est légal ; mais c'est toujours en vertu de la même fiction que le représentant agit.

Nous examinerons successivement :

A. — *Dans quels cas le créancier doit-il se faire représenter dans la procédure de saisie par des mandataires légaux ?*

B. — *Dans quels cas et à quelles personnes doit-il être censé avoir donné mandat de pratiquer une saisie-arrêt ?*

A. — Dans quels cas le créancier doit-il se faire représenter dans la procédure de saisie-arrêt par des mandataires légaux ?

Dans notre droit, toute personne titulaire d'un droit peut, en principe, exercer elle-même les prérogatives attachées à ce droit ; spécialement en matière de saisie-arrêt, tout créancier peut, d'après l'art. 557 C. pr. c., procéder lui-même à la saisie des créances appartenant à son débiteur. La capacité est donc la règle, et les cas d'incapacité ne sont que l'exception ; mais, avant d'étudier ces derniers, nous croyons utile d'indiquer sommairement les conditions de capacité que la loi exige chez le créancier pour qu'il puisse pratiquer une saisie-arrêt sur son débiteur.

On peut se demander tout d'abord si la capacité requise pour procéder à ces sortes de saisies est la même que pour ester en justice, de telle sorte que les représentants des incapables et les personnes légalement chargées d'administrer le bien d'autrui ne puissent recourir à ces voies d'exécution qu'aux

conditions et sous les autorisations requises pour agir en justice.

Cette question a été diversement résolue par les auteurs, parce que sa solution dépend précisément de l'opinion que l'on adopte sur le caractère particulier de la saisie-arrêt. Si l'on regarde cette procédure comme une véritable mesure d'exécution, il ne faut pas hésiter à l'assimiler aux actions judiciaires, et exiger, en conséquence, du saisissant la même capacité que pour ester en justice. Au contraire, si on ne voit dans la saisie-arrêt qu'un acte conservatoire, il peut être signifié à la requête d'un incapable et sans autorisation préalable, sauf à régulariser ensuite la procédure en faisant intervenir le représentant de l'incapable, quand il s'agira d'assigner en validité. « Ainsi, dit l'un des partisans de cette opinion, il « (*l'exploit de saisie-arrêt*) peut être fait à la requête « d'un mineur, d'une femme non autorisée, d'un « maire, du receveur d'un hospice, du trésorier d'une « fabrique d'église ou de tout autre établissement, « d'un percepteur des contributions directes, en vertu « du rôle. » (Roger, 379.)

MM. Carré et Chauveau, qui considèrent également la saisie-arrêt comme un acte conservatoire, autorisent les représentants légaux des communes à y procéder sans autorisation, mais refusent ce droit aux incapables proprement dits, c'est-à-dire aux mineurs, aux interdits, aux femmes mariées. « Il nous « paraît impossible, disent ces auteurs, de leur

« attribuer un droit aussi grave, aussi préjudiciable
« même, selon les circonstances, aux intérêts du
« débiteur que la saisie-arrêt. L'article 557 em-
« brasse, il est vrai, tous les créanciers, et l'art. 558
« ne subordonne la validité de la saisie à une per-
« mission du juge que lorsqu'elle est faite sans titre;
« mais les règles relatives à la capacité sont toujours
« sous-entendues. » (Chauveau, IV, 9, 1923 *ter.*)

Même avec ces restrictions, nous ne pouvons admettre l'opinion professée par ces auteurs, parce que nous faisons découler notre solution d'un principe différent du leur. Nous avons admis, en effet, que la saisie-arrêt constituait une mesure d'exécution, car elle doit se terminer par un jugement; elle n'est donc que le préliminaire d'une action en justice; elle fait corps avec elle et lui emprunte nécessairement son caractère. Quand il s'agit d'assigner en validité, nos adversaires eux-mêmes sont obligés de reconnaître que l'assignation doit être donnée dans les formes et avec les conditions voulues pour ester en jugement. — Alors, pourquoi exiger une capacité différente pour la signification de l'exploit? La procédure doit avoir un caractère unique, et l'on ne peut la scinder en exigeant du saisissant une capacité plus ou moins étendue, suivant les phases qu'elle traverse.

Ainsi, d'après nous, que l'on se place au début ou à la fin de la procédure, qu'il s'agisse de l'exploit de saisie ou de l'assignation en validité, il faut toujours,

pour pratiquer une saisie-arrêt, avoir la capacité d'agir en justice.

Mais, si cette capacité est nécessaire au créancier saisissant, elle est aussi suffisante. C'est ainsi que le mineur émancipé, pouvant intenter *seul* une action mobilière (argument de l'article 482 C. civ.), peut par là même pratiquer une saisie-arrêt, bien que n'ayant pas le plein exercice de capacité civile. La femme séparée de corps a le même droit depuis la loi du 6 février 1893 ; mais la femme mariée, même séparée de biens, doit dans ce cas obtenir l'autorisation de son mari ou de justice ; de même, l'individu pourvu d'un conseil judiciaire doit se faire assister de son conseil, ces formalités leur étant nécessaires pour ester en justice, d'après les articles 215 et 513 C. civ.

La loi du 4 mars 1889 impose également l'assistance de ses liquidateurs au commerçant en état de liquidation judiciaire qui veut pratiquer une saisie-arrêt. (Art. 6, loi du 4 mars 1889.)

Le failli, lui, n'ayant que le pouvoir de faire des actes conservatoires, ne peut procéder à la saisie ; cependant, la jurisprudence, logique avec elle-même, l'y autorise. (Paris, 24 décembre 1880, D. P. 81, 2, 203.)

Au moment où la saisie est formée par les représentants légaux de l'incapable, ce n'est plus, comme le remarque fort justement M. Garsonnet, une question de *capacité*, mais une question de *pouvoir* qui se pose. C'est encore le pouvoir d'ester en justice

que nous exigerons ici chez le représentant, et cela, pour les raisons que nous avons données en traitant de la capacité.

Dans bien des cas, le mandat dont il est investi suffira, par lui-même et par lui seul, au représentant pour procéder à la saisie ; mais, d'autres fois, certaines formalités devront être remplies par lui avant toute poursuite. Ainsi, la loi exige assez fréquemment que le représentant des personnes morales ait obtenu, avant d'agir en justice, certaines autorisations. — Ces mêmes autorisations lui seront nécessaires s'il veut pratiquer une saisie ; et, s'il négligeait de les obtenir, la saisie devrait être déclarée nulle pour vice de forme ou défaut de pouvoir chez le saisissant.

La jurisprudence et les auteurs qui regardent la saisie-arrêt comme une mesure conservatoire, regardent ces formalités comme inutiles jusqu'au jugement de validité. Aussi donnerons-nous des solutions différentes des leurs dans les divers cas d'application que nous allons maintenant indiquer.

Les articles 464 et 509 Code civil donnant au tuteur du mineur ou de l'interdit le pouvoir d'intenter seul les actions mobilières, ce dernier n'aura aucune formalité à remplir avant de procéder à la saisie. Il en sera de même du mari commun en biens, investi par l'article 1428, § 2, Code civil, des actions mobilières de sa femme, et du syndic de faillite, le jugement déclaratif ayant dessaisi le failli de ses droits pour les lui transférer.

Mais, selon nous, le maire d'une commune, le trésorier d'une fabrique, devront, avant de saisir-arrêter, s'être munis de l'autorisation du Conseil de préfecture. (Article 121 loi du 5 avril 1884, et article 77 décret du 30 décembre 1809.) La jurisprudence donne dans ce cas une solution contraire, pour les motifs que nous avons indiqués. (Tribunal civil Orléansville, 2 février 1889, *Dal. sup.*, *Rép. Saisie-arrêt*, n° 8.)

B. — Dans quels cas et à quelles personnes le créancier doit-il être censé avoir donné mandat de pratiquer en son nom une saisie-arrêt ou une saisie des rentes ?

Cette question ne saurait se poser dans le cas où le créancier a donné à quelqu'un le mandat spécial de saisir, en son nom, une créance ou une rente appartenant à son débiteur. Le mandataire spécial doit rester dans les limites tracées par son mandat, et ne peut excéder les pouvoirs qui lui sont donnés, sous peine d'engager sa responsabilité.

Mais la question est beaucoup plus délicate s'il s'agit d'un mandat général. L'article 1988 Code civil dispose en effet que « le mandat conçu en termes « généraux ne comprend que les actes d'administration ». Par conséquent, si la saisie-arrêt ou la saisie des rentes sont des actes de disposition, le mandataire du créancier ne pourra y procéder qu'en vertu d'un pouvoir spécial. Au contraire, si ces voies d'exécution ne constituent que des actes d'ad-

ministration, les mandataires généraux pourront y procéder sans procuration spéciale. C'est cette dernière solution qu'il faut adopter; car elle ne saurait faire de doutes en présence de l'article 556 Code procédure civile : « La remise de l'acte ou du jugement
« à l'huissier, dit cet article, vaudra pouvoir pour
« toutes exécutions autres que la saisie immobilière
« ou l'emprisonnement, pour lesquels il sera besoin
« d'un pouvoir spécial. » Ainsi, dans cette hypothèse, l'huissier qui est seulement investi d'un mandat général, peut procéder à la saisie-arrêt. Il faut généraliser cette solution, et l'appliquer toutes les fois que le représentant aura le pouvoir général d'administrer.

C'est d'ailleurs en ce sens que l'immense majorité des auteurs se sont prononcés. « Le devoir qu'a le
« mandataire général de faire payer les débiteurs du
« mandant, dit M. Guillouard, entraîne pour lui le
« droit de les poursuivre pour obtenir une condam-
« nation, et enfin de pratiquer contre eux une saisie
« mobilière. » (Guillouard, *Du mandat*, n° 86. — (Dans le même sens: Trolong, *Du mandat*, nos 291 et 293; — Aubry et Rau, IV, § 412; — Laurent, XXVII, n° 432.) Cet auteur met ainsi sur la même ligne le droit d'agir en justice et le droit de pratiquer une saisie: ce rapprochement nous semble significatif, et nous le faisons remarquer, car il a une importance particulière. Nous avons vu précédemment, en étudiant les pouvoirs des mandataires légaux, que ces personnes devaient, avant de pratiquer une

saisie, se munir de certaines autorisations comme s'il s'agissait d'intenter une action judiciaire ; — Eh bien, il en sera de même pour tous les mandataires généraux, qu'ils aient un pouvoir légal ou conventionnel. Toutes les fois que ces personnes auraient besoin, pour agir en justice, de certaines autorisations, elles devront également les obtenir avant de pratiquer une saisie-arrêt.

D'après les principes que nous venons d'exposer, les administrateurs d'une société par actions devraient, avant de faire une saisie-arrêt, demander l'autorisation préalable de l'assemblée générale, si, d'après les statuts, cette autorisation était requise pour intenter une action judiciaire, etc. Il en serait de même dans tous les cas analogues)

III. — DANS QUELS CAS LES AYANTS CAUSE DU DÉBITEUR ORIGINAIRE ONT-ILS LE DROIT DE PRATIQUER UNE SAISIE-ARRÊT ?

Les ayants cause peuvent être de deux sortes : les uns seront les successeurs universels (héritiers légitimes ou successeurs irréguliers, héritiers purs et simples ou bénéficiaires, légataires universels ou à titre universel) ; les autres seront les successeurs particuliers (subrogé, cessionnaire à titre onéreux, donataire, légataire, endosseur ou délégataire.)

A. — AYANTS CAUSE A TITRE UNIVERSEL

Par application de l'article 1122 C. civ., les ayants cause à titre universel bénéficient des créances

de leur auteur, et peuvent exercer ses droits aux mêmes conditions que lui. Les explications que nous venons de donner s'adressent donc à eux, au même titre qu'aux créanciers originaires, dès qu'ils sont régulièrement investis des droits de leurs auteurs.

B. — AYANTS CAUSE A TITRE PARTICULIER

Nous assimilons également au créancier originaire ses successeurs particuliers. L'art. 1122 C. civil ne fait pas de distinction : le créancier est toujours censé avoir stipulé pour lui et pour ses ayants cause, qu'ils soient à titre universel ou à titre particulier. Mais, la saisie-arrêt constituant une voie d'exécution et non une simple mesure conservatoire, celui qui veut l'exercer doit avoir pour cela la capacité et les pouvoirs nécessaires pour intenter une action quelconque relativement à la créance qui lui est transmise : c'est ainsi que le légataire à titre particulier devra, dans certains cas, obtenir préalablement la délivrance de son legs ; le cessionnaire devra remplir les formalités exigées par l'art. 1690 C. civ., sinon le saisi pourrait méconnaître la cession et arguer la saisie-arrêt de nullité. (S., 88, 2, 157.)

§ 2

Pour quelles causes et en vertu de quels titres peut-on pratiquer une saisie-arrêt ?

Une créance certaine et exigible est nécessaire pour pratiquer une saisie-arrêt ; mais, alors que

l'art. 551 C. pr. c. exige en outre, pour toute saisie en général, que la créance soit liquide, l'art. 589, § 2, C. pr. c. permet de remplacer la liquidité réelle par une liquidation provisoire faite par le magistrat.

Pour qu'une créance soit certaine, il faut qu'elle existe réellement, et ne soit pas susceptible d'être sérieusement contestée. Le législateur moderne, en exigeant cette condition, a eu pour but de faire cesser dans l'avenir les abus et vexations qui provenaient, dans l'ancien droit, des oppositions sans suites.

Il ne suffit pas que la créance soit devenue certaine depuis la saisie-arrêt, il faut qu'elle le soit au moment de l'opposition ; mais cette existence sera suffisamment déterminée par le jugement de validité.

Si la créance ne doit devenir certaine qu'à la réalisation d'une éventualité douteuse, comme une condamnation éventuelle ou une liquidation de succession, etc., elle ne peut servir de base à une saisie-arrêt.

Il en est de même des créances fondées sur une obligation légale, telle que l'obligation alimentaire, tant qu'elles n'ont pas été reconnues en justice et transformées par un jugement en dettes exigibles.

Si la créance est à terme ou conditionnelle, il faut attendre l'arrivée du terme ou de la condition avant de pratiquer la saisie.

On peut, au contraire, suppléer à la liquidité en faisant évaluer provisoirement la créance par le juge, et cela, qu'elle soit ou non constatée par un titre.

Mais, pour qu'une saisie soit valable, il ne suffit pas qu'elle remplisse les conditions que nous venons d'énumérer, il faut encore qu'elle soit constatée par un titre. Si le saisissant est muni d'un titre authentique, il n'y a qu'une inscription de faux qui puisse l'obliger à surseoir, conformément à l'article 319 C. c.; mais un titre privé lui suffit, et, s'il n'en a pas la permission, la permission du juge lui en tient lieu.

Déjà, dans l'ancien droit, on pouvait saisir en vertu d'un titre sous seing privé ni reconnu ni vérifié; mais cela avait entraîné des abus, et, lors de la rédaction du Code, le Tribunal demandait qu'on ne pût saisir-arrêter qu'en vertu d'un titre authentique ou d'une permission du juge; mais cela ne fut pas admis. Bien entendu, quand la saisie est faite en vertu d'un titre de cette nature, son efficacité est subordonnée à celle du titre en vertu duquel on opère; et, s'il est contesté, on surseoirait tant que le saisi ne sera pas décidé à le reconnaître, ou qu'il ne sera pas vérifié contre lui. (Art. 557.)

Si le saisissant n'a pas de titre, l'article 558 lui permet de présenter une requête au juge du domicile du débiteur, ou même à celui du domicile du tiers saisi, pour se faire autoriser à pratiquer une saisie-arrêt. Le caractère exceptionnel de cette mesure se justifie souvent par l'extrême urgence de cette saisie.

Si le saisissant était obligé d'assigner son débiteur et de prendre jugement contre lui avant de pratiquer la saisie, ce dernier pourrait, pendant ce temps,

toucher ses créances et en dissiper le montant, et rendre ainsi la saisie illusoire.

Le président du Tribunal civil est seul compétent pour accorder ce permis, sauf si la créance est commerciale : le président du Tribunal de commerce a alors le même droit.

Cette ordonnance n'est en principe susceptible d'aucun recours ; mais, dans quelques tribunaux, à Paris notamment, le président ne rend son ordonnance que sous la réserve, pour le saisi, de se pourvoir devant lui. De sorte que le président peut fort bien révoquer son ordonnance après avoir entendu l'explication du saisi.

Le juge a en effet un pouvoir absolument discrétionnaire en cette matière : il peut accorder purement et simplement l'autorisation demandée, la refuser, ne l'accorder que pour partie seulement de la créance du saisissant, ou y mettre une condition, etc.

La jurisprudence a même fini par admettre qu'il pouvait, en délivrant son ordonnance, exiger qu'il lui en soit référé en cas de difficulté, et qu'il pouvait, sur ce référé, prescrire telles mesures qu'il lui plairait.

SECTION II

Personnes contre lesquelles on peut pratiquer une saisie-arrêt

En principe, toute personne tenue personnellement d'acquitter une obligation peut, si elle n'exécute pas ses engagements, voir les créances et les rentes

qui lui appartiennent saisies par son créancier ; mais à cette règle, comme à toutes les autres, il existe des exceptions.

Si le débiteur est frappé d'une incapacité quelconque, il faudra, pour que la procédure soit régulière, mettre en cause ses représentants légaux.

Dans d'autres cas, ce sera contre ses ayants cause, à titre universel ou à titre particulier, qu'il faudra agir.

Nous aurons donc à examiner successivement ces diverses hypothèses.

§ 1^{er}

Dans quels cas la saisie-arrêt est-elle dirigée contre le débiteur lui-même et contre lui seul ?

Cela se produit quand il est tenu, *personnellement* ou comme caution, d'acquitter la dette qui motive la poursuite. Cette solution est la conséquence des articles 2092, 2011 et 1610.

Mais, s'il est juste que les biens du débiteur soient affectés au paiement de l'obligation par lui contractée, logiquement ils ne devraient l'être que jusqu'à concurrence de cette même obligation. C'est bien ce qui a lieu dans la plupart des cas ; cependant, il arrive parfois, en raison de la nature particulière de certains engagements, que le créancier puisse réclamer à son débiteur bien au delà de ce qu'il doit en réalité. Ainsi, dans les obligations solidaires et indivisibles,

le créancier peut réclamer le montant total de l'obligation à un seul des débiteurs : l'obligation et la contribution aux dettes ne sont pas les mêmes dans ces hypothèses.

A. — OBLIGATIONS SOLIDAIRES

En ce qui concerne les obligations solidaires, la règle est posée par l'article 1203 C. civ. : « Le « créancier d'une obligation contractée solidairement, « dit cet article, peut s'adresser à celui des débiteurs « qu'il veut choisir, sans que celui-ci puisse lui opposer « le bénéfice de division. » Les parties peuvent, il est vrai, apporter des restrictions à ce droit du créancier ; mais il faut qu'elles les aient formulées expressément. Néanmoins, même en l'absence de toute stipulation, aux termes de l'article 1208 C. civ. : « Le codébiteur solidaire poursuivi par le créancier « peut opposer toutes les exceptions qui résultent de « la nature de l'obligation, et toutes celles qui lui « sont personnelles, ainsi que celles qui sont communes à tous les débiteurs. Il ne peut opposer les « exceptions qui sont purement personnelles à quelques-uns des autres codébiteurs. »

En conséquence, si l'obligation est nulle pour une cause quelconque, si elle a été exécutée, etc., le débiteur solidaire saisi fera annuler la saisie-arrêt pratiquée sur lui. Dans d'autres cas, elle ne sera valable que pour partie, par exemple si le créancier

a fait remise à un codébiteur de sa part dans la dette (art. 215), etc. Le codébiteur qui a payé au delà de sa part a bien un recours contre les autres codébiteurs, mais il ne peut opposer le bénéfice de division au créancier saisissant.

Nous n'avons pas à nous préoccuper ici de la distinction que font certains auteurs entre la solidarité parfaite et imparfaite ou l'obligation *in solidum*, parce que, dans tous les cas, le créancier peut saisir-arrêter les créances du débiteur jusqu'à concurrence du montant total de sa créance : la distinction que nous venons d'indiquer est surtout importante au point de vue du recours du *solvens* et de l'effet interruptif, et, par suite, ne présente pas d'intérêt dans notre question.

Par application des principes que nous venons de poser, il faut décider que :

1° Le créancier d'une société en nom collectif pourra saisir-arrêter la créance de l'un des associés jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû par la société ;

2° De même, quand plusieurs personnes auront emprunté conjointement la même somme, l'art. 1887 C. civ. les déclare solidairement responsables envers le prêteur ; en conséquence, ce dernier peut faire seul saisie-arrêt sur l'un des emprunteurs jusqu'à concurrence du montant total du prêt ;

3° La personne lésée qui a une action contre les auteurs d'un crime ou d'un délit peut également, en vertu de l'article 55 du Code pénal, saisir-arrêter,

jusqu'à concurrence du montant du dommage causé, la créance de l'un des auteurs ou du délit ;

4° Avant la loi du 5 janvier 1883, les locataires étaient solidairement responsables pour la totalité du prix de l'incendie de la maison louée ; ils ne le sont plus aujourd'hui que proportionnellement à la valeur locative de l'appartement occupé ; mais cependant la Cour de cassation les déclare responsables *in solidum* à l'égard du propriétaire (Cas., 4 juin 1889, S. 89, 1, 477), de sorte qu'aujourd'hui, comme avant cette loi, le propriétaire peut faire une saisie-arrêt sur l'un des locataires jusqu'à concurrence du prix de la maison ;

5° L'endosseur d'une lettre de change qui a payé a le même droit vis-à-vis de chacun des autres obligés.

On pourrait multiplier les exemples, cette règle étant applicable toutes les fois qu'il existe des obligés solidaires.

B. — OBLIGATIONS INDIVISIBLES

Étudions maintenant, relativement au débiteur saisi, les conséquences de l'indivisibilité entre débiteurs.

Le créancier d'une obligation indivisible non payé a-t-il le droit, comme le créancier d'une obligation solidaire, de saisir les sommes dues à l'un de ses débiteurs, jusqu'à concurrence du montant total de sa propre créance ?

Cette question ne peut être résolue qu'en faisant certaines distinctions, selon le caractère de l'indivisibilité. Nos anciens auteurs, dont la théorie a été reproduite dans les art. 1217 et 1218 C. civ., avaient en effet posé en principe que l'indivisibilité peut résulter, ou de la nature même de l'obligation, ou de l'objet que les parties se sont proposé, ou enfin de l'impossibilité de faire un paiement partiel.

La saisie-arrêt, comme toutes les autres saisies, suppose que le débiteur n'a pas exécuté volontairement l'obligation dont il était tenu, et permet au créancier d'obtenir, sur certains biens du débiteur, l'équivalent de ce qui lui est dû.

Rien n'est plus simple, quand'il s'agit de créances ordinaires, que de connaître la somme jusqu'à concurrence de laquelle on peut saisir; mais, en matière d'obligation indivisible, ce cas est bien plus délicat. Le créancier, ici, peut réclamer le total à chaque débiteur, et chaque débiteur devra le payer, non parce qu'il s'est obligé pour le tout, mais parce que, à cause de l'indivisibilité de l'objet, l'un ne peut pas réclamer et l'autre ne peut pas payer une part isolée; en un mot, l'obligation est due *in totum, sed non totaliter*.

S'il en est ainsi quand le débiteur n'exécutera pas l'obligation, le créancier aura-t-il le droit de saisir ses créances jusqu'à concurrence de la totalité de l'obligation, ou seulement jusqu'à concurrence de sa part contributoire?

En effet, puisqu'on ne réclame plus alors l'objet même de l'obligation, mais son équivalent, et, cet équivalent étant divisible, on ne doit pouvoir saisir les créances de chacun des codébiteurs que pour une valeur égale à la part dont ils sont tenus.

C'est ainsi que la Cour de cassation de Belgique a jugé qu'une obligation de faire se résolvant en dommages-intérêts, devient divisible de sa nature. (Cass. belge, 1^{er} juillet 1880, Jus. 80, 1, 259.— Dans le même sens, Cass., 14 juin 1887, D. 88, 1, 19.)

Ce système nous paraît juste, mais nous ne l'adoptons qu'en faisant certaines restrictions. Quand l'obligation a pour objet une somme d'argent, ce qui peut se produire en cas d'indivisibilité conventionnelle (art. 1218 C. c.) ou d'indivisibilité de paiement, alors rien n'empêche le créancier d'obtenir, au moyen de la saisie-arrêt, la chose même qui faisait l'objet de l'obligation ; il peut, en conséquence, pratiquer une saisie pour une somme égale au montant de sa créance. Il en serait autrement si l'objet de l'obligation portait sur toute autre chose que de l'argent, parce que, dans ce cas, le débiteur, n'étant pas tenu *totaliter*, dira au créancier : Dès lors que vous n'obtenez pas, au moyen de la saisie, ce qui fait l'objet de l'obligation, vous n'avez pas le droit de saisir mes créances pour une valeur supérieure à ce que je vous dois personnellement ; or, je ne suis tenu que d'une quote-part dans l'obligation indivisible : votre saisie doit être limitée à cette quote-part.

Pour éviter ces inconvénients, le créancier a une ressource ; il peut stipuler la solidarité, et, de cette façon, il pourra saisir pour la totalité les créances ou les rentes appartenant à chaque débiteur.

§ 2

Cas dans lesquels la saisie-arrêt est dirigée contre le débiteur et ses représentants

Toutes les fois que le débiteur n'aura pas la capacité suffisante pour ester en justice, ses représentants légaux devront être mis en cause quand on voudra agir contre lui par la voie de la saisie-arrêt ou de la saisie des rentes. Ainsi, le mineur et l'interdit n'ayant pas cette capacité, il faudra mettre en cause le tuteur quand on voudra saisir les créances de ces incapables ; ces formalités seront également exigées vis-à-vis du mari, s'il s'agit d'une femme mariée, et du conseil judiciaire, s'il s'agit d'un prodigue. (Articles 513 et 514 — et 215 Code civil.) Au contraire, il n'est pas nécessaire d'appeler le curateur d'un mineur émancipé ; car celui-ci, aux termes de l'article 482 Code civil, peut défendre seul à une action mobilière.

En cas de faillite, par suite du dessaisissement qui frappe le failli, toute action individuelle de ses créanciers sur ces biens devient impossible, et les poursuites contre les débiteurs du failli devant être exercées par les syndics, représentants de la masse,

il en résulte une impossibilité complète de faire sur un failli une saisie-arrêt entre les mains soit du syndic, soit d'un tiers. Si les poursuites de saisie-arrêt avaient été intentées avant la faillite, le créancier devrait les suspendre, à moins qu'un jugement de validité passé en force de chose jugée ne fût intervenu. La Cour de cassation s'est prononcée à deux reprises dans le sens que nous venons d'indiquer. (Cass., 24 janvier 1853, S. 53, 1 324 ; D. 53, 1, 124. — Cass., 20 mars 1860, S. 61, 1, 270.)

Un arrêt récent de la Cour de cassation a encore confirmé cette doctrine. Il a été jugé qu'une saisie-arrêt pratiquée avant l'ouverture de la faillite, mais non encore validée à ce moment, n'aurait plus d'existence et ne pouvait produire aucun effet. (D., *Sup. Rép.*, *Saisie-arrêt*, n° 14. — Cass. req., 14 mars 1883.)

Postérieurement à la faillite, un tiers peut être devenu créancier de la masse ; il a alors qualité pour former une saisie-arrêt entre les mains des débiteurs de la masse ou du syndic ; car, dans ce cas, c'est la masse, considérée comme personne distincte du failli, qui s'est obligée ; elle doit donc répondre de la dette sur tous les biens du failli.

La solution est-elle la même en cas de liquidation judiciaire ?

La question est assez controversée, et a été diversement résolue par les auteurs et même par la jurisprudence :

1° Un premier système soutient que le jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire ne met pas obstacle aux poursuites individuelles, et que, par suite, la saisie-arrêt est encore possible. (En ce sens : Paris, 14 mai 1889, D. 89, 2, 169, 172. — Dodo, *Théorie et pratique de la saisie-arrêt*, n° 5.)

2° Nous préférons le second système, d'après lequel la liquidation judiciaire, comme la faillite, doit entraîner la suspension des poursuites individuelles. La situation des créanciers est la même dans les deux cas. En cas de liquidation judiciaire, si le débiteur reste son propre représentant, c'est le liquidateur qui doit exercer les poursuites individuelles au lieu et place des créanciers ; ceux-ci, par conséquent, ne peuvent plus saisir les créances de l'individu en état de liquidation judiciaire. (En ce sens : Trib. civ. de la Seine, 14 avril 1889, aff. Ferret, et ord. Président du Trib. civ. de Marseille, D. P. 89, 2, 169, 172, et la note de M. Boistel ; — Boulet et Duboulotz, cités dans Dalloz, *Sup. Rép. Saisie-arrêt*, n° 15.)

Le débiteur peut encore être représenté par sa succession ; mais ce cas va être étudié dans le paragraphe suivant.

§ 3

Cas dans lequel la saisie-arrêt peut être formée contre les ayants cause du débiteur

Nous avons vu, dans la section précédente, qu'aux termes de l'article 1122 Code civil, « on est censé

« avoir stipulé pour soi et ses héritiers et ayants « cause ». Si cela est vrai au point de vue actif, c'est également vrai au point de vue passif, et l'article 873 Code civil est la consécration de ce principe en ce qui concerne les héritiers, auxquels il faut assimiler les légataires universels et à titre universel, et les successeurs irréguliers. Le droit de poursuite des créanciers ne sera cependant pas le même, selon que ces personnes auront accepté la succession purement et simplement ou sous bénéfice d'inventaire. Il y a même un troisième cas à examiner, c'est celui où la succession est encore indivise. — Aussi allons-nous étudier séparément chacune de ces hypothèses.

A. — LA SUCCESSION EST ACCEPTÉE PUREMENT ET SIMPLEMENT,
ET LE PARTAGE EFFECTUÉ.

Les créanciers d'une succession ainsi acceptée peuvent saisir les créances de tous ceux qui ont recueilli une quote-part de la succession ; mais dans quelle mesure chaque copartageant est-il tenu d'acquitter les dettes du défunt ?

Avant de répondre à cette question, rappelons le principe posé par l'art. 1220 C. civ., en vertu duquel les créances, comme les dettes d'une personne, se divisent de plein droit, par le seul effet de la loi, entre chacun de ses héritiers. Les art. 870 et 871 Code civil, par application de cette idée, déclarent que les héritiers et légataires doivent contribuer aux dettes de la

succession chacun au prorata de son émolument. Les créanciers du défunt ne pourront donc pas saisir leurs créances pour une somme supérieure à leur part contributoire. Mais, il peut se faire que le partage ait attribué à un héritier la totalité d'une dette héréditaire : quel est alors le droit du créancier ? — Il peut, sans aucun doute, poursuivre les autres héritiers pour leur part ; mais peut-il poursuivre, pour la totalité de la dette, celui des copartageants dans le lot duquel elle a été mise ?

Oui, de l'avis unanime des jurisconsultes ; mais en vertu de quel principe ?

Selon M. Demolombe, *Traité des successions*, t. V, n° 9 *in fine*, c'est en vertu de l'article 1166 C. civ.

Nous ne pouvons accepter cette explication, parce que nous n'admettons pas qu'un créancier puisse, au moyen de l'action oblique de l'article 1166 C. civ., s'emparer du droit que possède son débiteur de pratiquer une saisie-arrêt, cette dernière procédure étant, selon nous, une véritable voie d'exécution.

M. Dodo, tout en acceptant la même solution, l'explique au moyen de la délégation : « *Primus* (le copartageant exonéré par le partage) délègue *Secundus* (auquel le partage a attribué la charge intégrale de la dette) au créancier pour la part dont lui, *Primus*, était tenu, et, cette délégation, le créancier l'accepte précisément en actionnant le créancier. (Dodo, *Traité de la saisie-arrêt*.)

C'est là, selon nous, la véritable manière de comprendre le droit du créancier de saisir-arrêter les créances de l'héritier jusqu'à concurrence de la totalité de la dette mise dans son lot.

B. — LA SUCCESSION EST ACCEPTÉE SOUS BÉNÉFICE D'INVENTAIRE

D'après l'article 802 Code civil, l'héritier bénéficiaire « n'est tenu du paiement des dettes de la succession que jusqu'à concurrence de la valeur des biens qu'il a recueillis ». Et l'article 803 C. civ. ajoute : « Il ne peut être contraint sur ses biens personnels. » — Ces deux articles nous permettent de décider que les créanciers d'un héritier bénéficiaire ne pourront saisir les créances personnelles de cet héritier. Mais, comme leur ancien débiteur est représenté par sa succession, ils pourront former directement une saisie-arrêt sur les débiteurs de la succession. — On leur a cependant contesté ce droit. — On a prétendu en effet que : 1° l'héritier représentait les créanciers, et, par suite, était seul chargé de poursuivre les débiteurs de la succession : les créanciers d'ailleurs ne couraient aucun risque, puisqu'ils pouvaient exiger caution de l'héritier ; 2° enfin, on a voulu assimiler l'héritier au syndic, parce que le bénéfice d'inventaire constituait un état de liquidation générale comme la faillite.

Ces deux idées sont également fausses. Il est exact que l'héritier bénéficiaire a reçu de la loi le

pouvoir d'administrer, mais ce pouvoir lui a été donné dans son propre intérêt. Il suit de là, dit M. Demolombe, que l'on ne peut jamais prétendre avec vérité que l'héritier bénéficiaire, en tant qu'il accomplit les conditions de son bénéfice, soit le mandataire et le représentant des créanciers. (Demolombe XV, n° 228.) Il faudrait un texte pour enlever aux créanciers le droit d'exercer des poursuites individuelles; or, ce texte n'existe pas, — 2° une succession bénéficiaire ne peut pas davantage être assimilée à la faillite; sa situation est absolument différente dans les deux hypothèses. Tandis que le syndic représente la masse des créanciers, l'héritier au contraire représente le défunt; il est en outre investi de la possession des biens de la succession, à la différence du failli qui est dessaisi. Enfin, comme nous venons de le voir, l'héritier administre dans son propre intérêt, et non dans celui des créanciers.

On peut donc conclure que les créanciers conservent l'exercice de tous leurs droits individuels, et que, notamment, ils peuvent pratiquer des saisies-arrêts sur les débiteurs de la succession : cette opinion est d'ailleurs celle de la majorité des auteurs, et a été adoptée par la jurisprudence.

(Limoges, 28 avril 1869, D. P. 69, 2, 214. — Orléans, 19 mai 1888, S. 89, 2, 123, et D. P., 89, 2, 205. — Duranton, *Droit civil*, VII, n° 38. — Bioche, v° *Saisie-arrêt*, n° 46. — Carré et Chauveau, *Sort de la procédure*, Quest. 2509. — Demante, n° 128 bis-7°.

Demolombe, XV, n° 228. — Aubry et Rau, VI, p. 463, § 618, note 73. — Laurent, X, n° 136. — Fuzier-Hermann, art. 806, n° 6. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité des successions*, II, n° 1721.)

Aux créanciers de la succession, il faut assimiler les légataires ; l'article 803 C. civ. impose en effet à l'héritier bénéficiaire les mêmes obligations vis à-vis d'eux.

Mais quels seront les droits des créanciers personnels de l'héritier bénéficiaire ? Pourront-ils, ainsi que les créanciers du défunt, saisir les créances dépendant de la succession ?

Il est à peu près unanimement admis aujourd'hui, dans la doctrine et la jurisprudence, que l'acceptation d'une succession sous bénéfice d'inventaire emporte de plein droit séparation des patrimoines. En conséquence, la saisie-arrêt pratiquée par les créanciers personnels de l'héritier sur les créances de la succession, n'aura d'effet qu'autant que les dettes et charges héréditaires auront été acquittées. (Aubry et Rau, 609, texte et note 71. — Demante et Colmet de Santerre, tome III, n° 195 bis-1°. — Laurent, tome X, n° 80. — Cass., 11 janvier 1882, S. 84, 1, 317. — Douai, 17 mai 1890, D. P. 90, 2, 94. — *Contra* : Demolombe, tome XV, n° 171.)

Quant à l'héritier bénéficiaire lui-même, comme il conserve ses créances contre la succession, il peut former une saisie-arrêt entre les mains des débiteurs de la succession. Mais cette saisie est inutile, s'il

n'existe pas d'autres saisies-arrêts de la part des créanciers, parce que les débiteurs de la succession ne peuvent se libérer qu'entre les mains de l'héritier. (Roger, *Traité de la saisie-arrêt*, n^{os} 182-183.)

Nous avons, au cours de ce paragraphe, parlé uniquement de l'héritier bénéficiaire, mais ce que nous avons dit de lui est également applicable aux légataires universels, à titre universel et aux successeurs irréguliers ayant accepté une succession sous bénéfice d'inventaire.

C. — CAS OU LA SUCCESSION EST ENCORE INDIVISE

Nous n'avons pas, dans ce cas spécial, à nous occuper des créanciers de la succession, parce que leurs droits sont les mêmes, que la succession soit indivise ou non. Ils peuvent, si l'acceptation est pure et simple, saisir non seulement les créances de la succession, mais encore les créances personnelles des copartageants, au prorata de leur émolument. Si la succession a été acceptée sous bénéfice d'inventaire, ils ne peuvent saisir que les créances dépendant de la succession.

Quant aux créanciers personnels des copartageants, doit-on leur accorder le droit de saisir-arrêter la portion indivise de ceux-ci dans les créances dépendant de la succession ?

La jurisprudence leur avait d'abord refusé ce droit, en se fondant sur ce que l'art. 882 C. civ.

leur fournit un moyen aussi sûr et moins dispendieux d'assurer le recouvrement de leurs créances. « Attendu, dit un arrêt de la Cour de Paris, que l'art. 882 offre aux créanciers d'un cohéritier un moyen conservatoire à la fois aussi sûr et moins dispendieux que la saisie-arrêt; la Cour fait mainlevée des saisies-arrests de Trélat, et le renvoie se pourvoir par voie d'opposition au partage. » (Paris, 3 janvier 1829, Dal. Rép., v° *Saisie-arrêt*, n° 45.) Cette solution est, à notre avis, très critiquable. En effet, le défaut de détermination de la part du cohéritier dans les créances de la succession, n'empêche pas qu'elle lui soit acquise, et qu'elle ne rentre dès lors dans les termes de l'art. 557 C. p. c., qui permet à tout créancier de frapper de saisie-arrêt les sommes et effets appartenant à son débiteur. La Cour de cassation a même été plus loin, et, dans un arrêt récent, elle a jugé que les créanciers d'un cohéritier ou d'un communiste ne perdraient pas leurs droits de saisie-arrêt en usant de la faculté, qui leur appartient également, de provoquer au nom du débiteur le partage de la masse indivise. (Cass., 23 mars 1881, D. P. 81, 1, 407.) Cette opinion a rallié l'immense majorité des auteurs. (Roger, *Traité de la saisie-arrêt*, n° 176. — Chauveau sur Carré, *Lois de la procédure civile*, Quest., 1924 bis. — Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de la procédure*, v° *Saisie-arrêt*, n° 174.)

Mais, si, pendant l'indivision, les créanciers ont le droit de saisir les créances de la succession, ils

n'acquièrent pas pour cela un droit définitif sur la créance saisie. Celle-ci peut être, par le partage, attribuée à un autre copartageant qui, par suite de l'effet déclaratif attaché à cet acte, aura sur tout ce qui est mis dans son lot un droit exclusif. L'art. 1220 C. civ., qui proclame la divisibilité des créances et des dettes entre les cohéritiers, ne s'oppose pas à ce résultat. Cet article a été rédigé en vue de régler le droit de poursuite appartenant aux créanciers du défunt ; ces derniers peuvent toujours, ainsi que nous l'avons expliqué, poursuivre chaque héritier proportionnellement à sa part ; mais l'art. 1220 C. civ. n'a nullement entendu enlever aux copartageants le droit de procéder à la distribution des créances héréditaires, selon les règles contenues au titre du partage. Ces principes sont nettement formulés dans un arrêt de la Cour de cassation du 24 janvier 1837 :

« Attendu, dit cet arrêt, que le partage est
« déclaratif et non attributif de propriété ; qu'aux
« termes de l'art. 883 C. civ., chaque cohéritier est
« censé avoir succédé seul et immédiatement aux
« effets compris dans son lot, et n'avoir jamais eu
« la propriété des autres effets de la succession ; que
« cette règle générale s'applique sans distinction à
« tous les effets héréditaires ; que, par conséquent,
« si une créance primitivement divisible a été
« comprise en entier au lot de l'un des héritiers, elle
« forme sa propriété *ab initio*, et que la saisie-arrêt
« qui en aurait été faite dans l'intervalle par le

« créancier personnel d'un autre cohéritier ne peut
« plus produire aucun effet ; attendu que l'art. 873
« C. civ. n'a eu pour objet que de régler la part
« contributive des héritiers dans les dettes de
« l'hoirie, et est étranger au partage des valeurs
« actives ; que l'art. 1220 C. civ., en consacrant à
« l'égard des héritiers, tant activement que passive-
« ment, l'effet de l'obligation divisible, n'a pas
« gêné le droit qu'ils ont de partager les valeurs
« actives de la succession, selon les règles conte-
« nues au titre du partage, relativement aux
« créances qui entrent en entier ou dans des
« proportions inégales dans les lots des divers
« cohéritiers, etc. »

(Cass. 24 janvier 1837., D. P. 49, 1, 82.)

En résumé, le créancier d'un communiste peut, malgré l'instance en partage par lui demandée, former une saisie-arrêt sur les créances dues à la succession ; mais cette saisie ne peut produire effet que si les créances saisies tombent dans le lot de son débiteur. — La solution serait la même, si l'indivision, au lieu de provenir d'une succession, résultait d'une société en liquidation ou d'une société de fait, c'est-à-dire n'ayant pas la personnalité civile. (D. P., 86, 1, 329.)

D. — CAS OU LA SUCCESSION EST VACANTE

On peut rapprocher du cas d'une succession indivise dont nous venons de parler, celui d'une succession

vacante. Dans cette hypothèse, les créanciers de la succession ont également le droit de pratiquer une saisie-arrêt sur les créances dépendant de cette succession. La Cour de Rouen, qui a consacré cette solution, en a donné les motifs suivants : « Attendu, « dit-elle, que l'article 557 C. pr. civ. consacre « d'une manière absolue le droit, pour tout créancier « porteur de titres authentiques ou privés, de saisir- « arrêter entre les mains des tiers les sommes ou « effets appartenant à son débiteur ; que les disposi- « tions du Code Napoléon relatives aux successions « vacantes et le titre du Code de procédure qui en « organise la marche, n'établissent aucune exception « formelle à ce sujet ; qu'à la vérité, l'art. 813 du « Code Napoléon impose au curateur à la succession « vacante le devoir de verser à la caisse publique « tous les deniers provenant de la succession ; mais « que cette prescription d'ordre ne saurait s'entendre « que du cas où les créanciers n'auraient fait aucune « diligence pour exercer directement leurs droits ; « que, s'il en était autrement, il s'ensuivrait que les « créanciers, dessaisis de leur action directe, se « trouveraient dans l'impuissance d'assurer ou « d'améliorer leur condition, et qu'ils ne formeraient « plus qu'une masse sujette à la même loi ; mais « attendu que cette égalité forcée, particulière à l'état « de faillite, dérive de principes et de nécessités sans « analogie réelle avec la situation d'une succession « vacante ; qu'alors même que la vacance d'une

« succession constituerait toujours (ce qui n'est pas)
« une déconfiture, il n'en est pas moins vrai qu'à la
« différence des créanciers commerciaux, ceux qui
« ont traité avec un débiteur civil ont dû compter
« sur le plein exercice de leur action, quelles que
« puissent être les vicissitudes de sa fortune. »

Toutefois, même dans ce cas, les sommes saisies-arrêtées doivent être versées à la caisse des dépôts et consignations pour être attribuées au saisissant, mais seulement après l'apurement du compte du curateur et le prélèvement de ses frais de gestion.

C'est ce qu'a décidé l'arrêt que nous venons de citer (D. P., 53, 2, 28 et D. P., 53, 5, 435, n° 2) : les créanciers du défunt ne pourront être payés que si l'actif de la succession est suffisant pour désintéresser les créanciers. — Il faudrait même décider, au cas où le défunt leur aurait légué la créance qu'il avait sur eux, que les créanciers de la succession pourraient saisir-arrêter cette créance, si les autres biens de la succession ne suffisaient pas à les payer.

Mais, à l'exception de ce cas tout spécial, les légataires particuliers ne peuvent, en principe, voir leurs créances saisies par les créanciers de la succession.

I. — Nous croyons utile de rappeler ici que le délai pour faire inventaire et délibérer n'empêche pas de continuer la procédure de saisie, ni même de l'intenter; mais les titres exécutoires contre le défunt ne doivent être mis à exécution contre ses héritiers ou légataires que huit jours après qu'ils leur ont été

signifiés. (Art. 877 C. civ.) Nous croyons que, par analogie, il faut aussi en cas de saisie-arrêt signifier les titres privés en vertu desquels la saisie-arrêt est faite.

SECTION III

Entre les mains de qui les créances peuvent-elles être saisies ?

Quand il s'agit d'un objet corporel, meuble ou immeuble, la saisie a pour but de réaliser cet objet, pour que le prix en soit distribué entre les divers créanciers saisissants. Ici, au contraire, point n'est besoin d'opérer cette réalisation : les créanciers n'ont qu'un but, c'est d'obtenir leur paiement, et, pour cela, il leur suffit d'empêcher leur débiteur de toucher les sommes qui lui sont dues. Ce sera donc entre les mains du débiteur de ces sommes que la saisie-arrêt devra être faite pour l'empêcher désormais de se libérer valablement en payant son créancier originaire. — C'est ce que dit formellement l'art. 557 C. pr. civ., quand il dispose « que tout créancier peut saisir entre les mains d'un tiers les sommes appartenant à son débiteur ou s'opposer à leur remise. »

C'est dans le principe posé par l'article 1166 que le créancier saisissant puise le droit de faire défense au débiteur du saisi de se libérer entre les mains de son propre créancier. Par conséquent, si le tiers saisi

n'était pas débiteur du saisi, l'absence de cette qualité mettrait obstacle à la saisie-arrêt ou à la saisie des rentes, de même que, dans cette hypothèse, l'action oblique de l'article 1166 C. c. serait impossible.

De ce principe, nous allons tirer les deux conséquences suivantes :

1° La saisie-arrêt n'est valable que si elle est faite entre les mains de tiers qui sont personnellement débiteurs du saisi.

2° Un créancier peut faire une saisie-arrêt entre les mains de tous les débiteurs de son débiteur, et même entre ses propres mains s'il est à la fois débiteur et créancier.

Nous examinerons ces deux règles successivement.

I. — La saisie-arrêt, avons-nous dit, n'est valable que si elle est faite entre les mains de tiers, et ces tiers doivent être personnellement débiteurs du saisi. C'est en effet ce qui résulte de l'article 555, qui exige que les sommes appartenant au débiteur se trouvent entre les mains d'un *tiers*. Il est donc indispensable de reconnaître si le détenteur des sommes du débiteur est une tierce personne, puisque c'est à cette condition que la saisie-arrêt peut être pratiquée entre ses mains. C'est par les rapports existant entre lui et le débiteur que l'on fera cette reconnaissance. Par conséquent, si ces rapports sont de telle nature qu'on doive les considérer l'un et l'autre comme une seule et même personne, le détenteur ne saurait être considéré comme un tiers, et la saisie-arrêt et la

saisie des rentes sont par suite impossibles : ces saisies impliquent l'existence d'un lien personnel d'obligation entre le saisi et le tiers saisi ; car, si ce tiers ne devait rien au saisi, à quel titre les créanciers de ce dernier pourraient-ils lui réclamer quelque chose ? Les créanciers peuvent bien, d'une manière générale, exercer les droits et actions de leur débiteur, et en particulier saisir-arrêter ses créances ; mais encore faut-il que la personne entre les mains de qui la saisie-arrêt est faite soit débitrice personnelle du saisi, autrement la saisie n'est pas valable. A quoi bon, en effet, faire défense à une personne de se libérer entre les mains d'une autre, si elle ne lui doit rien ?

En résumé, il est donc nécessaire, pour que la saisie soit valable, que celui entre les mains de qui la saisie-arrêt ou la saisie des rentes sont faites, soit un tiers par rapport à la créance saisie et détienne, à titre de débiteur personnel, les sommes appartenant au saisi.

Il suit de là qu'on ne pourrait faire une saisie-arrêt entre les mains de certaines personnes, telles que caissiers, commis, facteurs, préposés ou serviteurs, parce que ces personnes, tout en détenant les sommes appartenant à leur maître ou patron, ne peuvent être considérées comme des tiers par rapport à lui. Ce dernier conserve toujours la possession de ces sommes ; elles restent entre ses mains aussi bien qu'entre celles du caissier ; il serait donc absurde qu'on prit la

voie de la saisie-arrêt pour les appréhender : la saisie-exécution est seule admise dans cette hypothèse. (Bordeaux, 23 janvier 1844, S. 44, 2, 256. — Roger, n° 16 et suivants. — Chauveau, Q. 1928 bis. — Bioche, v° *Saisie-arrêt*, n° 275.)

Il faut appliquer la même solution aux représentants légaux du débiteur, ces derniers parce qu'ils n'ont pas d'individualité propre, puisque leur propre personne se confond avec celle du débiteur, ils ne sauraient donc être considérés comme des tiers par rapport à lui, ni comme ses débiteurs personnels. En conséquence, la saisie-arrêt n'est pas plutôt applicable ici que dans le cas précédent. Aussi a-t-il été jugé avec raison que la saisie-exécution seule, et non la saisie-arrêt, était possible sur les sommes détenues par le tuteur du mineur ou de l'interdit, tout au moins tant que le compte de tutelle n'a pas été rendu. Quant au mari, il peut être considéré, tantôt comme un tiers vis-à-vis de sa femme, tantôt comme le simple préposé de celle-ci. Si les créances de la femme sont tombées en communauté, ou si l'administration des paraphernaux a été confiée au mari, il est alors un véritable tiers ; car la femme n'a rien à réclamer jusqu'à la dissolution du mariage ou la séparation de biens ; les créanciers de celle-ci peuvent donc saisir-arrêter ces créances entre les mains du mari, — car il en est débiteur vis-à-vis de sa femme. Au contraire, si la femme s'est réservé des créances en propre, le mari doit être considéré comme un

simple préposé à leur conservation : il n'en est pas débiteur, et la saisie-arrêt est par suite impossible. (Colmar, 11 février 1828.)

Dans tous ces cas, le mari après la dissolution du mariage, le tuteur après l'expiration de la tutelle, le commis ou le préposé dont la gestion a pris fin, deviennent des tiers vis-à-vis de la femme, du pupille, du maître ou du patron dont ils ont géré ou administré les intérêts. Aussi, à partir de ce moment, ces créanciers peuvent-ils saisir entre les mains des mari, tuteur et patron les sommes dont ceux-ci sont restés débiteurs.

Si les rapports qui existent entre le saisi et le tiers saisi sont tels qu'on ne saurait les considérer comme un seul et même individu, la saisie-arrêt ou la saisie des rentes sont valables ; car les conditions requises par l'article 507 C. civ. se trouvent remplies. C'est ainsi qu'on pourra pratiquer une saisie-arrêt entre les mains des mandataires d'une personne ou de ses dépositaires, tels que ses banquiers, ses commissionnaires ou ses entrepositaires. — A la différence des préposés, ces divers fondés de pouvoir, tout en représentant le saisi, ont une personnalité distincte de la sienne. Leur position est d'ailleurs indépendante : ils ne sont pas comme les préposés, dit M. Roger, en état de location de services ou d'obligations continues et en quelque sorte exclusives pendant un temps donné envers un seul commerçant ; ils sont au contraire libres d'accepter simultanément

la confiance de diverses personnes. Ce sont donc de véritables tiers par rapport au saisi ; ils sont débiteurs envers lui des sommes qu'ils détiennent pour son compte.

En conséquence, rien ne s'oppose à ce qu'on saisisse ces sommes entre leurs mains. Cette solution a été admise par la loi du 27 pluviôse an IX pour les commissaires-priseurs. C'est également ce qu'ont jugé la Cour de Bruxelles pour les huissiers (Bruxelles, 13 février 1828, Dal., Rép., *Saisie-arrêt*, n° 35), et la Cour de Colmar pour les gardiens établis par justice. (Colmar, 13 janvier 1806.)

Conformément au principe que nous avons posé, il faut encore décider que la saisie-arrêt faite entre les mains des tiers qui ne sont pas personnellement débiteurs du saisi n'est pas valable. Il ne suffit pas en effet, d'après l'art. 557 Code procédure civile, que le détenteur des sommes saisies soit un tiers par rapport au saisi ; il faut encore que les sommes qu'il détient appartiennent au débiteur. On a ainsi annulé la saisie-arrêt pratiquée par les créanciers d'un acteur, parce qu'au lieu d'être formée entre les mains du directeur, elle avait été faite entre celles du caissier. Or, ce dernier est un simple préposé du directeur, et n'est nullement débiteur de l'acteur. (Paris, 1^{er} juin 1831, S. 32, 2, 55.)

En vertu des mêmes principes, si le tiers saisi était débiteur d'un associé du saisi ou d'une société civile douée de la personnalité, la saisie-arrêt faite

entre ses mains ne serait pas valable ; car un associé ne doit rien aux créanciers, et ses associés, non plus qu'une société civile aux créanciers de ses membres. (Roger, 27 et 28. — Bioche, *Dictionnaire de procédure*, v^o *Saisie-arrêt*, n^o 51. — Colmar, 27 juillet 1829, S. 29, 2, 349. — Cass., 11 mars 1806, S. 7, 2, 1214.)

Mais toutes les sommes dues par la société à chaque sociétaire, et qui sont détenues par le gérant, peuvent être saisies entre les mains de ce dernier ; car elles se trouvent en mains tierces par rapport à chaque sociétaire.

En ce qui concerne les dettes de l'État, des départements et des communes ou des établissements publics, les lois et règlements administratifs désignent certains fonctionnaires qui peuvent être considérés comme tiers détenteurs des sommes appartenant aux personnes morales que nous venons d'indiquer. Ces fonctionnaires sont nécessairement des comptables, puisque les ordonnateurs de deniers publics n'ont pas de fonds à leur disposition. Aussi la jurisprudence décide-t-elle avec raison que la saisie-arrêt ne saurait être faite entre les mains d'un maire ou d'un préfet : ces fonctionnaires ont, en effet, qualité pour ordonner les mandats de paiement, mais ne peuvent être détenteurs de deniers publics ; il est donc impossible de saisir-arrêter une somme quelconque entre leurs mains. Mais souvent il est très difficile de savoir entre les mains de quel rece-

veur ou dépositaire de deniers publics la saisie-arrêt doit être pratiquée, et, sous ce rapport, les huissiers les plus expérimentés se trouvent parfois dans le plus grand embarras : « Il serait donc de la plus haute importance, dit M. Roger, qu'un règlement général d'administration publique mit fin à cette anxiété, qui se renouvelle tous les jours. » (Roger, 416.) Ce règlement général n'existant pas, on est obligé de recourir à une foule de règlements particuliers, dont il est impossible de tracer un tableau détaillé.

L'art. 13 de la loi du 9 juillet 1836 désigne bien d'une façon générale les fonctionnaires qui peuvent avoir la qualité de tiers saisis, mais ces désignations ont besoin d'être précisées davantage. « Toutes saisies-arêts ou oppositions sur les sommes dues par l'État, dit cet article, devront être faites entre les mains des payeurs, agents ou préposés, sur la caisse desquels les ordonnances ou mandats seront délivrés. » Les payeurs, agents ou préposés dont parle cet article sont fort nombreux, comme nous le verrons en examinant les diverses hypothèses où des deniers publics peuvent être l'objet d'une saisie-arrêt. Pour faire ce travail, nous allons suppléer à la connaissance qui nous manque de l'organisation des administrations publiques, en empruntant l'énumération qui va suivre à l'ouvrage de M. Garsonnet. Les divers comptables de deniers publics entre les mains de qui on peut faire une saisie-arrêt sont :

I. — 1° Pour toutes les sommes dues par l'État,

sauf les exceptions ci-après, et spécialement pour les traitements de fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire, des officiers sans troupe et des employés militaires, le conservateur des oppositions au ministère des finances si la saisie-arrêt est faite à Paris, les trésoriers payeurs généraux si elle est faite au chef-lieu du département, partout ailleurs les receveurs particuliers des finances (loi du 9 juillet 1836, art. 13. — Bioche, *op. cit.*, n° 218. — Roger, n° 414. — Cass., 14 janvier 1867, D. P. 67, 1, 20. — Riom, 13 janvier 1880, D. P. 80, 2, 138) ;

2° Pour la solde des officiers de troupe, les trésoriers de leurs corps respectifs (Circ. minist., 12 juin 1818) ;

3° Pour le traitement des commissaires de police cantonaux, les trésoriers payeurs généraux (Circ. minist. 13 mars et 15 juin 1853) ;

4° Pour les remises accordées aux percepteurs, le receveur particulier des finances de leur arrondissement (inst. minist. 20 juin 1859, art. 515 et suivants ;

5° Pour les sommes dues par l'administration de l'enregistrement et des domaines, les receveurs de l'enregistrement (Décret du 13 pluviôse an XIII, art. 1, et décret du 28 floréal an XIII, art. 1^{er}. — Conseil d'État, 23 décembre 1845. — Dal. (*Rép. v° Trésor public*, n° 628) ;

6° Pour les sommes dont l'administration des postes est dépositaire, les directeurs des postes (inst. gén. 1833, art. 558, — Roger, n° 416) ;

7° Pour les sommes déposées aux caisses d'épargne, le directeur de la caisse dépositaire (Loi du 9 juin 1835, art. 11, — et décret du 18 août 1807);

8° Pour les sommes déposées à la caisse des dépôts et consignations, le directeur de cette caisse à Paris, les trésoriers payeurs généraux dans les départements (Roger 416);

9° Pour les dépenses des colonies exigibles en France, les ministres des finances et des colonies (ord. 20 février 1828, art. 1);

10° Pour les sommes dues par les départements, les trésoriers payeurs généraux ;

11° Pour les sommes dues par les communes, les receveurs municipaux (Ducrocq, *Droit administratif*, tome II, n^{os} 1455 et suivants) ;

12° Pour celles dues par les établissements publics, les agents comptables de ces établissements (receveurs des hospices, trésoriers des fabriques, secrétaires trésoriers des bureaux de bienfaisance, etc. (Ducrocq., *op. cit.*; n^{os} 1493 et suivants); mais, si la fabrique était étrangère à la perception du casuel des ecclésiastiques, leurs créanciers ne peuvent le saisir entre les mains du trésorier de la fabrique, la personne morale qu'il représente n'en étant pas débitrice (Trib. civ. Seine, 17 avril 1877, D. P. 77, 3, 111);

13° Pour les cautionnements des fonctionnaires, le chef du bureau des oppositions au ministère des

finances, le greffier du Tribunal dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, généralement le greffier du tribunal civil et, exceptionnellement, le greffier du tribunal de commerce pour le cautionnement des agents de change et des courtiers (loi du 25 nivôse, an XIII, art. 5, et décret du 31 mai 1862, art. 150 et 151);

14° Pour toutes les rentes nominatives inscrites au Grand-Livre, et pour leurs arrérages quand ils sont payables à Paris, le conservateur des oppositions au Trésor (loi du 24 août 1893, art. 185 et 188), et les payeurs chargés de les acquitter, pour les arrérages payables ailleurs qu'à Paris, tant des rentes directes que des rentes inscrites aux livres auxiliaires dans les départements (loi du 14 avril 1819).

Dans tous ces cas, les fonctionnaires qui jouent le rôle de tiers saisi représentent une personne morale qui, elle, est débitrice du saisi, et cette personne, comme les dépositaires ordinaires, doit être considérée comme un véritable tiers par rapport au saisi. Par conséquent, les conditions requises par l'article 557 C. civ. se trouvent remplies, et la loi du 9 juillet 1838, art. 13, a simplement fait une application de cette règle.

II. — Un créancier peut faire saisie-arrêt entre les mains de tous les débiteurs de son débiteur, et même en ses propres mains, s'il est à la fois débiteur et créancier.

L'art. 557 C. civ. ne faisant aucune restriction

au principe général posé par lui, on doit en conclure que ce principe est applicable à moins que la loi n'établisse une exception formelle. C'est ce qui a lieu pour les créanciers de l'État, qui ne peuvent poursuivre par voie de saisie-arrêt entre les mains du redevable le recouvrement de leurs créances ; ils ne peuvent que se pourvoir par les voies administratives.

Cette règle est fondée sur un principe d'ordre public, qui veut que toutes les sommes dues à l'État soient censées avoir été versées dans les caisses de l'administration dès le moment où elles sont devenues exigibles.

« S'il était permis aux créanciers de l'État de les saisir, disent MM. Carré et Chauveau, le recouvrement en serait arrêté à chaque instant. La solvabilité de l'État offre d'ailleurs assez de garanties pour que ses créanciers n'aient pas à se plaindre. » (Carré et Chauveau, Q. 1923. — Roger, n° 253 à 255. — Merlin, *Rép.* 12, p. 224. — Cass., 16 therm. an X ; Cass., 31 mars 1819, et Paris, 2 mars 1831, cités par Chauveau.)

Diverses dispositions législatives ont consacré cette prohibition. (Loi du 22 août 1791, titre 12, art. 9. — Décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 48, et l'arrêté du 18 fructidor an VIII, art. 5.) — Les communes (avis du Conseil d'État du 12 août 1807 et 11 mai 1813), les départements (loi du 10 mai 1838), les hospices (arrêté du 9 vendémiaire an X), les fabriques et consistoires (ordonnance du 23 mai 1834),

et en général tous les établissements publics jouissent, ainsi que l'État, du privilège de ne pouvoir être poursuivis par voie de saisie-arrêt. Il en est autrement de certaines institutions d'intérêt public qui ne sont en réalité que des établissements privés, telles que les congrégations religieuses, les caisses d'épargne, etc. Les fonds appartenant à ces établissements peuvent être saisis-arrêtés comme ceux qui appartiennent aux particuliers. C'est ce qui a été jugé, relativement aux caisses d'épargne, par la Cour de Caen, le 18 mai 1854. (D. P., 54, 2, 284. et Cass., 5 mars 1856, S. 56, 1, 517.) La Cour d'Agen a admis la même solution dans une espèce où il s'agissait de syndicats. (Agen, 14 juin 1888, D. P. 92, 2, 50.)

On étend généralement aux créanciers des gouvernements étrangers la règle que nous avons posée pour ceux de l'État français. « Nous devons, disent MM. Boulet et Duboulotz, faire bénéficier tout étranger de la présomption de solvabilité que nous accordons à l'État français, et cela pour les mêmes motifs, sans compter ceux puisés dans le droit international. » La jurisprudence et les auteurs acceptent unanimement cette solution. (Cass., 14 mai 1828. — Trib. Havre, 25 mai 1827, S. 49, 1, 93, et la note. — Cass., 5 mai 1885, D. P. 85, 1, 341. — Chauveau, Q. 1923 C. civ.)

Doit-on également voir une exception au principe que nous avons posé, dans le cas où une personne se

trouve être à la fois créancière et débitrice d'une autre? peut-elle, dans ce cas, arrêter sur elle-même les sommes qu'elle doit? La jurisprudence non plus que les auteurs ne sont pas encore fixés sur cette question.

On a contesté la légitimité de ce moyen de procédure, à cause de l'anomalie qu'il y aurait à voir réunies dans la même personne deux qualités pour ainsi dire incompatibles, celles de saisissant et de tiers saisi. D'ailleurs, dit-on, à quoi bon une pareille saisie quand les deux dettes sont liquides et exigibles, puisque la loi prononce, dans ce cas, la compensation de plein droit? Si, au contraire, la créance du saisissant n'est pas liquide, lui permettre alors de pratiquer une saisie-arrêt sur lui-même serait contraire au vœu de la loi, puisque, par cette voie détournée, il arriverait à bénéficier d'une compensation qui ne lui est pas permise. Et l'on ajoute que ce moyen serait dangereux et inutile; car un débiteur de mauvaise foi pourrait ainsi se soustraire, pendant un certain temps, à l'exécution des créances exécutoires qu'un tiers aurait contre lui.

(Amiens, 5 août 1826, et Bordeaux, 12 décembre 1834. S. 35, 2, 136. — Paris, 8 avril 1836, S. 36, 2, 229. — Alger, 19 janvier 1886, D. P., 87, 2, 169; — Rennes, 7 février 1869, Dal., *Rép. Sup.*, v° *Saisie-arrêt*, n° 19, note 3. — Carré, Q. 1925. — Thomine-Desmazures, n° 615. — Boulet et Duboulotz cités par Dalloz.

Malgré ces arguments, qui ne sont certes pas sans valeur, cette opinion n'a pas prévalu.

Aujourd'hui, presque tous les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour admettre la légalité de la saisie-arrêt qu'un créancier pratique sur lui-même ; mais la controverse renaît quand il s'agit de se prononcer sur les conditions dans lesquelles elle peut utilement intervenir.

On ne sait pas pourquoi, en l'absence d'un texte prohibitif, on refuserait ce droit au créancier. C'était, d'ailleurs, la solution admise dans l'ancienne jurisprudence ; et, puisque notre droit (art. 2092 C. civ.) permet au créancier de saisir les biens de son débiteur, quels qu'ils soient, pourquoi aurait-il moins de droit sur ces biens quand ils se trouvent en ses propres mains que quand ils sont en mains tierces ? Cette procédure, il est vrai, paraît bizarre ; mais cela provient de ce que le législateur n'a pas prévu ce cas spécial, et, en tout cas, elle n'a rien de contraire à la loi. Quelques auteurs veulent la réduire à un seul exploit que l'on signifierait au saisi, et à une assignation en validité.

Cette procédure serait très rationnelle, mais nous ne la croyons pas régulière. (Pigeau, *Saisie-arrêt*, 14, et Roger, n° 115.) La solution que nous défendons n'est pas non plus contraire aux règles de la compensation établies par le Code, dans le cas où les deux créances ne sont pas liquides. « Le Code civil, dit M. Apleton, n'exige la liquidité des deux créances que

pour la compensation légale ; ici, il s'agit d'aboutir à une compensation judiciaire, ce qui est tout différent, notamment au point de vue du cours des intérêts, arrêté, en cas de compensation légale, depuis la coexistence des deux dettes, et qui persiste, en cas de compensation judiciaire, jusqu'au jugement. » (Apleton, *Recueil de procédure*, 1896, p. 49). Ainsi que cet auteur, nous croyons que le débiteur d'une créance liquide qui est en même temps porteur d'une créance non liquide, peut pratiquer une saisie-arrêt sans avoir besoin d'attendre que sa créance soit liquidée.

Cependant, quelques auteurs, tout en admettant en principe la validité de la saisie-arrêt sur soi-même, la repoussent dans le cas où la créance n'est pas liquide. Ce serait, disent-ils, un moyen trop commode pour le débiteur de mauvaise foi d'arriver, en gagnant du temps, à se procurer le bénéfice d'une compensation provisoire, à laquelle le caractère de sa créance ne lui permet pas actuellement de prétendre. Il est facile de répondre à cette objection : « Elle prouve trop ; car, dit M. Cabouat, il est manifeste qu'elle s'applique avec une force égale à la saisie-arrêt, même pratiquée sur un tiers, c'est-à-dire dans les conditions normales. »

En outre, la loi donne un moyen d'obvier à ce danger. La saisie ne peut, en effet, se faire que sous le contrôle du président du tribunal, et ce dernier ne l'autorisera qu'en s'entourant de toutes les justifications et renseignements nécessaires.

S'il n'y a, comme nous venons de l'expliquer, aucun inconvénient à autoriser la saisie-arrêt dans cette hypothèse, il y en aurait, au contraire, de grands à la refuser; car, pendant le temps que prendra le saisissant pour faire liquider sa créance, le saisi pourra céder sa créance à un tiers ou lui en réclamer le remboursement, et dissiper ensuite ce qu'il aura reçu.

Dans notre législation, la saisie-arrêt sur soi-même est le seul moyen d'éviter ce résultat inique. D'autres usages en Allemagne, au contraire, donnent au créancier débiteur une sorte de droit de rétention renforcé sur sa propre dette pour sûreté de sa créance. Pour toutes ces raisons, nous croyons, avec la jurisprudence la plus récente, que la saisie-arrêt pratiquée par un créancier en ses propres mains est valable, alors même qu'étant tenu personnellement d'une dette liquide, la créance en vertu de laquelle il agit ne présente par elle-même aucun caractère de liquidité. (Toulouse, 13 novembre 1890, Pand. pér., 91, 2, 249. — Cassation, 27 juillet 1891, D. P. 92, 1, 430. — Chauveau, Q, 1925. — Bioche, n° 52. — Roger, n° 115. — Garsonnet, tome 3, page 704.)

Toutefois, nous n'admettons cette règle qu'en y apportant certaines restrictions; car les motifs qui font prohiber la compensation dans certains cas doivent également s'opposer, dans ces cas, à la saisie-arrêt. Ainsi, nous ne permettrions pas à celui qui est débiteur d'une somme ayant pour cause des aliments,

déclarés insaisissables, de saisir-arrêter cette somme entre ses propres mains, bien qu'il fût créancier de la personne à laquelle ces aliments sont dus.

Dans cette hypothèse, en effet, le saisissant est déchu du bénéfice de la compensation légale, et tenu avant tout de payer ce qu'il doit; il ne saurait donc, au moyen de la saisie-arrêt, apporter un obstacle même temporaire à l'exécution de son obligation. (Voyez en ce sens : la note de M. Cabouat, Saisie, sur l'arrêt de Toulouse déjà cité ; — Garsonnet, p. 705-706. ; — Aubry et Rau, 4, p. 233 ; — Limoges, 24 novembre 1885, Dalloz. *Rép. Sup.*, v° *Saisie-arrêt*, n° 20, note 2.)



CONDITIONS DE SAISSABILITÉ DES CRÉANCES

Tous les droits susceptibles de procurer à celui qui les exerce des avantages pécuniaires sont en principe saisissables. Cette règle, en ce qui concerne les créances, est posée en termes formels par l'article 557 du Code de procédure civile, qui n'est, d'ailleurs, qu'une application particulière du principe plus général écrit dans l'article 2092 Code civil. A cette règle, il est vrai, comme à toutes les autres, il existe des exceptions, la loi ayant, pour des motifs divers, déclaré certaines créances insaisissables; aussi aurons-nous à rechercher les créances qui rentrent dans cette catégorie. Mais, avant de procéder à cette étude, nous avons une autre question à examiner.

Les créances, en effet, ne présentent pas toujours les mêmes caractères : tantôt elles sont immédiatement exigibles, tantôt simplement éventuelles ou soumises à une condition suspensive ou résolutoire. Leur mode de constatation peut aussi différer : certaines créances sont ainsi constatées par actes authentiques, d'autres par acte sous seing privé ;

de même, dans quelques cas, le titre est nominatif, dans d'autres il est au porteur ou à ordre.

Il est donc nécessaire de rechercher quelle influence les formes et les modalités qui affectent les créances peuvent avoir relativement au droit de saisie des créanciers. Ces conditions générales de fond et de forme une fois étudiées, nous étudierons les conditions de saisissabilité particulières à certaines créances. Enfin, pour terminer, nous indiquerons les créances que la loi a déclarées insaisissables. D'où les trois chapitres suivants :

CHAPITRE III. — *Conditions générales de saisissabilité applicables à toutes les créances.*

CHAPITRE IV. — *Conditions de saisissabilité applicables à certaines créances.*

CHAPITRE V. — *Créances insaisissables.*

CHAPITRE III

CONDITIONS GÉNÉRALES DE SAISSABILITÉ APPLICABLES A TOUTES LES CRÉANCES

SECTION PREMIÈRE

Conditions de fond

La première condition requise pour qu'une créance puisse être saisie, c'est que le saisissant soit lui-même créancier du saisi ; mais peu importe qu'à cette époque il n'ait qu'un droit simplement éventuel.

Certains auteurs regardent cependant la saisie-arrêt comme valable, si, au moment du jugement de validité, le saisi était devenu propriétaire des valeurs saisies, alors même qu'au moment de l'exploit de saisie il n'avait aucun droit sur elles. (Bioche, *Dictionnaire de procédure. Saisie-arrêt*, n° 59.) Cette doctrine est inexacte selon M. Garsonnet : « J'admets, dit-il, la
« validité de la saisie-arrêt lorsqu'elle porte sur des
« valeurs sur lesquelles le saisi n'a qu'un droit éven-
« tuel au moment où elle est formée ; mais je n'en
« puis dire autant du cas où son droit, complète-
« ment dépourvu d'existence à cette époque, est né

« seulement dans l'intervalle de l'exploit de saisie-arrêt au jugement de validité. » (Garsonnet, *Traité de procédure*, § 599 ¹.)

C'est aussi notre avis : il nous semble impossible de justifier la validité d'une pareille saisie. En effet, si le débiteur ne peut disposer des biens qui ne lui appartiennent pas, ses créanciers ne peuvent pas non plus les saisir ; la nullité de la vente de la chose d'autrui entraîne, par voie de conséquence, la nullité de la saisie pratiquée *super non domino*. L'article 2092 du Code civil donne bien aux créanciers un droit de gage général sur tous les biens présents et à venir de leur débiteur ; mais il faut entendre cette formule en ce sens seulement que les créanciers peuvent se faire payer sur les biens dont le débiteur est actuellement propriétaire, alors même qu'il n'avait aucun

1. On peut assimiler aux créances, relativement aux conditions de saisissabilité qui leur sont applicables, les meubles incorporels de toute nature, tels que les rentes, les brevets d'invention, le droit au bail, les actions et intérêts dans les compagnies de finance et d'industrie. Toutes ces valeurs peuvent faire l'objet d'une saisie, comme les créances, mais encore faut-il que le débiteur les ait en sa possession au moment où la saisie est formée.

C'est ainsi qu'un arrêt du Tribunal civil de la Seine du 2 juillet 1898 a décidé que les actions d'apport et les parts bénéficiaires d'une société, bien qu'elles ne comportent qu'un bénéfice éventuel, sont des choses qui ont une valeur : elles constituent des effets mobiliers qui ont leur individualité, et font partie du patrimoine de celui à qui elles sont attribuées, et leur immatriculation sur les livres de la société au nom d'une personne déterminée n'a pas pour effet de modifier ce caractère.

Dès lors, elles peuvent être frappées de saisie-arrêt entre les mains de la société. (Gazette du Palais du samedi 3 novembre 1898.)

droit sur eux au moment où la dette a été contractée. L'article 2092 du Code civil ne veut nullement dire que le créancier peut saisir les biens que le débiteur ne possède pas encore..

Le jugement de validité, il est vrai, a un effet rétroactif; et, puisqu'il constate, au jour où il est rendu, l'existence du droit en la personne du saisi, on pourrait prétendre qu'il déclare par là même que ce droit a toujours existé et qu'en conséquence, la saisie est valable. Mais on ne valide pas le néant; or, au moment où la saisie a été formée, le droit n'existait pas: comment le jugement pourrait-il donc attribuer aux créanciers des créances qu'ils n'ont pu saisir, puisque le débiteur n'en était pas titulaire au moment de la signification de l'exploit? Cet exploit étant nul, toute la procédure postérieure est viciée et ne peut produire aucun effet. (Cass. req., 6 janvier 1880, D. P. 80, 1, 361. — Roger, Traité de la saisie-arrêt, n° 170 et 171 *bis*.)

Mais, s'il est nécessaire que le droit existe au moment de l'exploit de saisie, cela est aussi suffisant. La créance saisie peut n'être qu'éventuelle, elle peut très bien ne se réaliser que plus tard et la saisie être cependant parfaitement valable, pourvu toutefois que la cause qui lui donnera naissance existe déjà lors de l'exploit de saisie.

La jurisprudence admet ce principe d'une manière absolue, et en a fait diverses applications. Nous allons citer celles de ces décisions qui nous ont paru

contenir les applications les plus intéressantes de ce principe.

Dans un arrêt du 15 mai 1876, la Cour de cassation a décidé que la validité de la saisie-arrêt était subordonnée à la préexistence d'un droit sur le tiers saisi au profit du saisi ; qu'en conséquence, la saisie-arrêt pratiquée entre les mains d'un patron par le créancier d'un ouvrier ne peut comprendre les sommes que cet ouvrier gagnerait postérieurement à la saisie en contractant librement avec le tiers saisi. « Attendu, dit l'arrêt en question, que le demandeur est mal fondé à soutenir qu'il s'agissait, dans l'espèce, de salaires ou appointements à venir, courus après la saisie au profit d'un agent salarié ou gagiste du tiers saisi ; que, si le jugement refuse d'étendre les effets de la saisie aux relations postérieures de Rezon et de Grenier, c'est parce qu'il les considère tous deux comme des négociants indépendants, contre lesquels n'existait aucun lien préexistant, de sorte que le créancier saisissant n'a pu se prévaloir d'aucun droit antérieur de son débiteur Grenier aux sommes qu'il gagnerait plus tard en contractant librement avec Rezon. (Req., 15 mai 1876, D. P. 76, 1, 238.)

Le Tribunal de Vassy, dans un cas assez analogue au précédent, a décidé que la saisie-arrêt ne saurait s'appliquer aux salaires à échoir d'un journalier qui loue chaque jour ses services par une série de contrats distincts et indépendants, et dont chacun règle et fixe à nouveau l'objet et la durée du louage

et le prix des services. « Attendu, en droit, dit ce jugement, que l'article 557 du Code de pr. civ., en permettant au créancier de saisir-arrêter les sommes et effets appartenant à son débiteur, entend parler, sinon exclusivement des biens actuels et présents du débiteur, du moins de ceux sur lesquels il a, au moment de la saisie, un droit acquis pur et simple ou conditionnel ;

« Attendu, il est vrai, que les biens présents et à venir sont, aux termes de l'article 2092 du Cod. civ., le gage des créanciers, et que la combinaison de ce principe avec la règle édictée par l'article 557 précité fait admettre comme valable la saisie-arrêt des arrérages de rentes ou de traitements, de fermages, loyers ou intérêts non encore échus, mais qui existent déjà comme un élément appréciable dans le patrimoine du débiteur ; que, néanmoins, on ne saurait assimiler à de pareilles créances les salaires d'un journalier, qui ne s'acquièrent qu'au fur et à mesure de son travail, et par une série de contrats de louage distincts et indépendants les uns des autres, et dont chacun fixe et règle à nouveau l'objet et la durée du louage et le prix des services loués ;

« Attendu qu'on objecterait vainement que les choses futures, et qui n'existent encore qu'en espérance, forment un des éléments du patrimoine de chacun ; qu'elles peuvent être aliénées soit à titre aléatoire, soit en subordonnant l'effet de la cession à la condition que la chose vendue ou cédée existera, et

que dès lors aussi de pareils biens sont saisissables sous la condition suspensive que la créance saisie prendra naissance ;

« Mais attendu qu'aux termes de l'article 557 C. de procédure civile, on ne peut admettre que la loi ait voulu aller jusqu'au point de permettre la saisie d'une créance pouvant sans doute naître dans un avenir plus ou moins prochain, mais qui n'existerait pas encore, même en germe, au moment de la saisie ; que le but évident du législateur a été de subordonner la validité de la saisie-arrêt à la préexistence d'un droit quelconque du débiteur sur ce qui fait l'objet de la saisie-arrêt ; qu'il faut, en d'autres termes, qu'il existe un lien de droit entre lui et le tiers saisi ; que, si la validité de la saisie-arrêt n'était pas soumise à cette condition, et si cette mesure d'exécution pouvait avoir pour objet des droits n'existant pas encore, même en germe, la saisie pourrait s'étendre sans limites, et apporterait aux relations et aux intérêts privés de trop fâcheuses entraves pour ne pas compromettre gravement l'intérêt public. (Trib. civil de Vassy, *Dall. Sup. Rép.*, v° *Saisie-arrêt.*)

Nous avons cru devoir citer en entier la partie doctrinale de ce jugement, parce que c'est dans les motifs invoqués par cette décision judiciaire que nous avons trouvé le développement le plus clair et le plus complet de la théorie que nous avons exposée.

Deux arrêts récents, l'un de la Cour de cassation, rendu en 1884, et l'autre de la Cour de Paris, rendu

en 1892, ont donné la même solution dans des espèces quelque peu différentes.

Dans son arrêt de 1884, la Cour de cassation a jugé que la saisie-arrêt ne porte que sur les sommes qu'elle a pu frapper d'indisponibilité au moment où elle a été pratiquée, et que ses effets ne sauraient s'étendre à des sommes dont le tiers saisi est devenu débiteur du saisi par suite de conventions postérieures, encore bien que celles-ci se rattachent à la dette primitive, et que l'obligation qui en résulte ait été contractée dans le même but. « Attendu, dit cet arrêt, qu'il n'est pas possible d'attribuer cette qualification d'accessoire à une créance distincte de la première, créée plus tard par une convention nouvelle des parties, lors même que les conventions qui auraient fait naître ces deux créances auraient été motivées l'une par l'autre, et contractées dans une même provision. » (Cass. 19 nov. 1884, P. 85, 1, 438.)

L'arrêt de 1893, lui, était relatif aux salaires d'un journaliste, et il a décidé qu'ils ne sauraient être frappés de saisie-arrêt, quand ils ne sont que le prix d'articles fournis au jour le jour, en dehors de tout contrat obligeant soit l'écrivain à les apporter au journal, soit le journal à les recevoir. (Cour de Paris, 26 nov. 1892, D. P. 93, 2, 290.)

Ces diverses décisions judiciaires ne sont donc, comme il est facile de le constater, que les applications du principe que nous avons posé, et d'après lequel la

validité de la saisie-arrêt est subordonnée à la préexistence du droit sur le tiers saisi au profit du saisi. Cette solution nous paraît équitable et juridique. Mais souvent il est difficile de reconnaître la préexistence du droit : les espèces que nous venons d'étudier le prouvent surabondamment. Prenons, par exemple, le cas où une personne a loué ses services à une autre pour un certain temps : par l'effet de ce contrat, un droit nouveau aux salaires promis pour rémunération de son travail est entré dans son patrimoine, et, comme tous les autres éléments de ce patrimoine, il est le gage commun de ses créanciers. Ce droit n'est qu'éventuel ; la condition à laquelle il est soumis ne se réalisera peut-être pas, mais il existe et, comme tel, il peut être l'objet d'une saisie. Au contraire, si, chaque jour, il intervient un contrat nouveau entre le patron et l'ouvrier, ce dernier n'a aucune créance même éventuelle contre son patron, celui-ci pouvant très bien refuser de l'employer à l'avenir. L'ouvrier ne pourrait prétendre alors que le patron n'exécute pas ses engagements ; car il n'a rien promis, et en conséquence n'est tenu à rien.

Dans la première hypothèse et celles analoges, on reconnaît que la créance existait, au moins en germe, lors de la saisie, en ce que sa cause, c'est-à-dire le contrat, le quasi-contrat, le délit ou le quasi-délit d'où elle dérive avait déjà pris naissance à ce moment ; on ne se préoccupe que de ce point et du résultat que l'obligation pourra avoir dans la suite.

Une créance éventuelle et conditionnelle peut donc faire l'objet d'une saisie-arrêt, mais à la condition qu'elle soit acquise en principe à la partie-saisie, et, en outre, les effets du jugement qui valide la saisie sont nécessairement suspendus jusqu'à la réalisation de l'éventualité ou de la condition. (Riom, 10 déc. 1884 ¹.)

Peu importe également que la créance saisie soit ou non exigible; dès lors que le paiement n'en a pas été effectué, elle peut toujours être arrêtée, et le tiers ne peut payer au préjudice de l'opposition, à peine de payer deux fois. Cette solution évidente a cependant été contestée : « Chose singulière, dit M. Dalloz, les « uns ont admis qu'une créance non échue ne pouvait « être frappée de saisie-arrêt, et d'autres, au contraire, « ont prétendu qu'elle ne peut être saisie du moment « ou son échéance la rend exigible. » (Dal., Rép., v° *Saisie-arrêt*, n° 140.)

La Cour de Paris, en 1883, a tranché la question dans un sens favorable à notre opinion : « Attendu, dit-elle dans son arrêt, que l'époque de l'exigibilité de la créance saisie est sans importance pour la validité de la saisie ; que ce qu'il faut considérer, c'est l'époque du paiement réel, etc. » (Paris,

1. Attendu, dit cet arrêt, qu'il est de jurisprudence qu'une créance simplement éventuelle ou conditionnelle peut faire l'objet d'une saisie-arrêt ;

Mais attendu que les effets du jugement qui valide la saisie sont nécessairement suspendus jusqu'à la réalisation de l'éventualité ou de la condition. (Dal. Rép. Sup. v° *Saisie-arrêt*.)

9 août 1833, S. 33, 2, 465.) Les explications que nous venons de donner nous permettent de dégager les deux conséquences suivantes, relativement aux conditions de saisissabilité des créances. Pour que la saisie-arrêt soit possible, il faut : 1° que la créance existe, et 2° que le débiteur saisi en soit titulaire. Ces deux conditions suffisent, et on n'a pas à se préoccuper, pour la validité de la saisie, des diverses modalités qui peuvent affecter les créances.

Mais les créances, comme tous les autres biens qui font partie du patrimoine d'une personne, sont en principe susceptibles de transmission. Quand un débiteur aura ainsi transmis volontairement la créance qui lui appartenait, la conséquence de ce dessaisissement sera de rendre désormais impossible la saisie de cette créance. Les biens du débiteur, tout en étant le gage commun de ses créanciers (art. 2092 C. civ.), ne sont pas pour cela frappés d'indisponibilité ; le débiteur en conserve la libre disposition, et, s'il aliène une créance dont il est titulaire, le droit de gage que ses créanciers avaient sur elle s'évanouit par là même, à moins cependant que cette aliénation ne puisse être annulée en vertu des dispositions de l'article 1167 Code civil. Mais, si le dessaisissement a pour effet de rendre désormais la saisie impossible, encore faut-il que ce dessaisissement soit complet. « Pour être à l'abri de la saisie-arrêt, dit M. Roger, « il faut que le cédant se soit véritablement dessaisi ; « si l'acte ne contenait qu'une délégation imparfaite,

« telle qu'une simple indication de paiement à faire
« par le tiers détenteur avec les sommes que ce
« dernier a entre les mains, tant que ce tiers n'aura
« pas consommé le paiement effectif qui lui est indi-
« qué, les créanciers de celui qui les a déléguées
« pourront saisir-arrêter les deniers qu'ils trouveront
« encore entre les mains de ce tiers détenteur. En
« effet, la délégation dont il s'agit n'a pas opéré
« translation de la propriété au profit du délégataire ;
« aussi les anciens praticiens disaient-ils que cette
« délégation ne vaut pas saisie, voulant indiquer par
« là qu'elle ne donne pas au délégataire plus de droit
« qu'une saisie faite entre les mains du débiteur
« délégué. » (Roger, *Traité de la saisie-arrêt*, n° 209.)
Il faut donc, d'après cet auteur, que la délégation ait
opéré translation de propriété au profit du délégataire
pour mettre obstacle à la saisie ; or, en matière de
créance, cette translation n'a lieu à l'égard des tiers
que par la signification du transport faite au débiteur
ou son acceptation dans un acte authentique. (Arti-
cle 1690 du Code civil.) Les créanciers chirographaires
d'une personne ne sont, il est vrai, que ses ayants
cause à titre universel, et, comme tels, ne devraient
pas être considérés comme des *tiers* : obligés comme
le débiteur lui-même, dont ils ont suivi la foi, ils
devraient respecter la cession qu'il a consentie, bien
qu'elle n'ait été ni signifiée ni acceptée. Mais, au
moyen de la saisie-arrêt, ils ont acquis un droit propre
et personnel sur la créance cédée : en spécialisant

leur droit de gage sur cette créance, ils sont devenus des ayants cause à titre particulier de leur débiteur ; c'est-à-dire de véritables tiers au sens de l'art. 1690 du Code civil. Ils peuvent, en conséquence, invoquer le défaut de signification ou d'acceptation de la cession, et demander le maintien de la saisie-arrêt qu'ils ont pratiquée, alors même que ces formalités auraient été remplacées par d'autres actes équivalents¹. C'est ainsi que la transcription de l'acte contenant cession, au cas où cet acte renferme la vente de meubles incorporels et d'immeubles, est insuffisante pour rendre la cession de ces créances opposables aux tiers. (Cass., 2 mars 1814, S. C. N. IV, 1, 542.)

Il en est de même de la mention de subrogation qui serait faite sur l'inscription de privilège du vendeur, si la cession porte sur une créance de prix de vente. (Ruinet, 18 décembre 1879, D. P. 80, 2, 204.)

Selon certains auteurs, il faut aller plus loin, et décider qu'il ne peut être suppléé à la signification du transport par une saisie-arrêt faite par le nouveau cessionnaire. Dans ce cas, en effet, le premier saisissant ne pourrait s'opposer à ce que le second saisissant vint concourir avec lui pour partager le bénéfice de la créance saisie, tant que le jugement de validité n'aurait pas été rendu. (Cass., 15 juillet 1828,

1. Nous renvoyons aux traités de droit civil sur la vente, pour tout ce qui concerne les conditions de forme et de validité de la signification et de l'acceptation.

Dal., *Rép.*, v° *Vente*, n° 1725-2°. — Tribunal de l'Empire d'Allemagne, 11 juillet 1881, S. 82, 4, 33.)

De même, une acceptation par acte sous seing privé, même enregistré, ne pourrait équivaloir à l'acceptation authentique que la loi exige. (Nîmes, S. 62, 2, 477. — Cass., 29 juillet 1863, D. P. 63, 1, 465. — Chambéry, 28 juillet 1871, D. P. 73, 2, 196. — Cass., 26 juillet 1880, D. P. 80, 1, 366. — Aubry et Rau, IV, § 359, texte et note 10, page 428. — Laurent, 24, n° 486. — Colmet de Santerre, VII, n° 136 bis 3°.

Si un tiers avait acquis la créance en vertu d'une contre-lettre, la saisie serait encore valable, alors même que ce tiers serait devenu cessionnaire par acte authentique, mais postérieurement à la saisie. (Cass., 16 décembre 1840, D. P. 41, 1, 52, et Agen, 1851, S. 51, 2, 678.)

On peut donc dire, en résumé, que la saisie est possible pour tous les créanciers antérieurs ou postérieurs à la cession, si les formalités requises par l'article 1690 C. civil n'ont pas été observées, parce que, après la saisie opérée, ces créanciers sont des tiers au sens de cet article.

Si le créancier saisissant a eu connaissance de la cession, la question est beaucoup plus délicate.

On admet généralement qu'il doit cependant être préféré au cessionnaire, en vertu de l'adage « *Vigilantibus jura succurrunt* ; » mais on décide que, s'il était manifeste qu'il y a eu concert frauduleux entre le

saisi et le saisissant, la cession serait valable, la fraude faisant exception à toutes les règles.

Suivant la bonne ou mauvaise foi des contestants, la jurisprudence a jugé dans l'un ou l'autre sens. (Comparez : Cass., 13 juillet 1831, S. 34, 1, 518, et 5 mars 1838, S. 38, 1, 630 ; — Bastia, 2 mai 1842, D. P. 48, 1, 60 ; — Laurent, XXIV, n° 489 ; — Aubry et Rau, IV, § 359, note 13 ; — Troplong, tome II, n° 900.

En vertu des mêmes principes, il faut décider que les personnes désignées dans l'art. 1798 C. civil ne peuvent saisir les sommes dues par le propriétaire à l'entrepreneur, si ces sommes ont été régulièrement cédées. (Trib. de la Seine, 14 juillet 1858, *Le Droit* du 29.)

Quand il y a concours entre un cessionnaire et un saisissant, et que l'acte de notification et l'exploit de saisie indiquent l'heure à laquelle ils ont été faits, la règle *Prior tempore potior jure* est ici applicable, alors même que les deux actes auraient été passés le même jour. (Bruxelles, 30 janvier 1805, S., C. N., 2, 2, 340, et Aubry et Rau, tome IV, 359 *bis*. — Laurent, XXII, n° 504. — Guillouard, II, n° 788.) Si l'heure n'est pas indiquée, la règle est la même ; mais la preuve testimoniale n'est pas admissible, si la créance dépasse 150 fr. Dans ce cas, chacun sera payé au marc le franc. (*Contra*, 27 fév. 1888, D. P. 19, 2, 259 ; — en ce sens, Guillouard ¹.)

1. Certaines créances, à raison de leur nature, ne sont pas soumises, pour leur cession, aux formalités de l'article 1690 C. civ. Il en est ainsi pour les rentes sur l'État, qui sont cessibles par la

A la cession régulière de la créance, il faut assimiler l'extinction par un des modes légaux, tels que le paiement, la novation, la compensation ou la remise.

L'effet de ces modes d'extinction est de libérer immédiatement le débiteur saisi et de rendre par suite inefficaces, à partir de ce moment, les saisies-arrêts qui seraient pratiquées entre ses mains par des tiers. Il n'y a pas besoin, dans ce cas, qu'il y ait eu acceptation du débiteur cédé faite dans un acte authentique, ou signification du transport à ce débiteur. C'est ce qui a été jugé dans un arrêt récent de la Cour de cassation, dans une espèce où il s'agissait de novation.

« Attendu, disait cet arrêt, que, si le cessionnaire d'une créance n'en est saisi à l'égard des tiers que par une acceptation du débiteur cédé faite dans un acte authentique, ou par la signification du transport à ce débiteur, il en est autrement quand il s'agit d'un engagement pris par un débiteur en échange de sa propre libération, vis-à-vis du créancier de

voie du transfert, et les actions de la Banque de France. (Décret organique du 16 janvier 1808.)

Les lettres de change et les billets à ordre (art. 136 et 1887 C. civ.), les connaissements et les contrats à la grosse (281 et 313 C.), les chèques, loi du 14 juin 1863, les récépissés et les warrants des Magasins généraux (loi du 28 mai 1858) sont également dispensés de la signification ou de l'acceptation, ces diverses créances étant transmissibles par la voie de l'endossement.

Il en est de même des obligations stipulées au porteur, qui circulent comme les meubles corporels. (Art. 2279.)

celui envers qui il était lui-même obligé ; qu'il s'opère alors une novation dont l'effet immédiat est de libérer le promettant envers son créancier originaire dans la mesure du nouvel engagement qu'il a pris, et de rendre par suite sans objet, dans cette limite, les saisies-arrêts qui peuvent être ultérieurement pratiquées entre ses mains. » (Cassation, 23 novembre 1898, *Gazette des Tribunaux* du 26 janvier 1899.).

La créance ou la rente, une fois éteinte, ne saurait être l'objet d'une saisie, cela ne peut faire aucun doute ; mais quelquefois il sera utile de savoir si certains actes sont ou non des paiements. Ainsi, la Cour de Toulouse a jugé que le dépôt d'une somme entre les mains d'un notaire pour être remise à un créancier après la liquidation, ne saurait faire obstacle au droit qui appartient à ce créancier de pratiquer une saisie-arrêt sur cette somme, parce qu'il n'y a pas là un véritable paiement. (Pau, 12 décembre 1882, D. P. 83, 2, 143.)

On peut rapprocher du cas où la créance est cédée ou éteinte celui où elle a reçu une affectation spéciale : la saisie est également impossible dans cette hypothèse. C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal de la Seine du 30 décembre 1898 a décidé que, lorsqu'une société doit remettre mensuellement à son directeur une somme déterminée, non à titre d'appointements, mais à charge par lui de faire face à forfait aux frais d'un employé de bureau, d'un comptable, et au paiement des loyers, les créanciers

du mandataire ne peuvent pratiquer une saisie-arrêt entre les mains de la société sur les fonds qui doivent être remis tous les mois à forfait au directeur. (Tribunal de la Seine, 30 décembre 1898, *La Loi*, 17 janvier 1899.)

Nous avons ainsi examiné les conditions de fond auxquelles les créances sont soumises pour pouvoir être saisies, et que l'on peut résumer de la manière suivante :

1° La créance doit exister, au moins en germe, au moment de l'exploit de saisie ;

2° Le saisi doit en être le titulaire ;

3° Enfin, il faut qu'elle ne soit ni cédée ni éteinte.

Rien ne saurait suppléer à l'absence de ces conditions, et la saisie devrait être déclarée nulle si l'une d'elles faisait défaut.

SECTION II

Conditions de forme

Toute créance en principe peut être saisie, de quelque manière qu'elle soit constatée ; mais la nature du titre exerce une certaine influence sur la procédure : c'est ainsi que la procédure de la saisie-arrêt n'est pas applicable dans le cas où les créances sont constatées par des effets de commerce, etc.

Il nous faut donc examiner les divers modes de constatation des créances, et indiquer la procédure de saisie applicable à chacun.

§ 1^{er}

Actes authentiques ou sous seing privé ordinaire

Si la créance est constatée par un acte authentique ou sous-seing privé ordinaire, on peut pratiquer une saisie-arrêt sur cette créance, alors même qu'elle aurait un caractère commercial ; l'art. 557 du C. de pr. civile ne fait aucune distinction à cet égard, quand il dispose que : « Le créancier peut saisir-arrêter entre
« les mains d'un tiers les sommes et effets appar-
« tenant à son débiteur. »

La portée de cet article est générale ; il doit donc s'appliquer toutes les fois que la loi n'y a pas apporté d'exception. Or, nulle part, nous ne voyons que la loi ait déclaré insusceptibles de saisie-arrêt les créances constatées par acte authentique ou sous seing privé, lors même qu'elles auraient un caractère commercial. Il faut en dire autant des créances qui n'ont été constatées par aucun acte ; mais, dans ce cas, le saisissant devra prouver par les moyens légaux l'existence de la créance saisie.

Les seules exceptions que la loi ait apportées à ce principe, c'est quand elle a déclaré, dans les articles 581 et 582 du Code de procédure civile, certaines créances insaisissables, et, dans ce cas même, ce n'a pas été à raison du mode de constitution de ces créances, mais bien à raison de leur

nature particulière que l'insaisissabilité a été proclamée.

§ 2

Effets de commerce, titres au porteur, nominatifs ou à ordre

L'article 149 apporte, en ce qui concerne les effets de commerce, une exception au principe de l'article 557 C. p. c. : « Il n'est admis, dit-il, d'opposition au paiement qu'en cas de perte de la lettre de change ou de la faillite du porteur. »

Cette disposition est également applicable au billet à ordre.

Par conséquent, en dehors des deux exceptions prévues par cet article, il est impossible de pratiquer une saisie-arrêt sur le débiteur des sommes constatées dans la lettre de change ou le billet à ordre. La loi a accordé à ces sortes de créances un privilège spécial, afin d'assurer la circulation de ces sortes d'effets. « Le commerce, dit M. Bédarrides, vit de ponctualité et d'exactitude ; ses obligations doivent être soldées à jour *préfix*, car, avant même d'en avoir la disposition, le créancier a affecté à leur montant une destination dont le défaut de réalisation occasionnerait souvent un grand préjudice, par la perturbation qu'il jetterait dans ses spéculations. Il convenait donc d'assurer à la lettre de change son instrument le plus actif, un caractère tel que son paiement pût entrer

« comme une certitude dans les prévisions du porteur. » (Bédarrides, *Commentaire du droit commercial, Lettre de change*, II, n° 406.)

Le législateur a atteint ce résultat en interdisant la saisie aux créanciers des personnes qui ont concouru à la création et à la circulation de la lettre de change. Ces personnes auraient pu contester la transmission que leur débiteur aurait faite postérieurement à la saisie. L'article 149 C. com. en déclarant que l'opposition n'était pas admise, évite ainsi toute contestation. En effet, de cette façon, le tiré ne devra tenir aucun compte de la saisie pratiquée entre ses mains ; il ne pourrait même pas refuser le paiement de l'effet, bien qu'un jugement prononçant la validité de la saisie-arrêt eût été rendu. (Bruxelles, 10 mai 1808, et Agen, 21 juin 1811, Dal., *Rép.*, v° *Effets de commerce*, n° 575, et Cass., 21 juillet 1855, D. P. 55, 1, 288. — Cass., 20 mai 1885, D. P. 86, 1, 82.)

Sans cette disposition, il eût été trop facile au tiré de retarder son paiement en faisant opérer sur lui une saisie-arrêt par un ami complaisant.

D'autre part, si la saisie eût été possible, le porteur qui en eût été l'objet aurait pu en détruire les effets en cédant son titre, qui eût repris naturellement toute sa force entre les mains d'un autre porteur.

Malgré les termes formels de l'article 149 C. com., qui n'autorise la saisie-arrêt que dans deux cas bien précis, un auteur a cependant enseigné que la règle de l'article 149 C. com. ne déroge pas au principe

d'après lequel l'actif mobilier et immobilier du débiteur est le gage commun de ses créanciers, quand le saisissant est créancier du porteur actuel de la lettre de change ou du billet à ordre.

Dans ce cas spécial, selon M. Bédarrides, la saisie-arrêt devrait sortir effet en ce sens que le souscripteur ne pourrait la payer au mépris de la saisie. L'article 149 C. com., dit-il, entend favoriser la circulation des lettres de change en écartant toutes les entraves provenant de tiers étrangers au porteur actuel ; mais, pour les créanciers de ce dernier, il n'a nullement entendu déroger au principe de l'art. 2092 C. civil. La saisie-arrêt faite par ceux-ci entre les mains du souscripteur ou de l'accepteur est donc valable. (Bédarrides, *op. cit.*, n° 4081.)

Cette opinion est restée isolée : elle est, en effet, manifestement contraire aux termes de l'article 149 C. com., d'après lesquels l'opposition n'est reprise qu'en cas de perte ou de faillite. (En ce sens : Boistel; *Précis de droit commercial*, n° 804; — Lyon-Caen et Renault, tome 4, n° 313; — Alauzet, tome 3, n° 1419.)

D'après l'immense majorité des auteurs, la saisie n'est autorisée qu'en cas de perte de l'effet ou de faillite du porteur, et tous reconnaissent que ces deux exceptions sont pleinement justifiées. Le législateur devait en effet, empêcher celui qui avait trouvé ou soustrait une lettre de change ou un billet à ordre de s'en approprier le montant. Il y avait le même intérêt

moral et social à ne pas laisser le failli négociier impunément les effets qu'il aurait eu soin de soustraire de son portefeuille. — Quand le porteur se trouvera dans l'une ou l'autre de ces hypothèses, ses créanciers pourront pratiquer une saisie-arrêt sur le souscripteur ou l'accepteur ; car alors, on ne nuit en rien à la circulation des effets de commerce.

Beaucoup d'autres assimilent au cas où le porteur est en état de faillite celui où il est frappé d'une incapacité quelconque (minorité, interdiction, mariage), et permettent alors à son représentant de former opposition entre les mains de celui qui doit effectuer le paiement.

Ne pourrait-on pas pousser l'assimilation plus loin, et permettre aux créanciers de l'incapable de pratiquer une saisie-arrêt entre les mains du tiré ? Nous sommes tenté de l'admettre, parce que l'état d'incapacité, comme l'état de faillite, a toujours une certaine notoriété, et il est, aux termes de la loi, réputé connu de tous. En conséquence, si, postérieurement au jugement qui prononce l'incapacité, l'incapable transmet à une personne par voie d'endossement l'effet dont il est porteur, cet endosseur ne doit pas pouvoir légalement exciper de sa bonne foi.

M. Nouguier, sans vouloir précisément indiquer une autre exception à l'art. 149 C. com., semble enseigner qu'après l'échéance de la lettre d'échange, cet article cesse d'être applicable. « L'échéance arrivant, point d'oppositions possibles, dit cet auteur,

« hors les deux cas spécifiés par la loi; mais, *l'époque*
« *de l'échéance passée*, et la traite laissée en souf-
« france, le même motif n'existe plus, et la solution
« doit être différente. (Nouguier, tome 1^{er}, n° 932.)
La saisie-arrêt serait donc possible à condition qu'elle
eût lieu après l'échéance.

Cette règle est loin d'être admise en doctrine et en
jurisprudence: « Tant que la lettre de change n'est
« pas prescrite, dit M. Alauzet, la créance conserve
« sa nature particulière, et doit produire les effets
« que la loi y attache. » (Alauzet, *Commentaire sur*
le Code de commerce, n° 1421, tome 3.) C'est aussi
notre avis, car nous ne voyons pas pourquoi ce titre
de créance aurait cette particularité de n'être plus
régé par les lois expressément écrites pour lui, parce
qu'il est échu. Nous admettons également, avec cet
auteur, que la saisie serait valable si, un jugement
ayant été pris contre le débiteur, il était poursuivi,
non en vertu de la lettre de change, mais du juge-
ment de condamnation.

Le porteur qui obtient un jugement contre le
souscripteur ou l'accepteur acquiert un nouveau
titre; mais le caractère de ce titre ne fait pas, comme
la lettre de change, obstacle à la saisie.

Si la créance constatée dans un effet de commerce
ne peut être saisie-arrêtée, d'après l'article 149 C.com.,
il en est autrement de l'effet lui-même; quand il
se trouve entre les mains d'une tierce personne, rien
ne s'oppose à ce qu'il soit l'objet d'une saisie-arrêt.

La jurisprudence admet que la disposition de l'article 557 du Code de procédure civile, aux termes de laquelle le créancier peut saisir-arrêter les sommes et effets appartenant à son débiteur, s'applique dans sa généralité aux titres de créance ou effets quelconques souscrits au profit du saisi qui peuvent se trouver entre les mains d'un tiers détenteur ou dépositaire, et le tiers saisi est, en conséquence, tenu de les comprendre dans sa déclaration affirmative.

La Cour de cassation a jugé ainsi dans un arrêt du 18 janvier 1876 : « Attendu, dit cet arrêt, que la « saisie opère la mainmise de justice sur les titres de « créance et objets saisis; — Qu'elle a pour but et effet « légal d'en assurer la conservation dans l'intérêt du « saisissant, et d'obliger le tiers saisi à les comprendre « dans sa déclaration affirmative et à les représenter au « Tribunal, qui peut, suivant les circonstances, soit les « attribuer jusqu'à due concurrence au saisissant, soit « en ordonner la vente ou le recouvrement, pour le prix « en être mis en distribution, s'il y a lieu, entre les « ayants droit » (Cass. 18 janv. 1876, D. P. 76, 1, 74 et 75.)

Cet arrêt donne à la règle que nous venons de poser une portée plus générale que celle que nous lui aurions donnée. Il étend, en effet, aux titres de créance et effets, quels qu'ils soient, ce que nous n'avions appliqué qu'aux effets de commerce. Avec la solution admise par la Cour de cassation, il faut donc décider que les titres nominatifs ou au porteur

appartenant à un débiteur, peuvent être saisis-arrêtés où ils se trouvent déposés entre les mains d'un tiers. Mais, si le créancier ne sait pas où se trouvent ces sortes de titres (nominatifs ou au porteur), il ne peut, au moyen de la saisie, opérer sur eux mainmise de justice ; il ne lui reste donc d'autre ressource que de pratiquer une saisie-arrêt entre les mains de l'établissement débiteur pour les sommes par lui dues à raison de tels titres.

D'après le droit commun, rien ne s'opposerait à ce qu'il fit cette saisie ; mais ne doit-on pas, par analogie, appliquer ici l'article 149 C. com ?

Pour les titres au porteur, cela ne saurait faire de doute : l'intérêt de la circulation exige qu'il y ait une complète sécurité pour les acquéreurs de ces titres, qui se transmettent de la main à la main sans aucune formalité, et pour lesquels, d'ailleurs, la règle de l'article 2259 du Code civil est applicable.

La loi du 15 juin 1872, qui a réglé minutieusement les formalités à observer en cas de perte ou de vol des titres au porteur, a ainsi décidé implicitement que l'opposition et, par suite, la saisie n'étaient possibles que dans ces seuls cas. Le tiers débiteur, dans notre hypothèse, ne doit pas à une personne déterminée, mais à un titre ou plutôt au porteur légitime qui le présente à l'échéance : le titre, par sa nature même, rend la saisie-arrêt impossible. Supposons, en effet, qu'une saisie-arrêt puisse être faite par les créanciers du porteur actuel ; ce dernier aura un

moyen bien simple de rendre la saisie illusoire : il négociera son titre, et le tiers débiteur ne pourra refuser le paiement à l'acquéreur, puisque ce n'est pas sur lui que la saisie est faite.

Il serait également presque impossible, pour une autre raison, aux créanciers de pratiquer une saisie. Ils doivent en effet spécifier la créance qu'ils arrêtent ; mais, pour cela, il faut qu'ils connaissent le numéro des titres, et, en fait, ils les connaîtront bien rarement.

Aux titres au porteur, il faut assimiler les coupons détachés de ces titres ou des titres nominatifs.

Le billet de banque est un titre au porteur d'une énergie toute particulière, et, même en cas de perte ou de vol, il ne peut être l'objet d'une saisie-arrêt ; mais il est susceptible de saisie-exécution comme l'argent comptant.

Quant aux titres nominatifs, doit-on également les déclarer insusceptibles de saisie-arrêt ?

Nous croyons qu'il faut résoudre cette question par une distinction.

Selons-nous, la saisie-arrêt n'est pas possible sur les dividendes. Le porteur du titre, même si ce titre est nominatif, peut en effet toucher les dividendes ou intérêts échus, sans avoir à justifier de sa propriété ou à produire une procuration quelconque. Aussi, permet-on souvent de toucher ces créances au moyen de simples coupons au porteur détachés du titre ; par conséquent, à cause de l'analogie qui existe entre le

paiement de ces créances et le paiement des titres au porteur, il y a les mêmes raisons de prohiber la saisie-arrêt sur ces sommes.

Au contraire, nous accorderions ce droit aux créanciers du titulaire quand il s'agit de toucher le capital, comme cela se produit quand le titre est devenu remboursable par suite du jeu de l'amortissement, parce que, dans ce cas, les droits inhérents à l'action ou à l'obligation ne peuvent être exercés, en principe, que par le titulaire ou un fondé de procuration. Les créanciers, en opérant alors la saisie, ne peuvent nuire en rien à l'intérêt et à la sécurité de la circulation.

Quand des titres nominatifs, au porteur ou à ordre se trouvent en la possession d'un débiteur, ses créanciers ne sont pas pour cela désarmés. Ils peuvent en effet les mettre sous main de justice au moyen de la saisie-exécution. L'article 591 C. proc. civ. ordonne à l'huissier qui procède à une saisie de cette nature en l'absence du saisi de requérir, s'il se trouve des papiers, l'apposition des scellés par l'officier appelé pour l'ouverture. Quand les titres de créance seront ainsi mis sous scellés, le débiteur ne pourra plus s'en dessaisir et les transmettre à d'autres, sous peine d'encourir les peines édictées par la loi. Cette mesure est pourtant incomplète : il ne suffit pas aux créanciers d'empêcher leur débiteur d'aliéner son titre ; ce qu'ils veulent avant tout, c'est s'en approprier le bénéfice.

Comment pourront-ils arriver à ce résultat, puisque la saisie-arrêt est impossible ? Auront-ils le droit de vendre ces titres comme des meubles corporels ?

Beaucoup d'auteurs leur refusent ce droit pour les motifs suivants : « Les travaux préparatoires du « Code, dit M. Garsonnet, indiquent plutôt que « l'intention du législateur a été de proscrire en « principe la saisie des papiers, et l'article 591 C. pr. « civile est encore plus décisif, puisqu'il spécifie « qu'on ne peut les appréhender en l'absence du « saisi, et si les personnes qui le représentent ou le « remplacent refusent d'ouvrir son secrétaire. »

Ces arguments ne peuvent nous convaincre, et nous croyons que l'huissier qui, au cours de ses perquisitions, rencontre des titres à ordre ou au porteur, peut toujours les mettre sous main de justice, même les vendre ensuite comme les meubles corporels du débiteur.

L'argument historique invoqué par nos adversaires n'a aucune valeur : l'art. 614 du projet du Code de procédure portait que « *les papiers ne pourront être saisis* » ; or, ces mots ayant disparu dans la rédaction définitive, c'est donc que le législateur n'a pas voulu soustraire tous les papiers du saisi de la saisie-exécution.

C'est l'opinion de M. Rodière ; cet auteur admet l'exclusion des titres nominatifs, mais non pas celle des titres à ordre ou au porteur, des billets de banque ou des reconnaissances du mont-de-piété.

Personne, d'ailleurs, ne conteste cette solution pour les billets de banque, qui sont assimilés à la monnaie ; mais nous ne comprenons pas certains auteurs, qui assimilent les titres au porteur et les reconnaissances du mont-de-piété aux meubles corporels, et qui refusent de les saisir dans les mêmes formes que ces objets. Le Tribunal de la Seine a décidé, avec raison que ces titres, qui sont de nature à être échangés par le porteur sans désignation de noms, peuvent être saisis-exécutés. (Paris, ord. de référé, 8 sept. 1849, citée par Dalloz , Rép., v° *Saisie-exécution*, n° 154.)

Pour les effets de commerce transmissibles par voie d'endossement, la saisie-exécution est le seul moyen pratique d'arriver à leur réalisation, quand le débiteur refuse d'endosser ou de mettre son acquit sur l'effet saisi.

Un arrêt de la Cour de Riom a fort bien mis en lumière la doctrine que nous soutenons ; et, bien qu'il soit ancien, nous croyons devoir le citer en entier, à raison de l'importance de la question : « Attendu, dit
« cet arrêt, sur la question de savoir si l'huissier a
« pu valablement faire tomber dans la saisie-exécu-
« tion des effets de commerce trouvés au domicile
« de la partie saisie, que l'article 2092 C. civil dispose
« que tout obligé est tenu de remplir son obligation
« sur tous ses biens mobiliers et immobiliers ; que,
« lorsque la loi veut la fin, elle veut aussi les moyens ;
« que c'est pour cela qu'elle consacre les saisies-

« arrêts et les saisies-exécutions pour les meubles
« corporels et incorporels, et les saisies-brandons à
« l'égard des fruits pendants ;

« Attendu que les effets de commerce sont évi-
« demment dans la catégorie des objets susceptibles
« de saisie mobilière.

« Attendu que les lettres de change ou billets à
« ordre sont susceptibles de passer en toute propriété
« d'une main à l'autre par la simple voie de l'en-
« dossement, sans possibilité au créancier d'empêcher
« cette transaction par la voie de simple opposition
« ou de saisie-arrêt entre les mains du débiteur ;

« Attendu qu'au titre des saisies-exécutions, le
« législateur a tracé une ligne de démarcation ; qu'il
« a posé les exceptions à côté de la faculté générale
« de saisie, et désigné les objets mobiliers qu'il
« entendait déclarer insaisissables ; que, dans la
« désignation ou nomenclature de ceux-ci, ne se
« trouvent nullement compris les effets tels que lettre
« de change, billet à ordre, etc., qui peuvent être
« dans les domaine ou domicile du débiteur saisi ;

« Que, dès lors, ces sortes d'effets mobiliers se
« trouvent nécessairement sous la règle commune, et
« non sous l'exception, etc. » (Riom, 29 juin 1819,
Dal., Rép., v° *Saisie-exécution*, n° 155.)

Comme la jurisprudence, nous admettons que les
diverses sortes de titres dont nous venons de parler
sont susceptibles de saisie-exécution.

Dans notre situation économique, où les valeurs

mobilières se sont considérablement développées, il serait bien rigoureux pour les créanciers, et par conséquent absolument contraire aux intérêts du crédit, de soustraire aux poursuites les plus légitimes une notable portion du patrimoine du débiteur. Si la voie de la saisie-exécution n'était pas applicable aux créances qui, à raison du titre qui les constate, ne sont pas susceptibles de saisie-arrêt, la loi aurait ainsi créé pour ces valeurs une injustifiable insaisissabilité. Il n'est pas possible, selon nous, que le législateur ait pu vouloir un résultat aussi contraire à la justice et au crédit.

CHAPITRE IV

CONDITIONS DE SAISISSABILITÉ SPÉCIALES A CERTAINES CRÉANCES

Les règles de saisissabilité que nous avons étudiées au chapitre précédent sont applicables d'une manière générale à toutes les créances ; mais, dans quelques cas spéciaux, elles ont dû être modifiées à raison de la nature particulière de certaines créances. Aussi, pour que notre étude soit complète, allons-nous examiner séparément ces diverses hypothèses.

SECTION PREMIÈRE

Droits des créanciers hypothécaires et privilégiés sur les revenus et le prix des biens grevés

Nous avons vu précédemment que les créances d'une personne ne pouvaient être saisies que s'il existait un lien d'obligation personnel entre cette personne et le saisissant. Il suit de là que, le tiers détenteur d'un immeuble hypothéqué n'étant pas personnellement obligé envers le créancier hypothécaire, ce dernier ne peut pratiquer de saisie sur les créances ou rentes lui appartenant.

Dans ce cas, en effet, c'est en quelque sorte l'immeuble qui est obligé et non celui qui le détient, et ce n'est pas le principe de l'article 2092 C. civ. qui doit s'appliquer, mais bien celui de l'article 2166 : ce n'est pas le patrimoine du tiers détenteur qui est affecté au paiement de l'obligation, mais l'immeuble hypothéqué seul. Et, comme l'hypothèque ne grève pas les revenus des immeubles sur lesquels elle porte, il faut décider que le créancier hypothécaire ne peut saisir-arrêter ces revenus, à moins qu'ils n'aient été immobilisés par suite de la sommation adressée au tiers détenteur de payer ou de délaisser, conformément à l'article 2176 du Code civil.

M. Roger cite un arrêt de Paris du 23 décembre 1808 qui a fait une application de ce principe. Il s'agissait, dans l'espèce, d'un donataire d'usufruit détenteur d'immeubles hypothéqués, et il fut jugé que, jusqu'à la sommation, aucun fruit de ces immeubles n'était dû aux créanciers du débiteur direct. (Roger, *op. cit.*, § 123.)

La Cour de Bruxelles a décidé, dans le même sens, qu'un acquéreur sur vente volontaire qui avait versé la totalité du prix à son vendeur, ne devait qu'à ce dernier la partie du prix excédant le montant des inscriptions, et qu'en conséquence, les créanciers hypothécaires ne pouvaient saisir cet excédent es mains de l'acquéreur qui s'était libéré.

Cependant, en cas d'expropriation de l'immeuble hypothéqué, le poursuivant ou tout autre créancier

pourra, en vertu de l'article 685 du Code de procédure civile, au moyen d'un simple acte d'opposition, saisir-arrêter les loyers et fermages entre les mains des locataires ou fermiers.

La transcription de la saisie vaut également saisie-arrêt des loyers et fermages. (Article 684 C. p. c.)

De même, le créancier hypothécaire auquel, après le règlement de l'ordre, il a été délivré un bordereau de collocation, peut en poursuivre l'exécution contre l'acquéreur par voie de saisie-arrêt. Cette solution n'est pas en contradiction avec ce que nous avons dit précédemment au sujet de ces mêmes créanciers. Elle résulte de l'article 770 du Code de pr. civ., qui déclare que le bordereau, après sa délivrance, est exécutoire contre l'adjudicataire ; ce dernier doit donc être considéré comme obligé personnellement envers le créancier hypothécaire.

L'article 753 C. civil accorde au propriétaire contre le sous-locataire une action personnelle et directe jusqu'à concurrence du prix de sous-location ; en conséquence, le propriétaire peut saisir-arrêter les sommes dues au sous-locataire. (Cass., 24 janv. 1853, D. P. 53, 1, 424 ; S. 53, 1, 324.) En effet, dans ce cas et autres semblables, le privilège mobilier ou immobilier qui appartient au créancier ne l'empêche pas de pratiquer une saisie-arrêt, si le détenteur des biens grevés d'hypothèque ou de privilège est personnellement obligé envers lui.

On peut encore rapprocher des cas que nous

venons d'énumérer celui du sous-ordre, que Pothier définissait ainsi : « L'ordre dans lequel la somme pour laquelle un créancier a été colloqué utilement, est distribuée entre les créanciers de ce créancier. » (Pothier, *Introduction à la coutume d'Orléans*, titre XX, section 2, § 1.) La loi du 9 messidor an III admit les oppositions en sous-ordre, mais la loi de brumaire an VII et le Code civil n'en parlèrent pas. Le Code de procédure, art. 775, a consacré la suppression du sous-ordre, mais on arrive au même résultat au moyen des cessions ou subrogations d'hypothèque.

Dans tous les cas, l'art. 775 C. p. c. autorise tout créancier à prendre inscription pour conserver les droits de son débiteur ; mais le montant de la collocation du débiteur est distribué, comme chose mobilière, entre tous les créanciers inscrits ou opposants avant la clôture de l'ordre, tandis que, dans l'ancien droit, les créanciers hypothécaires étaient payés au rang de leurs hypothèques, qui, à cette époque, étaient toujours générales.

SECTION II

Modifications apportées par les conventions matrimoniales relativement au droit de poursuite des créanciers des époux sur les créances qui appartiennent à ceux-ci.

La loi ayant laissé aux époux la liberté de régler comme ils l'entendraient leurs conventions matrimoniales, le droit des créanciers sur le patrimoine de

leurs débiteurs peut se trouver ainsi sensiblement modifié selon le régime adopté par les époux. Pour étudier cette matière avec plus de clarté, nous allons étudier successivement les différents régimes matrimoniaux.

A. — RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE.

On peut distinguer sous ce régime trois catégories de créanciers : 1° Les créanciers de la communauté qui sont en même temps créanciers de l'un ou l'autre des époux ; 2° les créanciers personnels du mari ; 3° les créanciers personnels de la femme.

Les droits de ces personnes varient suivant la nature des créances. Celles-ci peuvent être en effet, soit des créances mobilières des époux tombées en communauté, soit des créances appartenant en propre à l'un des époux, soit les revenus des propres.

Si ce sont des créances mobilières appartenant à la communauté, elles peuvent être saisies : 1° par les créanciers de la communauté (art. 1409 C. civ.), 2° par les créanciers personnels du mari.

Pour les premiers, la solution que nous venons de donner se comprend parfaitement, et ce n'est, en somme, que l'application pure et simple de l'art. 557 C. pr. c.

Quant aux créanciers personnels du mari, ce droit leur est également donné parce que le patri-

moins de leur débiteur n'est pas distinct de celui de la communauté. ¹

Les créanciers de la femme peuvent aussi quelquefois saisir les créances de la communauté; mais ce droit ne leur est donné que sous certaines conditions. Il faut : 1° que la dette de la femme soit mobilière, et résulte d'un acte ayant acquis date certaine avant la célébration du mariage (1416 C. civil), ou 2° que la dette ait été contractée durant le mariage, du consentement du mari (art. 1409, 1419, 1426 C. civ.), ou 3° que la femme se soit engagée, avec autorisation de justice, pour tirer son mari de prison ou pour l'établissement de ses enfants en cas d'absence de ce dernier (1427 C. civil) ², ou 4° enfin, que la dette provienne d'une succession mobilière échue à la femme au cours de la communauté.

Si les créances, au lieu de faire partie de la communauté, appartiennent en propre à l'un des époux, par qui peuvent-elles être saisies ?

1. Il a été jugé, en conséquence, que l'indemnité due à la femme à raison d'un délit commis contre elle, tombant dans la communauté, peut être saisie par les créanciers du mari. (Colmar, 21 avril 1828, S. 28, 2, 215 ; D. P., 28, 2, 201. — RODIÈRE et PONT, 6, n° 370. — TROPLONG, *Contrat de mariage*, VI, n° 422-423.)

2. Les créances de la communauté ne peuvent plus être saisies par les créanciers de la femme, dans le cas où la femme est tombée en faillite et a obtenu un concordat.

Cela tient à ce que le concordat, ayant pour but de remettre le failli à la tête de ses affaires, doit avoir un effet libératoire pour tous les créanciers à l'égard des biens qui composent la masse frappée du dessaisissement. Désormais, les créances de communauté ne seront plus affectées au paiement des créanciers de la femme. (S. 55, 2, 85.)

Il faut encore faire ici une distinction. Si ce sont des créances appartenant au mari, elles peuvent être saisies, soit par ses propres créanciers, soit par ceux de la communauté, parce que les deux patrimoines n'en font en réalité qu'un seul.

Si, au contraire, les créances appartiennent à la femme, elles ne peuvent être saisies que par ses propres créanciers, et encore faut-il pour cela que la dette soit antérieure au mariage, ou ait été autorisée par le mari, ou par justice dans le cas de l'art. 1427 C. civil.

Les créances qui, au cours de la communauté, sont substituées à un propre de l'un des conjoints lui restent propres. L'hypothèse dont nous parlons peut se produire en cas de créance existant :

1° Pour le prix d'un immeuble propre appartenant à l'un des conjoints ;

2° Pour le supplément de prix que devrait payer l'acquéreur d'un immeuble propre à l'un des époux, quand il y a lésion de plus des $\frac{7}{12}$;

3° Pour la soulte due à l'un des conjoints par suite du partage des immeubles d'une succession ;

4° Pour l'indemnité payée par une compagnie d'assurances à raison de l'incendie d'un immeuble propre à l'un des époux. (Bordeaux, 19 mars 1857, S. 57, 2, 534.)

Dans tous les cas que nous venons d'indiquer, les créanciers de l'un des époux ne peuvent pratiquer de saisie-arrêt sur les créances qui appartiennent à l'autre.

Quant aux créanciers de la communauté, ils peuvent saisir ces créances, si elles appartiennent au mari ; mais ils n'ont pas ce droit sur les créances de la femme.

Quant aux revenus des propres, il faut les assimiler aux autres créances mobilières appartenant à la communauté, parce que eux aussi en font partie. (1401 C. c.) Cet article s'applique aux revenus échus pendant le mariage ; mais, si ces revenus étaient échus avant, ils tomberaient aussi en communauté au même titre que les autres créances mobilières. (Guillouard, t. 1^{er}, n^o 407. — Aubry et Rau, t. 5, n^o 507, note 34.)

En conséquence, les revenus peuvent être saisis par toutes les personnes qui peuvent saisir les créances mobilières tombées en communauté, c'est-à-dire les créanciers du mari ou de la communauté, ceux de la femme pour dettes antérieures au mariage ou contractées depuis en qualité de mandataire du mari ou de son consentement, etc. Mais les créanciers personnels de la femme, sauf dans les cas que nous venons d'indiquer, ne peuvent saisir les revenus de ses propres, alors que les créanciers du mari ont ce droit. Ainsi, les créanciers de la femme antérieurs au mariage, munis de créances mobilières dont ils n'ont pu prouver l'antériorité ou de créances immobilières, ceux qui ont contracté avec une femme non autorisée de son mari, ne pourront saisir les revenus des propres, même de ceux appartenant à la femme. Il a même été jugé, par un arrêt de la Cour de cassation,

que les créanciers personnels de la femme ne pourraient pas, sous prétexte d'exercer les droits de leur débitrice, saisir-arrêter sur les revenus de communauté les sommes que la femme se serait réservé (par une clause expresse de son contrat de mariage) de toucher pour son entretien personnel et sans l'autorisation de son mari (Cass., 9 août 1820, S. 20, 1, 296). Cette décision se conçoit parfaitement, parce que, si on autorisait la saisie dans des cas comme celui-ci, ce serait en définitive sur la communauté que retomberait l'effet de la saisie, et les charges du mari seraient ainsi augmentées.

Il nous resté un dernier point à examiner relativement au droit de ceux qui sont devenus créanciers de la femme à l'occasion des successions qu'elle a recueillies pendant le mariage.

Si la succession échue à la femme est purement mobilière et acceptée avec l'autorisation de justice, le créancier ne pourra former saisie-arrêt sur la nue propriété des créances propres de la femme.

Il pourra également saisir les créances recueillies par la communauté (1416 C. civil), quand un inventaire aura été fait. S'il n'y en a pas eu, toutes les créances de la communauté pourront alors être saisies par les créanciers de la succession jusqu'à concurrence de ce qui leur est dû. (1417 C. civil.)

C'est cette dernière solution qu'il faudrait appliquer, si la succession était échue au mari ou avait été acceptée par la femme avec son autorisation. (1411.)

Si la succession est purement immobilière, et est échue au mari, les créanciers peuvent alors saisir les créances dépendant de la succession, et celles appartenant au mari ou à la communauté. (1412 C. civil.)

Si une succession immobilière est échue à la femme, qui l'a acceptée avec l'autorisation de son mari, les créanciers pourront saisir toutes les créances personnelles de la femme. (Art. 1413 C. civ.)

Au cas où la femme a seulement été autorisée par justice, les créanciers ne peuvent saisir que les créances de la succession et la nue propriété des créances personnelles de la femme. (Art. 1413 C. civ.)

Lorsque la succession est à la fois mobilière et immobilière, les créanciers peuvent saisir les créances du mari et de la communauté, si la succession est échue au mari.

Le même droit leur est accordé, si elle est échue à la femme, quand celle-ci l'a acceptée avec l'autorisation du mari, et, dans ce cas, les créances personnelles de la femme peuvent être saisies en totalité. (Art. 1416 C. civ.)

Mais, quand la femme n'a été autorisée que par justice, le droit des créanciers ne porte que sur les créances de la succession et la nue propriété de celles qui appartiennent en propre à la femme, à moins toutefois qu'il n'y ait pas eu d'inventaire. (1416 et 1417 C. civil.)

Après la dissolution de la communauté, les créanciers personnels des époux conservent leurs

droits de poursuite comme s'il n'était intervenu aucune convention matrimoniale.

Mais, si la dette était une dette de communauté, le créancier peut poursuivre chaque époux jusqu'à concurrence de la moitié de la somme qui lui est due; toutefois, la femme a le droit de lui opposer le bénéfice d'émolument.

B. — RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ CONVENTIONNELLE

§ 1^{er}

De la clause qui exclut le mobilier en tout ou en partie de la communauté

Quel est l'effet de cette clause? Les époux conservent-ils la propriété du mobilier ainsi exclu, ou ce mobilier tombe-t-il dans la communauté, qui devient ainsi débitrice de sa valeur?

Si l'on admet que la femme n'a plus qu'une créance de reprises, les créances mobilières qu'elle possédait et qui sont tombées en communauté, ne peuvent plus être saisies que par les créanciers de la communauté et du mari.

Si, au contraire, on admet, avec les meilleurs auteurs, que ces créances restent propres à la femme, elles peuvent être saisies par les créanciers de la femme, mais pour la nue propriété seulement, car l'usufruit est tombé en communauté. (Guillouard, T. 3, n° 1524. — Laurent, T. 23, n° 209.)

§ 2

Régime de la communauté réduite aux acquêts

Dans ce régime, les biens mobiliers ou immobiliers possédés par les époux au jour du mariage leur restent propres ; mais, par contre, leurs dettes actuelles et celles qui grèveront les successions et donations qui sont recueillies pendant le mariage ne tombent pas en communauté.

Les créanciers de la communauté sont ceux qui, pendant le mariage, ont traité avec le mari ou la femme autorisée de lui ou agissant en qualité de mandataire, et enfin ceux qui ont contre les époux des créances personnelles dont les intérêts n'ont pas été payés.

Ces personnes, ainsi que les créanciers personnels du mari, ont le droit de saisir les créances du mari et celles de la communauté ; mais les créances de la femme leur échappent, si elles ont été constatées dans un inventaire. (Pau, 29 mai 1877, D. P. 77, 2, 190. — Aubry et Rau, tome 5, n° 522, note 24. — Laurent, tome 23, n° 161. — Guillouard, tome 3, n° 1495.)

Quant aux créanciers personnels de la femme dont la dette n'est pas tombée en communauté, ils ne peuvent saisir que la nue propriété des créances de la femme. (Valence, 7 mars 1887, *Gaz. Pal.*, 87, 1, 37.)

Nous supposons une créance de communauté qui a été saisie-arrêtée par les créanciers personnels de l'un des époux et les créanciers communs : les créanciers communs seront-ils préférés aux autres ? Nous ne le pensons pas, parce que la communauté ne constitue pas une personne morale ; et, en conséquence, à la différence de ce qui avait lieu dans l'ancien droit, elle n'est pas soumise aux règles ordinaires des sociétés.

Quelques arrêts leur ont cependant reconnu ce droit de préférence. (Bordeaux, 23 janvier 1826, D. P. 26, 2, 199; D. P. 33, 2, 26.)

La jurisprudence et la majorité des auteurs, au contraire, professent l'opinion que nous avons adoptée. (Troplong, tome 3, n° 2441. — Aubry et Rau, tome 5, § 522. — Guillouard, tome 3, n° 2495.)

Après la dissolution de la communauté, les créanciers personnels du mari n'ont plus d'action que sur les créances personnelles de celui-ci et sur les créances communes tombées dans son lot ; au contraire, les créanciers communs peuvent en outre saisir, pour moitié de ce qui leur est dû, les créances échues à la femme.

C. — RÉGIME SANS COMMUNAUTÉ

Nous croyons que, sous ce régime, les créances personnelles de la femme lui restent propres, et que l'article 1532 C. civil n'est pas applicable dans notre cas.

Nous décidons, en conséquence, qu'elles ne peuvent être saisies que par les créanciers de la femme dont le titre avait date certaine à une époque antérieure au mariage. (Troplong, T. 3, n° 2259. — Guillouard, T. 3, n° 1658. — Aubry et Rau, T. 5, § 531.)

Les créances du mari peuvent être saisies par ses créanciers personnels et par ceux de la femme pour les intérêts de leurs créances ; le mari doit en outre dresser un inventaire de l'apport de la femme qui se trouve confondu avec ses biens, sinon il pourrait être poursuivi sur ses biens personnels.

D. — RÉGIME DE LA SÉPARATION DE BIENS

Qu'il s'agisse de séparation de biens contractuelle ou judiciaire, les biens des époux, ainsi que leurs dettes, sont séparés ; il en résulte que leurs créances ne peuvent être saisies que par leurs créanciers personnels. « Il n'en serait autrement, dit M. Guillouard, que si les dettes contractées par la femme étaient en réalité des charges du ménage. » (Guillouard, tome 3, n° 2076, et Cass., 27 janvier 1857, D. P. 57, 1, 142.) Si, au contraire, une acquisition faite par le mari a profité à la femme, les créances de celle-ci peuvent être saisies. (Cass., 20 avril 1864, Dall. P. 64, 1, 178.)

E. — RÉGIME DOTAL

Nous savons que, sous ce régime, les biens de la femme se divisent en deux classes : 1° Les biens dotaux, 2° les biens paraphernaux. Relativement à ces derniers, les droits des créanciers sont les mêmes que sous le régime de la séparation de biens; aussi n'en parlerons-nous pas.

Quant aux créances du mari, elles ne peuvent être saisies que par ses créanciers personnels; car son patrimoine est distinct de celui de sa femme.

Il ne nous reste donc à étudier que les droits des créanciers de la femme sur les créances dotales.

D'après la jurisprudence, la dot mobilière, étant inaliénable par la femme, est par suite insaisissable par les créanciers de celle-ci postérieurs au mariage, sauf si elle s'est réservé une portion des revenus par son contrat de mariage.

Au contraire, si le titre des créanciers de la femme est antérieur au contrat de mariage, et si la femme s'est constitué en dot l'universalité de ses biens, le mari doit être considéré comme un successeur universel, et, comme tel, ne peut conserver les créances de la femme que si les dettes ont été déduites. Les créanciers, dans cette hypothèse, peuvent donc saisir les créances dotales sans avoir à respecter le droit de jouissance du mari. (Bordeaux, 29 août 1855, S. 56, 2, 679. — Compar.: Montpellier, 6 mars 1844, S. 45, 2,

11; — Cass., 20 août 1861, S. 62, 1, 171; — Rouen, 10 janvier 1867, S. 67, 11, 109; — Marcadé, 6, art. 1558, 3; — Guillouard, *Contrat de mariage*, 4, n° 2074.)

Si la constitution de dot ne porte que sur certains biens déterminés, elle est opposable aux créanciers de la femme, même antérieurs au mariage, comme le serait l'aliénation de certains biens déterminés. Mais jusqu'à quel point l'est-elle? Il y a ici une grande controverse entre les auteurs.

D'après les uns, les créanciers de la femme ne pourraient même pas saisir la nue propriété des créances dotales. (Marcadé, 6, art. 1558, 3.)

D'après les autres, ils auraient le droit de saisir la pleine propriété. (Montpellier, 6 mars 1844, S. 43, 2, 11.)

Nous croyons que la vérité se trouve dans la solution intermédiaire indiquée par M. Guillouard : « Les créanciers de la femme, dit cet auteur, ne pourront pas pratiquer de saisie-arrêt sur le tiers débiteur de la femme; car ce serait entraver le quasi-usufruit qui appartient au mari sur ces valeurs, et ils devront se borner à saisir-arrêter, dans les mains du mari, la créance de restitution qui existe contre lui au profit de la femme. » (Guillouard, *Contrat de mariage*, 4, n° 2077. — Lyon-Caen, note, Sirey, 1879, 2, 65. — Rodière et Pont, 3, n° 1500. — Aubry et Rau, 4, § 638, 8, texte et note 8.)

Il faut assimiler aux créanciers antérieurs au

mariage ceux qui sont devenus tels au cours du mariage par suite de délit ou de quasi-délict commis par la femme; mais ils doivent, eux aussi, respecter le droit de jouissance du mari.

Les dettes des successions recueillies par la femme permettent également de saisir les créances héréditaires.

Les créanciers de la femme ont les mêmes droits sur les revenus dotaux que sur les créances dotales; mais ces revenus peuvent être saisis par les créanciers qui ont fourni des aliments à la famille et par les créanciers du mari, mais seulement en tant qu'ils excèdent les besoins de la famille; car le mari a le droit d'en disposer dans cette mesure. (Saint-Étienne, 7 mars 1888, *Le Droit*, 1888. — Trib. Seine, 4 décembre 1888, *Gaz. Pal.* 89, 1, 167.)

Si la séparation de biens vient à être prononcée sous le régime dotal, les créances dotales restent inaliénables et par suite insaisissables. Pour les revenus, il en est différemment.

Si le titre des créanciers de la femme est antérieur à la séparation de biens, ils n'ont aucun droit sur les revenus; car la fonction de la dot n'a pas changé. (Cass., 27 juillet 1875, *D. P.* 75, 1, 401. — Cass. 27 février 1880, *D. P.* 80, 1, 431. — Aubry et Rau, T. 5, 539, et Guillouard, IV, n° 2084.)

Si, au contraire, les créanciers de la femme sont postérieurs à la séparation de biens, ils peuvent saisir la portion de revenus dotaux qui excède les

besoins du ménage, comme les créanciers du mari peuvent le faire avant la séparation de biens. (Cass. 14 août 1883, D. P. 84, 1, 434.)

Après la dissolution du mariage, les revenus de la dot deviennent insaisissables pour la totalité, même pour les créanciers de la femme postérieurs à la séparation de biens. Cette solution, qui peut sembler bizarre est pourtant la seule en harmonie avec les principes du régime dotal. A la fin de l'union matrimoniale, le fonds dotal doit rentrer en la possession de la femme ou de ses héritiers, libre de toutes charges créées pendant sa durée, sinon le principe de l'inaliénabilité dotale ne serait pas respecté. (Caen, 21 avril 1885, D. P. 77, 2, 73. — Cass., 24 août 1836, S. 96, 1, 913. — Douai, 1853, S. 54, 2, 181. — Aubry et Rau, tome 5, 539. — Guillouard, IV, n° 2086.

F. — DANS QUELLES CONDITIONS LES CRÉANCIERS DE L'UN DES ÉPOUX OU CET ÉPOUX LUI-MÊME PEUVENT-ILS PRATIQUER UNE SAISIE-ARRÊT SUR L'AUTRE CONJOINT ?

Les créances qu'un époux a sur son conjoint peuvent être saisies comme ses autres biens par ses créanciers ; mais il faut pour cela que l'époux saisi soit tenu de payer actuellement à l'autre la somme saisie. Ainsi, il a été jugé que, la communauté légale ne prenant fin et ne pouvant être liquidée qu'à la dissolution du mariage ou en cas de séparation de biens, la saisie-arrêt formée au cours du mariage

par un créancier du mari entre les mains de la femme sur les sommes qu'elle pourra devoir à son mari à titre de reprises, ne peut recevoir exécution qu'à la dissolution de la communauté. (Riom. 10 décembre 1884, S. 86, 2, 215.) Jusqu'à cet événement, la créance du mari n'est qu'éventuelle ou conditionnelle; - elle peut, il est vrai, faire l'objet d'une saisie-arrêt; mais les jugements de validité seront suspendus jusqu'à la réalisation de l'éventualité ou de la condition.

Les époux eux-mêmes peuvent pratiquer des saisies-arrests l'un sur l'autre, s'ils se trouvent dans le cas où la loi autorise ce mode de poursuite, c'est-à-dire, s'il y a dette certaine, liquide et exigible.

On a trouvé cette solution trop rigoureuse pour la femme demanderesse en séparation de corps ou de biens. Dans un but de protection, diverses décisions lui ont permis de pratiquer une saisie-arrêt sur son mari avant que le jugement de séparation de corps ou de bien ait été rendu, « Il faut, dit M. Roger, que la reprise de ses apports soit garantie, et ce, d'autant plus que son adversaire fera le plus souvent tout ce qu'il pourra pour échapper aux poursuites en restitution. (Roger, *Saisie-arrêt*, n° 199.)

D'un autre côté, on peut objecter que la femme a d'autres garanties pendant l'instance en séparation éventuelle, et que lui permettre d'entraver ainsi les opérations du mari par des saisies-arrests, dont la validité dépend d'une séparation éventuelle, ce sera

souvent donner lieu à de graves abus. Aussi la jurisprudence est-elle incertaine. (Compar. : Caen, 16 mars 1876, S. 27, 2, 47) ; — Paris, 20 novembre 1815, S. C. v. 58, 67 ; — Caen, 29 mai 1849, D. P. 50, 5, 422 ; — Bordeaux, 6 février 1850, D. P. 50, 2, 150 ; — Rennes, 27 août 1851, D. P. 54, 687 ; Gard, 7 février 1851, D. P. 52, 2, 7 ; — Cass. 14 mars 1855, D. P. 55, 1, 235.)

On admet généralement que le mari peut, pour contraindre sa femme à réintégrer le domicile conjugal, saisir-arrêter tout ou partie de ses revenus. La femme est tenue, en effet, de contribuer aux charges du mariage, ce qui attribue au mari comme chef, sur les revenus de tous les biens, un droit que les tribunaux peuvent étendre d'une manière indéfinie (Roger, *Traité de la saisie-arrêt*, n° 201. — Bioche, *Sup. au dictionnaire*, v° *Femme mariée*, n° 8. — Colmar, 10 juillet 1883, et Caen, 14 août 1848, D. P. 50, 2, 85. — Paris, 27 janvier 1855, D. P. 55, 2, 209.) La jurisprudence, après avoir admis cette solution, refuse aujourd'hui ce droit au mari. (Paris, 7 août 1876, D. P. 78, 2, 125.) Nous préférons ce deuxième système ; car la saisie-arrêt exige un rapport de créancier à débiteur, ce qui n'a pas lieu dans l'espèce, où elle n'est qu'un moyen indirect de contrainte.

SECTION III

Offices ministériels

Le titulaire d'un office ministériel a le droit de présenter son successeur à l'agrément du garde des sceaux ; aussi peut-il exiger de celui qui demande à lui succéder une certaine rétribution égale à la valeur de l'office. Le titre même de l'office n'est pas dans le commerce pour des raisons d'ordre public (avis de la Chambre des députés, 22 février 1840), et, par suite, n'est pas susceptible de saisie. Quant au droit de présentation, il constitue un bien incorporel d'une nature spéciale ; il est le gage des créanciers du titulaire de l'office, mais ne peut être de leur part l'objet d'une saisie.

La Cour d'Amiens a décidé ainsi dans un arrêt du 24 avril 1845 : « Considérant, dit l'arrêt, que la nature d'un office ministériel répugne à l'emploi d'une telle mesure ; que, si les titulaires peuvent présenter leur successeur à l'agrément du roi, cette formalité est soumise à des règles spéciales qui ne permettent pas de l'assimiler au droit de propriété, tel qu'il est réglé par les principes généraux.... (D. P. 35, 2, 107.)

Ce point est absolument certain en doctrine et en jurisprudence.

Quel sera donc le droit des créanciers du titulaire de l'office ?

Ils ne peuvent que former opposition sur le cautionnement de leur débiteur ou, s'il a vendu son office, sur le prix de vente. A cet effet, ils peuvent recourir aux chambres de discipline pour empêcher que leur débiteur ne cède son office et ne dispose du prix à leur préjudice. (Bourges, 31 mai 1826, et Limoges, 10 novembre 1830, D. R. v^o *Offices*, n^{os} 390 et 391.)

Ils ont également le droit de pratiquer une saisie sur les produits de l'office de leur débiteur, par exemple sur le montant des condamnations aux dépens dont un avoué a obtenu la distraction sur les frais dus par un client ¹.

SECTION IV

Usufruit

Aux termes de l'article 586 C. civil, l'usufruit portant sur des immeubles étant considéré comme

1. — La jurisprudence n'admet pas aujourd'hui que l'officier ministériel puisse, avant d'avoir réalisé la cession de son office, faire à un de ses créanciers la cession du prix devant provenir de cette cession future. Tous les créanciers peuvent donc saisir-arrêter le prix de vente nonobstant le transport.

(Toulouse, 2 janv. 1866, P. 67, 2, 88. — *Contra* Toulouse, 2 déc 1843, D. P. 49, 135.)

immeuble, il faut décider qu'il ne peut faire l'objet d'une saisie-arrêt, mais bien d'une saisie immobilière; mais les loyers et fermages sont des fruits civils, et peuvent être saisis-arrêtés par les créanciers de l'usufruitier.

Si l'usufruit porte sur une créance, l'usufruitier en devient titulaire, et ses créanciers peuvent également saisir-arrêter.

Il en serait autrement en cas d'usufruit d'objets mobiliers corporels, ou de sommes qui se trouvent entre les mains du propriétaire ou d'un tiers qui en paie les intérêts à l'usufruitier. Le *droit à cet usufruit*, d'après M. Roger, devra être appréhendé pour la saisie des rentes constituées; car la situation de l'usufruitier et du crédi-rentier sont analogues dans ce cas.

Beaucoup d'auteurs autorisent également les créanciers d'un usufruitier à faire saisir et vendre son usufruit, alors même que cet usufruit porte sur des immeubles; et, par ce moyen, ils peuvent se procurer leur paiement plus promptement que s'ils étaient obligés de recourir à la saisie-arrêt des fruits. On reconnaît généralement le même droit aux créanciers du bailleur: c'est alors le bail, au lieu de l'usufruit, qui peut être saisi et vendu.

Mais une question bien plus discutée est celle de savoir si les créanciers du fermier peuvent pareillement saisir le bail consenti à celui-ci. Dans le sens de l'affirmative, on peut citer l'opinion de Pigeau et

de Chauveau : « Quant au locataire ou fermier, dit ce dernier auteur, si le bail lui rapporte plus qu'il ne rend au bailleur, ses créanciers peuvent le faire vendre, à la charge de payer le bailleur et moyennant une somme une fois donnée. » (Chauveau, tome 19, n° 376.)

Suivant d'autres auteurs, les créanciers n'ont pas ce droit ; car ils ne peuvent changer les conditions d'un contrat passé entre le propriétaire et le bailleur, et qui est pour eux *« res inter alios acta »*. (Dalloz Rép., v° *Saisie-arrêt*, n° 134.) Quant à Roger, il ne se prononce pas sur la question.

Cette question est d'ailleurs plus théorique que pratique, et nous ne croyons pas que la jurisprudence ait été appelée à la trancher.

Si l'usufruitier cède son droit à un tiers, dès que ce dernier a fait transcrire son titre, il est investi du droit d'usufruit à l'égard de tous, et les créanciers de l'usufruitier ne peuvent plus désormais saisir les revenus échus depuis la transcription.

Si les revenus ont été affectés par la loi ou la convention des parties à une destination spéciale dont le débiteur n'est ni le maître ni le bénéficiaire ; ils ne peuvent pas non plus faire l'objet d'une saisie-arrêt. Il en est ainsi notamment des revenus des biens des enfants mineurs, sur lesquels le père a un droit de jouissance légale.

Ces revenus sont destinés, en effet, à subvenir aux frais de nourriture et à l'éducation de l'enfant, et

celui-ci a sur eux un droit acquis qui le rend préférable à tous les créanciers de son père. On admet cependant que ces revenus peuvent être frappés de saisie-arrêt par les créanciers du père, mais seulement dans les limites où ils excèdent les charges à l'acquittement desquelles ils sont affectés. « Attendu, dit un arrêt du Tribunal de la Seine, que, si l'usufruit légal, à la différence de l'usufruit ordinaire, peut être considéré comme incessible en ce qu'il dérive de la puissance paternelle, il en est autrement des revenus soumis à cet usufruit, lesquels peuvent être cédés par l'usufruitier légal, mais seulement dans les limites de l'excédent des sommes nettes de toutes charges, nécessaires à l'entretien et à l'éducation des mineurs. (Art. 385 C. c. — Tribunal civil de la Seine, 27 juin 1892, P. Chr. 93, 2, 18. — En ce sens: Domolombe, 6, 528; — Aubry et Rau, 6, p. 84, § 550 *bis*, note 6.)

A ces revenus, il faut assimiler les sommes allouées aux nourrices par les hospices pour l'entretien des enfants (Cass., 25 janvier 1850, S. 50, 1, 390), et l'indemnité allouée par l'État aux directeurs d'établissements scolaires pour l'entretien des boursiers. (Seine, 4 mai 1886, *Le Droit* 1886.)

SECTION V

Assurances

I. — ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS

Cette assurance peut constituer une *assurance de réparation* ou une *assurance de responsabilité*. La première a pour but de garantir à l'assuré le montant des indemnités déterminées par son contrat, à raison des accidents corporels ou dommages matériels dont il peut être victime.

La seconde a pour objet, au contraire, de garantir l'assuré contre les dommages-intérêts auxquels il peut être condamné vis-à-vis de tiers ou de personnes à son service, à raison des faits qui lui sont imputables.

Quand l'assurance-réparation est individuelle, il n'y a pas de difficulté au point de vue de la saisie : les créanciers de l'assuré peuvent saisir-arrêter entre les mains de la compagnie le montant de l'indemnité.

Mais le droit de saisie des créanciers de l'assuré peut être plus ou moins étendu, quand l'assurance est collective, par exemple quand un patron contracte une assurance au nom de ses ouvriers.

Si l'assurance collective a été contractée par le patron en son nom personnel, l'ouvrier victime d'un accident peut alors, à raison de sa qualité de créancier

du patron, pratiquer une saisie-arrêt entre les mains de la compagnie d'assurances. Cette solution n'est que l'application de l'article 557 du Code de pr. c., et est consacrée par un arrêt de Paris du 4 avril 1884, lequel a déclaré que les ouvriers protégés par l'assurance ont le droit, pour la sauvegarde de leurs intérêts, de faire toutes saisies-arrêts ou oppositions sur les sommes dont la société peut être redevable envers le patron, mais qu'on ne peut voir là que l'application du principe formulé par l'article 557 C. pr. c. (D. P. 85, 2, 42.)

Si, au contraire, l'assurance est faite au nom des ouvriers eux-mêmes à l'aide de retenues faites sur leur salaire, ils ont alors une action directe contre la compagnie, et, par suite, n'ont pas besoin de pratiquer une saisie-arrêt entre ses mains, et cela, alors même que c'est le patron qui a traité avec la compagnie; car il est considéré comme le mandataire ou le *negotiorum gestor* de ses ouvriers. (Cass., 1^{er} juillet 1885, D. P. 86, 1, 201. — Caen, 30 juillet 1886, S. 88, 2, 121, et Recueil de Caen, 1887, p. 38. — Rennes, 22 mars 1887, D. P. 87, 2, 196, etc.)

Quand le patron, pour sauvegarder sa responsabilité civile, a fait un contrat d'assurance (assurance-responsabilité), l'ouvrier qui, au cours du travail, a été victime d'un accident engageant la responsabilité civile du patron, n'a pas d'action directe contre la compagnie, mais il peut exercer l'action oblique de l'art. 1166 C. civil. Cependant, la jurisprudence

n'autorise l'ouvrier à exercer cette action que s'il a déjà obtenu condamnation contre son patron. (Cour de Lyon, 22 mai 1885, Pand. franc. pér. 862, 362.) On se rappelle que nous avons décidé que la saisie-arrêt n'était que l'application, dans un cas spécial, du principe posé par l'art. 1166 C. civil ; nous devons admettre, en conséquence de cette solution, que la saisie-arrêt sera permise dans les mêmes cas et aux mêmes conditions que l'action oblique de l'article 1166 Code civil. L'ouvrier pourra donc saisir-arrêter entre les mains de la compagnie l'indemnité due à son patron, mais seulement quand il aura déjà obtenu une condamnation contre lui ; autrement, il n'aurait pas une créance certaine et liquide ¹.

II. — ASSURANCES SUR LA VIE

On peut distinguer, en cette matière, trois espèces de créances : 1° l'indemnité due par la compagnie en cas de décès de l'assuré ;

2° Le droit à la participation aux bénéfices ;

3° La valeur du rachat ou assurance réduite.

Si la police est contractée au nom de l'assuré personnellement, ses créanciers peuvent sans aucun doute saisir-arrêter entre les mains de la compagnie les trois créances que nous venons d'indiquer.

1. — La nouvelle loi sur les accidents du travail va modifier complètement cette jurisprudence.

Mais il se peut faire qu'une autre personne que l'assuré soit bénéficiaire de l'assurance: quels seront alors les droits des créanciers de ces deux personnes sur les diverses créances que nous venons d'indiquer?

Le droit à la participation aux bénéfices doit être réservé à l'assuré, même en cas d'attribution du bénéfice de l'assurance à un tiers; c'est, en effet, une sorte de restitution des primes qui sont excessives: en fait, il est juste que l'assuré qui paie seul les primes profite exclusivement de cette restitution. Les créanciers de l'assuré seuls peuvent donc le saisir.

Il en est autrement de la créance d'indemnité ou de la valeur de rachat: ces créances ne font pas partie de patrimoine de l'assuré; le bénéficiaire a un droit propre sur elles, et ses créanciers ont seuls qualité pour les saisir-arrêter. (S. 88, 1, 121.)

Cette solution est absolument certaine quand la police mentionne un bénéficiaire expressément désigné; car c'est alors le contrat lui-même, et non le décès, qui fait naître son droit. (Ruben de Couder, *Dictionnaire de droit commercial*, « Assurances sur la Vie », n° 86.)

Mais la désignation du bénéficiaire, au lieu d'être expresse et faite nommément, peut être conçue en termes généraux; dans ce cas, la question est l'objet d'une vive controverse, tant en doctrine qu'en jurisprudence. Celle-ci avait d'abord reconnu un droit propre sur l'assurance aux bénéficiaires même désignés en termes généraux. (Caen 11 janvier 1863.

— Lyon, 2 juin 1863, D. P. 63, 2, 119. — Colmar, 26 février 1865, D. P. 65, 2, 93.) Par un arrêt du 15 décembre 1873, la Cour de cassation modifia complètement la jurisprudence antérieure, et décida que le droit au capital assuré continue, dans notre hypothèse, à faire partie du patrimoine de l'assuré. (D. P. 74, 1, 113.) Il suit de là que ses créanciers peuvent saisir ce capital comme s'il était le bénéficiaire de l'assurance.

Quand les statuts de la compagnie disposent que le bénéficiaire ne pourra recevoir que des coupons de rente sur l'État français, la saisie-arrêt est impossible. (Trib. Seine, 28 fév. 1873, cité aux *Pand. franc.*, v° *Assurances sur la vie*, n° 364.)

Le cessionnaire à titre onéreux de l'assurance peut faire une saisie-arrêt entre les mains de la compagnie, et celle-ci ne peut se refuser à payer tant qu'il n'a pas été fait mainlevée de la saisie. (Paris, 24 déc. 1872, D. P. 74, 5, 540.)

SECTION VI

Créances appartenant à un failli ou à un commerçant en état de liquidation judiciaire

Tant que le jugement de validité n'a pas été rendu, le saisissant n'a pas droit acquis sur la somme saisie-arrêtée; et, comme d'autre part, le jugement déclaratif ayant pour effet de dessaisir le failli,

ce dernier est alors censé avoir perdu la propriété de ses biens, ce sont désormais les syndics, représentants de la masse, qui sont chargés d'exercer les poursuites contre les débiteurs du failli, et, par conséquent, toute poursuite individuelle, notamment la saisie-arrêt, est par suite impossible.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de cassation du 14 novembre 1889 a jugé qu'une saisie-arrêt pratiquée avant l'ouverture de la faillite du débiteur, mais non validée lors de cette ouverture, n'a, à partir de ce moment, en réalité plus d'existence, et ne peut produire aucun effet. (Cass., 14 nov. 1883, *Le Droit* 1884, 65.)

S'il en est ainsi, c'est donc que le jugement déclaratif entraîne de plein droit mainlevée de la saisie-arrêt, sans que les tribunaux aient besoin de la prononcer.

Mais, si les créances du failli ne peuvent être saisies-arrêtées par ses créanciers ordinaires, elles peuvent l'être par ceux qui, à raison d'un privilège spécial, ne subissent pas la loi du dividende, et conservent le droit d'exercer des poursuites individuelles. Ainsi, le bailleur peut saisir-arrêter les sommes consignées par les sous-locataires, et faire valider la saisie par le tribunal civil, sans être tenu de faire vérifier ni d'affirmer sa créance devant le tribunal de commerce. (Cass., 5 août 1856, D. P. 56, 1, 336.

De même, si, postérieurement à la faillite, un tiers est devenu créancier de la masse, il peut former

une saisie-arrêt au préjudice de cette masse pour se faire rembourser sur les deniers de la faillite, soit entre les mains du débiteur de la masse, soit entre les mains des syndics et des caissiers. (Rouen, 1^{er} mai 1886, D. P. 88, 2, 111.)

Quand le jugement de validité de la saisie-arrêt a été rendu antérieurement à la faillite, il y a alors droit acquis pour le saisissant sur la somme saisie, et ce droit est opposable aux autres créanciers du failli. (Cass., 24 janv. 1853, S. P. 53, 1, 321. — Cass., 21 déc. 1881, D. P. 82, 1, 198.) Il en serait ainsi quand bien même le jugement de validité ne serait pas passé en force de chose jugée (Riom, 21 janv. 1839. — Paris, 24 décembre 1849, en note de celui de Bourges du 14 juillet 1841, D. P. 52, 2, 72), et alors même qu'il y aurait un appel (même arrêt). Si le jugement de validité était intervenu pendant les dix jours qui ont précédé la déclaration de faillite, cela n'aurait aucune importance. (Bourges, 14 juillet 1851, S. V. 51, 2, 737.) Serait nul, au contraire, le paiement obtenu par un créancier du failli à l'aide d'une saisie-arrêt entre les mains d'un débiteur de celui-ci, si sur cette saisie le failli, partie saisie, avait autorisé son débiteur, tiers saisi, à se libérer entre les mains du créancier saisissant. Cette autorisation constituerait en effet une délégation de créance, et l'article 446 C. com., qui déclare nuls les paiements faits autrement qu'en espèces ou effets de commerce depuis la cessation des paiements, serait

ici applicable. C'est ce qui a été jugé par la Cour de Nîmes, le 23 décembre 1898. (*Gaz. Pal.*, samedi 14 janvier 1899.)

Ces principes seront-ils applicables en matière de liquidation judiciaire ?

Sur cette question, la jurisprudence est incertaine; elle a jugé tantôt que le jugement prononçant la liquidation judiciaire emportait, comme le jugement déclaratif de faillite, l'interdiction d'intenter des poursuites individuelles, et tantôt elle a décidé, au contraire, que ce jugement imposait la discontinuation des poursuites. (Paris, 14 mai 1889, D. P. 89, 2, 169. — Rennes, 11 juin 1889, D. P. 89, 2, 93, et Trib. civ. Seine, 14 avril 1889. — Marseille, 10 avril 1889, D. P. 89, 2, 169, 172.)

Nous croyons, avec la majorité de la doctrine, qu'il faut assimiler la liquidation judiciaire à la faillite, car les créanciers y ont le même intérêt dans les deux cas. « Les créanciers, disent MM. Boulet et Duboulotz, ne sauraient être admis à pratiquer des saisies-arrêts soit entre les mains du liquidateur, soit des débiteurs du liquidé, puisque, en définitive, ils ont un représentant à qui la loi a confié expressément le soin du recouvrement des créances. » Au reste, autoriser des créanciers à agir aussi isolément serait le renversement de toute l'économie de la loi, puisque ce serait encourager chacun à se procurer au plus vite un titre préférable à celui de ses cocréanciers ; d'où s'ensuivrait une plus grande multiplicité de

frais, et surtout un obstacle insurmontable à l'exercice des actions que cette loi a en vue de laisser au liquidé. Ces raisons ne peuvent que nous confirmer dans notre opinion, et nous souhaitons de voir la jurisprudence se prononcer définitivement dans ce sens.

CHAPITRE V

CRÉANCES INSAISSISSABLES

« Il est, dit le Tribun Favard, des objets qui ne sont pas le gage du créancier : ainsi le veut l'humanité, qui a édicté les lois les plus saintes, et que les lois positives ne peuvent contrarier si l'intérêt social ne l'exige pas expressément. »

Ces considérations, jointes à celles dérivant de l'utilité publique, ont fait déclarer certaines créances insaisissables en tout ou en partie.

Ces tempéraments apportés au principe général posé par l'art. 2092 C. c. proviennent de causes diverses.

En réalité, l'insaisissabilité provient toujours de la loi ; car le législateur seul peut apporter des dérogations aux principes par lui posés. Par conséquent, ne devraient donc être insaisissables que les créances ou les rentes déclarées telles par une disposition expresse de la loi.

Les tribunaux et les particuliers peuvent cependant, dans des cas limitativement déterminés, leur donner ce caractère ; mais, dans les hypothèses spéciales où cette faculté leur est accordée, c'est toujours de la loi qu'ils tiennent ce pouvoir.

Parfois aussi, l'insaisissabilité est tacite, en ce sens qu'aucun texte ne la proclame positivement ; mais,

dans ces cas, elle provient de la nature particulière de certaines créances : elle est la conséquence du caractère rigoureusement personnel du droit qui leur donne naissance. Mais, dans ces cas mêmes, bien qu'elle soit tacite, l'insaisissabilité a néanmoins sa source dans la loi.

Pour exposer avec plus de clarté la théorie de l'insaisissabilité, nous ne tiendrons cependant pas compte de cette considération, et nous diviserons les créances et rentes insaisissables d'après leur origine apparente, et non d'après leur origine réelle.

Nous aurons donc à étudier :

1° Les créances insaisissables à raison de leur nature ;

2° Les créances déclarées insaisissables par la loi ;

3° Les créances qui peuvent être déclarées insaisissables par les tribunaux ;

4° Les créances qui peuvent être déclarées insaisissables par la volonté de l'homme.

SECTION PREMIÈRE

Créances insaisissables à raison de leur nature ou du caractère personnel du droit qui leur donne naissance

§ 1^{er}

Principe

Il existe certains droits qui, tout en ayant beaucoup d'analogie avec les droits de créance, n'ont pas en

réalité ce caractère, bien qu'ils puissent, si on les exerce, avoir un résultat appréciable au point de vue pécuniaire. Ces droits ne font pas partie du patrimoine, et, par suite, échappent au droit de gage des créanciers ; tels sont les droits relatifs à l'état des personnes. Nous n'avons pas à nous occuper de cette catégorie de droits ; mais nous avons cru utile de les mentionner pour éviter de les confondre avec certains droits de créance qui, à raison de leur caractère exclusivement personnel, échappent au droit de saisie des créanciers, mais font cependant partie du patrimoine. Tels sont, par exemple, les droits dont l'article 1166 du C. civ. refuse l'exercice aux créanciers.

Les raisons qui s'opposent à ce que ces droits soient exercés par d'autres personnes que celles qui en sont titulaires, s'appliquent avec d'autant plus de motifs quand il s'agit d'en interdire la saisie.

Au premier abord, on ne voit pas très bien de quelle façon ces droits pourraient faire l'objet d'une saisie : comment, par exemple, le droit d'exercer le retrait successoral pourrait-il être frappé de saisie ? Il n'en est pas moins vrai que ces droits constituent de véritables créances. Quels sont, en effet, les éléments constitutifs de toute créance en général ?

La définition même de l'obligation va nous l'indiquer : « L'obligation, dans le sens juridique du mot, disent MM. Baudry-Lacantinerie et Barde, peut être définie un lien de droit par lequel une ou plusieurs personnes déterminées sont civilement

astreintes envers une ou plusieurs autres, également déterminées, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose. (C. p. c., art. 1101. — Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, tome 1^{er}, n° 1.)

Par conséquent, toutes les fois que les conditions que nous venons d'indiquer se trouveront réunies, on pourra dire qu'il s'agit d'un droit de créance. Ces conditions sont nécessaires, mais elles sont aussi suffisantes.

Peu importe donc que le droit qui sert de base à la créance ait été exercé ou non ; dès lors qu'il existe, ne fût-ce qu'en germe, ce droit et l'action qu'il engendre font partie intégrante du patrimoine et, comme tels, sont le gage des créanciers. à moins que, pour une raison quelconque, ce droit ne soit insaisissable. Or, les droits dont il est question en l'article 1166 C. civ. ont précisément tous les caractères des droits de créance, c'est-à-dire un sujet actif et un sujet passif, bien déterminés l'un et l'autre et entre lesquels existe un lien de droit.

Les créanciers peuvent donc, en principe, pour ces sortes de droits comme pour les droits de créance ordinaires, former opposition sur ce qui constitue leur objet. Souvent, il est vrai, cet objet est vague et indéterminé, comme lorsqu'il s'agit de l'action en réparation du préjudice causé au patrimoine ; mais, dans ce cas, rien n'empêche les créanciers d'exercer les droits et actions de leur débiteur, si celui-ci refuse

d'agir, et de faire ainsi déterminer l'objet de la créance en litige.

« Quand la créance n'est pas reconnue, dit M. Huc, quand son existence ne pourra être établie que par une décision judiciaire après débat contentieux sur le fond, alors il s'agira d'un droit de demande, c'est-à-dire d'une action à intenter. Si celui à qui cette action appartient néglige de l'intenter, ses créanciers pourront recourir à l'art. 1166. »

« Mais, ajoute cet auteur, les choses ne se passent pas toujours avec cette netteté... Quelquefois la saisie-arrêt sera pratiquée au sujet d'une créance que le saisissant soutient exister au profit de son débiteur, et il entend exercer l'action appartenant à ce dernier, qui néglige de l'exercer lui-même. Il s'agira, par exemple, d'une action en réparation du dommage causé au patrimoine du débiteur; à tout événement, le saisissant fait pratiquer une saisie-arrêt entre les mains de celui qui est responsable du dommage, et, en même temps, il exerce contre ce dernier l'action en dommages-intérêts appartenant à son débiteur. De sorte que la demande en validité contiendra deux chefs distincts : 1° liquidation des dommages-intérêts dus au tiers saisi, c'est l'exercice autorisé par l'art. 1166 C. civ., et 2° validité de la saisie-arrêt pratiquée. (Huc., art. 1166, n° 185.)

Le saisissant doit donc, dans les hypothèses de cette nature, pour rendre sa saisie efficace, faire reconnaître en justice la créance de son débiteur : ce

n'est pas, en effet, ainsi que le font fort justement remarquer MM. Baudry-Lacantinerie et Barde, l'action elle-même que les créanciers saisiront et feront vendre pour se payer sur le prix ; c'est le bien que son exercice fera entrer dans le patrimoine du débiteur. Il faut donc commencer par *réaliser* l'action, si l'on peut ainsi parler, c'est-à-dire par l'exercer, afin d'atteindre ensuite le bien qu'elle aura fait obtenir ». (Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, 1, n° 589.)

Mais ce droit de *réaliser les actions* de leur débiteur qui est ainsi accordé aux créanciers comporte de nombreuses exceptions, qui sont signalées par l'art. 1166 C. civ. lui-même. Cet article, après avoir posé le principe, fait en effet une restriction pour les droits exclusivement attachés à la personne.

La conséquence de cette exception est de rendre insaisissables les droits qui sont ainsi visés, et la raison en est simple: « On ne saisit que pour vendre, et rien ne sert de vendre les droits que le débiteur seul peut exercer, et dont l'acheteur ne pourrait user à sa place. » (Garsonnet, tome 3, § .)

D'autre part, la saisie pratiquée resterait sans effet, puisque le créancier n'a aucun moyen de contraindre son débiteur à réaliser sa créance.

Mais, d'après quel criterium pourra-t-on reconnaître qu'un droit est *exclusivement attaché à la personne*, et rend, par suite, insaisissable la créance qui en dérive. Le législateur s'est abstenu, probablement

à dessein, de toute définition, et a formulé son exception dans des termes très larges et par cela même un peu vagues. Il lui était d'ailleurs très difficile de fournir sur ce point des règles précises. Aussi certains auteurs approuvent-ils cette réserve, et la considère « comme une preuve de sagesse et de sens pratique ». « Une définition, dit M. Demolombe, était véritablement impossible, en raison de la nature même du sujet et des considérations si diverses, et parfois si délicates, d'où peut résulter, suivant les circonstances, en égard aux principes particuliers des différentes matières, ce *caractère personnel* qui doit faire refuser aux créanciers l'exercice d'un droit ou d'une action de leur débiteur. » (Demolombe, *Contrats*, tome 2, n° 55.)

Certains auteurs ont cependant tenté de définir les droits attachés à la personne.

Premier système.— D'après Merlin, on ne peut considérer comme attachés à la personne que les droits qui tout à la fois ne passent pas à l'héritier et ne sont pas cessibles.» (Merlin, *Questions de droit*, § 4, p. 405.) Et cet auteur, pour étayer sa théorie, s'appuie sur un texte de Modestin. Loi, 496 *De reg... jur...*)

Mais, comme le fait justement remarquer M. Demolombe, cette maxime est inapplicable à notre matière; et il est manifeste que le législateur français, en parlant dans l'art. 1166 des droits exclusivement attachés à la personne, s'est placé à un autre point de vue que le législateur romain.

D'une part, il y a des droits qui passent aux héritiers et qui pourtant sont insaisissables, comme le droit de retrait successoral.

Et, d'autre part, il y a des droits insaisissables qui peuvent être cédés.

Deuxième système. — D'après MM. Aubry et Rau, seraient seulement compris dans l'exception de l'article 1176 C. civ., les droits qui ne présentent pas un intérêt pécuniaire et actuel et ceux qui, soit d'après une disposition spéciale de la loi, soit d'après le motif ou le but en vue desquels l'action ou le droit a été concédé, ne peuvent être exercés que par leur débiteur, ou qui du moins ne peuvent l'être contre sa volonté par une autre personne. » Cette dernière partie de la formule, outre qu'elle est un peu vague, nous paraît contenir une pétition de principe. N'est-ce pas, en effet, répondre à la question par la question que de déclarer que les droits attachés à la personne sont ceux qui ne peuvent être exercés que par le débiteur ?

Troisième système. — D'autres auteurs, et en particulier M. Laurent, considèrent comme exclusivement attachés à la personne, et par suite insaisissables, les droits fondés sur un intérêt moral, alors même qu'un intérêt pécuniaire serait également en jeu, pourvu que ce dernier élément ne soit pas dominant. MM. Baudry-Lacantinerie et Barde professent une opinion analogue, et, selon que le droit du débiteur est fondé sur un intérêt moral ou pécu-

niaire, ils en permettent ou en refusent l'exercice au créancier.

C'est ce dernier système que nous croyons le plus juridique, le plus conforme à l'esprit général de la loi. Il nous semble même que les rédacteurs du Code civil ont fait une application de ce principe dans un cas spécial, lorsque, dans l'art. 1446 C. c., ils ont déclaré que « les créanciers personnels de la femme ne peuvent, sans son consentement, demander la séparation de biens ».

Cette défense ne leur est évidemment faite que parce qu'il y a un intérêt moral en jeu.

La jurisprudence ne contient guère, sur cette question, que des solutions de détail; elle a cependant, dans un arrêt de 1834, posé en principe que « les art. 1166 et 1167 » n'autorisent point d'une manière générale les créanciers à exercer les droits et actions appartenant à leurs débiteurs, toutes les fois qu'ils pourront le faire sans blesser la morale ni l'ordre public; que ces articles, au contraire, exceptent des droits et actions qui peuvent être exercés par les créanciers au nom de leurs débiteurs, les actions et droits qui sont exclusivement attachés à la personne. (Cass., 14 juillet 1834, S. 34, 1, 335.)

La jurisprudence de la Cour suprême semblerait donc, d'après cet arrêt, adopter le système professé par MM. Aubry et Rau.

§ 2

Applications

Maintenant que nous avons indiqué le criterium que nous adoptons, nous allons en faire quelques applications dans certains cas particuliers.

Il faut, à notre avis, considérer comme insaisissables, à raison du caractère personnel du droit sur lequel elles sont fondées :

I. — LES DROITS DE CRÉANCE RELATIFS AUX RAPPORTS DE FAMILLE

Les droits de créance relatifs aux rapports de famille sont donc, à notre avis, insaisissables, — les créances qui appartiennent aux pères et mères, en vertu du droit d'usufruit légal qui leur est conféré sur les biens de leurs enfants mineurs. « Comment, en effet, dit M. Demolombe, ces droits pourraient-ils faire l'objet d'une cession forcée, puisqu'ils ne peuvent faire l'objet d'une cession volontaire? » (Demolombe, II, n° 71.)

Ne serait-ce pas, d'ailleurs, détourner ces revenus de la destination qu'ils doivent avoir que de les employer à payer les dettes personnelles des parents? Cet usufruit, dit un arrêt de Bordeaux, « n'est abandonné au père, jusqu'à une époque déterminée, que sous la condition de fournir aux besoins et à l'éducation des enfants. » (Bordeaux, 19 juin 1849, D. P. 50, 2, 22.)

D'autres arrêts ont cependant permis aux créanciers personnels du père ou de la mère de faire pratiquer des saisies-arrêts sur ces revenus, quand ils n'étaient pas absorbés par les frais d'entretien et d'éducation de ses enfants. (Paris, 19 mars 1832. — Demolombe, 6, p. 416. — Marcadé, art. 385, — et Dalloz, v° *Puissance paternelle*, n° 166.)

Cette solution nous paraît absolument justifiée, car il faut remarquer que les revenus appartiennent au père, qui peut les céder à des tiers ; les enfants n'ont en quelque sorte, sur ces biens, qu'un privilège d'une nature particulière, qui leur permet de prélever leurs frais d'éducation et d'entretien avant que leurs revenus puissent être employés à payer les dettes personnelles de leurs parents.

Le droit aux aliments, quand il est fondé sur les rapports de parenté ou d'alliance, ou même sur de simples devoirs de reconnaissance, est également insaisissable à cause de l'intérêt moral qui est alors en jeu. Mais, si les aliments étaient dus en vertu d'un legs ou d'une donation, ils ne seraient insaisissables que sous les conditions imposées par les art. 581 et 582 C. pr. civ. Enfin, s'ils avaient été stipulés comme charge d'une donation ou d'un legs ou comme condition d'une convention, les créanciers de celui à qui ils sont dus pourraient les saisir ; car il n'appartient pas à une personne de dénaturer tout ou partie de son patrimoine, en le convertissant en prestation alimentaire afin de le soustraire ainsi au gage de ses

créanciers. La saisie serait cependant impossible, à raison de la nature même de la prestation, si cette dernière consistait dans l'obligation payable en nature de loger, nourrir, etc., l'alimentaire. (Cass. 5 mars 1831, S. 31, 1, 118.)

La jurisprudence a encore fait d'autres applications des mêmes principes dans des espèces analogues. C'est ainsi qu'elle regarde comme rigoureusement personnels, et par suite insaisissables, le droit de demander la réduction ou la décharge d'une pension alimentaire (Cas. 30 mai 1820) et Paris 27 décembre 1849, D. P. 50, 5, 23; S. 50, 2, 171), et le droit de demander la réduction ou l'extinction d'une rente viagère due en vertu d'un testament, dans un cas prévu par ce testament. (Bordeaux, 9 avril 1850, D. P. 52, 2, 139.) Il en est de même du droit qui est conféré par l'art. 1570 C. civ. à la veuve. Cette créance repose sur une faveur toute personnelle et a une destination spéciale. Les créanciers de la femme ne peuvent donc la saisir, entre les mains du débiteur, pour d'autre cause que la prestation même par eux faite des objets auxquels elle est spécialement destinée. (Dalloz. v° *Contrat de mariage*, nos 2128 et 4222, et Huc, VII, n° 212, p. 286.)

II. — DROITS QUI NAISSENT D'UNE INJURE FAITE A LA PERSONNE

L'insaisissabilité dont sont frappées les créances de cette nature à son origine dans la législation

romaine, qui ne permettait l'exercice de ces actions qu'à la personne lésée, parce qu'elles tendent à la vengeance (*vindictam spirant*).

« C'est en effet à celui qui est injurié, dit M. Laurent, de voir s'il doit se venger ou pardonner. S'il garde le silence, on doit croire qu'il ne veut pas agir, qu'il pardonne, et le pardon, en effaçant l'injure, fait tomber l'action. » (Laurent, 16, n° 459.)

D'autre part, les convenances de famille et de société peuvent, dans certains cas, déterminer une personne à éviter l'éclat d'un procès, et, en définitive, la réputation et l'honneur ne sont pas le gage des créanciers.

A plusieurs reprises, la jurisprudence a considéré comme insaisissables d'une manière absolue ces sortes d'actions. « Considérant, en droit... dit un arrêt de Paris, que le failli n'est nullement frappé d'une incapacité absolue ; qu'il conserve dans leur entier les droits et actions attachés à sa personne ; que l'action en réparation d'un acte délictueux, de quelque nature qu'il soit, est avant tout personnelle, et peut être exercée par la personne même qui a souffert de l'acte délictueux ; que l'assistance du syndic n'est nullement nécessaire, etc.. » (Paris, 18 mai 1888, Dal., Sup. Rép., *Faillite*, n° 467).

La jurisprudence a même étendu cette solution au cas où une indemnité est due à la personne à

raison d'un quasi-délit, notamment par un accident de chemin de fer ou un accident professionnel. « Attendu, dit un jugement du Tribunal civil de Meaux, « qu'en matière d'accidents de personne, c'est à la « personne qu'il appartient surtout d'apprécier si « elle doit ou non demander des dommages-intérêts; « que l'exercice de cette action lui est donc exclusi- « vement personnel. » (Tribunal civil de Meaux, 6 décembre 1882, Gaz. pal. 83, 1, 559). — Dans le même sens : Seine, 12 janvier 1882, Gaz. pal. 12, 1, 289 ; — Seine, 27 juillet 1892, Gaz. des Tribunaux, 4 août 1892.)

Le jugement du Tribunal de la Seine du 12 janvier 1882 a décidé qu'en cas de décès de la personne victime de l'accident, l'action en indemnité ne pouvait même pas être exercée par les créanciers des héritiers de cette personne.

Cette théorie absolue a été combattue par M. Labbé : « Chose singulière, dit cet auteur, la personne du débiteur a été à l'origine considérée comme le seul sujet passif de l'obligation, objet direct des attaques du créancier non satisfait ! L'exécution de la dette se poursuivait contre la personne jusqu'à l'inhumanité.

« L'attribution de la personne au créancier permettait à ce dernier de faire travailler le débiteur à son profit. Puis, par une considération d'indulgence, la poursuite a été dirigée contre le patrimoine du débiteur, afin que, dans la plupart des cas, la personne du débiteur fût affranchie de ces rigueurs. Maintenant,

ces idées premières sont tellement renversées, que la personne du débiteur est considérée comme étrangère à l'obligation, qui est en quelque sorte un rapport entre le créancier et le patrimoine du débiteur. La volte-face est complète ; d'un extrême on se jette dans un autre. » (Labbé, note sous jugement du Tribunal de la Seine du 9 janvier 1879, S. 81, 2, 21.)

D'après M. Labbé, la question de savoir quels sont les droits des créanciers en pareille matière doit être résolue par une distinction. La créance appartenant à la personne lésée est en effet fondée sur un intérêt à la fois moral et pécuniaire. Elle est fondée sur un intérêt moral, en ce sens qu'il s'agit ici d'une atteinte portée à la personne, et que, d'après l'esprit général de nos lois, les attributs de la personnalité humaine, dans lesquels se trouve compris le droit de demander réparation d'une injure ou d'un préjudice de cette nature, échappent à la mainmise des créanciers.

Mais, dans bien des cas, le préjudice est surtout un préjudice matériel, et, s'il y a un intérêt moral en jeu, il est primé par l'intérêt pécuniaire. Cela a lieu principalement quand il s'agit d'un accident, parce qu'alors la personne physique est atteinte. Il n'est plus question de cette hypothèse d'une action *vindictam spirans* ; l'action a surtout pour objet la réparation d'un préjudice pécuniaire, consistant soit dans une diminution du patrimoine, soit dans un gain manqué, soit même dans ces deux éléments à la fois. Supposons, par

exemple, un ouvrier qui, par suite d'un accident imputable à son patron, se voit dans l'impossibilité de travailler désormais : pourquoi ses créanciers ne pourraient-ils agir à sa place ? Il nous semble qu'il faut ici faire prévaloir l'intérêt pécuniaire sur l'intérêt moral.

Les créanciers, au moment où ils ont consenti le prêt à la personne victime de l'accident, ont pu et dû compter que leur débiteur pourrait, par son travail, réaliser dans la suite des gains qui lui permettraient de les désintéresser. Cette considération a donc été pour leur débiteur un élément de crédit, et il ne serait pas juste qu'ils se trouvassent ainsi, par la volonté de ce dernier, privés d'un bien sur lequel ils avaient des droits. Le travail, le savoir professionnels doivent, en effet, être considérés comme de véritables biens, et ce qui le prouve, c'est que la jurisprudence elle-même les considère comme tels, dans certains cas au moins. Ainsi, elle permet à la femme de demander sa séparation de biens, même lorsqu'elle n'a fait aucun apport en mariage, quand le désordre des affaires du mari donne lieu de craindre que les bénéfices réalisés par la femme dans l'exercice de sa profession ne soient employés à désintéresser les créanciers personnels du mari, et non à subvenir aux frais du ménage.

Sans aller, comme Adam Smith, jusqu'à considérer comme un capital « les talents utiles acquis par les habitants ou les membres de la société », on peut tout au moins voir en eux des biens susceptibles d'appréciation pécuniaire qui, comme tels, constituent

le gage des créanciers. D'ailleurs, puisque la loi permet en principe de saisir les salaires et les traitements, nous ne voyons pas bien pourquoi les indemnités dues à raison des accidents survenus au cours du travail ne seraient pas également saisissables.

A notre avis, il est rationnel d'assimiler, au point de vue du droit de saisie, l'indemnité basée sur un préjudice matériel fait à la personne à l'indemnité fondée sur un délit ou quasi-délit commis contre les biens. Et la jurisprudence, qui autorise les créanciers à pratiquer une saisie dans ce dernier cas, devrait, pour être logique, l'autoriser également dans le premier.

Si le droit à l'indemnité provenait d'un dommage pécuniaire causé à la personne par un quasi-délit, c'est-à-dire d'un fait qui ne suppose pas chez la personne l'intention de nuire, il serait particulièrement étrange de faire intervenir ici l'idée d'action *vindictam spirans*, et, par conséquent, rien ne s'opposerait encore à ce que cette action fût saisie par les créanciers de la personne lésée.

Quand la victime du délit ou du quasi-délit est décédée après avoir intenté l'action en réparation, il est de toute évidence que ses créanciers peuvent pratiquer une saisie entre les mains de la personne responsable du dommage causé, alors même qu'il s'agirait d'un préjudice moral; car l'action est définitivement entrée dans le patrimoine du *de cuius*. C'est

ce qu'a décidé un jugement du Tribunal de la Seine du 9 janvier 1879.

« Attendu, dit ce jugement, que, si en principe l'action doit être considérée comme exclusivement personnelle à la partie lésée, il en serait autrement au cas où cette partie aurait formé une action ; qu'en effet, les biens du débiteur étant le gage commun des créanciers, il en résulte que ceux-ci, trouvant l'action formée dans le patrimoine de leur débiteur, auraient le droit d'en poursuivre l'exercice par voie de subrogation judiciaire, dans les termes de l'article 1166 C. c., et ce, même malgré le désistement donné par leur débiteur, s'il avait été donné en fraude. » (Trib. Seine, 9 janvier 1879, S. 81, 1, 21.)

III. — LES FACULTÉS

« On doit, dit M. Huc, définir la faculté : la possibilité pour une personne de produire à sa convenance des actes juridiques ne se rattachant à l'exercice d'aucune action contre un tiers. » (Huc, 2, n° 190.)

Cette définition nous paraît exacte. L'exercice d'une faculté n'implique en effet l'existence d'aucun droit, dans le sens légal du mot ; car, à tout droit, correspond une obligation imposée à une autre personne. Or, une faculté existe et s'exerce sans constituer en aucune façon l'exécution d'une obligation imposée à un tiers ; elle est le fait purement arbitraire de la volonté de celui à qui elle appartient.

Précisément à cause de leur différence avec les droits proprement dits, on s'est demandé si les facultés constituaient des biens susceptibles de saisie.

En principe, la négative est admise par tous les auteurs ; mais tous ne justifient pas cette solution de la même manière. Les uns prétendent que les facultés ne sont pas exerçables et, par suite, susceptibles d'être saisies par les créanciers, par le motif qu'elles sont intimement liées à la personne, et qu'elles rentrent dans l'exception formulée par l'article 1166 lui-même. Ils rappellent, à cette occasion, le vieil adage formulé par Guy Coquille : « La volonté de chacun est libre, et si grandement attachée à la personne, que la liberté d'icelle ne se perd même par la servitude. » (Quest. et Rép. sur les coutumes, XXVI, — D. P. 83, 2, 20.)

D'autres prétendent, au contraire, que si les créanciers n'ont pas ce pouvoir, c'est pour un motif plus puissant. Les facultés, disent-ils, sont en dehors de la règle de l'article 1166, parce qu'elles ne font pas partie du gage des créanciers. Elles ne constitueraient pas des droits dans le sens de ce texte, qui serait exclusivement relatif aux droits pourvus d'actions. (Laurent, XVI, n° 424. — Huc, VII, 190.)

On trouve un arrêt de cassation en ce sens : « Attendu, disait cet arrêt, que, si les créanciers sont admis, aux termes de l'article 1166 C. c., à exercer les droits de leurs débiteurs, cette faculté s'applique, non à des cas où il s'agit, comme dans l'espèce, de

créer une convention qui, dépendant essentiellement de la volonté du débiteur, ne peut être consentie par lui, mais à des droits existants qu'il refuse ou néglige d'exercer lui-même au détriment de ses créanciers. » (Cass., 11 mai 1846, S. 46, 1, 691.)

Quelle que soit la théorie que l'on adopte, les conséquences à l'égard des créanciers sont les mêmes, puisqu'elles ont toujours pour résultat de leur interdire la saisie. Aussi la question a-t-elle peu d'importance pratique.

Toutefois, certains auteurs, tout en admettant que les facultés sont en principe insaisissables, font certaines restrictions. Parmi les facultés, disent-ils, il en est auxquelles ne correspondent pas des droits proprement dits. Celles-là ne peuvent être considérées comme visées par la disposition de l'art. 4166. Dans ces hypothèses, la saisie est impossible, car elle n'aurait pas d'objet. Il en est ainsi de la faculté d'accepter une offre de vente ou une donation : cette faculté naît d'une pollicitation ; or, une pollicitation ne peut engendrer un *droit* avant d'être agréée.

Dans cette hypothèse, en effet, il s'agit simplement pour le débiteur d'acquérir ou de ne pas acquérir un droit, et on ne voit pas bien pour quelle raison les créanciers interviendraient, puisque l'intégralité de leur gage sera maintenue, quel que soit le parti adopté par leur débiteur. Mais, si, au contraire, il s'agissait d'un droit acquis que, par son option, le débiteur pourrait anéantir, les créanciers pour-

raient alors intervenir afin de le consolider, parce qu'alors leur intervention aurait pour but de sauvegarder un patrimoine qui est leur gage, tandis que dans le premier cas, c'eût été pour l'augmenter. D'après ces principes, les créanciers d'une personne ne pourraient pas saisir une somme donnée à leur débiteur, si celui-ci n'avait pas accepté la donation, par ce motif qu'ils ne pourraient l'accepter en son nom. Mais, au contraire, la saisie pratiquée sur une somme donnée serait valable, si on pouvait demander, pour une cause quelconque, la nullité de la donation. Dans ce cas, en effet, alors même que le débiteur refuserait de le faire, les créanciers auraient le droit de faire valoir cette nullité. C'est ce qu'a décidé un arrêt de Nancy, dans une espèce où il s'agissait d'une donation frappée de nullité comme contrevenant aux dispositions de l'article 1097 C. c.

« Attendu, disait cet arrêt, que cette nullité est d'ordre public et peut être invoquée par toute partie intéressée, et notamment par les créanciers des donataires, agissant au nom de ceux-ci dans les termes et par application de l'article 1166 C. c. » (Nancy, 11 juin 1887, D. P. 88, 2, 183.)

Ces solutions sont généralement acceptées relativement aux donations ; mais la question est beaucoup plus délicate en ce qui concerne les legs.

La difficulté provient ici de ce que, à la différence de la donation, d'après l'article 1014 C. c., « tout legs pur et simple donne au légataire, du jour du

décès du testateur, un droit à la chose léguée, droit transmissible à ses héritiers ou ayants cause ».

Le legs, n'ayant pas besoin d'être accepté par le légataire, constitue un droit acquis pour le légataire du jour du décès du testateur. Ses créanciers doivent donc pouvoir en demander la délivrance en son nom, ou pratiquer une saisie sur les sommes léguées, puisqu'elles sont la propriété de leur débiteur.

D'après M. Laurent, il faudrait, au contraire, assimiler l'acceptation d'un legs à celle d'une donation. Le légataire, selon lui, n'aurait d'action qu'après avoir accepté ; jusque-là il n'aurait que le droit d'exercer son option, c'est-à-dire d'accepter ou de répudier, et les créanciers ne pourraient l'exercer, parce que c'est un droit de pure faculté qui ne fait pas partie de leur gage.

L'opinion de M. Laurent a été adoptée par M. Huc, mais est combattue par la majorité de la doctrine. (Aubry et Rau, 8, § 26. — Demolombe, 59.)

Au droit d'accepter ou de répudier un legs, il faut assimiler le droit qui est accordé à la femme par l'article 1453 C. c. d'accepter la communauté ou d'y renoncer.

Quant au droit d'accepter ou de répudier une hérédité, on admet généralement que les créanciers peuvent l'exercer. L'ouverture même d'une succession, dit M. Baudry, donne naissance au droit héréditaire ; ce droit comporte une faculté d'option, mais

n'en est pas moins un droit. MM. Laurent et Huc professent cependant une opinion contraire.

IV. — LE DROIT DE RÉVOQUER UNE DONATION POUR CAUSE
D'INGRATITUDE

Ce droit étant évidemment fondé sur un intérêt purement moral, on doit refuser aux créanciers le droit de saisir la somme donnée, puisqu'ils ne pourraient pas exercer l'action en révocation. D'une part, en effet, cette révocation est infligée au donataire par la loi à titre de peine, et, d'autre part, le droit de la demander étant fondé sur une injure, il appartient à la personne injuriée de voir s'il lui convient que le coupable soit puni.

La question est plus délicate quand l'action en révocation est transmise aux héritiers. Cependant, comme ils sont la continuation de la personne du défunt, et souvent ses proches parents, nous croyons qu'il faut les laisser libres de décider en toute liberté s'ils doivent ou non pardonner.

Il est aussi généralement admis, tant en doctrine qu'en jurisprudence, que le retrait successoral dont parle l'article 814 du C. civ. ne peut être exercé par les créanciers d'un héritier, car il a été établi par la loi dans le but d'écarter du partage les étrangers ; il ne peut donc appartenir à des créanciers qui seraient étrangers à l'hérédité, comme le cessionnaire lui-même. (Montpellier, 16 juillet 1853, S. 54, 2, 304.

— Aubry et Rau, tome 4, § 312, — Demolombe, *Successions*, tome 4, n° 60.)

Les différents droits que nous venons d'indiquer ne sont pas les seuls qui soient attachés à la personne. Néanmoins, à cause de la multiplicité de ces droits et des limites restreintes de notre étude, nous nous contenterons d'avoir indiqué les principales applications de l'exception formulée dans l'article 1166 du C. civ.

SECTION II

Créances déclarées insaisissables par la loi

§ 1^{er}

Créances insaisissables d'une manière absolue

I. — SOMMES DUES A L'ÉTAT OU A DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Par un privilège spécial, les sommes dues à l'État, dès qu'elles sont exigibles, sont réputées versées dans les caisses de l'administration, et sont en conséquence insaisissables. Ce privilège s'étend à toute espèce de dettes, et est commun à toutes les personnes administratives. Il a été édicté dans un but d'intérêt public ; car il ne fallait pas que le recouvrement des impôts pût être entravé par des saisies, à cause de la perturbation que ces mesures auraient pu causer dans la comptabilité publique.

Diverses dispositions législatives ont affirmé ce principe, même avant la promulgation du Code de procédure ; la loi des 6 et 22 août 1791, art. 9, avait déjà décidé que : « Toutes saisies du produit des droits d'entrée et de sortie des marchandises, faites entre les mains des receveurs ou en celles des redevables envers la régie, seront nulles et de nul effet. » Une lettre du ministre des finances du 17 messidor an VIII décidait également « que le gouvernement ou ses agents ont seuls la disposition des deniers composant le revenu public, et que l'autorité judiciaire ne peut aucunement s'y immiscer ». (Dans le même sens : arrêté du directoire 2 germinal an V ; — arrêté du 16 thermidor an X ; — décret du 1^{er} germinal an XIII, art. 48 ; — avis du Conseil d'État du 12 août 1807.)

Ces textes se réfèrent, il est vrai, pour la plupart, à des matières spéciales, mais ne sont que les corollaires d'une règle générale que le législateur a rappelée en ces termes dans un arrêté du 18 fructidor an VIII : « Il est de nouveau expressément défendu à toutes autorités civiles ou militaires, à peine d'en répondre personnellement, de disposer d'aucune somme dans les caisses publiques. »

Les intéressés peuvent se pourvoir par les voies administratives pour obtenir leur paiement ; mais le principe de l'indépendance des pouvoirs serait violé, si les tribunaux judiciaires pouvaient connaître des poursuites dirigées contre l'État par ses créanciers.

La jurisprudence, depuis la promulgation du Code, à maintes fois refusé de valider des saisies-arrests pratiquées dans ces conditions. (Cass., 31 mars 1819, *affaire Joussetin*, S. 19, 1, 352. — Paris, 11 janvier 1889, cité par Haurion, n° 403.)

Cette jurisprudence a été approuvée par la majorité des auteurs. (Merlin, Rép., tome 2, p. 224. — Thomine, II, p. 62. — Roger, 253. — Chauveau, 4, Q. 1923, etc.)

Les créances d'un condamné par contumace, appartenant à l'État, sont insaisissables. (Poitiers, 7 août 1835.)

Le sénatus-consulte du 12 décembre 1852 avait également déclaré insaisissables les deniers de la liste civile et de la dotation de la couronne. (Art. 23.)

Deux avis du Conseil d'État, l'un du 12 août 1807 et l'autre du 11 mai 1813, ont également proclamé l'impossibilité de poursuivre les communes par voie de saisie-arrest.

Le même privilège a été accordé aux communes par l'arrêté du 9 ventôse an X; aux fabriques des églises par l'arrêté du 30 septembre 1809, et aux consistoires par la loi du 18 germinal an X.

Dans tous ces cas, la saisie-arrest serait cependant possible au cas où il s'agirait d'une créance liquidée administrativement. (Rennes, 21 janvier 1892, D. P. 93, 2, 380.)

Toutes les institutions d'utilité publique ne bénéficient pas des mêmes prérogatives d'échapper à la

poursuite par voie de saisie-arrêt ; car beaucoup de ces institutions sont en réalité des établissements privés et, comme tels, soumis pour le paiement de leurs dettes aux principes qui régissent les particuliers : telles sont, par exemple, les caisses d'épargne, les congrégations religieuses, les associations de secours mutuels, les salles d'asile. Il a été jugé, d'après ces principes, que les fonds d'un syndicat peuvent être saisis-arrêtés. (Agen, 14 juin 1888, D. P. 92, 2, 50.) Toutefois, il a été décidé, en sens contraire, que les syndicats doivent être assimilés aux communes, en ce qui concerne les droits des créanciers, quand le décret ou la loi qui leur confère l'existence légale leur interdit de faire aucune dépense en dehors du budget approuvé. (Trib. civil de Loudun, 29 décembre 1888, Dall., Sup. Rép., v^o *Saisie-arrêt*, n^o 13, note 6.)

II. — SOMMES DUES PAR L'ÉTAT

Certaines sommes dues par l'État sont également insaisissables pour la totalité ; telles sont :

a) Les rentes sur l'État

Ces créances ont été déclarées insaisissables par les lois du 8 nivôse an VI et du 22 floréal an VII.

(A raison de leur importance, nous les étudierons dans un article spécial.)

b) Les obligations du Crédit foncier

Ces obligations, ainsi que les rentes sur l'État, sont insaisissables.

Cependant, si les titres qui les constituent avaient été compris dans une saisie mobilière, ils pourraient être vendus au profit du saisissant comme tout autre objet mobilier. (Décret des 28 février et 9 avril 1852.)

c) Les sommes dues aux entrepreneurs de travaux publics

Le décret du 26 pluviôse an II a déclaré insaisissables les fonds destinés aux entrepreneurs de travaux publics pour le compte de la nation, afin de ne pas entraver les services publics en permettant la saisie des sommes allouées pour assurer leur bon fonctionnement. Toutefois, cette prohibition n'est pas absolue ; elle cesse à la réception définitive des travaux. (Art. 1^{er}.)

D'autre part, elle ne s'applique pas « aux créances provenant du salaire des ouvriers employés par lesdits entrepreneurs et les sommes dues pour fournitures de matériaux et autres objets servant à la construction des ouvrages. » (Art. 3.) Cette exception rentre d'ailleurs dans un des cas prévus par l'art. 593 du C. de pr. civ.

1. Ces sortes d'obligations ne sont pas en réalité dues par l'État, mais bien par un établissement privé reconnu par l'État.

Un décret du 12 décembre 1806, additionnel à un décret du 13 juin de la même année, accorde aussi un privilège aux sous-traitants des entrepreneurs, aux fournisseurs du ministère de la guerre, et ce privilège s'exerce tant sur ce que le gouvernement doit à l'entrepreneur pour ses fournitures que sur le cautionnement exigé par le ministre, sauf les droits de l'État, et nonobstant toute cession ou transport consenti par l'entrepreneur.

Les fonds dus aux entrepreneurs de travaux faits pour le compte des communes ou des départements peuvent, au contraire, être saisis-arrêtés. (Lyon, 21 janvier 1846, S. 46, 2, 262. — Rennes, 21 juin 1866, Dall., Supp. Rép., n° 68, note 1.) La même solution s'applique aux travaux faits pour les compagnies de chemins de fer. (Cass., 16 juin 1860, S. 60, 1, 896.)

Il en est autrement des travaux exécutés par les communes pour le compte de l'État, qui en fait les frais en tout ou en partie : ce sont des travaux publics dans le sens propre du mot, et le décret du 26 pluviôse an II doit s'y appliquer. (Paris, 25 août 1853, D. P. 54, 2, 404. — Paris, 30 juillet 1857, D. P. 57, 2, 181.)

Les sous-traitants sont assimilés aux ouvriers et fournisseurs ; mais les uns et les autres ne peuvent pratiquer de saisies-arrêts sur les fonds dus par l'État que pour les fournitures et salaires relatifs à l'entreprise. (Caen, 13 février 1882, D. P. 83, 2, 63.)

d) Les traitements des ministres du culte

Les traitements des ministres du culte sont totalement insaisissables : ceux du clergé catholique, en vertu de l'arrêté du 18 nivôse an XI (art. 1^{er}) ; ceux des pasteurs protestants en vertu de l'arrêté du 15 germinal an XII (art. 6).

Il devrait en être de même des autres cultes salariés par l'État ; mais cela n'est écrit dans aucun texte, et beaucoup d'auteurs n'admettent pas cette assimilation. (Dal., Rép. v^o *Saisie-arrêt*, n^o 172.)

Dans l'ancien droit, les traitements des ecclésiastiques étaient aussi insaisissables, mais leurs revenus personnels et leurs bénéfices pouvaient être saisis. En est-il encore de même aujourd'hui ? Oui, incontestablement pour les revenus personnels ; quant aux bénéfices, ils n'existent plus ; mais la question de savoir si le casuel et les revenus de la cure sont insaisissables est vivement controversée. Certains auteurs soutiennent qu'il n'y a pas à distinguer entre le traitement d'un ecclésiastique et les revenus donnés à sa cure par quelques fidèles. (Roger, p. 168, et Duperai, livre I^{er}, chap. 9, n^o 29.)

M. Bioche pense, au contraire, qu'ils ne sont insaisissables que jusqu'à concurrence des deux tiers.

Selon nous, le casuel d'un ecclésiastique, étant une partie de son traitement, doit être insaisissable pour le tout. (Tribunal de Saint-Girons, 19 janvier

1892, Dall., Sup. Rép., n° 71, note 1) ; mais il en est autrement des revenus, qui sont donnés à la cure et non au curé.

Les pensions ecclésiastiques ayant été créées et organisées par les décrets du 28 juin 1853 et 27 mars 1860, sans qu'aucun de ces textes ne reproduise le principe d'insaisissabilité, proclamé pour les pensions civiles par la loi du 9 juin 1853, on ne saurait, à raison de ce silence, l'étendre par analogie aux pensions ecclésiastiques, alors surtout qu'il s'agit de pensions allouées, conformément au décret du 13 thermidor an XIII, par l'autorité diocésaine. (Trib. civ. Seine, 15 décembre 1892.)

e) Les indemnités dues aux fonctionnaires publics

M. Roger cite comme insaisissables pour la totalité : les traitements des ambassadeurs, ministres et agents diplomatiques (avis du Conseil d'État du 25 novembre 1810) ; les sommes allouées aux agents consulaires pour frais d'établissement (décret du 29 septembre 1849 ; — aux conducteurs et aux piqueurs des ponts et chaussées pour frais de déplacement. (Règ^t 16 septembre 1843, p. 116) ; — aux agents des bâtiments civils et aux géomètres en Algérie pour frais de déplacement et de journées ; — aux commissaires de police à titre de frais de tournées ou de bureau (lettre ministérielle, 2 mars 1855) ; — aux conservateurs, inspecteurs et sous-inspecteurs

des forêts pour frais de tournées et gratifications (décrets des 22 octobre 1811 et 21 février 1853) ;

Aux directeurs des fermes-écoles pour frais de nourriture, blanchissage, médicaments laissés à leur charge, et ceux pour couvrir les frais d'entretien du trousseau des élèves (décret du 3 juin 1855) ; — aux médecins coloniaux en Algérie pour remboursement des médicaments distribués gratuitement aux indigènes (décret du 9 mai 1855) ; il en est de même des sommes allouées aux directeurs des contributions directes pour frais de bureau et pour la confection des matrices cadastrales (décision du 22 janvier 1838) ; — aux contrôleurs des contributions directes pour frais de tournées et pour le concours aux mutations cadastrales (décision du 19 octobre 1839) ;

Aux inspecteurs généraux, aux recteurs et aux inspecteurs des académies et autres fonctionnaires pour frais de tournées ou missions (règ. du 16 décembre 1841, art. 98. — Instr. de 1845, art. 114) ;

Aux vérificateurs et contrôleurs d'armes de la garde nationale pour frais ou missions (arr. minist. du 17 janvier 1845).

Toutes les autres indemnités ou gratifications sont saisissables.

f) Les frais urgents, taxes, indemnités

Les frais urgents, tels que taxes des témoins en matière criminelle ou devant les conseils de guerre et

celles des jurés, doivent être acquittés sur-le-champ. (Décret du 13 pluviôse an XIII, art. 2.) Il en est de même des indemnités dues aux personnes appelées pour les expertises en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. (Ord. du 18 septembre 1833, art. 26). On en conclut que ces sommes ne peuvent être saisies-arrêtées, et cette induction est confirmée par une ordonnance ministérielle du 31 mars 1807, qui déclare insaisissables les mandats délivrés aux procureurs généraux pour le paiement des frais de justice.

g) Les sommes dues aux victimes d'une insurrection

Les sommes accordées par un gouvernement aux victimes d'une insurrection à titre de secours plutôt que comme indemnité proprement dite, ont été déclarées insaisissables par divers règlements de finances. Au besoin, l'article 584 C. pr. civ. leur est applicable (Alger, 15 juin 1867, Jour. des Av., t. 93, p. 133); il en est de même pour les pensions accordées à l'occasion de troubles civils.

h) Les pensions dues par l'État

Ces pensions étaient insaisissables même dans l'ancien droit, et une déclaration du 17 janvier 1779 (art. 12) voulait que toutes les pensions et grâces viagères dues par l'État ne pussent être cédées ni

saisies pour aucune cause ni raison quelconque, sauf aux créanciers du pensionnaire à excercer, après son décès, sur le décompte de ses pensions, toutes les poursuites et diligences nécessaires pour la conservation de leurs droits. »

La loi du 22 floréal an VII et de l'arrêté du 7 thermidor an X ont renouvelé ces dispositions.

Diverses dispositions législatives ont appliqué le même principe dans certains cas spéciaux. Ainsi, les pensions militaires de la Légion d'honneur sont insaisissables pour le tout. (Avis du Conseil d'État du 23 janvier 1808.)

Il a également été décidé qu'aux termes de l'art. 7 de la loi du 22 floréal an VII et des articles 28 et 29 de la loi du 18 avril 1831, les pensions de retraite payées par l'État aux invalides étaient insaisissables, même pour créances alimentaires. (Cass. 10 juillet 1883, D. P. 83, 1, 448.)

Les gratifications accordées par l'État aux agents forestiers sont insaisissables. (Décret du 2 octobre 1811.)

i) Le compte courant d'un comptable public

De l'avis de beaucoup d'auteurs, la disposition de l'art. 33 de la loi du 14 avril 1803, qui déclare insaisissables les sommes déposées en compte courant à une banque autorisée, doit être étendue aux sommes qui figurent dans le compte courant des

fonctionnaires publics. « S'il en était autrement, dit M. Dalloz, la perception des deniers publics eût été entravée à chaque instant. » Mais, si, après l'apurement du compte, le comptable se trouve en définitive créancier de l'État, on pourra saisir cet excédent.

III — LE MONTANT D'UNE LETTRE DE CHANGE

Aucune opposition n'est admise au paiement d'une lettre de change, sauf en cas de perte ou de faillite du porteur. (Art. 149 C. com.)

Cette disposition était nécessaire, car le porteur en butte à une pareille saisie eût toujours pu la faire échouer en négociant l'effet. D'autre part, la lettre de change doit circuler comme de la monnaie, et une saisie de complaisance eût pu retarder le paiement de l'effet.

IV. — CRÉANCES ET REVENUS DOTAUX

a) Créances dotales

L'inaliénabilité de la dot mobilière est un principe aujourd'hui nettement établi en jurisprudence, bien que la majorité des auteurs refusent encore de l'admettre.

Le cadre de cet ouvrage ne nous permettant pas de rappeler les controverses que cette question a soulevées, nous nous contenterons de dégager les conséquences qui doivent naturellement découler de la

solution admise par la jurisprudence en ce qui concerne le droit de poursuite des créanciers.

La constitution de certains biens en dot a pour résultat de rendre ces biens inaliénables et, par suite, insaisissables ; mais les effets de l'insaisissabilité varient selon qu'il s'agit de créanciers antérieurs ou postérieurs au mariage.

S'il s'agit de créanciers antérieurs au mariage ou plutôt au contrat de mariage, la femme ne peut, en se mariant sous le régime dotal, soustraire ses biens aux poursuites des créanciers vis-à-vis desquels elle s'est obligée.

Cette solution est vraie quand la femme se constitue en dot tous ses biens présents et à venir, parce que, dans ce cas, le mari, qui succède à la femme *in universum jus*, doit être soumis à la règle générale qui s'applique à tous les successeurs universels, à savoir qu'il n'y a de biens que dettes déduites. (Bordeaux, 29 août 1855, S. 56, 2, 679. — Compar : Montpellier, 6 mars 1844, S. 45, 2, 11 ; — Riom, 6 décembre 1859, S. 61, 2, 129 ; — Cass., 20 août 1861, S. 62, 1, 17 ; — Rouen, 10 janvier 1867, S. 67, 2, 109 ; — Marcadé, 6, art. 1558, 3.)

Si, au contraire, la constitution de dot ne porte que sur certaines créances déterminées, les créanciers de la femme ne peuvent pas pratiquer de saisie-arrêt sur les tiers débiteurs de la femme ; car ce serait entraver le quasi-usufruit qui appartient au mari sur ces valeurs : ils doivent se borner à arrêter, dans les

main du mari, la créance de restitution qui existe contre lui au profit de la femme. (Montpellier, 6 mars 1844, S. 44, 2, 11. — Cass., 2 février 1852, S. 52, 1, 94; — Bordeaux, 29 août, 1855, S. 56, 2, 679. — Aubry et Rau, 5, § 538. — Troplong, 4, n° 3462.)

Cette solution n'est pas admise par tous les auteurs. D'après les uns, on pourrait pratiquer une saisie-arrêt sur la créance dotale, même entre les mains des tiers. Selon les autres, au contraire, la saisie-arrêt serait interdite, même entre les mains du mari. (Marcadé, 4, art. 1558, 3. — Sériziat, *Du régime dotal*, n° 167.)

S'il s'agit de créanciers postérieurs au contrat de mariage, la jurisprudence permettant au mari d'aliéner les créances dotales, à la charge d'en représenter la valeur lors de la dissolution du mariage ou de la séparation de biens, il s'ensuit que le mari peut s'obliger sur ces mêmes biens, et que ses créanciers peuvent les saisir.

Ce droit est au contraire refusé aux créanciers de la femme, parce que, d'après la théorie de la jurisprudence, l'action en reprises qui appartient à la femme serait compromise, si elle pouvait faire servir sa dot au paiement de ses dettes.

« Les meubles dotaux, dit M. Guillouard, ne peuvent être saisis pour les obligations contractées par la femme pendant le mariage, et cela à quelque époque que ce soit, pendant le mariage ou après sa dissolution.... Puisque la dot mobilière est inaliénable,

ajoute l'éminent auteur, la femme ne peut, en s'obligeant, donner à ses créanciers le droit de la faire vendre. » (Guillouard, tome 4, n° 2088.)

Il a été jugé, en conséquence, que le traitement d'une femme mariée sous le régime dotal ne pouvait être saisi par ses créanciers. (Cass., 13 février 1884, D. P. 84, 1, 325, etc. — Dans le même sens: Cass., 11 mai 1859, D. P. 59, 1 226.)

L'origine de la dette et sa nature plus ou moins favorable ne modifient pas, en général du moins, les règles que nous venons de tracer, et ne donnent pas aux créanciers de la femme le droit de saisir les biens dotaux. (Cass., 21 août 1848, D. P. 48, 1, 211, et 15 juin 1864, D. P. 64, 1, 379. — Pau, 2 juin 1880, D. P. 81, 2, 1. — Carré et Chauveau, *Lois de la procédure*, Q. 2432-8°. — Aubry et Rau, 5, § 538, texte et note 24, p. 612.)

Quelques exceptions ont cependant été apportées à ce principe : 1° ainsi toutes les fois que la femme aura commis un délit ou un quasi-délit, les créanciers vis-à-vis desquels elle s'est obligée par son délit ou quasi-délit auront action sur la nue propriété des biens dotaux pendant le mariage et après la dissolution du mariage, ou, après la séparation de biens, sur la pleine propriété de sa dot. Ils pourront, en conséquence, saisir-arrêter les créances entre les mains des tiers.

Cette exception est fondée sur un intérêt supérieur d'ordre public, devant lequel doit fléchir la règle de

l'inaliénabilité de la dot. Aussi, était-elle généralement admise dans notre ancien droit. Après quelques oscillations, la doctrine et la jurisprudence l'ont définitivement consacrée. (Limoges, 17 juin 1835, S. 36, 2, 61. — Cassation, 7 décembre 1846, D. P. 47, 1, 48. — Orléans, 26 décembre 1878, et Cassation, 16 février 1880, D. P. 86, 1, 440. — *Contra* : Agen, 25 décembre 1833, S. 33, 1, 159 ; — Montpellier, 4 février 1842, S. 42, 2, 253 ; — Marcadé, 6, art. 1556, 2 ; — Aubry et Rau, 5, § 538 ; — Troplong, 4, n^{os} 3297, etc.)

2^o Les frais dus à l'avoué dans un procès relatif aux créances dotales sont recouvrables sur ces créances. (Cass., 8 avril 1862, D. P. 62, 1, 1045.)

3^o Il en est de même des obligations légales imposées à la femme comme titulaire de certaines créances.

4^o Il est également certain que les dettes contractées par la femme avec autorisation de justice, dans les cas prévus par les articles 1555, 1556 et 1558, sont susceptibles d'être poursuivies sur les créances dotales. (Bordeaux, 22 novembre 1832, S. 33, 2, 584.)

5^o En vertu du principe qu'il n'y a de biens que dettes déduites, les dettes des successions échues à la femme pourront être payées au moyen de poursuites dirigées contre les créances héréditaires, alors même que la femme se serait constitué en dot tous ses biens présents et à venir.

A part les quelques exceptions que nous venons de signaler, les créances dotales ne peuvent être saisies par les créanciers de la femme, et cette insaisissabilité survit même à la dissolution du mariage. (Cas., 30 août 1847, D. P. 47, 1, 293.) Quant à la séparation de biens, elle a pour effet de rendre les créances dotales insaisissables, même au regard des créanciers du mari ; car, à partir de ce moment, la femme reprend l'administration de ses biens, et, en conséquence, le mari n'a plus qualité pour en disposer.

b) Revenus dotaux

Les droits des créanciers de la femme sur les revenus dotaux de celle-ci ont donné lieu à beaucoup de controverses. « On peut cependant considérer que la jurisprudence, sinon la doctrine, est aujourd'hui fixée sur les deux propositions suivantes : les revenus des biens dotaux de la femme ne peuvent être saisis pendant le mariage et avant la séparation de biens, pour aucune portion, par les créanciers vis-à-vis desquels elle s'est obligée ; après la séparation de biens, ils ne peuvent être non plus saisis par les créanciers de la femme antérieurs à la séparation, mais ils peuvent l'être, à concurrence de l'excédent des besoins du ménage, par les créanciers vis-à-vis desquels la femme s'est obligée depuis la séparation. » (Guillouard, 4, n° 2083.)

Nous nous rallions à cette solution ; mais, avant

d'exposer les raisons qui permettent de la justifier, il importe de bien préciser la question. L'insaisissabilité ne frappe que les fruits à percevoir, et non les fruits perçus. Les créanciers du mari, pendant le mariage et avant la séparation de biens, et ceux de la femme, après la séparation de biens ou la dissolution du mariage, peuvent saisir les revenus dotaux. Ils sont nécessairement saisissables, étant entrés, par la perception ou l'échéance, dans le patrimoine du mari ou dans la partie disponible du patrimoine de la femme. (Aubry et Rau, V, p. 554. — Colmet de Santerre, VI, n° 226 bis, X. — Troplong, IV, n° 3287.)

Mais, avant l'échéance ou la perception des revenus, la situation des créanciers de la femme est toute différente.

En effet, la femme, s'étant dessaisie de ses revenus au profit du mari, n'a plus aucun droit sur eux, et, par suite, ses créanciers ne peuvent les frapper de saisie-arrêt pour n'importe quelle portion. Le mari pouvant, au contraire, en disposer à son gré, ses créanciers peuvent saisir la portion de ces revenus qui excède les besoins du ménage. (Cass., 24 août 1836, S. 36, 1, 913. — Poitiers, 20 février 1840, S. 40, 2, 171. — Cass., 15 mars 1853, S. 53, 1, 465. — Cass., 13 février 1884. D. P. 84, 1, 325.)

Cependant, si la séparation de biens venait à être prononcée, la situation des créanciers de la femme serait sensiblement modifiée. Une fois la séparation de biens prononcée, la femme dotale peut

disposer pour l'avenir de la portion des revenus dotaux qui excède les besoins du ménage ; il s'ensuit que les créanciers vis-à-vis desquels elle s'oblige depuis cette époque, peuvent saisir cette portion des revenus de la dot. Mais, par contre, ceux du mari n'ont plus de droits sur ces biens. (Cass., 27 février 1880, D. P. 80, 1, 431.)

Si la femme s'était engagée antérieurement à la séparation de biens envers d'autres créanciers, ceux-ci n'auraient pas d'action sur les revenus de la dot, même sur la portion excédant les besoins du ménage. Cette dernière solution a été qualifiée *d'hérésie certaine* par M. Marcadé (tome VI, art. 1554, IV et III), parce que la femme, reprenant par la séparation de biens l'administration et la jouissance de sa dot, acquiert le droit de disposer de l'excédent de ses revenus, et tous ses créanciers, à quelque date que leur titre remonte, ont le droit de saisir cet excédent. (Paris, 15 juillet 1856, D. P. 57, 2, 121. — Montpellier, 10 juillet 1860, D. P. 51, V, 167. — Troplong, tome IV, n° 3306.)

M. Guillouard a répondu victorieusement à ces objections.

« La femme dotale, dit-il, est incapable de s'obliger relativement à ses biens dotaux, et, pendant le mariage, elle est incapable d'engager, non seulement le principal, mais les revenus de la dot ; dès lors, les créanciers vis-à-vis desquels elle s'oblige n'ont action ni sur la dot ni sur les revenus de la dot.

Ce point est admis par tout le monde, tant que la séparation de biens n'est pas prononcée. Or, la séparation de biens, à notre avis, donne à la femme le pouvoir de disposer des revenus pour l'avenir, mais ne change en rien sa situation pour le passé, et ne modifie pas le droit de ses créanciers antérieurs. » (Guillouard, IV, n° 2084.)

Il est donc inadmissible que la séparation de biens se retourne contre la femme, en faveur de laquelle la loi l'a créée, en donnant à ses créanciers un droit de saisir sur les revenus dotaux, droit qu'ils n'avaient pas avant la séparation. Cette solution, bien loin de constituer une « *hérésie certaine* », est en complète harmonie avec les principes du régime dotal et la protection dont ce régime entoure la femme. Elle a été consacrée par un arrêt de la Cour suprême, statuant toutes chambres réunies, du 7 juin 1864. (D. P. 64, 1, 201. — Montélimar, 10 décembre 1868, S. 69, 2, 137. — Rodière et Pont, III, n° 1765. — Compar. Pau, 29 novembre 1879, D. P. 81, 2, 112.)

Si la femme s'était réservé, dans son contrat de mariage, le droit de toucher annuellement sur ses seules quittances une partie de ses revenus, cette portion serait de libre disposition, et pourrait être saisie par ses créanciers, même pendant le mariage et avant la séparation de biens, dans la mesure où elle n'est pas nécessaire aux besoins du ménage, parce que cette portion de revenus est destinée à faire face aux dépenses personnelles de la femme. (Aubry

et Ran, 5, § 538.— Cass. 13 janvier 1851, D. P. 51, 1, 84. — Cass. 17 mars 1856, D. P. 56, 4. 130.)

En résumé, on peut dire que les revenus non échus d'un bien dotal sont insaisissables en principe, mais que, par exception, ils peuvent être saisis même avant leur échéance, lorsqu'ils ne sont pas nécessaires aux besoins du ménage, pourvu toutefois que ce soit avant que la séparation ait été prononcée, si ce sont les créanciers du mari qui agissent, et, si ce sont ceux de la femme, que ce soit depuis cette époque et pour dettes contractées postérieurement à la séparation de biens. (Gazette des Tribunaux du 6 octobre 1898. — Paris, 3 mars 1898).

Certains auteurs ont cependant soutenu que les revenus dotaux étaient complètement insaisissables avant leur échéance, et cela pour deux raisons : 1° la jouissance des biens dotaux n'est le gage ni des créanciers du mari, car il ne les possède pas en son nom personnel, mais seulement comme chef de l'association conjugale, — ni des créanciers de la femme, car elle n'a pas le droit de contracter des engagements sur les revenus de biens dont la jouissance est aussi inaliénable (et par suite, aussi insaisissable) que la nue propriété ; 2° le but du régime dotal serait en partie manqué, si les créanciers des époux qui s'y sont soumis pouvaient saisir par avance les revenus destinés à les faire vivre, eux et leur famille.

L'insaisissabilité des revenus ne devrait cesser, d'après ces auteurs, qu'avec l'inaliénabilité elle-

même, dont elle est la conséquence, c'est-à-dire, dans les cas prévus par les articles 1555 et 1558 C. c., et quand la femme s'est obligée depuis la dissolution du mariage. (V. Garsonnet, III, § 545, 6.)

Nous reconnaissons que ces objections ne sont pas sans valeur ; mais, selon nous, M. Garsonnet n'a pas envisagé d'une manière absolument exacte la notion de l'insaisissabilité dotale. D'après lui, cette insaisissabilité aurait sa source dans le contrat de mariage. Cette idée est juste, mais il faut remarquer aussi que, si les époux peuvent ainsi stipuler l'insaisissabilité, c'est dans l'intérêt du mariage et des enfants. Par conséquent, c'est simplement dans cette mesure que les revenus doivent être insaisissables.

Avec la théorie de M. Garsonnet, il faudrait aller jusqu'à dire que les revenus échus sont insaisissables, puisque, par le contrat de mariage, on peut se constituer en dot tous les biens présents et à venir. L'éminent professeur n'admet pas cette dernière conséquence, ce qui prouve bien que son principe n'est pas absolument exact.

Une dernière question nous reste à examiner relativement aux revenus dotaux : c'est celle de savoir quels sont les droits des créanciers de la femme sur ces revenus après la dissolution du mariage.

Si leur titre est postérieur à la dissolution du mariage, les créanciers de la femme peuvent saisir la totalité des revenus de la femme, car les biens dotaux n'existent plus.

Au contraire, ceux dont le titre est antérieur à cette époque, quels qu'ils soient, n'ont action sur aucune partie de la dot, pas même sur la portion excédant les besoins de la famille. Cela est évident, si le titre est né avant la séparation de biens ; car, avant cette époque, la femme était incapable de s'obliger sur ses biens dotaux. Il en est encore de même si le titre est né postérieurement à la séparation de biens ; car, si, pendant la durée du mariage, la femme pouvait engager la portion des revenus dotaux excédant les besoins du ménage, c'est parce qu'elle avait recouvré l'administration et la jouissance de ses biens ; mais, lorsque cette administration vient à cesser à la dissolution du mariage, la dot doit se retrouver intacte, libérée de tout engagement antérieur.

« Le principe de l'inaliénabilité dotale, dit un arrêt de la Cour de Caen du 21 avril 1875, n'est respecté que si, à la fin de l'union matrimoniale, le fonds dotal rentre en la possession de la femme ou de ses héritiers, libre de toutes charges créées pendant le mariage. » (Caen, 21 avril 1875, D. P. 77, 2, 73. — Lyon-Caen, note 5, 75, 2, 281. — Cass., 24 août 1836, S. 36, 1, 913. — Paris, 28 août 1846, S. 47, 2, 161. — Douai, 27 juillet 1853, S. 54, 2, 181. — Aubry et Rau, 5, § 539.)

V. — BIENS COMPRIS DANS UN MAJORAT

La loi du 12 mai 1835 a interdit à l'avenir toute création de majorats (art. 1^{er}) ; mais il existe encore des

majorats *proprio motu*, sur lesquels l'État conserve indéfiniment les droits d'expectative qu'il s'est réservés par le décret du 1^{er} mars 1808 (art. 76), et des majorats sur biens particuliers qui, n'ayant pas été transmis à deux degrés successifs à partir du premier titulaire, et pouvant être recueillis par des personnes nées ou conçues avant la promulgation de la loi du 7 mai 1849, ne sont pas abolis par les articles 1^{er} et 2 de cette loi. (Garsonnet, 3, § 545.).

Nous n'avons pas à nous occuper ici du cas où les majorats sont exclusivement composés d'immeubles, mais seulement du cas où ils sont formés en partie de rentes sur l'État ou d'actions de la Banque de France immobilisées.

Ces actions ou rentes ne peuvent être ni engagées ni saisies (art. 140), et, de plus, il est fait chaque année une retenue d'un dixième sur la portion de revenu en provenant, et cette retenue est remplacée chaque année en rentes sur l'État ou en actions de la Banque de France, au profit du titulaire du majorat et des appelés après lui. (Art. 6.)

Quelle que soit la composition du majorat, la moitié des revenus est insaisissable ; l'autre moitié peut être déléguée pour les dettes privilégiées indiquées par l'article 2101 C. c. et les n^{os} 4 et 5 de l'article 2103 C. c. (Art. 51 et 52.)

Une ordonnance rendue en Conseil d'État sur la demande du titulaire, après l'avis de la Commission

du sceau des titres, serait nécessaire pour une délégation plus importante. (Art. 53.)

§ 2

Créances insaisissables d'une manière partielle ou relative

I. — TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS DE L'ÉTAT

L'intérêt des services publics devant prévaloir sur l'intérêt particulier, le législateur a été amené à limiter le droit de saisie sur les traitements dus par l'État aux fonctionnaires en activité de service. Aux termes de la loi du 21 ventôse an IX, « les traitements des fonctionnaires publics et employés civils sont saisissables jusqu'à concurrence du cinquième sur les premiers 1,000 fr., du quart sur les 5.000 fr. suivants, et du tiers sur la portion excédant 6.000 fr. à quelque somme qu'elle s'élève, et ce, jusqu'à l'entier acquittement de la créance. (Art. 1^{er}.)

Cette loi est applicable: aux employés salariés soit par le gouvernement, soit par les administrations publiques, par les départements et les communes, et notamment aux instituteurs communaux (décision de l'instruction publique, du 20 juin 1825 et 9 janvier 1836), aux employés de l'octroi (ordonnance du 9 décembre 1814), aux officiers de la garde nationale payés par la ville, aux employés des préfectures et sous-préfectures et des communes, aux receveurs municipaux.

Mais nous n'approuvons pas certaines décisions de jurisprudence qui ont considéré comme employés publics, et comme ayant droit en conséquence au bénéfice de l'article 580, le médecin d'un hospice et l'avocat d'une administration publique qui reçoivent un traitement fixe ; car ces sommes, ainsi que le remarque M. Chauveau, ne sont autre chose que des honoraires.

La loi du 12 janvier 1895 a quelque peu modifié certaines dispositions de la loi de ventôse an IX.

L'article 1^{er} de la loi de 1895 porte, en effet, que « les appointements ou traitements des employés ou commis et fonctionnaires ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 fr. par an ». Ce dixième se calcule sur le montant total du traitement, sans tenir compte de la retenue faite par l'État ou les administrations publiques pour versement à la caisse des retraites ; la quotité saisissable doit porter sur les remises aussi bien que sur le traitement fixe, de même que sur les indemnités de logement, mais non sur les prestations en nature ni les indemnités de déplacement.

Pour les traitements supérieurs à 2.000 fr., la loi de ventôse reprend son application. (V. paroles du rapporteur de la loi de 1895 au Sénat.)

Quelques difficultés se sont produites lors de la promulgation de la nouvelle loi, relativement aux saisies-arrêts en cours. On a généralement admis en doctrine que la loi de ventôse devait ou non s'appli-

quer, selon que la saisie-arrêt était validée ou ne l'était pas, mais la jurisprudence était un peu indécise. (S. 95, 2, 20.)

L'insaisissabilité est personnelle au fonctionnaire qui jouit de ce privilège, et cesse à sa mort : ses créanciers peuvent en conséquence saisir tout ce que l'État doit à sa succession.

Une opinion assez accréditée en doctrine et en jurisprudence prétend que la portion insaisissable du traitement des employés de l'État, ayant été déclarée telle dans leur intérêt et celui de leur famille, peut exceptionnellement être saisie pour cause d'aliments. (Bordeaux, 12 juillet 1880, D. P. 80, 2, 232. — Chauveau, IV, Q. 1990 *ter*. — Glasson, II, p. 251, note 1. — Rodière, II, p. 201.)

II. — PRODUITS DES BUREAUX DE TABAC

Aucune loi n'ayant déclaré insaisissables les produits des bureaux de tabac, on s'est demandé si on pouvait les considérer comme tels. Les considérations d'équité que l'on fait valoir pour soutenir l'insaisissabilité dans ce cas sont des plus sérieuses ; mais il ne faut pas oublier que les lois relatives à l'insaisissabilité sont de droit étroit, et doivent en conséquence s'interpréter restrictivement. Aussi la jurisprudence et la doctrine sont-elles très divisées sur cette matière. Certaines décisions judiciaires ont assimilé le prix de location d'un bureau de tabac aux

traitements des fonctionnaires (Villefranche, 27 avril 1877, D. P. 79, 3, 30) ; d'autres les ont considérés comme une pension alimentaire (Douai, 17 février 1890, D. P. 90, 2, 308) ; mais le contraire a été également jugé, et certains tribunaux ont validé des saisies-arrêts faites sur la totalité du prix de location. (Saint-Dié, 23 novembre 1864, D. P. 71, 5, 344. — Amiens, 27 novembre 1877, D. P. 78, 2, 9.) Ces dernières décisions nous paraissent préférables ; car il nous semble difficile de considérer comme traitements les produits des bureaux de tabac, qui servent bien plus souvent à récompenser les services rendus à des particuliers que ceux rendus à l'État.

III. — INDEMNITÉS ALLOUÉES AUX MEMBRES DES CORPS ÉLECTIFS

Ces indemnités sont saisissables pour la totalité, toutes les fois que les dispositions qui autorisent ces allocations ne leur ont pas attribué un caractère insaisissable. Il en est ainsi notamment de l'indemnité annuelle de 1.000 fr. allouée aux députés et sénateurs. (Loi du 15 mars 1849, art. 97, modificative de la loi du 10 juillet 1848. — Lois du 2 août 1875, art. 26, et du 30 novembre 1875, art. 17. — Doullens, 8 juillet 1870, D. P. 71, 3, 55.)

En 1898, M. Gauthier de Clagny a déposé à la Chambre des députés un projet de loi tendant à rendre insaisissables pour la totalité les allocations des députés et sénateurs.

L'indemnité votée par un conseil municipal à son maire pour frais de représentation est également saisissable. (Seine, 2 novembre 1893, D. P. 94, 2, 415.)

IV. — TRAITEMENTS DES MILITAIRES

Ces traitements, aux termes de la loi du 19 pluviôse an III, n'étaient saisissables que pour un cinquième; mais cette disposition doit être combinée avec la loi des 8 et 10 juillet 1791, qui a décidé que le traitement des militaires était complètement insaisissable quand il était inférieur à 600 fr.

Dans certains cas cependant, il peut être fait exception à ce principe, ainsi que cela résulte d'une circulaire du ministre de la guerre du 13 juillet 1806, qui décidait : « que les dispositions qui ont pour objet de laisser aux officiers poursuivis par des créanciers avides les moyens de tenir convenablement le rang où la confiance du gouvernement peut les placer, n'ôtent point au ministre de la guerre le droit d'exercer une discipline sévère sur les officiers que l'oubli de leur devoir porte à contracter des dettes que l'honneur désapprouve, ou à se faire un jeu de leurs engagements. Il avait donc été reconnu que, dans certains cas, le ministre peut ordonner une retenue plus forte que celle prescrite par la loi. »

L'ordonnance du 25 juillet 1839 n'a fait que confirmer ces dispositions.

La loi du 12 janvier 1895 a encore apporté de nouvelles modifications aux règles que nous venons d'exposer. Il résulte de ces textes combinés qu'aujourd'hui : 1° les traitements sont absolument insaisissables, s'ils sont inférieurs à 600 fr.; — 2° de 600 à 2.000 fr., ils ne sont saisissables que jusqu'à concurrence d'un dixième; — et 3° au-dessus de 2.000 fr., ils sont saisissables pour un cinquième; mais une plus forte retenue peut être opérée par le ministre ou même par le chef de corps pour dettes alimentaires.

Ces diverses règles ne s'appliquent qu'aux officiers; les traitements des sous-officiers et soldats sont complètement insaisissables. Nous croyons cependant que les primes de rengagement qui sont versées aux sous-officiers pourraient être saisies.

Les frais de représentation et de bureau, indemnités de déplacement et de rassemblement, frais de poste, gratifications d'entrée en campagne et de rassemblement, et indemnités pour perte d'effets et de chevaux sont également insaisissables. Il en est de même de la solde des prisonniers de guerre. (Lettre du ministre de la guerre du 28 mai 1808. — Décision du ministre de la guerre, 28 frimaire an XII. — Ord. 19 mars 1823, 13 mai 1818, 29 octobre 1820. — Règ., 21 novembre 1823 et janvier 1825. — Dalloz. Rép. v° *Organisation militaire*.)

La solde de réforme est insaisissable, excepté pour débet envers l'État ou les corps, et pour aliments

dans les cas prévus par les articles 203, 205 et 214 C. civ. (Loi du 9 mai 1834, art. 20.)

Des prescriptions analogues ont été édictées pour la gendarmerie: les dettes alimentaires sont payées à l'aide de retenues opérées par les chefs de légion. (Ord., 13 fév. 1839, art. 1^{er} et suivants, et D., 1^{er} mars 1854, art. 545 et 546.)

V. — TRAITEMENTS DES MATELOTS

Une ordonnance du 1^{er} novembre 1845 (art. 3) frappe également d'insaisissabilité les gages et salaires des matelots, à moins qu'il ne s'agisse de sommes dues pour loyers et subsistances. (Décret du 2 prairial an XI, art. 111, et ordonnance du 17 juillet 1816, art. 39.)

Cette ordonnance n'a pas été abrogée; mais l'insaisissabilité qu'elle édicte n'existe qu'au regard des habitants des villes maritimes et des localités comprises dans l'établissement maritime. (Cass., 27 décembre 1854, D. P. 55, 1, 56.)

Ces principes s'appliquent aux matelots et non aux capitaines de la marine marchande, pilotes et officiers marins (Aix, 3 juin 1829, Dal. Rép., v^o *Droit maritime*, n^o 359), ni aux salaires des pilotes côtiers. (Rouen, 25 mars 1859, D. P. 59, 2, 57. — Décret du 4 mars 1853.) Par contre, il a été décidé que la part revenant à un patron de bateau de pêche associé à l'armateur, doit être assimilée aux salaires des

marins, et se trouve dès lors frappée d'insaisissabilité. (Trib. de Saint-Nazaire, 25 juillet 1885, D. P. 87, 3, 32.)

VI. — TRAITEMENTS ET SALAIRES

Avant la loi du 12 janvier 1895, les traitements des employés ou commis d'administrations particulières et d'établissements privés, ainsi que les salaires des ouvriers étaient saisissables pour la totalité, bien qu'ayant un caractère alimentaire et quelle que fût leur modicité. La saisie pouvait même comprendre les traitements et salaires non échus. (Marseille, 24 janvier 1867, *Journal des Avoués*, tome 93, p. 472, et Rép., 22 novembre 1853, D. P. 53, 1, 331. — Caen, 21 janvier 1869, D. P. 74, 5, 440. — Bordeaux, 17 et 24 mars 1858, D. P. 59, 2, 6.)

Cependant, la jurisprudence avait tempéré cette rigueur en permettant au juge de limiter l'effet de la saisie à une partie du traitement ainsi arrêté, de façon à laisser au saisi les ressources absolument nécessaires à sa subsistance et à celle de sa famille. (Cass. 10 avril 1860, D. P. 60, 1, 166. — Cass. 29 mai 1878, D. P. 19, 1, 21.)

Cette jurisprudence s'était fixée dans les habitudes judiciaires ; elle avait été acceptée dans les sociétés et compagnies diverses, et était enfin devenue la règle universellement consacrée en pareille matière. Aussi le rapporteur de la loi nouvelle au

Sénat a-t-il pu s'exprimer ainsi: « Nous ne nous trouvons point en présence d'une nouvelle conception sociale; il s'agit au contraire d'une théorie qui remonte aux premiers jours de notre législation, et dont il importe toutefois de trouver la meilleure formule dans une sage réglementation : c'est en cela surtout que gît la difficulté. »

Sur ce point, d'ailleurs, les législations étrangères avaient été plus prévoyantes que la législation française. En Allemagne, la loi du 12 juin 1869 ; en Belgique, la loi du 12 août 1887 ; en Autriche, la loi du 26 mai 1888, s'étaient occupées du salaire des ouvriers pour les déclarer insaisissables dans des limites variées

Il restait au législateur français à fixer la quotité saisissable. L'article 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895 a décidé que les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quel que soit le montant de ces salaires, et que les appointements ou traitements des employés ou commis ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 francs par an. Il eût peut-être mieux valu fixer au dixième le maximum de la quotité saisissable, et permettre au juge de paix de réduire la saisie au-dessous de ce maximum, en tenant compte des ressources et des charges de famille du saisi.

Sur quoi doit porter le dixième saisissable fixé par la loi ?

Une distinction est établie à cet égard, suivant qu'il s'agit d'ouvriers et gens de service ou bien d'employés, commis ou fonctionnaires ; aussi importe-t-il de bien déterminer les personnes qui rentrent dans l'une ou l'autre catégorie.

Aujourd'hui, on doit entendre par ouvriers tous ceux qui rentrent dans la dénomination de gens de travail. Ceux qui, par exemple, travaillent chez un menuisier, un serrurier, les manouvriers, moissonneurs, vendangeurs, terrassiers, ouvriers de fabrique, tous ceux enfin qui, moyennant un salaire, se livrent à un travail corporel. Comme le dit fort bien Pabon, ce sont généralement ceux qui sont visés par l'article 1710 du Code civil. (Contrat de louage.)

Les gens de service que la loi permet de confondre avec les ouvriers, sont les attachés à la maison, ceux qui à proprement parler sont les domestiques.

Quant aux employés et commis, ce sont toutes les personnes titulaires d'un emploi sous la dépendance d'une autre personne. « L'employé, dit M. Pabon, se distingue de l'ouvrier ou de l'homme de service en ce que sa fonction exige, pour être convenablement exercée, plutôt de l'intelligence que du travail matériel, tandis qu'au contraire, la profession des ouvriers et gens de service est plutôt manuelle qu'intellectuelle. » (Pabon, Commentaire de la loi du 12 janvier 1895, n° 40.) Les fonctionnaires sont ceux qui sont rétribués par l'État ou une grande administration publique dépendant

directement ou indirectement de l'État, chemins de fer, etc.

Ce qui distingue les employés et fonctionnaires des ouvriers et gens de service, c'est que la loi du 12 janvier 1895 ne leur est applicable que si leur traitement ne dépasse pas 2.000 fr. par an.

En pratique, il est quelquefois difficile de connaître le montant du traitement, sinon pour les fonctionnaires, dont la rétribution est fixée par des lois et règlements particuliers, tout au moins pour les employés et commis. Dans ce cas, en effet, le patron, ému par un sentiment de compassion contraire à l'équité, pourra quelquefois s'entendre avec le débiteur pour faire une déclaration inexacte.

Le créancier peut alors contester la déclaration du tiers saisi par tous moyens de preuves.

L'article 1341 du C. civ. ne reçoit pas ici son application, qui est restreinte aux rapports des parties contractantes entre elles, mais ne concerne nullement leurs rapports avec les tiers. De plus, l'art. 1348 du C. civ. a en vue, non seulement l'impossibilité physique, mais encore l'impossibilité morale.

Quand il s'agit d'employés de commerce, l'art. 109 du C. com. est applicable.

Les gratifications, les primes, les indemnités de voyage, le supplément de travail hors des heures doivent être défatqués du traitement fixe des employés, commis et fonctionnaires. Il en est de même des indemnités de résidence, et en général de tout ce qui

échappe à un traitement fixe déterminé par avance dans un contrat, et qui peut du jour au lendemain être retiré par le caprice du patron.

Si le traitement est abaissé ou augmenté au cours de l'année, la compétence ne change pas pour les saisies faites antérieurement, mais il en est autrement pour les saisies consécutives.

Exceptions. — « L'article 3 de la loi nouvelle a apporté certaines exceptions au principe posé par l'article 1^{er}, en disposant que : « Les saisies faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 203, 205, 207, 214, 349 du Code civil ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent. »

Il suit de là que, pour le recouvrement de ces créances, la saisie peut atteindre la totalité du traitement ou salaire du débiteur. Mais il est bon de remarquer que l'article 3 est limitatif : les créanciers qui ont fourni des aliments au saisi ou à sa famille ne sauraient, en conséquence, prétendre saisir la totalité du traitement ou des salaires.

Nous croyons aussi que, même dans les cas prévus par l'art. 3, le débiteur d'une dette alimentaire ne saurait être privé de la totalité de ses salaires, et mis dans l'impossibilité de subvenir à ses plus stricts besoins. Il appartient donc, selon nous, au juge de réduire les effets d'une saisie-arrêt pratiquée pour obtenir paiement d'une pension alimentaire.

Il a été jugé dans un sens favorable à cette opinion, dans une espèce où il s'agissait d'une pension

alimentaire réciamée par une femme à son mari :
« Attendu, dit cette décision, qu'il y a lieu d'établir une distinction entre les deux causes de la saisie-arrêt ; qu'en ce qui concerne la pension alimentaire mensuelle, il ne nous appartient pas de restreindre la portée du titre dont se prévaut la créancière, et, par suite, d'infirmer une décision prise par un tribunal supérieur ; qu'en ce qui concerne les arrérages arriérés, il y a lieu de les considérer comme une créance ordinaire, pour le paiement de laquelle le juge peut accorder des délais en vertu de l'article 1244 du C. civ. (Justice de paix du 20^e arrondissement, Gazette des Tribunaux du 2 février 1899.)

Si un créancier alimentaire se trouve en concours avec un créancier ordinaire, ils doivent concourir au marc le franc sur le dixième saisissable, à moins toutefois que la première saisie ait été validée, auquel cas la somme appartient en entier au premier saisissant.

VII. — PENSIONS DUES PAR L'ÉTAT

Les pensions dues par l'État ont toujours été insaisissables. C'est ainsi que la déclaration royale du 7 janvier 1779(art. 12) portait que les successions et grâces viagères sur l'État ne peuvent être saisies ni cédées pour aucune cause ni raison quelconque.

La loi des 12 et 18 août 1792 autorisa cependant la saisie jusqu'à concurrence de moitié pour cause

d'entretien, de nourriture et de logement. La loi des 14 et 19 février 1792 art. 13 confirma cette exception.

Mais la loi du 22 floréal an VII réitéra la prohibition de saisir-arrêter les pensions dues par l'État pour quelque cause que ce fût. Le décret du 7 thermidor an X fit la même défense.

Les lois des 11 et 18 avril 1831 sur les pensions des armées de terre et de mer, et celle du 9 juin 1853 sur les pensions civiles ont modifié la législation antérieure.

α) Pensions militaires

Les pensions militaires et les arrérages sont incessibles et insaisissables, excepté en cas de débet envers l'État ou dans toutes les circonstances prévues par les articles 203 et 205 C. civ. « Dans ces deux cas, les pensions militaires sont passibles de retenues, qui ne peuvent excéder le cinquième de leur montant pour cause de débet et le tiers pour aliments. » (Art. 28 de la loi du 11 avril 1831 et 30 de la loi du 18 avril 1831.)

Ces lois ne sont pas limitatives, et la jurisprudence, ainsi que certains décrets postérieurs, décident que la saisie est également permise dans le cas des art. 206, 207 et 214 C. civ. (V. : ord. du 31 mai 1838; — Toulouse, 18 janvier 1840, Dall., Rép., v^o *Pension*, n^o 204, et Paris, 26 juillet 1847, D. P. 47, 2, 151; — Rennes, 26 avril 1893, D. P. 94, 2, 317. — *Contra* : Cass., 24 décembre 1883, D. P. 84, 1, 196.)

On procède pour cela par voie de saisie-arrêt entre les mains du trésorier ; mais, si le titulaire était pensionnaire à l'Hôtel des Invalides, il faudrait s'adresser au ministre. (Avis du Conseil d'État, 11 janvier 1818.)

b) Pensions civiles

Les pensions sont également insaisissables en principe ; mais elles peuvent être saisies jusqu'à concurrence d'un cinquième pour débet envers l'État ou pour des créances privilégiées, aux termes de l'article 2101 C. civ., et d'un tiers dans les circonstances prévues dans les articles 203, 205, 206, 207 et 214 du même Code. (Art. 26, loi du 9 juin 1853.)

Quand il y a concours entre ces divers créanciers, la portion insaisissable se trouve réduite aux sept quinzièmes. (Roger, 307.)

S'il y a concours simplement entre les créanciers privilégiés et les créanciers de l'État, ils sont payés au marc le franc sur le cinquième disponible.

Sauf dans les cas spécifiés dans l'article 26 de la loi du 9 juin 1853, les pensions ne peuvent jamais être saisies, même pour dettes alimentaires ou pour loyer d'habitation (Paris, 26 juillet 1847, D. P. 47, 2, 151), ni pour sûreté de la pension alimentaire due à une femme divorcée. (Trib. Seine, 24 décembre 1873. — Dal., Rép. Sup. v° *Pension*, n° 287.)

Observations communes à toutes les pensions

La rente viagère de 100 fr. attachée à la médaille militaire est complètement insaisissable. (Décret du 29 février 1852, art. 3.)

Il en est de même des pensions servies aux victimes des journées de juin 1848 et du 2 décembre 1852, et des rentes viagères sur les caisses d'assurances contre les accidents. (Loi du 13 juin 1850, art. 9. — Loi du 11 juillet 1868, art. 13. — Loi du 29 décembre 1884.)

Les pensions servies par la caisse des retraites ou des rentes viagères pour la vieillesse le sont jusqu'à concurrence de 360 fr. (Loi du 18 juin 1850, art. 5.)

L'indemnité des colons de Saint-Domingue n'est saisissable que pour le dixième du capital de leur créance. (Loi du 30 avril 1826, art. 9.)

L'insaisissabilité totale ou partielle cesse toujours à la mort du titulaire de la pension, et les arrérages échus peuvent être frappés de saisie-arrêt au préjudice des héritiers. (Arrêté du 7 thermidor an X, article 9.)

VIII. — SOMMES ET PENSIONS AYANT UN CARACTÈRE ALIMENTAIRE

La jurisprudence paraît aujourd'hui fixée en faveur de l'insaisissabilité totale ou partielle, suivant les cas, de toute créance qui présente un caractère alimentaire, quelle que soit son origine. C'est ainsi que,

même avant la loi du 12 janvier 1895, la jurisprudence considérait déjà comme insaisissables les salaires et traitements des ouvriers et employés, précisément à cause de leur caractère alimentaire. (Règ., 29 mai 1878, D. P. 79, 1, 21. — Bordeaux, 11 mars 1892, D. P. 92, 2, 595.)

Ces créances, à cause de l'analogie qu'elles présentent avec celles dont il est question dans l'article 581 C. pr. civ., ont été assimilées à ces dernières et soumises aux mêmes règles, avec cette différence toutefois, comme le remarque fort justement M. Garsonnet, que les sommes données ou léguées ne peuvent entamer la quotité disponible, tandis que les sommes et pensions pour aliments, quelle que soit la façon dont elles sont constituées (à titre onéreux ou gratuit) ne sont pas soumises à cette limitation.

Leur insaisissabilité ne vient pas en effet de la volonté du constituant, mais de la loi, qui n'est pas tenue d'avoir égard aux droits des héritiers réservataires.

Le pouvoir très large d'appréciation qu'a le juge en pareille matière, et le droit qu'il a de restreindre l'insaisissabilité à ce qu'exigent les besoins du saisi, corrigent suffisamment ce qu'a d'excessif en apparence l'opinion que nous venons de formuler.

Quelles sont les principales applications que la jurisprudence a faites de cette théorie ?

C'est surtout relativement aux pensions viagères dues, à titre d'indemnité, aux ouvriers victimes d'un

accident de travail, et aux pensions de retraite faites par les particuliers ou les administrations privées à leurs employés ou commis, que les tribunaux ont appliqué le plus fréquemment la théorie que nous avons exposée.

« Attendu, dit un arrêt de Caen, que la somme de 2.000 fr. (saisie-arrêtée) a été allouée à Boulanger pour lui fournir des aliments, qu'il ne pourrait plus se procurer complètement par son travail ; qu'en effet, il est constaté que, par suite de l'accident, Boulanger est devenu infirme ; que son aptitude au travail a singulièrement diminué ; que, par suite, il lui est dû une indemnité :

« Attendu qu'aux termes des articles 580 et 581 C. pr. civ., les sommes et pensions pour aliments sont insaisissables ; que cette disposition ne s'applique pas seulement aux sommes et pensions allouées pour aliments par donation ou testament, mais à toutes les sommes et pensions ayant un caractère alimentaire. » (Caen, 19 juin 1893, D. P. 94, 2, 318.)

Il a également été décidé qu'une pension de retraite accordée par une caisse communale peut être déclarée insaisissable, lorsqu'il résulte des circonstances qu'elle a un caractère alimentaire. (Lyon, 21 août 1883, *La Loi* du 18 décembre 1883.)

Le Tribunal de la Seine, dans un jugement récent, a de nouveau posé en principe que les pensions de retraite accordées à leurs employés par les compagnies ou les particuliers, étant constituées par

les retenues opérées sur les salaires, constituent de véritables contrats à titre onéreux, et non des donations que le donateur puisse déclarer insaisissables. Toutefois, il appartient aux tribunaux d'apprécier le caractère alimentaire desdites pensions, eu égard aux besoins du retraité.

En conséquence, s'il est établi que ce retraité n'a pas d'autres moyens d'existence, il peut être fait application des articles 581 et 582 C. pr. civ., et décidé que la pension de retraite ne peut être saisie. (Trib. civil de la Seine, 28 juin 1898, Gazette des Tribunaux du 16 novembre 1898.)

Nous ne pouvons qu'approuver cette jurisprudence.

Quel est, en effet, le caractère juridique de ces pensions ?

Si elles constituent des libéralités, nul doute qu'elles ne puissent être déclarées insaisissables à l'égard des tiers par les compagnies, non dans le cas contraire, c'est-à-dire si elles constituent des actes à titre onéreux. (Art. 1984 C. c., et 581, § 3, C. c.)

Il n'est pas douteux que, pour les employés qui en bénéficient, ces pensions ne sont pas des libéralités. Les employés ont des droits acquis sur ces pensions, qui sont en partie constituées à l'aide de retenues faites sur leurs salaires. Ce droit est proclamé par l'article 1780 C. c.

Le contrat qui intervient entre les employés et les compagnies peut être considéré comme un louage

d'ouvrage, avec constitution éventuelle de rente viagère au bout d'un certain temps. Ces rentes sont en principe saisissables, mais il appartient aux tribunaux de les rendre insaisissables en leur donnant en tout ou en partie un caractère alimentaire.

Une dernière question nous reste à examiner, celle de savoir si l'insaisissabilité s'étend seulement aux arrérages dus au moment de la saisie, ou bien s'étend aussi aux arrérages déjà payés à ce moment.

La question peut se poser quand ces arrérages ont été touchés pour le compte du saisi par un tiers. Il nous semble qu'il faut ici faire une distinction. Si le tiers est un simple dépositaire qui devra restituer les sommes touchées à la première réquisition, on ne peut pratiquer de saisie-arrêt entre ses mains ; car le fait d'avoir été touchées par une autre personne que le titulaire, n'enlève pas à la pension son caractère alimentaire.

Mais il devrait en être autrement si le tiers gardait ce qu'il a touché à titre de prêt. Le caractère de ces sommes, par suite du contrat intervenu entre les parties, se serait transformé ; il devrait être considéré comme un capital ordinaire, et, par suite, serait susceptible de saisie.

Il ne faut pas confondre les créances alimentaires dont nous venons de parler avec les sommes données ou léguées dont il est question à l'article 581, et dont nous parlerons plus loin.

SECTION III

Provisions alimentaires adjugées par justice

Les provisions alimentaires sont les seules créances ou rentes que les tribunaux peuvent déclarer insaisissables (art. 581, § 2 C. pr. c.) ; et encore cette insaisissabilité n'est pas absolue, puisque, ainsi que nous le verrons plus loin, l'article 582 C. p. c. permet de les saisir pour cause d'aliments.

Les auteurs ne sont pas d'accord sur le sens de cette expression : *provisions alimentaires adjugées par justice*.

D'après M. Duranton, tome 2, n° 393, il faudrait entendre par ces mots, « non seulement les provisions accordées à titre provisoire, comme au cas de séparation de corps, mais encore les pensions alimentaires allouées par les tribunaux ».

Cette opinion n'a pas prévalu, et la majorité des auteurs et la jurisprudence ont adopté une autre solution. « Nous croyons, dit M. Roger, qu'une provision est bien distincte d'une pension alimentaire, lors même que l'une et l'autre auraient été adjugées par justice. La provision est accordée en attendant l'issue d'un procès ; elle n'est adjugée que par une condamnation provisoire ; il n'en est pas toujours de même de la pension. Quelquefois, il est vrai, une pension n'est allouée que provisoirement et jusqu'à

la fin du litige ; souvent même, elle est accordée en même temps que la provision, comme, par exemple, lorsqu'un tribunal adjuge à une femme demanderesse en séparation de corps une pension provisoire pour vivre, et une provision pour faire face aux frais du procès. (Art. 268 et 269 C. c.)

« Mais il n'en est pas moins vrai qu'ordinairement, il y a cette différence caractéristique entre la provision et la pension adjugée par justice : c'est que la première n'a qu'une durée provisoire, et qu'elle ne préjuge rien pour l'avenir, tandis que la seconde offre un caractère permanent et définitif, sauf changement de fortune des parties. » (Roger, n° 341.)

Cette question d'interprétation a un grand intérêt pratique ; car, si l'on admet que les provisions ne doivent pas être mises sur le même rang que les pensions alimentaires, on en arrive à cette conséquence qu'elles ne sont saisissables que pour aliments, tandis que les pensions alimentaires peuvent l'être, en vertu d'une permission du juge, par tout créancier postérieur au jugement qui les a accordées. (Trib. Rouen, 29 décembre 1849, S. 50, 3, 580. — Bordeaux, 30 janvier 1854. — Cass. req., 13 décembre 1827, Dal. Rép., v° *Mariage*, n° 704. — Rouen, 9 avril 1850, D. P. 50, 2, 137. — Roger, n° 341. — Bioche, n° 81.)

La solution admise par la jurisprudence et la majorité des auteurs nous paraît plus exacte que celle qui est défendue par M. Duranton ; car il est

certain qu'on ne peut confondre les expressions provisions et pensions alimentaires. Mais, à notre avis, on peut faire une objection grave à la théorie de la jurisprudence. En effet, aucun texte ne déclare insaisissables les pensions alimentaires adjudgées par justice : l'article 580 C. pr. c. a trait simplement aux pensions dues par l'État ; l'article 581 § 4, qui parle des pensions alimentaires, ne vise qu'à celles qui proviennent de donations ou de testaments. Enfin, l'article 582 C.p.c. lui-même ne fait aucune allusion à ces sortes de pensions. Or, comme il ne peut y avoir d'insaisissabilité sans texte, les pensions alimentaires adjudgées par justice devraient, semble-t-il, être saisissables, à moins de les assimiler, par analogie, aux pensions alimentaires données ou léguées ; car, en somme, les pensions alimentaires adjudgées par les tribunaux sont des libéralités forcées, imposées à une personne au profit d'une autre.

L'insaisissabilité dont sont frappées les provisions alimentaires s'étend aux arrérages échus, et non payés au moment où l'on veut pratiquer la saisie. (Chauveau, n° 1989.) Mais il en serait autrement si le titulaire venait à décéder avant que le paiement en ait été effectué. (Dutruc, *Formulaire annoté*, p. 465, n° 57. — Boulet et Dubouloz, *Code de la saisie-arrêt*, n° 211.) Ces derniers auteurs citent comme ayant admis cette solution deux arrêts, l'un de cassation du 27 avril 1824, et l'autre de Bordeaux du 30 janvier 1854.)

La jurisprudence considère également comme insaisissable, comme constituant l'équivalent des secours alimentaires qu'ils étaient en droit d'attendre de leur enfant, la rente viagère allouée à un père et à une mère, à titre de dommages-intérêts, en réparation du préjudice à eux causé par la mort de leur enfant majeur, à la suite d'un accident occasionné par le fait d'un tiers. (Lyon, 18 mars 1864, S. V. 65, 2, 258.)

Après avoir déclaré que les pensions alimentaires étaient en principe insaisissables, le législateur a apporté une restriction à cette règle en décidant, dans l'article 582 C. p. c., qu'elles pouvaient être saisies pour cause d'aliments, ce qui peut avoir lieu dans les deux hypothèses suivantes :

1° Quand la provision est saisie par un créancier qui aurait lui-même fourni des aliments au débiteur ; et 2° quand la provision est saisie par une des personnes auxquelles celui qui l'a obtenue doit lui-même des aliments.

Nous allons examiner successivement chacun de ces cas.

PREMIER CAS. — *Les provisions alimentaires peuvent, disons-nous, être saisies indistinctement par tous les créanciers qui ont fourni des aliments, soit avant, soit depuis le jugement qui a adjugé la provision.*

D'après le projet présenté par le Tribunat, les créanciers postérieurs au jugement devaient seuls avoir ce droit. « La section, lit-on dans ces observa-

tions, croit qu'en ne peut refuser à des créanciers la faculté de saisir les provisions alimentaires adjudgées par justice, lorsque leur cause est fondée sur des aliments qu'ils ont fournis *postérieurement* au jugement. Dans ce cas, les créanciers n'ont agi qu'en vue des ressources qui étaient accordées à leur débiteur, et leur distribuer la pension alimentaire, c'est remplir sa véritable destination. Elle propose donc d'ajouter à l'art. 609 (actuellement 582) un paragraphe qui serait ainsi conçu : « Et à l'égard des objets mentionnés au deuxième paragraphe (de l'art. 581), ils ne pourront être saisis que pour cause d'aliments fournis postérieurement au jugement. »

« Ces observations, dit Locré, ont fait ajouter la disposition de l'article 582. » Mais cela n'explique pas pourquoi elle n'a pas été ajoutée en entier. Quoi qu'il en soit, il n'est pas possible, en l'absence d'un texte, de faire ici la distinction proposée par le Tribunat, et, en conséquence, la saisie est permise à tous les créanciers pour aliments; et, par aliments, il faut entendre, non seulement la nourriture, mais encore le vêtement, le logement, les médicaments, les honoraires des médecins et des chirurgiens, en un mot tout ce qui est nécessaire à la vie du débiteur et de sa famille. (Carré ; Q. 1986, et Pigeau, tome 2, p. 48.)

Du reste, il faut concilier ce qui vient d'être dit avec les dispositions de l'art. 2101 C. c. Cette faculté, accordée aux fournisseurs par l'article 582 C. p. c.,

ne doit pas être étendue aux fournitures remontant à plus de six mois ou un an, selon les circonstances. Le privilège étant alors éteint, et même, dans certains cas, la dette prescrite, ce serait favoriser la fraude qu'autoriser une saisie dans de semblables conditions.

DEUXIÈME CAS. — *Les pensions alimentaires peuvent encore être saisies par une des personnes auxquelles ceux qui les ont obtenues doivent eux-mêmes des aliments, aux termes des art. 203 et suivants du Code civil.*

Le juge doit en effet, dans l'allocation de la pension et pour en fixer le montant, apprécier, non seulement les besoins personnels de celui qui demande la provision alimentaire, mais encore les besoins des personnes à la subsistance desquelles il était obligé de pourvoir.

On a cependant contesté cette solution, et prétendu que les provisions alimentaires ne pouvaient être saisies que par les créanciers qui avaient fourni des aliments, mais non par ceux qui étaient en droit d'en réclamer.

M. Roger prétend qu'il résulte de la discussion législative que l'art. 582 C. p. c. doit être entendu en ce dernier sens, et il invoque à l'appui de sa thèse l'article 593 C. p. c.

Cet article, placé au titre de la saisie-exécution, c'est-à-dire dans une espèce analogue, explique en effet ce qu'il faut entendre par aliments, et ne parle que de ceux qui sont fournis à la partie saisie.

Ces arguments, nous sommes obligé de le reconnaître, ne sont pas sans valeur, mais ils ne sont pas irréfutables.

L'expression «pour cause d'aliments» employée par l'article 582 C. p. c., à raison de la forme vague dans laquelle elle est conçue, peut très bien s'appliquer aux créances alimentaires dont il est question dans les articles 203 et suivants du Code civil.

Quant à l'argument tiré de l'article 593 C. p. c., il ne nous paraît rien moins que concluant, parce que les espèces ne sont pas absolument les mêmes; et, en outre, on peut lui opposer une autre disposition législative qui, dans un cas se rapprochant beaucoup plus de celui dont nous nous occupons, a tranché la question dans le sens de notre opinion: nous voulons parler de l'article 5 de la loi du 12 janvier 1895.

Cet article décide en effet que : « les saisies faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent. » En d'autres termes, dans les cas prévus par cet article, on peut, par exception, saisir sans aucune restriction les salaires des ouvriers et gens de service, qui ne sont ordinairement saisissables que jusqu'à concurrence du dixième. Cela prouve d'une manière évidente que le législateur attache à ces sortes de créances des avantages tout particuliers.

Il nous reste maintenant à rechercher quelle est la portée de la disposition de l'article 582 C. p. c. en

ce qui concerne les provisions alimentaires, ou, plus exactement, à déterminer les limites dans lesquelles la saisie peut s'exercer.

D'après M. Rodière, c'est un point laissé à l'appréciation des tribunaux; car, dit-il, « si l'article 582 ne le dit pas expressément, c'est bien certainement dans l'esprit de la loi, et il faudra toujours combiner les choses de manière que le débiteur ne soit pas exposé à mourir de faim. » (Rodière, *Dictionnaire de procédure*, tome 2, p. 200.)

Ce motif nous paraît légitime et conforme à l'esprit de la loi, mais cependant aucun texte ne donne ce pouvoir au juge. Nous croyons que les provisions alimentaires peuvent être saisies pour la totalité et sans permission du juge. En effet, après avoir permis de les saisir pour aliments, l'article 582 n'ajoute pas, comme pour les objets compris dans sa seconde partie, que la saisie n'aura lieu qu'en vertu de la permission du juge et pour la portion qu'il déterminera.

Le législateur a donc entendu établir une différence entre les provisions alimentaires et les sommes données ou léguées, et, la quotité saisissable ne pouvant être déterminée, il faut en conclure qu'elles peuvent être saisies en totalité.

La différence qui est ainsi faite entre ces diverses espèces de créances peut d'ailleurs s'expliquer. « Elle est fondée, dit M. Roger, sur ce que les créances d'aliments méritent plus de faveur que toutes les créances contre un donataire ou un légataire, et sur

ce que, dans l'ancien droit, les provisions alimentaires pouvaient être saisies en totalité et sans permission.» (Roger, n° 343. — Dans le même sens : Chauveau, n°s 1989 et 1986 *ter*; — Bioche, n° 70; — Dal. Rép. v° *Saisie-arrêt*, n° 186; — Cass. req. D. P. 75,1,360.)

TROISIÈME CAS. — *Frais pour obtenir la provision alimentaire.*

La jurisprudence a quelquefois décidé qu'on pouvait saisir une pension alimentaire adjugée par justice pour les frais faits pour obtenir cette pension. (Trib. Seine, 6 octobre 1828. — Dal., Rép. v° *Saisie-arrêt*, n° 184.) Mais cette solution n'a pas été admise par tous les auteurs, et beaucoup d'entre eux la considèrent comme contraire aux vrais principes. L'article 582 du C. p. c. ne vise qu'un cas, celui où la saisie est faite pour cause d'aliments, et on ne peut l'étendre à d'autres hypothèses, car il s'agit d'une exception. (Roger, n° 346, — et Paris, 8 juillet 1836, Dal., Rép. v° *Mariage*, n° 703.)

Malgré cette objection, nous croyons que la première solution est conforme aux principes, et elle nous paraît d'ailleurs fondée en équité; « Quoi de plus juste, dit M. Dalloz, que d'obliger celui qui jouit de la pension alimentaire à rembourser les avances sans lesquelles cette pension n'eût pas été obtenue ? » (Dall., Rép., v° *Saisie-arrêt*, n° 184.)

On peut ajouter que, sans les frais avancés par l'avoué, les aliments n'auraient pas été obtenus ; or, l'article 2101, § 1^{er}, C. c. n'accorde-t-il pas, pour les

frais de justice, un privilège préférable à celui que le même article 2101, § 5, accorde aux fournisseurs d'aliments? De plus, ces frais ont eu pour résultat, non seulement la conservation (art. 2102, § 3, C. c.), mais sa création, et, à ce titre, ils doivent être considérés comme l'accessoire de cette chose même, participant à sa nature, et devant être remboursés sur elle-même. On ne peut donc qu'approuver la solution admise par le jugement du Tribunal de la Seine que nous avons déjà cité, ainsi que les motifs qu'il donnait pour la justifier. « Attendu, disait ce jugement, que les frais réclamés ont été faits pour obtenir la pension alimentaire, et que sans eux elle n'eût pas existé; que, dès lors, ils ont le caractère de privilège prononcé par la loi. » (Trib. Seine, 6 octobre 1828.)

La Cour de Toulouse a également décidé que les sommes accordées à une veuve pour son année de deuil, ont le caractère d'une provision alimentaire, et doivent, par suite, être déclarées insaisissables. (Toulouse, 20 juillet 1822, S. 23, 2, 8.)

Remarquons aussi, avant de terminer, que, si le débiteur mourait avant d'avoir touché la provision à lui adjugée, cette provision cesserait d'être insaisissable; car la qualité d'insaisissabilité constitue une sorte de privilège, et ne doit exister qu'en faveur de celui pour qui elle a été déclarée.

SECTION IV

Créances qui peuvent être déclarées insaisissables par la volonté de l'homme

§ 1^{er}

Créances ou rentes données ou léguées sous condition d'insaisissabilité

La liberté absolue des conventions étant un principe fondamental de notre droit, toute personne devrait pouvoir disposer de ses biens comme elle l'entend, et sous les conditions qui lui conviennent. Mais le principe que nous venons de signaler ne peut recevoir son application que sous la condition que la convention ne nuira point aux tiers.

C'est en vertu de ces deux idées que le législateur a permis, dans certains cas et sous certaines conditions seulement, de déclarer insaisissables les créances ou les rentes.

Les quelques textes qui autorisent cette dérogation au principe de l'article 2092 C. c. supposent tous que la disposition à laquelle est attachée une clause d'insaisissabilité, est une disposition à titre gratuit. (Art. 1981 C. c., et 581 et 582 C. pr. c.)

Le donateur ou le testateur seuls peuvent, en effet, déclarer insaisissable le bien qu'ils transmettent, sans

léser les droits des tiers, parce que les créanciers du donataire ou du légataire n'avaient, avant l'acte, aucun droit sur les biens objet de la libéralité, et leur gage ne se trouve, par suite, ni augmenté ni diminué, quand des créances ou des rentes passent insaisissables entre les mains de leur débiteur.

On ne peut, d'autre part, au point de vue économique, faire à l'insaisissabilité les mêmes reproches qu'à l'inaliénabilité ; car, à la différence de celle-ci, elle ne met pas hors du commerce les biens qu'elle grève : ces biens, tout en étant soustraits à la mainmise des créanciers, peuvent être transmis volontairement par celui qui les possède.

Aussi doit-on approuver le législateur d'avoir, dans les articles 581 du C. p. c. et 1981 du C. civ., autorisé les clauses de cette nature lorsqu'il s'agit de dispositions à titre gratuit.

Il faut encore, pour que la clause d'insaisissabilité soit valable, que les créances ou les rentes ainsi grevées, transmises sous cette condition, soient disponibles.

En d'autres termes, disait M. Favard : « L'affranchissement que la loi prononce ne peut jamais porter sur la réserve légale déterminée par l'article 913 du C. civ. ; quant à la portion réservée par la loi, si elle est comprise dans la donation, les créanciers du donataire pourront la saisir, parce qu'elle ne lui vient pas de la disposition de l'homme, mais de celle de la loi. » (Rapport de M. Favart au Corps législatif.)

Cette restriction apportée par l'art 581, § 3, à la faculté qui est accordée au donateur ou au testateur de disposer de leurs biens comme ils l'entendent, est parfaitement juste ; car, quand il s'agit de la quotité disponible, ils sont libres de donner ou de ne pas donner, et peuvent en conséquence subordonner leur libéralité aux conditions qui leur conviennent. — Il n'en est plus de même quand il s'agit de la réserve, qu'ils sont obligés de transmettre intégralement à leurs héritiers : leur situation est totalement différente, et le droit absolu de disposition que la loi leur accorde dans le premier cas n'a plus ici de raison d'être.

Deux conditions sont donc requises, au point de vue du fond, pour que la clause d'insaisissabilité soit valable ; il faut : 1° que la créance ou la rente transmises soient disponibles, et 2° qu'elles constituent une libéralité.

Il nous reste maintenant à déterminer la portée de la clause qui déclare insaisissables les créances données ou léguées.

La disposition de l'article 581, § 3, C. pr. civ. ne peut pas être invoquée d'une manière absolue par le donataire ou le légataire. D'une part, en effet, l'article 582 C. pr. civ. en limite la portée, lorsqu'il déclare que les biens déclarés insaisissables pourront être saisis par les créanciers postérieurs à la donation ou à l'ouverture du legs.

D'autre part, d'après une doctrine et une jurisprudence constantes, l'insaisissabilité est personnelle au

donataire ou au légataire seuls, et ne profite pas à leurs héritiers.

Examinons successivement ces deux propositions.

La différence de situation qui est faite aux créanciers antérieurs et postérieurs à la donation ou à l'ouverture du legs se conçoit fort bien. En effet, au moment où les créanciers antérieurs ont traité avec leur débiteur, la créance ou la rente donnée ou léguée n'étant pas encore dans le patrimoine de ce dernier, ils ne peuvent pas dire qu'ils ont traité dans l'espérance d'être payés sur ces objets ; ils n'éprouvent donc aucun préjudice.

Le plus souvent, d'ailleurs, c'est pour les prêts et fournitures qu'ils ont faits à leur débiteur et la facilité qu'ils ont eue à contracter avec lui que ce dernier a dissipé son patrimoine, et que ses parents et amis se portent à lui donner pour le préserver de la misère.

Quant aux créanciers postérieurs, leur situation est bien différente. La loi a considéré avec juste raison que ces créanciers, voyant leur débiteur jouir d'un certain revenu et ignorant l'insaisissabilité, ont pu traiter avec lui d'après l'état de fortune que supposait ce revenu, et qu'il n'était pas juste qu'ils souffrissent de ce que ce débiteur, abusant de leur ignorance, a excédé les limites de ses ressources.

L'article 582 C. pr. civ. leur permet, en conséquence, de saisir les rentes ou créances données ou léguées avec cause d'insaisissabilité ; mais il ne leur accorde cette faculté que sous certaines conditions.

Ces créanciers doivent, en effet, avant de pratiquer la saisie, obtenir la permission du juge et faire déterminer par lui la quotité saisissable. Cette limitation aux droits ordinaires des créanciers a été établie en vue de les empêcher d'abuser de la faculté de saisir.

Avant d'accorder cette autorisation, le juge doit peser les circonstances ; il doit se guider d'après le plus ou moins de bonne foi du débiteur, son âge, sa situation, etc., et favoriser les créanciers de bonne foi plus que ceux qui, par leurs prêts ou fournitures excessifs, ont facilité au débiteur les moyens de se ruiner.

Dans certains cas où la situation des créanciers est particulièrement intéressante, s'il s'agit, par exemple, d'une créance alimentaire, beaucoup d'auteurs admettent que la saisie peut alors être faite sans autorisation du juge. Ils fondent leur opinion, d'abord sur l'article 582, § 1^{er} C.pr. civ., qui permet de saisir sans autorisation préalable les provisions alimentaires adjudgées par justice, et aussi sur ces paroles du Tribunal Favard : « Le n° 3 de cet article (581) contient une disposition nouvelle, et qui paraît d'abord nuisible aux créanciers du donataire ou légataire ; mais elle se trouve modifiée par l'article suivant, qui veut que les sommes et objets disponibles déclarés insaisissables par le donateur, puissent être saisis, *d'abord pour aliments*, et ensuite par tous créanciers postérieurs à la donation, pourvu qu'ils aient la permission du juge. »

Si donc, disent ces auteurs, les provisions ali-

mentaires, chose la plus insaisissable aux yeux de la loi, puisqu'elles ne peuvent être saisies que pour aliments, peuvent l'être néanmoins pour cette cause en totalité et sans permission du juge ; il serait dès lors contradictoire que des objets moins favorisés, puisqu'ils sont exposés à être saisis avec certaine limitation pour toutes espèces de créances, jouissent néanmoins, à l'égard des créances pour aliments, d'une immunité dont les autres ne jouissent pas. (Cass., 18 janvier 1875, D. P. 75, 1, 360.)

Nous nous rattachons complètement à cette opinion, qui d'ailleurs n'est guère combattue que par M. Bioche. (*Dictionnaire de procédure civile*, v^o *Saisie-arrêt*, n^o 80.)

Le juge compétent pour donner cette autorisation est le président du tribunal du saisi, du moins d'après l'opinion la plus généralement suivie. (Bioche, n^o 77, et Chauveau, 1988.) Quelques auteurs déclarent cependant que le président du tribunal du tiers saisi est également compétent, comme dans le cas de l'art. 558 C. pr. civ. « Mais, comme le fait justement remarquer M. Garsonnet, il y a ici une question d'humanité dont le président du tribunal du domicile du débiteur sera meilleur juge qu'un magistrat plus éloigné ; il en est autrement dans le cas de l'art. 558, qui accorde le droit d'autoriser une saisie-arrêt au président du domicile du tiers saisi comme à celui du tribunal du domicile du débiteur saisi. » Garsonnet, t. III, n^o 446.)

Le juge peut entendre le débiteur avant de prendre une détermination. — La permission qu'il donne n'est d'ailleurs que provisoire et à charge d'en référer en cas de difficulté, et sauf l'appréciation ultérieure du tribunal. (Dal., *Rép.*, v° *Saisie-arrêt*, n° 191.) La fixation provisoire peut en effet être soumise à l'appréciation du tribunal (Cass., 15 février 1825, S. V., 25, 1, 291), qui n'est pas lié par cette mesure quand il prononce sur le mérite et l'étendue de la saisie. Il a cependant été jugé que le tribunal appelé à statuer sur la validité ne peut étendre les effets de la saisie au delà de l'ordonnance. (Paris, 19 décembre 1883.)

Les voies de recours ne sont pas admises contre la décision du président, parce que c'est un acte de juridiction gracieuse. C'est à son pouvoir discrétionnaire qu'on s'est adressé ; or, ce pouvoir est absolu et sans contrôle, et, en conséquence, il n'est même pas tenu de constater les motifs de son refus.

Enfin, d'après certains auteurs, la permission du juge ne peut être retirée, mais peut être accordée après avoir été refusée. (Roger, n° 366, et Dal. *Rép.*, v° *Saisie-arrêt*, n° 191.)

Elle ne profite, dit Bioche, n° 37, qu'à celui des créanciers qui l'a obtenue, et, au cas où elle aurait été accordée à plusieurs créanciers, ils concourent tous au marc le franc.

Il nous reste maintenant à examiner si l'insaisissabilité profite également aux héritiers du bénéficiaire.

La Cour de Liège, dans ses observations sur le projet, demandait que le législateur s'expliquât sur cette question ; mais on n'a pas eu égard à cette demande.

En l'absence de texte, il faut raisonner d'après les principes généraux.

La jurisprudence et la majorité des auteurs refusent ce droit aux héritiers, en se fondant sur ce que l'insaisissabilité, étant une faveur, doit comme telle être rigoureusement personnelle à celui à qui elle est faite. (Dal. Rép., v^o *Saisie-arrêt*, n^o 196.)

Toutefois, M. Carré excepte le cas où il apparaît que le disposant a voulu étendre l'insaisissabilité jusqu'aux héritiers du donataire ou du légataire.

M. Garsonnet est d'avis contraire ; car, suivant lui, l'art. 581 Code pr. civ., étant une dérogation au droit commun, doit être interprété restrictivement. Nous ne partageons pas son opinion : il nous semble que le donateur ou le testateur peuvent étendre l'insaisissabilité aux héritiers du bénéficiaire, si toutefois cette clause ne constitue pas une substitution prohibée.

§ 2

Créances ou rentes données ou léguées à titre d'aliments

L'art. 581 C. pr. civ. déclare également insaisissables les rentes ou créances données ou léguées pour aliments, et cela alors même que la clause

d'insaisissabilité n'est pas formulée dans le testament ou l'acte de donation.

Avant le Code, les sommes et pensions données ou léguées pour aliments étaient frappées d'insaisissabilité, encore que le donateur ou le testateur ne les eussent point déclarées insaisissables ; l'art. 581 n'a donc fait que confirmer l'ancienne jurisprudence.

Il appartient au tribunal d'apprécier, d'après le caractère de l'acte constitutif, si les dons et legs ont été faits à titre alimentaire ; mais il faut au moins que le disposant indique implicitement qu'il a voulu assurer une somme ou rente pour vivre à la personne gratifiée. (Rouen, 20 décembre 1849, Recueil 1851, p. 248.) En cette matière, l'appréciation des tribunaux est souveraine : c'est là, en effet, une question de fait qui ne saurait donner ouverture à cassation. (Requêtes, 22 février 1831, D. P. 31, 1, 102. — Dal., *Rép.*, v° *Mariage*, n° 702.)

Ainsi que les créances ou les rentes déclarées insaisissables par le donateur ou le testateur, les pensions alimentaires données ou léguées pour aliments ne sont insaisissables que si elles sont disponibles et constituées à titre gratuit ; — elles peuvent également être saisies avec l'autorisation du juge par les créanciers postérieurs à la donation ou à l'ouverture du legs.

Le privilège de l'insaisissabilité que la loi accorde aux pensions alimentaires données ou léguées gratuitement par des tiers au débiteur, n'est pas applicable

à celles que le débiteur s'est lui-même constituées d'une façon quelconque, telles que l'abandon de ses biens à l'un de ses enfants. (Chambéry, 8 mars 1862, *Journal des Avoués*, tome 87.)

Spécialement, n'est pas saisissable la rente viagère réservée à son profit par un ascendant comme condition de l'abandon de ses biens à ses enfants, alors même qu'il se serait réservé dans le contrat la faculté de prendre pension chez ses enfants, si, d'ailleurs, au moment de la saisie, cette condition ne s'était pas encore réalisée. (Rennes, 25 juillet 1840, D. P. 41, 2, 233.)

L'insaisissabilité des pensions alimentaires s'étend même aux arrérages échus, et non payés au moment où l'on veut pratiquer la saisie.

On avait d'abord soutenu le contraire en se fondant sur ce que ces arrérages, n'ayant pas rempli leur destination, c'est-à-dire n'ayant pas servi à alimenter le débiteur, lui sont inutiles pour l'avenir : *nemo vivit in præteritum*. Mais cette doctrine a été repoussée avec juste raison par un arrêt de la Cour de cassation, du 27 avril 1824. (Dal., *Rép.*, *Saisie-arrêt*, n° 188, note 1.)

La jurisprudence regarde également comme insaisissables, à raison de leur caractère alimentaire, les salaires alloués par les hospices aux nourrices chargées des enfants trouvés, parce que ces salaires doivent être considérés comme destinés à l'alimentation et à l'entretien des enfants. (Cass. 28 janvier 1850, D. P. 50, 1, 62.)

Ainsi que nous venons de le voir, la volonté de l'homme peut frapper d'insaisissabilité les créances ou les rentes, dans les hypothèses prévues par l'article 581, §§ 3 et 4 du Code de procédure civile. On ne saurait étendre ce privilège à des cas analogues, parce qu'il s'agit ici de dérogations à un principe général (art. 2092 C. c.) qui doivent, par suite, être interprétées restrictivement.

CHAPITRE VI

FORMES DE LA SAISIE PORTANT SUR LES CRÉANCES

La procédure la plus généralement suivie pour saisir les créances est la saisie-arrêt.

Le législateur a cependant, pour certaines créances, modifié les règles ordinaires de cette saisie et imaginé des procédures spéciales ; donc, si l'on peut s'exprimer ainsi, la saisie-arrêt est la procédure de droit commun que l'on doit suivre, à moins que l'on ne se trouve dans l'un des cas spéciaux limitativement déterminés par la loi. Aussi est-il nécessaire de l'examiner la première ; car, lorsque nous examinerons les autres procédures, nous aurons bien souvent à nous référer aux dispositions générales de la saisie-arrêt.

SECTION PREMIÈRE

Saisie-arrêt

La saisie-arrêt est un moyen donné au créancier d'atteindre les créances de son débiteur, afin d'obtenir paiement de ce qui lui est dû, ou, plus généralement, l'accomplissement des obligations contractées envers lui. Cette procédure opère une sorte de subrogation

personnelle et judiciaire. En effet, le jugement qui valide la saisie-arrêt a pour résultat de substituer le saisissant au débiteur saisi, et de l'autoriser à exercer, pour son propre compte et dans son intérêt personnel, tout ou partie des droits et actions du saisi. Le rôle du créancier saisissant présente ainsi beaucoup d'analogie avec celui du *cognitor* ou *procurator in rem suam* du droit romain.

La saisie-arrêt avait été définie par Pothier : « Un acte par lequel un créancier met sous main de justice les créances qui appartiennent à son débiteur. »

D'après l'art. 557 du C. de pr. civ., c'est l'acte par lequel un créancier arrête entre les mains d'un tiers les sommes et effets appartenant à son débiteur, afin d'obtenir du Tribunal la remise de ces sommes jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû. Trois personnes interviennent dans la procédure : le créancier saisissant, le débiteur saisi et le tiers saisi, et, pour que la saisie-arrêt puisse avoir lieu, il faut que le saisi soit à la fois débiteur du saisissant et créancier du tiers saisi, et c'est précisément cette particularité qui donne à cette saisie son caractère original; car, les autres saisies frappant toujours des objets qui se trouvent entre les mains du débiteur lui-même, il n'y a pas lieu de faire intervenir un tiers.

Cette particularité n'est pas la seule. La saisie-arrêt peut en effet être pratiquée sans mise en

demeure ni commandement préalables. La loi n'exige pas ces formalités, qui seraient ici impossibles ou tout au moins inutiles ¹.

Il n'est même pas nécessaire de signifier le titre, sauf cependant s'il s'agit de jugements, ces sortes de titres n'étant réputés connus que par leur signification, en vertu de l'adage : « *Paria sunt non esse et non significari.* »

Certains auteurs exigent encore la signification du titre quand la saisie est pratiquée contre l'héritier du débiteur. (Roger, 136, et Orléans, 17 janvier 1848, D. P. 48, 3, 13.) Nous ne croyons pas que l'art. 877 du C. civ., doive recevoir son application ici ; car il serait singulier que le porteur d'un titre se trouvât dans une situation moins avantageuse que le créancier sans titre, qui, obtenant la permission du juge, pourrait saisir-arrêter avant lui. (Liège, 16 avril 1859, D. P. 60, 2, 17. — Bioche, *Saisie-arrêt*, n° 53. — Chauveau sur Carré, III, p. 312.)

Dans d'autres cas, le créancier, bien qu'il ait un titre, est obligé de suspendre ses poursuites.

C'est ce qui a lieu quand il s'agit d'un jugement par défaut ou susceptible d'appel, qui se trouve frappé d'opposition ou d'appel : la validité de la saisie se

1. — A qui ferait-on le commandement, dit M. Garsonnet ? Au tiers saisi ? C'est impossible, si le saisissant n'est même pas son créancier. Au saisi ? C'est impossible, ou tout au moins inutile : impossible si le saisissant n'a pas de titre exécutoire ; inutile, car aucun texte ne l'exige, et cette formalité serait frustratoire. (Garsonnet III, n° 603.)

trouve alors subordonnée à l'issue de la nouvelle instance.

Quelquefois même, avec un titre régulier, on ne peut former saisie-arrêt. Ainsi, en cas de faillite de leur débiteur, les créanciers ne peuvent saisir-arrêter: l'exercice de ce droit n'appartient qu'au syndic de la faillite. On ne peut pas non plus former opposition au paiement d'un effet de commerce négociable.

Si le créancier n'a pas de titre, il peut y suppléer en obtenant du juge du domicile du débiteur ou du tiers saisi une ordonnance permettant la saisie-arrêt ou opposition. A cet effet, il présente au juge une requête dans laquelle, outre le montant de la créance en principal et intérêts, il demande l'autorisation de saisir-arrêter pour les frais éventuels, dont on propose approximativement le chiffre, qui sera définitivement fixé dans l'ordonnance. (Art. 558 du C. p. c.)

La délivrance de l'ordonnance est absolument facultative pour le juge, et le refus n'est susceptible d'aucun recours, le juge faisant en cela un acte de juridiction gracieuse.

La procédure de saisie-arrêt comprend trois phases principales et indispensables : 1° l'exploit de saisie-arrêt ; 2° la dénonciation au saisi avec assignation en validité ; 3° la contre-dénonciation au tiers saisi avec assignation en déclaration de deniers. Elle comporte deux instances distinctes, si la déclaration affirmative est contestée, et si le tiers saisi demande son renvoi devant ses juges naturels.

§ 1^{er}

Exploit de saisie-arrêt

Si l'on procède en vertu d'ordonnance, copie de la requête et de l'ordonnance doit être signifiée en tête de l'exploit ; et, si l'on procède en vertu d'un titre, on doit énoncer le titre et la somme, mais il n'est pas nécessaire que celle-ci soit liquide. (Roger, 388.)

L'exploit doit en outre contenir élection de domicile dans le lieu où demeure le tiers saisi, si le saisissant n'y demeure pas. (Art. 559 C. p. c.)

En ce qui concerne la signification, la saisie-arrêt est soumise aux mêmes règles que les autres exploits. Elle doit être notifiée à personne ou à domicile et, en cas d'absence, au parquet. Il a été décidé également qu'en cas de saisie-arrêt entre les mains d'une société civile, la signification doit être faite à tous les associés. (Alger, 19 janvier 1886, D. P. 87, 2, 169.) Mais cette décision est contraire à la généralité de la jurisprudence. (Cass., 2 février 1868, D. P. 68, 1, 225. — Paris, 27 février 1878, D. P. 78, 2, 257. — Cass., 25 mai 1887, D. P. 87, 1, 289.)

L'observation de ces formalités est prescrite à peine de nullité.

L'article 562 C. p. c. oblige l'huissier à justifier de l'existence du saisissant à l'époque où le pouvoir

de saisir a été donné, à peine d'interdiction et des dommages-intérêts des parties. Cette disposition a pour but d'éviter les saisies-arrêts faites à la requête d'un être imaginaire et dans la seule intention de nuire.

Par exception à la règle générale qui réserve aux huissiers la signification de tous les exploits, les saisies-arrêts pratiquées pour le recouvrement des contributions directes peuvent être valablement signifiées par un porteur de contraintes. (Trib. Seine, 20 décembre 1878.)

Toute personne intéressée peut se prévaloir de l'omission des formalités prévues par l'art. 559 du C. pr. c. (Roger, n° 382. — Dal., Rép. v° *Saisie-arrêt*, 317) ; mais il en est autrement de celles de l'art. 560 du C. p. c., qui ont été établies dans l'intérêt seul du tiers saisi. (Chambéry, 20 janvier 1874, D. P. 76, 5, 398. — Roger, n° 408. — Bioche, n° 102. — *Contra* : Paris, 18 juin 1810, S. 14, 2, 420 ; — Chauveau, titre IV, *Quest.* 1939 *bis*.)

§ 2

Dénonciation au saisi et assignation en validité

Par l'exploit de saisie-arrêt, le tiers saisi est bien prévenu qu'il ne doit pas se libérer entre les mains de son créancier originaire ; mais le saisi, lui, ignore cette défense. Aussi la loi exige-t-elle, à peine de

nullité, que la saisie soit dénoncée au saisi dans la huitaine, outre les délais de distance, par un autre exploit contenant en tête copie de la requête de l'ordonnance ou l'énonciation du titre, selon le cas, et aussi copie de l'exploit de saisie-arrêt. (Art. 563 du C. pr. civ.)

Le saisissant est en outre tenu, pour que la saisie soit valable, d'assigner le saisi en validité dans le même délai de huitaine.

Cette exigence a eu pour but de prévenir dans l'avenir un abus qui se présentait fréquemment dans l'ancien droit. Avant le Code, en effet, il arrivait souvent que des oppositions étaient formées et ensuite abandonnées ; et, au moment où le saisi se présentait pour recevoir ses fonds, il était repoussé par des oppositions existant depuis plusieurs années. Ainsi, dans un grand nombre de parlements, à Paris notamment, l'effet des oppositions durait trente ans.

Aujourd'hui, le défaut de dénonciation et d'assignation en validité entraîne la nullité de la saisie-arrêt, lors même que ces formalités auraient été remplies postérieurement, à moins cependant que le saisi ait reconnu sa dette dans l'exploit d'opposition, et consenti à ce que le tiers saisi versât entre les mains du saisissant toutes les sommes qui peuvent lui être dues. (Cass., 12 janvier 1853, S. 53, 1, 675.)

Lorsque les formalités de l'article 563 du C. p. c. ont été observées, rien ne saurait désormais empêcher la saisie-arrêt de produire son effet. Il a été jugé

notamment que le président du tribunal ne pourrait, par son ordonnance de référé, mettre à néant une saisie-arrêt pratiquée en vertu d'un titre. (Paris, 12 et 16 août 1881, Gaz. Pal., 82, 1, 145. — 8 janvier 1884, Gaz. Pal., 84, 1, 480. — Cass., 24 février 1892, Gaz. Pal., 92, 1, 150, et la note. — Paris, 24 avril 1898, Gaz. Pal., 1 et 2 nov. 1898.)

De nombreux arrêts de la Cour de cassation ont adopté la même solution, alors même que la saisie-arrêt, au lieu d'être pratiquée en vertu d'un titre, l'avait été en vertu d'une ordonnance du président. (Cass., 5 mars 1895, Gaz. Pal. 95, 1, 375.)

Le tiers saisi, à partir de la saisie-arrêt, ne peut plus se libérer valablement entre les mains de son créancier, à moins que la dénonciation ou la contre-dénonciation n'aient pas été régulièrement faites. Mais, s'il veut interrompre le cours des intérêts, il peut faire des offres réelles au saisi, à charge par lui de rapporter mainlevée des oppositions et, en cas de refus, consigner. (Chauveau, Q. 1952 *bis*. — Cass. req., 28 décembre 1880, D. P. 81, 1, 427.)

§ 3

Contre-dénonciation

Dans la huitaine de la demande en validité, le saisissant doit notifier cette demande ainsi que la dénonciation au tiers saisi. (Art. 564 C. pr. civ.)

Faute de contre-dénunciation dans les délais prescrits, la saisie arrêt n'est pas nulle, mais les paiements que ferait le tiers saisi dans ces délais seraient valables (art. 565 C. pr. civ.); et, après l'expiration de ces délais, le tiers saisi peut même être contraint de payer le saisi, sans que celui-ci soit tenu de rapporter mainlevée de la saisie-arrêt. Cette question cependant est controversée. (Chauveau, Quest. 1949 bis. — Boulet et Duboulotz, *Code de la saisie-arrêt*, n° 249. — Dodo, n° 226.)

§ 4

Instance en validité

1° Quel est l'objet de la demande en validité ?

La solution à donner à cette question varie selon la nature du titre du saisissant.

Si ce titre est authentique, le saisissant se bornera à conclure à la validité de la saisie-arrêt qu'il a pratiquée, et le jugement qui interviendra lui donnera un titre qu'il pourra exécuter contre le tiers saisi. — Mais, si la saisie-arrêt a été pratiquée en vertu d'un titre privé ou de la permission du juge, le saisissant conclura en outre à la condamnation du saisi pour le montant des causes de la saisie-arrêt, afin d'obtenir ainsi un titre exécutoire à la fois contre le saisi et le tiers saisi.

Dans l'une et l'autre de ces hypothèses, la demande en validité est toujours dispensée du préliminaire de conciliation. (Art. 566 C. pr. civ.)

2° Quel est le juge compétent pour statuer sur cette demande?

D'après l'article 567 C. pr. civ., c'est le juge du domicile du saisi. (Roger 510. — Paris, 5 février 1848, D. P. 48, 2, 49.)

Quelques décisions de jurisprudence ont cependant décidé que l'article 557 C. pr. civ. n'était pas applicable, quand la saisie-arrêt a été pratiquée en vertu d'un jugement. La demande en validité devrait alors être portée devant le tribunal qui a rendu le jugement, la saisie-arrêt étant un moyen de l'exécuter. (Riom, 10 janvier 1853, D. P. 53, 2, 281.)

Il a également été jugé que, dans le cas où une demande est absolument connexe à une autre instance dirigée contre le débiteur saisi, c'est le tribunal chargé de la demande principale qui doit également connaître de celle en validité, considérée alors comme accessoire. (Req., 25 août 1813, Dal., *Rép.*, *Succession*, n° 399.)

Ces décisions, isolées d'ailleurs, sont vivement combattues par la doctrine, comme contraires au texte de l'art. 567 C. pr. civ. (Roger, 509 et 511. — Chauveau sur Carré, p. 613. — Bioche, 120.)

On admet cependant certaines exceptions au principe formulé par cet article. Ainsi, les saisies-arêts portant sur les sommes dépendant d'une succession,

doivent être portées devant le Tribunal de l'ouverture de la succession. (Rouen, 16 février 1856, D. P. 56, 2, 290.) Il en est de même des saisies-arrêts pratiquées entre les mains d'adjudicataires d'immeubles situés en dehors du lieu où s'est ouverte la succession.

Si le titre servant contient élection de domicile, c'est le tribunal du domicile élu qui est compétent pour connaître de l'instance en validité. (Chauveau, t. 4, p. 612, n° 2.)

Relativement aux saisies-arrêts pratiquées par l'administration de l'enregistrement, c'est devant le tribunal qui a fait la perception que la demande en validité doit être portée. (Req., 23 janvier 1822, S., 22, 1, 316. — Art. 64 et 65, loi du 22 frimaire, an VII.)

On reconnaît généralement que les tribunaux civils sont seuls compétents pour connaître des demandes en validité de saisie-arrêt, et cela, alors même qu'il s'agit d'une créance commerciale, et que la saisie a été pratiquée en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de commerce. (Cass., 15 mai 1884, D. P. 85, 1, 21. — Roger, 594. — Dutruc, 291.) Toutefois, le tribunal de commerce serait compétent pour connaître d'une demande en validité de saisie-arrêt, si le débat a sa cause dans la faillite et ne peut se concevoir sans elle. (Limoges, 29 juin 1885, D. P. 85, 2, 265.)

Sauf les exceptions que nous venons d'indiquer, le tribunal du domicile est toujours compétent ; mais

il devrait surseoir à statuer, si la créance contestée était du ressort d'un autre tribunal.

Comment se termine l'instance en validité ?

Le tribunal appelé à connaître de la demande en validité peut, ou bien valider la saisie-arrêt, ou en donner mainlevée en déboutant le saisissant de sa demande.

Première hypothèse.—Si le saisissant a procédé en vertu d'un titre authentique, le jugement de validité est de pure forme, et le tribunal a seulement à statuer sur la régularité de la procédure. Aussi est-il d'usage, dans la pratique, de ne porter la question de la validité à l'audience qu'autant que la déclaration affirmative est faite, et, au cas où celle-ci est contestée, on fait statuer en même temps sur la validité et sur la déclaration affirmative. Le jugement qui intervient alors ordonne le paiement entre les mains du saisissant des sommes dont le saisi a été reconnu débiteur.

Si le saisissant a procédé en vertu d'un titre sous seing privé ou d'une permission du juge, la demande en validité entraîne l'examen de la créance ; et, si elle paraît justifiée, le tribunal valide la saisie et condamne le débiteur au paiement de la créance. Ordre est également donné par le même jugement au tiers saisi de se libérer désormais entre les mains du saisissant.

Après ce jugement, l'instance est suivie sur la déclaration affirmative, de sorte que deux jugements sont nécessaires.

Deuxième hypothèse. — Il peut se faire que certaines formalités n'aient pas été observées, ou que toutes les conditions requises par la loi ne soient pas remplies, le jugement anéantira alors les effets de la saisie-arrêt ; il en donnera mainlevée.

La demande en mainlevée peut être introduite par le saisi, soit par voie d'incident dans l'instance en validité, soit par voie d'action principale ; elle peut aussi émaner du tiers saisi (Rép., 29 septembre 1886. — *Le Droit*, 1886, 235) ou d'un cessionnaire de la créance saisie. (Paris, 28 avril 1855, S. 55, 2, 692). Il n'est pas alors nécessaire de mettre en cause le saisi. (Paris, 25 juin 1884, Gaz. des Tribunaux, 1^{er} août 1884.)

Le tribunal compétent pour statuer sur cette demande est celui du saisi. (Art. 567 C. pr. civ.)

Le juge de paix et le tribunal de commerce sont donc incompétents ; mais en est-il de même du président du tribunal statuant en référé ? Cette question a donné lieu à une controverse qu'il serait trop long de rapporter ici. Généralement, on refuse au président juge des référés le droit de donner mainlevée, à moins qu'il n'ait autorisé la saisie qu'à charge de lui en référer.

Le saisissant, quand la mainlevée est prononcée, peut être condamné à payer au saisi des dommages-intérêts.

Instance en déclaration affirmative

Le saisissant a besoin de connaître le montant de la créance qu'il a saisie-arrêtée ; aussi la loi impose-t-elle ici au tiers saisi l'obligation de déclarer lui-même les sommes dont il est débiteur, et de les justifier par tous les moyens dont il dispose. Cette dérogation aux règles ordinaires en matière de preuve s'explique, parce que le saisissant n'a pas en mains les éléments nécessaires pour prouver la dette du tiers saisi, et que le saisi se gardera bien de les lui fournir.

Lorsque la saisie-arrêt a été pratiquée en vertu d'un titre authentique, l'assignation en déclaration affirmative peut être donnée par le même exploit que la contre-dénonciation. (Cass. 14 juin 1875, D. P. 76, 1, 484.)

Dans tous les cas, au contraire, l'assignation en déclaration de deniers ne peut intervenir qu'après un jugement de validité. Jusqu'à ce moment, en effet, la créance du saisissant ne présente pas un caractère de certitude suffisant pour lui permettre de s'immiscer dans les affaires du tiers saisi. (Bioche, 149, et Roger, n° 550.) Sauf cette restriction, le saisissant

reste libre de provoquer la déclaration de deniers quand bon lui semble ¹.

Le tiers saisi est assigné sans citation préalable en conciliation devant le Tribunal qui doit connaître de la saisie, sauf à lui, si sa déclaration est contestée, à demander un renvoi devant un juge. (Art. 570 du C. pr. civ.)

Cette déclaration se fait au greffe ou devant le juge de paix du domicile du tiers saisi. (Art. 571 du C. pr. civ.), qui est tenu de donner tous renseignements utiles et de produire toutes pièces à l'appui. (Art. 573 du C. pr. civ.) S'il prétend être libéré, il doit en fournir la preuve,

Il doit également indiquer les saisies-arrêts faites entre ses mains. Si la saisie est faite sur des titres au porteur, il faut joindre à la déclaration un état détaillé desdits effets. (Art. 578 du C. pr. civ.)

Les oppositions postérieures à la déclaration doivent être dénoncées, par extrait, à l'avoué du premier saisissant.

Quant au délai imparti pour faire la déclaration, on admet généralement que c'est le délai ordinaire des ajournements (Roger, 553. — Carré et Chauveau, n° 1962. — Bioche, 159); mais, en pratique, ce délai est rarement observé, et beaucoup de décisions de jurisprudence ont permis au tiers saisi de faire sa

1. — Ainsi que nous le verrons plus loin, les comptables de deniers publics ne doivent pas être assignés en déclaration affirmative.

déclaration, jusqu'au moment où il est intervenu contre lui un jugement de condamnation passé en force de chose jugée. (Lyon, 3 avril 1848, D. P. 48, 2, 117. — Cass., 7 juillet 1868, S. 69, 1, 80. — Seine, 30 janvier 1885, *Le Droit*, 1885, 160).

Si la déclaration affirmative n'est pas contestée, il n'est fait aucune procédure ni de la part du tiers saisi ni contre lui. (Art. 376 du C. pr. civ.)

Mais elle peut être contestée, soit au point de vue de la forme, soit au point de vue du fond, alors la sanction sera quelque peu différente dans les deux cas. Ainsi la déclaration peut ne pas avoir été faite, ou ne pas avoir été accompagnée de pièces justificatives, ou bien être nulle pour vice de forme, ou pour avoir eu lieu devant un juge incompétent. Dans ce cas, l'assignation aboutit à un débat et à un jugement qui condamne le tiers saisi comme débiteur pur et simple. (Art. 577 du C. de pr. civ., cass. 9 mars 1880, D. P. 81, 1, 263. — Cass. 15 juillet 1885, D. P. 86, 1, 248. — Cass. 11 mai 1876, D. P. 76, 1, 436.)

Si, au contraire, le saisissant prétend que la déclaration énonce une somme trop faible, ou que les actes libératoires invoqués ne sont pas valables, ou du moins ne lui sont pas opposables, alors une nouvelle instance s'engagera parallèlement à l'instance en validité, et le tiers saisi pourra de plus être condamné à des dommages-intérêts. L'article 577 C. p. c. ne s'applique pas en effet dans cette hypo-

thèse. (Cass., 1^{er} février 1848, D. P. 48, 1, 65. — Cass, 10 août 1881, D. P. 82, 1, 307.)

La contestation sur la déclaration affirmative s'introduit par simples conclusions, si le tiers saisi a constitué avoué, et, dans le cas contraire, par une nouvelle assignation. De témoin qu'il était jusqu'à ce moment, le tiers saisi devient alors partie au procès, et peut, en conséquence, demander son renvoi devant le juge de son domicile. (Art. 570 C. p. c.)

Cette faculté lui est cependant refusée dans certains cas, par exemple s'il a accepté le débat (Paris, 19 janvier 1867, D. P. 68, 2, 142); si les contestations soulevées contre plusieurs tiers saisis ont une cause unique (Cass., 24 février 1875, D. P. 76, 1, 424), ou si elles portent sur l'exécution d'un acte contenant élection de domicile (Paris, 3 janvier 1843. — Dal. Rép., v^o *Saisie-arrêt*, n^o 278).

Si la saisie est faite en vertu d'un titre authentique contesté, le tribunal doit surseoir à statuer sur la validité jusqu'à ce que la difficulté soulevée soit résolue. (Cass., 22 avril 1857, D. P. 57, 1, 175.)

Le jugement qui déclare le tiers saisi débiteur pur et simple, n'empêche pas celui-ci d'invoquer les moyens de libération que le saisi eût pu faire valoir.

§ 6

Intervention

Lorsqu'une créance est frappée de saisie-arrêt, si un autre créancier veut prendre part à la distribution

il est tenu de pratiquer lui-même une saisie-arrêt. Aujourd'hui, à la différence de l'ancien droit, la loi ne lui permet pas de se dispenser de cette formalité en demandant à intervenir à la saisie. Cette nécessité résulte des articles 573 et 575 C. p. c., qui prévoient l'existence de plusieurs saisies, et de l'art. 579 du même Code, relatif à la distribution. On admet cependant que les saisies-arrêts postérieures n'ont pas besoin d'être validées, si d'ailleurs les créances ne sont pas contestées ; il suffit qu'elles soient dénoncées et contre-dénoncées. (Roger, 38. — Bioche, 130). En outre, quand il y a plusieurs créanciers saisissants, tous les autres créanciers peuvent produire leurs titres et demander à être colloqués à la distribution. Dans ce cas, les sommations de produire ne sont pas obligatoires à leur égard, et de plus, ils peuvent être primés par les créanciers opposants, qui peuvent invoquer un jugement de validité passé en force de chose jugée. (Paris, 28 mars 1830, S. 31, 2, 163. — Chauveau, Q., 2171.)

SECTION II

Saisie-arrêt des petits salaires et traitements

La loi de 1895, outre son importance au point de vue économique et social, a opéré une véritable révolution sur le droit antérieur.

D'une part, elle a modifié les règles ordinaires de la procédure en attribuant aux juges de paix la connaissance des saisies-arrêts relatives aux salaires et petits traitements.

D'autre part, elle a réduit considérablement les frais de procédure. Désormais, en effet, une seule saisie-arrêt est possible et un seul acte d'huissier nécessaire. Enfin, tous les actes sont visés pour timbre et enregistrés gratis.

§ 1^{er}

Compétence de juridiction

Comme nous venons de le dire, la loi a donné, en cette matière, une compétence exceptionnelle aux juges de paix, et M. Regismanset, rapporteur de la loi au Sénat avait fait valoir les considérations suivantes à l'appui de cette nouvelle disposition législative: «L'audience du juge de paix, disait-il, est moins solennelle, plus familière: la contradiction y est permise même avec le juge; les parties s'expliquent en personne, ce qui n'est indifférent ni au point de vue de l'économie des frais, ni au point de vue des notions d'équité; l'attitude des parties, l'accent de sincérité, l'énergie des protestations, sont de précieux éléments à consulter pour un juge clairvoyant; et, en somme, il ne faut pas oublier que c'est à la comparaison personnelle

des parties et à leur interrogatoire direct que recourent les tribunaux quand ils sont le plus embarrassés de décider. Enfin, et en tout état de cause, la conciliation intervient plus facilement devant le juge de paix, qui la désire et peut en donner acte sans frais et sans recourir à des intermédiaires. »

C'est le juge de paix du domicile du saisi qui a compétence pour connaître de toute la procédure de saisie. (Art. 6 et 9.)

Dans le projet primitif, ce devait être celui du domicile du tiers saisi, et on ne peut que regretter que cette disposition n'ait pas prévalu ; car on impose au patrons tiers saisis d'aller faire des déclarations dans chacune des justices de paix dont leurs ouvriers ou employés sont justiciables. Par là, si l'ouvrier parvient à changer de domicile, le saisissant doit se livrer à des investigations difficiles et coûteuses pour s'enquérir du véritable domicile de son débiteur. Il est vrai aussi que, la plupart du temps, les inconvénients que nous venons de signaler sont évités, le saisissant, le saisi et le tiers saisi ayant souvent leur domicile dans le même endroit. Ils se trouvent ainsi tous réunis pour répondre aux convocations du juge de paix.

On avait eu tout d'abord l'intention d'attribuer aux conseils de prud'hommes la connaissance des saisies-arêts formées sur les salaires ; mais ce projet fut abandonné, et avec raison, croyons-nous. Ces juridictions ont bien les connaissances et l'expérience

nécessaires pour statuer sur les questions de salaires; mais ils n'ont pas les lumières indispensables pour trancher les questions de droit civil et de procédure que font naître parfois les saisies-arrêts.

§ 2

Formalités préalables à la saisie

Ces formalités varient selon que le créancier est ou non porteur d'un titre, c'est-à-dire d'un document remplissant les conditions prévues par l'art. 557 C. pr. civ.

Le créancier muni d'un titre doit, avant d'agir, le faire viser par le greffier du juge de paix. Si un autre créancier se présentait ensuite pour pratiquer une saisie-arrêt contre le même débiteur, le greffier devrait refuser un second visa tant que la première procédure ne serait pas terminée.

Si le créancier n'a pas de titre, il lui faut obtenir au préalable l'autorisation du juge de paix qui peut, par dérogation à l'art. 49 C. pr. civ., convoquer les parties devant lui, si elles n'ont pas déjà été appelées en conciliation. Dans son ordonnance, le juge de paix doit, conformément aux règles ordinaires, évaluer la somme pour laquelle la saisie-arrêt est faite; mais, de plus, il doit fixer la quotité saisissable des salaires, l'article 7 de la loi de 1895 autorisant le

débiteur à toucher la fraction non saisissable. De plus, le juge ne doit autoriser qu'une seule saisie-arrêt, et, si d'autres créanciers surviennent, leur réclamation est consignée sur un registre spécial par le greffier, qui en donne avis au débiteur et au tiers saisi dans les 48 heures. (Art. 7.)

Cette innovation a eu pour but d'éviter au saisi des frais que la possibilité de cumuler plusieurs saisies entraîne dans les procédures ordinaires.

§ 3

Exploit de saisie

L'exploit de saisie-arrêt est, en cette matière, le seul acte pour lequel on soit obligé de recourir au ministère des huissiers. À raison de l'importance de ce document, on a jugé que l'emploi de lettres recommandées eût été ici dangereux ; car il fallait être absolument certain de la date à laquelle cet exploit avait bien été signifié au tiers saisi. C'est en effet à partir de ce moment que les fonds sont immobilisés entre les mains du tiers saisi. Cet exploit doit contenir en tête copie du titre ou de l'autorisation du juge, en un mot, les énonciations analogues à celles exigées par l'art. 539 C. pr. civ.

Mais la loi nouvelle a apporté des dérogations relativement au lieu où doit être faite la signification.

Aux termes de l'art. 7, l'exploit doit être signifié au tiers saisi ou à son représentant préposé au paiement des salaires, dans le lieu où travaille le débiteur saisi. D'après l'article 560 C. pr. civ., ce devrait être au domicile même du tiers saisi.

Cet article 6 ne faisant aucune distinction, il faut considérer comme abrogées, dans les cas où il doit être appliqué, toutes les dispositions législatives relatives aux saisies-arrêts faites entre les mains des comptables de deniers publics. Mais les modifications apportées par cet article sont en réalité de peu d'importance ; car les représentants *préposés au paiement* seront, la plupart du temps, des comptables entre les mains desquels la loi permet d'ordinaire de pratiquer une saisie-arrêt.

L'huissier doit, dans la huitaine de la signification, faire parvenir au juge de paix l'original de l'exploit, et ce, sous peine d'une amende de 12 fr. (Art. 8.) Cet exploit est soumis aux règles ordinaires des exploits, ainsi qu'aux prescriptions de l'article 562 C. pr. civ.

§ 4

Instance en validité

La loi de 1895 ne comporte ni dénonciation ni contre-dénonciation. Ces formalités sont remplacées ici par une réquisition, que le saisissant, le saisi ou le

tiers saisi peuvent adresser au juge de paix du domicile du saisi, d'avoir à convoquer devant lui les autres intéressés. Le greffier doit consigner cette réquisition sur un registre spécial et adresser, dans les 48 heures, aux personnes qui sont parties à la saisie, un avertissement recommandé à comparaître devant le juge de paix à l'audience que celui-ci aura fixée.

Pour cette fixation, le juge n'a pas à tenir compte des délais ordinaires de distance ; néanmoins, comme ces sortes de convocations valent citation, il paraît nécessaire d'observer les délais impartis par l'art. 5. C. pr. civ. Sur le vu des pièces justificatives, il pourra alors procéder à la validité et à la répartition, s'il y a lieu.

En ce qui concerne l'instance en validité, le juge de paix est compétent pour connaître de la demande en validité ou en mainlevée adjointe à la procédure de saisie-arrêt ou indépendante d'elle. Il peut également prononcer la nullité de la saisie. (Art. 9.)

Cet article ajoute : « Le juge de paix prononce sans appel dans la *limite de sa compétence*, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever. »

Ce texte a donné lieu à de graves discussions qui ont divisé la doctrine et la jurisprudence. On s'est demandé, en effet, si les mots « dans la limite de sa *compétence* » désignaient la compétence en premier ou en dernier ressort du juge de paix, telle qu'elle a

été déterminée par la loi du 25 mai 1838, art. 1^{er}, en matière personnelle et mobilière.

Dans une première opinion, on a soutenu que le législateur de 1895 avait entendu viser le chiffre de la compétence en dernier ressort de la loi de 1838. Le juge de paix, d'après ces auteurs, pourrait donc prononcer sans appel lorsque la demande ne dépasse pas 200 fr. — Dalloz et la conférence des Juges de paix de Paris se sont prononcés en ce sens.

D'autres, au contraire, estiment que cette limite doit être celle de 100 fr., c'est-à-dire le chiffre de la compétence ordinaire en dernier ressort du juge de paix : c'est à cet avis que nous nous rangeons. Selon nous, le législateur de 1895 a voulu entendre « les limites fixées par la loi de 1838 », c'est-à-dire 100 fr. S'il avait voulu le contraire, c'est-à-dire la limite de 200 fr., le législateur eût exprimé en termes formels la dérogation qu'il entendait apporter aux règles ordinaires de compétence.

D'ailleurs, avec la solution préconisée par les défenseurs de la première opinion, on en arrive, disent MM. Rousseau et Laisney, « à cette bizarrerie inadmissible que, le juge de paix statuant par un même jugement sur l'existence d'une créance de 200 fr. et sur la validité de la saisie-arrêt faite pour la garantir, son jugement serait en dernier ressort sur l'existence de la créance. » (Rousseau et Laisney, *Supplément au dictionnaire de procédure civile*, v^o Saisie-arrêt, n^o 118.)

Quelle que soit l'opinion que l'on adopte pour

déterminer le montant de la créance, et par suite la compétence, il ne faut pas ajouter à la demande les intérêts courus depuis qu'elle a été intentée. Il en est autrement des intérêts courus avant la demande du principal, qui constituent, à mesure de leur échéance, un capital particulier.

Mais la créance du saisissant peut être contestée par tout intéressé : quel sera alors le rôle du juge de paix ?

La loi de 1895 n'a pas prévu cette hypothèse, il faut donc en revenir ici au droit commun. Le juge de paix statuera en dernier ressort si la créance est supérieure à 100 fr., mais inférieure à 200 fr. Si la créance est supérieure à cette somme, elle échappe à sa compétence ; il doit surseoir à statuer et attendre que les parties rapportent la décision intervenue.

Au jour indiqué, les parties doivent se présenter à l'audience tenue par le juge de paix. Le tiers saisi est appelé à faire connaître la somme dont il est tenu envers le débiteur saisi, et, après cette déclaration, le juge statue sur la validité de la saisie. Si le tiers saisi ne comparait pas, il est déclaré débiteur pur et simple. Par exception, les receveurs, dépositaires ou administrateurs de caisses ou de deniers publics ne peuvent être assignés en déclaration affirmative ; ils sont simplement tenus de délivrer, sur la demande du saisissant, un certificat qui tient lieu, en ce qui les concerne, de tous autres actes et formalités prescrits à l'égard des tiers saisis par le titre VII

du Code de procédure. Le certificat doit énoncer si une somme est due au saisi, si elle est liquide, et quel en est le montant. » (Circulaire adressée le 31 août 1895 par le parquet de la Seine à MM. les juges de paix du ressort.)

§ 5

Incidents

A l'audience, une des parties peut faire défaut. Dans ce cas, le juge statue contradictoirement entre les parties qui ont comparu et par défaut contre les défaillants. (Joignet, *Commentaire de la loi du 12 janvier 1895*.)

Par raison d'économie, le jugement de défaut, au lieu d'être signifié, est transmis à la partie défaillante par lettre recommandée dans les cinq jours du prononcé. La personne contre laquelle le jugement de défaut est rendu peut former opposition dans les huit jours de la date de la lettre (c'est-à-dire la date de l'envoi, telle qu'elle résulte du cachet de la poste).

Cette opposition est formée par une déclaration au greffe de la justice de paix sur le registre dont il est parlé à l'article 14. Toutes les parties intéressées sont prévenues, par lettre recommandée du greffier, pour la plus prochaine audience utile, et le jugement qui intervient alors est réputé contradictoire.

Si le jugement, soit contradictoire, soit par défaut, a été rendu par le juge de paix dans les limites de sa compétence en premier ressort, il peut être attaqué par la voie de l'appel, à partir du jour où il est prononcé, s'il est contradictoire, et du jour de l'expiration des délais d'opposition s'il est par défaut.

SECTION III

Modifications apportées à la procédure ordinaire de saisie-arrêt dans certains cas déterminés

§ 1^{er}

Saisies-arrests faites entre les mains des comptables de deniers publics

Déjà dans notre ancien droit, divers édits ou règlements avaient soumis à des règles spéciales les saisies-arrests faites entre les mains des comptables de deniers publics, dans le cas où ces actes pouvaient compromettre les intérêts du fisc ou de quelque administration publique. (Déclaration du 20 janvier 1736, et lettres patentes du 3 juin 1756 et du 19 janvier 1778.

Pendant la période révolutionnaire, des changements notables furent apportés dans l'organisation administrative, et ces changements eurent pour

résultat de modifier plus ou moins profondément les règles de la saisie-arrêt en cette matière. (Lois du 19 février 1792 et 30 mai 1793 concernant le trésor public, et décrets du 25 nivôse et du 13 pluviôse et 25 floréal an XIII, relativement aux préposés de l'administration des domaines.)

Les art. 561 et 563 C. p. civ. ont réglé à nouveau les formes et conditions suivant lesquelles devaient être pratiquées les saisies-arêts entre les mains des détenteurs de deniers publics ; mais ces articles n'ont pas pour cela abrogé la législation antérieure, qui est encore aujourd'hui appliquée dans certains cas particuliers. C'est ainsi que les décrets du 13 pluviôse et 28 floréal an XIII, réglementent encore la saisie des sommes dues par l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Depuis 1806, un grand nombre de dispositions législatives relatives à ces sortes de saisies ont été rendues, et ont ainsi apporté de nouvelles complications à cette matière. (Décret réglementaire du 18 août 1807. — Lois des 9 juillet 1836 et 14 juillet 1837. — Ordonnance des 19 et 21 septembre 1837. — Loi du 5 juin 1835, art. 11, sur les caisses d'épargne.)

Au chapitre II, nous avons indiqué les personnes entre les mains desquelles ces saisies-arêts pouvaient être faites, et auxquelles, par conséquent, la procédure que nous allons étudier est applicable. Nous renvoyons donc, pour ce point spécial, à nos

explications antérieures pour nous occuper ici exclusivement des particularités de la saisie.

Procédure

I. — ÉPOQUE A LAQUELLE LA SAISIE-ARRÊT PEUT ÊTRE PRATiquÉE

Pour produire effet, la saisie-arrêt doit être pratiquée entre les mains des agents du Trésor avant le paiement effectif, conformément aux règles ordinaires. La simple délivrance d'un mandat avant l'opposition n'empêcherait pas celle-ci d'être valable, si ce mandat n'avait pas été payé. (Cass., 17 juillet 1849, D. P. 50, 1, 431.) Dans ce cas, le payeur doit immédiatement aviser le comptable chargé du paiement, si un mandat payable hors de sa résidence a été frappé d'opposition après le visa donné par lui. (Circul., 31 mai 1846.)

Cette règle souffre cependant exception, s'il s'agit des intérêts des cautionnements payables par la caisse d'amortissement. Dans cette hypothèse, un avis du Conseil d'État du 12 août 1807 (Dal., Rép., *Trésor public*, 616) a décidé que la délivrance du mandat libère la caisse *hic et nunc*, et toute saisie qui intervient dans la suite reste sans effet.

II. — ÉNONCIATIONS DE L'EXPLOIT

Le décret réglementaire du 18 août 1807 a réglé d'une manière spéciale les formalités propres aux

exploits de saisies-arrêts pratiquées entre les mains des comptables de deniers publics.

Cet exploit doit : 1° indiquer les noms et qualités de la partie saisie, et désigner en outre d'une manière spéciale la créance saisie (article 1^{er});

2° Indiquer la somme pour laquelle la saisie est faite, ce qui implique que cette somme doit être liquide. La disposition de l'art. 559 C. p. c. permettant au juge de procéder à une liquidation provisoire ne saurait ici recevoir son application. (Art. 2.)

Au lieu d'une simple énonciation, un extrait ou copie en forme du titre doit également être fournie avec l'exploit : « Disposition très sage, dit M. Roger, que le législateur devrait étendre à toute espèce de saisies-arrêts. » (Roger, n° 413.)

Si ces formalités n'étaient pas remplies, la saisie-arrêt serait « *non avenue* », de sorte que le comptable pourrait payer au mépris de l'opposition, sans que la nullité eût besoin d'être prononcée comme s'il s'agissait d'une saisie-arrêt ordinaire. (Art. 3.)

III. — REMISE DE L'EXPLOIT

L'article 5 du décret précité exige que l'exploit soit remis « à la personne préposée pour le recevoir » ou, à son défaut, au procureur de la République. Les administrateurs pourront déléguer un commis auquel les significations pourront être faites au bureau de l'administration; mais ce dernier devra justifier de sa

qualité à l'huissier chargé de lui remettre la copie. (Roger, n° 417. — Bioche, n° 215.)

Le préposé qui reçoit l'exploit doit viser l'original dans les 24 heures ; s'il refusait, on pourrait demander le visa du procureur de la République, qui préviendrait immédiatement les chefs des administrations.

IV. — DÉNONCIATION

Le décret de 1807 n'a apporté aucune modification, en cette matière, aux rapports du saisissant et du saisi, qui continuent à être régis par l'article 263 Code pr. civ. (Cass., 6 novembre 1872, D. P. 73, 1, 64.)

La seule exception à cette règle est relative aux préposés de la caisse des dépôts et consignations. La loi du 28 nivôse an XIII (art. 5) leur a imposé de dénoncer immédiatement aux intéressés les oppositions sur les sommes déposées à cette caisse.

V. — CONTRE-DÉNONCIATION

La contre-dénonciation prescrite par les articles 564 et 565 C. pr. civ. ne présente aucune utilité, lorsque le tiers saisi est un comptable de deniers publics ; elle est suppléée alors par la défense qui est faite à ces fonctionnaires de verser les fonds saisis sans avoir été au préalable autorisés.

L'article 9 du décret du 18 août 1807 dispose en effet que : « Tout receveur, depositaire ou adminis-

trateur de caisse ou de deniers publics, entre les mains duquel il existera une saisie-arrêt ou opposition sur une partie prenante, ne pourra vider ses mains sans le consentement des parties intéressées, ou sans y être autorisé par justice. »

Les prescriptions contenues dans le texte que nous venons de citer produisent absolument le même résultat que la contre-dénonciation : cette dernière formalité serait donc superflue et même frustratoire ; car il ne faut pas oublier que nous sommes ici en matière exceptionnelle, et que, par conséquent, la procédure à suivre est soumise à des règles spéciales.

VI. — DÉCLARATION DE DENIERS

La déclaration de deniers est également remplacée par une autre formalité. Aux termes de l'article 569 C. pr. civ., les fonctionnaires publics dont il est parlé article 561 ne sont point assignés en déclaration de deniers ; mais ils doivent délivrer un certificat constatant qu'il est dû à la partie saisie, et énonçant la somme si elle est liquide ». Les articles 6, 7 et 8 du décret du 18 août 1807 indiquent en quelle forme doivent être faites les diverses énonciations que ce certificat peut et doit contenir. (Art. 6, 7 et 8 décret du 10 août 1807.) La délivrance de ce certificat ainsi que l'extrait des saisies postérieures s'obtiennent au moyen d'une sommation d'avoué. (Carré, 1958.)

Si le fonctionnaire refusait de délivrer le certificat,

ou s'il délivrait un certificat inexact ou incomplet, la partie lésée pourrait intenter une action en dommages-intérêts contre lui. (Chauveau sur Carré, 1976 *ter*.) Certains auteurs prétendent cependant que l'action doit, dans ce cas, être dirigée contre l'administration et non contre le comptable, parce qu'il n'est pas personnellement débiteur ; il serait simplement passible de l'amende prononcée par l'art. 1039 C. pr. civ. (Dal., *Rép.*, v° *Trésor public*, n^{os} 610 et 617. — S. 34, 1, 103, — Cass., 11 février 1834.

VII.— DURÉE DE LA SAISIE

Toutes saisies-arrêts ou oppositions relatives aux sommes dues par l'État n'ont d'effet que pendant 5 ans, et, faute du renouvellement dans ce délai, elles sont rayées d'office des registres sur lesquels elles avaient été écrites, alors même que la saisie aurait été suivie d'un jugement de validité. (Loi du 9 juillet 1830, art. 14.)

Ces règles ne sont pas applicables aux sommes dues par les départements, les communes ou les établissements publics, sauf en ce qui concerne les sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations, auxquelles la prescription quinquennale est aussi applicable depuis la loi du 8 juillet 1837. (Art. 11.)

A défaut de renouvellement dans les cinq ans, les paiements par le Trésor, même avant l'expiration de

ce délai, sont valables. (Cass. req., 8 novembre 1847, D. P. 49, 1, 69.)

Si le renouvellement est surtout prescrit dans l'intérêt de l'État, il l'est aussi dans l'intérêt du débiteur, qui peut également s'en prévaloir, la loi n'ayant pas fait de distinction. (Dal., *Rép.*, *Trésor public*, 627. — Chauveau sur Carré, 1941, 52.)

VIII. — COMPÉTENCE

Les contestations relatives aux saisies des sommes dues par l'État sont portées devant les tribunaux ordinaires (Cons. d'État, 18 juin 1854, S. 54, 2, 796) ; mais l'autorité administrative doit connaître des actions en dommages-intérêts fondées sur le retard apporté à la radiation d'une saisie-arrêt. (Cons. d'État, 28 août 1844.)

§ 2

Saisies-arrêts sur le cautionnement des fonctionnaires ou officiers ministériels

Les cautionnements des comptables publics et officiers ministériels servent de gages à tous leurs créanciers, au même titre que tous leurs autres biens. Mais la loi a réglé l'exercice des droits des créanciers en donnant un droit de préférence à certains d'entre eux.

Ainsi, les condamnations pour faits de charge sont privilégiées sur toutes les autres créances ; d'autre part, les cautionnements sont affectés, par second privilège, au remboursement des sommes qui ont été prêtées pour les fournir ; quant aux créances particulières exigibles, elles ne sont payées que subsidiairement et dans l'ordre ordinaire.

Pour se faire attribuer les sommes déposées à titre de cautionnement, les créanciers n'ont qu'une voie à suivre : ils doivent pratiquer une saisie-arrêt, pour cette excellente raison que les effets du débiteur se trouvent ici en mains tierces. (Cass. 11 juin 1811.) « Lorsque les meubles d'un débiteur, disait Pothier, sont entre les mains d'un tiers, le débiteur ne peut les saisir-exécuter. Il n'a que la voie de les y arrêter et de l'assigner pour qu'il en fasse la délivrance. » (Pothier, *Procédure*, 4^e partie, ch. 2, section 2, article 4, § 1.)

Diverses lois ont d'ailleurs consacré cette solution en se référant, pour la procédure à suivre en matière de cautionnement, aux articles 557 et suivants du Code de procédure, tout en établissant des règles particulières pour certaines espèces de cautionnements. (V. : la loi du 25 ventôse an XI, art. 33, pour les notaires ; — celle du 25 nivôse an XIII, pour les agents de change, courtiers de commerce, avoués, greffiers, huissiers ; — celle du 6 ventôse an XIII, pour les avocats à la Cour de cassation et les commissaires-priseurs.)

I. — FORMES DE LA SAISIE

Les règles varient, à cet égard, selon qu'il s'agit de telle ou telle classe de créanciers.

Les bailleurs de fonds qui désirent conserver le privilège de deuxième ordre qui leur est attribué par l'article 1^{er} de la loi du 25 nivôse an XIII, doivent remplir, dans la huitaine à partir du cautionnement, la formalité prescrite par l'article 4 de ladite loi, c'est-à-dire provoquer, de la part du titulaire du cautionnement, la déclaration d'origine des fonds qui doit être déposée au ministère des finances. Cette déclaration doit être faite en la forme authentique et légalisée par le président du tribunal. Si elle intervient plus de huit jours après le versement du cautionnement, elle doit être accompagnée d'un certificat de non-opposition. Dans ce cas, en effet, le bailleur de fonds est primé par tous les opposants antérieurs à la déclaration d'origine des deniers. (Décret du 22 août 1811.) Cette déclaration tient lieu d'opposition, et conserve le privilège de deuxième ordre, alors du moins qu'elle a été faite en temps utile. (Loi du 25 nivôse an XIII, art. 4.)

Les autres créanciers qui veulent faire valoir leurs droits sur un cautionnement doivent recourir aux formes ordinaires de la saisie-arrêt. Ils ont cependant la faculté de former leur opposition, soit au Trésor, soit aux greffes des tribunaux dans le ressort desquels

les titulaires exercent leurs fonctions. Toutefois, les oppositions ne produisent pas le même effet suivant qu'elles sont faites au trésor ou au greffe. Les premières s'étendent aux capitaux et aux intérêts ; les dernières n'ont d'effet que pour les capitaux. (Avis du Conseil d'État, 12 avril 1807.)

Ces oppositions sont faites dans les formes prescrites par le décret de 1807. Elles doivent donc contenir les mêmes énonciations, et être visées de la même manière que celles qui sont faites entre les mains des comptables de deniers publics.

On admet généralement que l'opposition doit être dénoncée. (Caen, 16 mai 1852, D. P. 56, 2, 20 ; voir cependant Cass., 16 novembre 1872, S. 72, 1, 363), mais la contre-dénonciation est inutile.

Quand l'opposition est faite au greffe, la prescription quinquennale et les autres formalités établies par les lois des 9 juillet 1836 et 8 juillet 1837, ne peuvent l'atteindre, ces lois étant en effet spéciales aux saisies-arrêts faites entre les mains des agents du Trésor.

II. — EFFETS DE L'OPPOSITION

Les effets de l'opposition varient suivant les créanciers qui la pratiquent. Lorsqu'elle est formée par un créancier pour faits de charge, elle affecte la totalité du cautionnement versé à cette date ; mais les cautionnements nouveaux restent libres et peuvent être cédés. (Yvetot, 1835, Dal. Rép. v° *Caut. de fonct.*, n° 112.)

Le créancier pour faits de charge doit en outre, pour contraindre le Trésor à payer entre ses mains, obtenir condamnation contre le titulaire, et ce, en présence des autres créanciers opposants. Mais, si un jugement est ainsi nécessaire au créancier, pour pouvoir toucher le montant du cautionnement, il a toujours la faculté de pratiquer une saisie-arrêt avec la permission du juge. (Limoges, 19 novembre 1842, S. 43, 2, 128.)

Si l'opposition est au contraire pratiquée par des bailleurs de fonds ou des créanciers ordinaires, elle ne frappe immédiatement que les intérêts, le capital ne devant, à cause de son affectation spéciale, être atteint qu'après la cessation des fonctions du titulaire pour une cause ou l'autre. (Bordeaux, 18 et 25 avril 1833, Dal. Rép., *Caut. de série*, n° 105. — Bourges, 14 juillet 1851 et 5 juin 1852, D. P., 52, 2, 72 et 125. — Grenoble, 15 février 1823, S. 23, 2, 176.)

Un arrêt de Bourges a cependant décidé que le cautionnement peut être distribué entre tous les créanciers saisissants, même avant la cessation des fonctions du titulaire, mais après l'expiration des délais établis pour permettre aux créanciers pour faits de charge de faire leur réclamation. (Bourges, 21 mars 1817, Dal. Rép., *Caut. de fonct.*, n° 104.)

Cette solution est généralement critiquée, parce que, le cautionnement étant destiné à servir de garantie aux tiers contre les fautes du titulaire, il serait contraire au vœu de la loi de dépouiller les

intéressés de cette garantie depuis le moment où le cautionnement est versé à celui où il est remplacé.

De même que les oppositions ne produisent d'effet qu'après la cessation des fonctions du titulaire du cautionnement, de même ce cautionnement ne peut être cédé. (Cas. req., 30 mai 1838, S. 38, 1, 753.) Il a également été jugé qu'on ne pouvait constituer sur lui de privilège, ni le donner en gage. (Jouis, 9 décembre 1852, D. P. 52, 2, 17.)

III. — DISTRIBUTION

Quand le cautionnement n'est pas suffisant pour désintéresser tous les créanciers opposants, il est nécessaire de procéder à une distribution par contribution. Cette distribution peut être amiable ou judiciaire. Dans ce dernier cas, le Trésor paie chaque créancier sur la remise du bordereau de collocation qui lui est délivré en exécution des articles 665 et 671 C. p. civ.

Les créanciers opposants, s'il existe un créancier privilégié, peuvent aussi l'autoriser à se faire payer par préférence des sommes qui lui sont dues.

SECTION IV

Procédures de saisies de créances autres que la saisie-arrêt

Le créancier qui veut pratiquer une saisie sur les créances appartenant à son débiteur, doit, à peine

de nullité, observer les formes tracées par la loi. Cette règle est tellement rigoureuse, que le débiteur lui-même ne pourrait pas dispenser le créancier de l'observation de ces formalités quand elles sont substantielles ou édictées à peine de nullité.

Dans certains cas spéciaux cependant, la loi a apporté des exceptions à cette règle.

§ 1^{er}

Créances données en gage

1° Lorsqu'une créance a été donnée en gage à un créancier, ce dernier n'a pas besoin, pour obtenir son paiement, de recourir aux formes ordinaires de la saisie-arrêt. Il peut, aux termes de l'art. 2078, ou faire vendre l'objet aux enchères publiques ou faire ordonner par justice que la créance donnée en nantissement lui demeurera acquise en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts. Le même résultat pourrait encore être atteint, si le débiteur voulait lui céder sa créance amiablement, pourvu toutefois que cette cession fût postérieure au contrat de gage. (Req. 21 mai 1855, D. P., 55, 1, 279.)

2° L'art. 91 C. civ., modifié par la loi du 23 mai 1863, dispose également que : « Les effets de commerce donnés en gage sont recouvrables par le

créancier gagiste. » Cette disposition a eu pour objet de lever toute crainte, chez le signataire de ces valeurs, sur la validité du paiement. (Exposé des motifs, D. P. 63, 4, 74, n° 9, et Rapport, D. P. 63, 4, 77, n° 24.) C'est donc le droit et le devoir du créancier nanti de ces valeurs de les recouvrer à l'échéance; mais il ne faudrait pas étendre ces règles aux créances ordinaires, dont le créancier gagiste peut seulement percevoir les intérêts et non le capital.

3° D'un autre côté, lorsque le gage, commercial ou civil, a pour objet des valeurs cotées à la Bourse, rentes sur l'État ou autres, le créancier peut, en vertu de l'autorisation du juge, les faire vendre à la Bourse par le ministère d'un agent de change, sans être astreint à faire procéder à cette vente par la voie des enchères publiques, après affiches et publications. (Art. 93 C. com.)

Quand ces valeurs ont été données en gage à la Banque de France ou au Crédit foncier, l'autorisation du juge n'est pas alors requise pour procéder à la vente. (Ord. 15 juin 1834, art. 5, et loi du 19 juin 1857, art. 1 et 3.)

4° Si la créance faisant l'objet d'un gage commercial est une créance ordinaire, qui n'est ni à ordre, ni nominative, ni au porteur, l'art. 91 C. com. *in fine* doit-il encore recevoir son application? en d'autres termes, le créancier peut-il toucher à l'échéance la créance dont il est nanti? MM. Aubry et Rau, t. IV,

435, et Lyon-Caen et Renault l'ont soutenu (t. I^{er}, n° 700, p. 280); mais l'opinion contraire a prévalu en jurisprudence. Cette opinion se fonde sur les travaux préparatoires de la loi de 1863, modificative de l'art. 93 C. com., et le texte même de cet article, qui ne prévoit pas d'autres moyens de réalisation que la vente aux enchères publiques, et qui dispose, dans son dernier alinéa, que « *toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus prescrites, est nulle.* »

(En ce sens : 27 juillet 1872, D. P. 73, 2, 230 ;— Paris, 8 mars 1873, D. P. 74, 2, 70 ; — Cass., 14 mars 1870, D. P. 20, 1, 222.)

Dans les cas que nous venons d'examiner, si la créance du débiteur peut être réalisée par des procédés autres que la saisie-arrêt, c'est à raison de l'affectation spéciale de cette créance ; mais il existe encore d'autres hypothèses dans lesquelles le créancier peut se faire attribuer l'émolument attaché aux créances de son débiteur, sans être pour cela obligé de recourir à la saisie-arrêt.

§ 2

Faillite

La déclaration de faillite dessaisit le failli de ses droits, et suspend l'exercice des actions individuelles des créanciers : elle rend ainsi la saisie-arrêt impos-

sible, à partir du moment où elle est prononcée. En effet, les débiteurs du failli ne peuvent plus, dès lors, se libérer valablement entre ses mains, de sorte que la saisie-arrêt est désormais inutile, en tant qu'elle a pour but d'interdire au tiers débiteur de se dessaisir de ce qu'il doit.

Quant aux créanciers du failli, ils sont, à partir du jugement déclaratif de faillite, représentés par le syndic, et ne peuvent plus dès lors pratiquer de saisie sur les créances du failli, soit entre les mains de ses débiteurs, soit entre celles du syndic. (Rouen, 21 mars 1838, et Douai, 5 mars 1855. — Roger, n° 80. — Bioche, n° 45. — D. J. G., v° *Saisie-arrêt*, n° 31.)

Cette règle s'applique sans qu'il y ait à distinguer si les valeurs saisies sont échues au failli avant la faillite ou après. (Bioche, n° 45. — *Contra* : Chauveau sur Carré, Q. 1924 *ter*.)

Le jugement déclaratif a ainsi pour effet de faire tomber toutes les saisies-arrêts, même celles pratiquées avant qu'il ait été vendu. (Seine, 28 mars 1878, *Le Droit*, 1878, 230.) Et il a même été jugé qu'il entraînait de plein droit mainlevée de la saisie, et que les tribunaux n'avaient pas besoin de la prononcer. (Cass., 14 novembre 1883, *Le Droit*, 1884, 65.)

Cette situation nouvelle, dit M. Garsonnet, est la conséquence de la loi d'égalité qui régit la faillite..... Pourquoi un créancier agirait-il isolément contre le failli? Dans son intérêt personnel? Il n'a pas le droit

d'améliorer sa condition au détriment des autres ; il n'en a pas même le moyen ; car le failli, n'ayant plus la disposition de ses biens, ne peut faire aucun paiement. Dans l'intérêt de tous ? Cela regarde les syndics, qui sont chargés de réaliser l'actif sous le contrôle du juge-commissaire, et dont les opérations seraient entravées par les actions séparées de tel ou tel créancier. (Tome III, § 557.)

Cependant, si, au moment de la déclaration de faillite, le créancier avait déjà obtenu un jugement de validité, il est certain que ce jugement lui serait acquis avec toutes ses conséquences (Cass., 24 janvier 1853, S. 53, 1, 321. — Roger, n° 219), et cela alors même que ce jugement ne serait pas passé en force de chose jugée (Bourges, 24 juillet 1851, D. P. 52, 2, 72), ou aurait été frappé d'appel, s'il est intervenu un arrêt confirmatif. (Même arrêt.)

On reconnaît également le droit aux créanciers privilégiés de pratiquer une saisie sur les créances qui leur sont affectées : par exemple, à la régie pour les droits de mutation, les droits de douane, etc. (Roger, n° 218. — Chauveau sur Carré, 1924 *ter.* — Loi du 22 frimaire an VII, art. 32. — Dalloz, v° *Saisie-arrêt*, n° 31. — Bioche, n° 45. — Douai, 12 août 1829, S. 31, 289. — *Contra*: Poitiers, 16 mars 1838, D. J. G., v° *Faillite*, n° 34.

Il en est de même des créanciers qui ont traité, postérieurement à la faillite, avec le syndic représentant la masse ; dans ce cas, la saisie-arrêt pratiquée

entre les mains du caissier de la faillite ou des syndics est valablement formée. (Paris, 2 février 1835, S. 35, 2, 347. — Dal. Rép., v° *Faillite*, n° 1049.)

Les créanciers du failli recouvrent encore le droit de saisie dans un autre cas : c'est quand la faillite vient à être close pour insuffisance d'actif, parce qu'alors ils rentrent dans l'exercice de leurs droits respectifs, et peuvent en conséquence intenten des poursuites individuelles. (Roger, n° 222 *bis*, D. J. G., v° *Faillite*, n° 908, et *C. com. annoté*, art. 527, n° 6.)

§ 3

Liquidation judiciaire

Au cas de liquidation judiciaire, il faut appliquer les mêmes principes qu'en matière de faillite. Il n'y a pas alors, il est vrai, dessaisissement : le commerçant en état de liquidation judiciaire conserve la plénitude de son actif ; pour certains actes seulement, il lui faut l'assistance du liquidateur judiciaire. Mais ses créanciers se trouvent dans une situation analogue à celle des créanciers du failli ; ils sont représentés par le liquidateur judiciaire, et ne peuvent plus agir individuellement.

A partir du jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire, les actions mobilières et immobilières, et toutes voies d'exécution tant sur les meubles

que sur les immeubles, sont suspendues comme en matière de faillite. (Art. 5. loi du 4 mars 1889, modifié par la loi du 4 avril 1890.)

Par conséquent, les créanciers ne sauraient être admis à pratiquer des saisies-arrêts entre les mains, soit des liquidateurs, soit des débiteurs du liquidé, puisque, en définitive, ils ont un représentant à qui la loi a conféré expressément le soin du recouvrement des créances. On peut d'ailleurs invoquer ici, pour justifier cette mesure, les mêmes considérations qu'en matière de faillite : à diverses reprises, la jurisprudence a décidé que le principe d'égalité était de l'essence même de la liquidation judiciaire comme de la faillite, et que, par suite, les créanciers ne pouvaient poursuivre le paiement de leur créance par voie de saisie sur les meubles. (En ce sens : Paris, 18 juillet 1889, *Gaz. des Trib.* du 25 juillet 1889 ; — Ord. de référè, Lyon, 7 juin 1889, *Gaz. Trib.*, 26 juin 1889 ; — Seine, 14 mai 1889, *D. P.* 89, 2, 172 ; — Ord. référè, Marseille, 10 avril 1889, *D. P.* 89, 2, 173 ; — Cass., 17 février 1892, *Gaz. Pal.* 92, 1. 361.)

Certaines décisions de jurisprudence ont cependant décidé que les poursuites individuelles des créanciers n'étaient pas suspendues par le jugement prononçant la liquidation judiciaire. (Paris, 14 mai 1889, *D. P.* 89, 2, 171, — et Rennes, 11 juin 1889, *D. P.* 89, 2, 194.)

La doctrine a généralement protesté contre ces décisions, et s'est ralliée au système que nous avons

défendu, et que la Cour de cassation a consacré en 1892.

Mais ces principes ne sauraient s'appliquer au cas de déconfiture d'un non-commerçant, alors même qu'un séquestre judiciaire aurait été nommé avec mission de recouvrer seul l'actif et d'en faire la distribution. Dans ce cas, en effet, le débiteur conserve l'administration de ses biens, et on ne peut, en l'absence d'un texte formel, priver les créanciers de leurs actions. (Cass., 17 janvier 1855, Journal des Av., tome 80, p. 156.)

§ 4

Saisie-exécution

L'article 609 C. p. civ., en cas de saisie-exécution, dispense des formalités de la saisie-arrêt les créanciers qui voudraient se faire attribuer une partie des sommes provenant de la vente des objets saisis. Une simple opposition signifiée à l'officier public chargé de la vente et au créancier saisissant, sans dénonciation au saisi, leur suffit pour atteindre le résultat qu'ils auraient obtenu au moyen de la saisie-arrêt. Mais il faut pour cela qu'il s'agisse de vente forcée, et non de vente volontaire ; car, dans ce dernier cas, l'officier public n'est pas investi d'un mandat de justice dans l'intérêt des créanciers ; il est le manda-

taire du vendeur, et, en cette qualité, il doit le prix de la vente. (Caen, 11 février 1884, confirmé par un arrêt de rejet de la Cour de cassation du 3 février 1886. D. P. 86. 1, 438.)

§ 5

Distribution

Quand une distribution est ouverte sur le prix des biens saisis ou les deniers arrêtés d'un débiteur, tout créancier peut, au moyen d'une simple requête au juge-commissaire, obtenir collocation, pourvu qu'il produise dans les délais légaux, alors même qu'il n'aurait pas formé antérieurement opposition. (Labori, Rép. du dr. fr., *Distribution par contribution*, n° 43.)

§ 6

Saisie immobilière

En matière de saisie immobilière, un simple acte d'opposition du poursuivant vaut également saisie-arrêt aux mains des fermiers et locataires. (Art. 685 C. pr. civ.) En effet, à partir de la transcription de la saisie, les loyers et fermages sont immobilisés pour aller s'ajouter au prix principal de l'immeuble qui doit être vendu, et être distribués ensuite par voie d'ordre entre les divers créanciers. L'opposition a ici

pour but de prévenir de la saisie le locataire et le fermier, afin de les empêcher de se libérer entre les mains du débiteur saisi.

§ 7

Notification

La notification que fait le cessionnaire au débiteur cédé d'une créance saisie-arrêtée, conformément à l'art. 1690 C. civ., produit aussi tous les effets d'une saisie-arrêt. Le cessionnaire est par la cession devenu créancier, et la signification qu'il fait manifeste son intention d'être payé.

(Trib. Empire d'Allemagne, 11 juillet 1881, S. 82, 4, 33.)

§ 8

Jugement prononçant la distraction des dépens

Enfin, aux termes de l'art. 133 C. pr. civ., le jugement qui prononce la distraction des dépens produit, au profit de l'avoué, les mêmes effets que la saisie qu'il pratiquerait entre les mains de l'adversaire de son client.

SECTION V

**Actes présentant certaines analogies avec la saisie-arrêt,
mais produisant des effets moins complets**

A côté de ces procédures qui, par des moyens différents et plus simples, permettent d'arriver aux mêmes résultats que ceux que l'on obtiendrait par la

saisie-arrêt, il existe d'autres actes qualifiés « oppositions » qui produisent des effets bien moins étendus, mais présentent cependant certaines analogies avec cette voie d'exécution.

Telles sont :

1° L'opposition à partage qui peut être faite à la requête des créanciers des copartageants : elle n'est pas soumise aux formes spéciales de la saisie-arrêt (Cass., 28 mars 1892, D. P., 92, 1, 165) ; une simple signification au débiteur est suffisante. (Paris, 15 mars 1860, D. P. 61, 2, 14, et Cass., 18 février 1862, D. P., 62, 1, 224).

Cette opposition a pour but, dit l'art. 882 C. civ., d'empêcher que le partage ne soit en fraude des droits du créancier opposant ; mais elle ne vaut pas saisie-arrêt ; elle ne crée pas, au profit de celui qui l'a faite, un droit de préférence sur les créances attribuées par le partage à l'héritier débiteur : la saisie-arrêt seule peut lui faire obtenir ce résultat, de sorte que ces deux moyens peuvent se cumuler. (Trib. Seine, 22 février 1882, — *Le Droit*, 1882, n° 163.)

D'autre part, la saisie-arrêt pratiquée entre les mains des débiteurs de l'indivision vaut, d'après la jurisprudence, opposition à partage, à condition qu'elle ait été signifiée à tous les copartageants. (Cass., 24 janvier 1837, S. 37, 1, 106, et Cass., 19 novembre 1838, S. 40, 4, 309.)

2° L'opposition faite par l'héritier entre les mains des débiteurs de la succession. Elle se fait par

un simple acte sans dénonciation, et a pour but d'empêcher les débiteurs de la succession de se libérer entre les mains des cohéritiers de l'opposant. Ce dernier agit donc alors, non en qualité de créancier, mais en qualité d'héritier. (Bordeaux, 7 février 1839. Dal. *Rép.*, v° *Saisie-arrêt*, 250.)

3° L'opposition faite par le créancier de la succession entre les mains de l'héritier bénéficiaire. Par suite de cette opposition, l'héritier bénéficiaire, au lieu de pouvoir payer les créanciers à mesure qu'ils se présentent, est obligé de les payer dans l'ordre et de la manière réglée par le juge. (Art. 808 C. civ.)

Il a encore été décidé qu'une simple opposition du créancier d'une succession bénéficiaire entre les mains du commissaire-priseur chargé de la vente du mobilier de la succession, était suffisante pour arrêter les deniers. (Douai, 11 janvier 1827 ; — Dal., *ibid.*, 252.) Mais on trouve, en sens contraire, un arrêt de Nancy qui paraît plus conforme aux principes. — En effet, aucun texte n'établit dans cette hypothèse une disposition, et, en conséquence, les règles ordinaires du C. pr. civ. doivent recevoir ici leur application.

4° L'opposition faite en vertu de la loi du 15 juin 1872 sur les titres au porteur perdus ou volés : elle a pour but d'empêcher le paiement à un tiers de ce qui est dû à l'opposant. Mais, ici, à la différence de la saisie, il n'y a pas de tiers saisi ; c'est entre les mains du débiteur lui-même que l'opposition est faite.

(Trib. comm. de la Seine, 21 mai 1887, *Le Droit*, 1887, 123.)

5° L'opposition faite en matière de lettre de change. Elle peut avoir lieu dans plusieurs hypothèses.

A. — Ainsi, quelquefois, l'endossement ne vaut que comme procuration : par exemple, si l'endosseur a entendu donner un simple mandat obligeant le mandataire à rendre compte, il peut alors, étant resté propriétaire, former opposition entre les mains du tiers chargé par le porteur d'en opérer le recouvrement. (Cass., 31 juillet 1878, S. 79, 1, 123.)

B. — Le porteur n'a pas besoin, en cas d'existence d'une provision entre les mains du tiré, de recourir, pour empêcher que celui-ci ne se dessaisisse de cette provision, à la voie de la saisie-arrêt; il lui suffit, à cet égard, de signifier une simple défense au tiré. C'est une application de cette idée qu'en matière de lettre de change, la provision appartient au porteur. (Cass., 1^{er} juin 1858, D. P. 58, 1, 387, et S. 58, 1, 807.)

C. — Aux termes de l'article 149 C. comm., il y a lieu de recourir à l'opposition en cas de perte de la lettre de change et en cas de faillite du porteur.

D. — La doctrine admet encore d'autres cas d'opposition. Ainsi, elle autorise le tuteur à former opposition au paiement d'une lettre de change dont est porteur un individu depuis frappé d'interdiction. Elle admet également l'opposition de la part du mari,

en ce qui concerne la lettre de change dont est porteur la femme que depuis il a épousée. Mais la jurisprudence n'admet pas cette extension de l'art. 149 C. com., et décide que le tiré accepteur doit être contraint de payer, nonobstant l'opposition. (Cass., 5 avril 1826, D. P. 26, 1, 228, et Toulouse, 13 juillet 1888.

— Labori, *Effets de commerce*, n° 376.)

CHAPITRE VII

DE L'INDISPONIBILITÉ DONT EST FRAPPÉE LA CRÉANCE SAISIE-ARRÊTÉE

SECTION PREMIÈRE

Caractères et étendue de cette indisponibilité

L'exploit de saisie-arrêt a pour effet principal de frapper d'indisponibilité entre les mains du tiers saisi les sommes saisies-arrêtées, et ce, jusqu'à ce que l'opposition ait été levée, ou qu'un jugement de validité passé en force de chose jugée ait attribué au saisissant les sommes arrêtées.

Mais, à la différence de ce qui avait lieu dans l'ancien droit, la saisie-arrêt n'a pas pour effet, aujourd'hui, de conférer au premier saisissant un privilège à l'encontre des saisissants postérieurs. (Coutume de Paris, art. 178, et Coutume d'Orléans, art. 447 et 448.)

Aux termes de l'article 2093 Code civ., tous les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers, qui s'en partagent le prix par contribution, à moins qu'il n'existe entre eux des causes légitimes de préférence (privilèges ou hypothèques). Il faut

donc un texte formel pour pouvoir déroger à ce principe général.

Or, nous ne trouvons, au titre de la saisie-arrêt, aucune disposition de ce genre, et, au contraire, l'article 579 Code pr. civ. indique d'une manière formelle qu'il faut suivre les règles ordinaires de la distribution par contribution, au cas où la saisie-arrêt porte sur des objets mobiliers. On peut donc conclure sans hésitation que la saisie-arrêt n'est pas une cause légitime de préférence.

Néanmoins, par suite de la mainmise judiciaire qui est opérée par la saisie-arrêt sur les valeurs qui en font l'objet, le saisi perd la liberté de disposer de ces valeurs au préjudice du saisissant. (Orléans, 22 janvier 1864, D. P., 64, 2, 68.)

~~Il est également interdit au tiers saisi de se libérer entre les mains de son créancier originaire.~~ Il ne lui appartient pas d'apprécier le mérite de l'opposition qui est faite entre ses mains, et il ne pourrait refuser d'en tenir compte sans engager sa responsabilité.

Cet effet si important de la saisie-arrêt n'est cependant pas indiqué par les différents articles du Code de procédure qui traitent de cette voie d'exécution ; mais il résulte de différents textes du Code civil, ainsi que des principes généraux en matière de saisie.

Ainsi, aux termes de l'article 1242 Code civ., « le paiement fait par le débiteur à son créancier,

au préjudice d'une saisie ou d'une opposition, n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants ou opposants ; ceux-ci peuvent, selon leur droit, le contraindre à payer de nouveau, sauf, en ce cas seulement, son recours contre le créancier. »

Cette obligation pour le tiers saisi de ne pas payer au préjudice d'une opposition a été répétée de façon expresse par le décret du 18 août 1807, relatif aux saisies-arrêts faites entre les mains des fonctionnaires publics.

Il n'est fait exception à cette règle que dans un cas, lorsqu'il s'agit du recouvrement de l'impôt dû par le saisi. Le privilège du Trésor sur les biens mobiliers des redevables, en matière de contributions directes, s'exerce en effet avant tous autres, sans qu'aucune opposition faite dans un intérêt privé puisse retarder le recouvrement des sommes dues à l'État. (Loi du 12 novembre 1808, art. 1^{er}.)

L'article 1298 Code civ. dispose également que « la compensation n'a pas lieu au préjudice des droits acquis à un tiers. Ainsi celui qui, étant débiteur, est devenu créancier depuis la saisie-arrêt faite par un tiers entre ses mains, ne peut, au préjudice du saisissant, opposer la compensation ».

Cette solution doit être étendue par analogie à la remise volontaire de dette et à la novation, à moins cependant que, la nouvelle créance étant d'une valeur égale à l'ancienne, le saisissant ne puisse être lésé en rien. (Cass., 10 janvier 1859, D. P., 59, 1, 34.)

Enfin, l'article 1944 C. civ., en défendant au dépositaire de restituer au saisi les sommes déposées, est une nouvelle preuve de l'indisponibilité des sommes saisies-arrêtées.

Cette indisponibilité s'étend non seulement à la créance proprement dite du saisi, mais aussi aux intérêts et à tous les accessoires qui y sont attachés, notamment à l'hypothèque qui la garantit, d'après les règles *accessorium sequitur principale*.

Il en résulte que, si, postérieurement à la saisie, le débiteur saisi a fait cession du rang de l'hypothèque qu'il aurait obtenue en garantie de sa créance, le cessionnaire n'en peut bénéficier au détriment du saisissant. (Cass., 21 mai 1889, D. P. 89, 4, 307.)

Cette solution est rigoureuse pour le cessionnaire qui n'a aucun moyen de connaître l'existence de la saisie-arrêt, qui ne doit pas être publiée ; mais nous la croyons conforme aux principes.

Par suite de l'indisponibilité dont est frappée la créance saisie-arrêtée, et qui empêche le saisi d'en disposer au préjudice du saisissant, celui-ci cesse d'être l'ayant cause du saisi et devient un tiers.

A quelles personnes, en effet, donne-t-on la qualité de tiers ? Précisément à celles qui ont, sur une chose ou un ensemble de choses déterminées, un droit tellement étroit, que ceux de qui ils tiennent ce droit ont perdu le pouvoir de disposer à leur préjudice des valeurs auxquelles il s'applique.

A la vérité, le droit du créancier n'avait pas cette énergie au moment où il est né, mais peu importe, s'il l'a acquise depuis.

En pratiquant une saisie-arrêt, le créancier agit en vertu de l'art. 1166 C. civ.; il exerce les droits et actions du débiteur ; — on serait, en conséquence, tenté de croire qu'il reste l'ayant cause de son débiteur comme celui qui exerce l'action oblique. Il n'en est rien cependant ; car, si la saisie-arrêt est une application du principe posé par l'article 1166 C. civ., elle a ses règles particulières, qui sont beaucoup plus étroites que celles qui régissent l'action oblique. Les articles 1242 et 1298 C. civ. supposent d'ailleurs que l'opposition opère une sorte de dessaisissement du débiteur saisi. Il s'ensuit que le saisissant n'est pas obligé de subir les fluctuations du patrimoine de son débiteur, et de se voir opposer tous les actes qui auraient pour résultat de diminuer la créance saisie. Néanmoins, s'il est à l'abri des actes de disposition de son débiteur, le saisissant ne devient pas pour cela le créancier du tiers saisi.

Le débiteur saisi peut contracter de nouvelles dettes postérieurement à la saisie, et ses nouveaux créanciers pourront former de nouvelles oppositions sur la créance antérieurement saisie. Entre tous ces créanciers, les sommes dues par le tiers saisi se partageront au marc le franc, puisque la loi n'accorde pas de privilège au premier saisissant, et que, tant que le jugement de validité n'a pas attribué les

sommes saisies à certains d'entre eux, ces sommes restent le gage de tous les créanciers.

D'autre part, le saisi restant créancier peut céder sa créance à une autre personne, et cette cession sera valable au regard des cocontractants ; mais elle ne pourra préjudicier aux saisissants antérieurs à cette cession, parce que, à leur égard, la créance saisie est frappée d'une indisponibilité totale.

Les principes que nous venons d'exposer s'appliquent sans difficulté, lorsque le saisissant se trouve en présence d'un cessionnaire qui a acquis la créance postérieurement à la saisie, ou en présence d'autres saisissants ; mais que décider au cas où ces diverses personnes se trouvent en concours, c'est-à-dire dans l'hypothèse suivante? — Soit une créance de 3.000 fr. sur laquelle intervient d'abord une saisie-arrêt pour une somme de 1.500 fr., puis une signification de cession sur la totalité de la créance, ladite cession antérieure ou postérieure à la saisie-arrêt, puis une seconde saisie-arrêt pour une somme de 1.500 fr. Sur cette somme de 3.000 fr., se produisent donc des réclamations pour une somme de 6.000 fr. : comment va se régler le concours des ayants droit ?

C'est là une des questions qui ont donné lieu aux solutions les plus diverses de la part de la doctrine comme de la jurisprudence. Pour résoudre la difficulté on a même fait appel à l'algèbre ¹.

1. MOURLON, *Revue historique du droit français et étranger*, 1848, 101.)

Ce qui complique encore la question, c'est que certains auteurs admettent que la signification de la cession vaut comme opposition, tandis que d'autres refusent d'assimiler le cessionnaire à l'opposant.

Pour nous, qui admettons que le saisi reste titulaire de la créance frappée d'opposition, et peut contracter de nouvelles dettes, il est évident que la cession est valable. Le cessionnaire doit donc être considéré comme un créancier chirographaire ordinaire, et peut, en cette qualité, former une saisie-arrêt pour se faire rembourser ce qui lui est dû à raison de l'éviction dont il souffre. Or, la signification du transport indiquant suffisamment son intention de se créer un titre exclusif à la propriété de la somme cédée, il serait inutile et frustratoire de l'obliger à recourir aux formes longues et coûteuses de la saisie-arrêt pour venir en concurrence avec les autres créanciers. S'il en était autrement dans l'ancien droit, cela s'explique fort bien, parce que le saisissant avait alors un privilège opposable à tous. (Pothier, *Traité de la vente*, n° 556. — Dans le sens de notre opinion : Duranton, t. 16, page 511. — Aubry et Rau, t. 4, p. 435 ; — Cass., 9 décembre 1867, S. 60, 1, 29. — *Contra* : Mourlou, *Examen du commentaire de Troplong*, t. 1^{er}, p. 67.)

Ce premier point établi, examinons les solutions diverses que cette question a reçues. On ne compte pas moins de douze systèmes proposés pour résoudre cet important problème, mais on peut les ramener à quelques types principaux.

Cette multiplicité d'opinions provient de ce que l'on ne s'entend pas sur les caractères de l'indisponibilité de la créance saisie. Pour les uns, cette indisponibilité est totale, c'est-à-dire s'étend à la créance entière; pour les autres, elle n'est que partielle, et ce qui excède les causes de la saisie reste disponible.

On ne s'entend pas davantage sur le point de savoir si elle est absolue ou relative, en un mot, si elle profite à tous les saisissants antérieurs ou postérieurs à la cession.

Nous allons examiner successivement ces différents systèmes :

1° *Système de l'indisponibilité totale.* — Les partisans de l'indisponibilité totale raisonnent de la manière suivante :

La saisie-arrêt, disent-ils, place sous main de justice et frappe d'indisponibilité toutes les sommes qui se trouvent entre les mains du tiers saisi ; et ils font résulter cette solution des art. 557 C. pr. civ. et 1242 C. civ. Le premier de ces articles dispose en effet :
« Tout créancier peut, en vertu de titres authentiques
« ou privés, saisir-arrêter entre les mains d'un tiers
« les sommes et effets appartenant à son débiteur
« ou s'opposer à leur remise. » Cet article ne dit pas si la saisie porte seulement sur une partie de la créance ou sur la totalité. Ce silence est significatif; car, si le législateur avait entendu faire une restriction, il l'eût indiquée d'une manière formelle. D'ailleurs, l'article 557 C. pr. civ. ne distingue pas entre

la saisie-arrêt des sommes d'argent et celle des effets mobiliers. Or, puisqu'elle comprend la totalité de l'objet dans ce dernier cas, il doit en être de même dans l'autre.

L'article 1242 C. civ., que nous avons déjà cité, déclare également nul le *paiement* fait au préjudice de la saisie, sans distinguer si ce paiement comprend la totalité ou une partie seulement de la créance ; ce que nous avons dit à propos de l'article précédent lui est donc applicable.

L'art. 1298 *in fine*, ne fait que confirmer cette opinion quand il dispose que « celui qui, étant « débiteur, est devenu créancier depuis la saisie-arrêt « faite par un tiers entre ses mains, ne peut, au « préjudice du saisissant, opposer la compensation. »

C'est donc que la créance est frappée d'indisponibilité pour le tout ; autrement, le débiteur pourrait opposer la compensation, au moins pour le surplus de la créance saisie.

Ainsi, la loi, dans plusieurs cas, pose le principe de l'indisponibilité de la créance saisie ; elle n'apporte à ce principe aucune restriction ; elle ne dit nulle part que la créance du saisi est frappée d'indisponibilité simplement pour la portion correspondant à la créance du saisissant. Ce silence de la loi n'est-il pas significatif, et ne doit-on pas en conclure que la créance est indisponible pour le tout ?

A ces arguments, les partisans de la seconde opinion répondent :

Vous nous dites que la loi ne fait aucune allusion à l'indisponibilité partielle; mais, en raisonnant ainsi, vous ne tenez aucun compte de l'art. 559 du Code de procédure, qui exige que l'exploit de saisie-arrêt énonce « *la somme pour laquelle elle est faite ou l'évaluation provisoire qui en sera faite par le juge* ».

A quoi sert donc cette disposition, sinon à restreindre précisément l'effet de la saisie à une partie égale de la créance qui en est l'objet ? Et ce qui prouve que tel a bien été le but du législateur, c'est que cette disposition est une innovation du droit nouveau. Dans l'ancienne jurisprudence française, il suffisait d'énoncer dans l'exploit que la saisie était faite *pour les causes à déduire*, tandis que l'art. 559 du C. pr. civ. exige au contraire une indication formelle ou, si cela est impossible, une évaluation provisoire de la créance du saisissant. Cette innovation serait inutile si, comme par le passé, la créance saisie était indisponible pour le tout. Les partisans de ce système tirent encore un argument de l'art. 4 du décret du 18 août 1807, relatif aux saisies-arrêts ou oppositions faites entre les mains des receveurs ou administrateurs de caisses ou deniers publics. Cet article déclare en effet que « *la saisie-arrêt ou opposition n'aura d'effet que jusqu'à concurrence de la somme portée en l'exploit* ».

Ce texte consacre donc de la manière la plus formelle le principe de l'indisponibilité partielle.

Enfin, ces auteurs font valoir une dernière

considération basée sur un motif d'intérêt général ; car, avec le premier système, une créance peut-être insignifiante pourra avoir pour effet d'ôter au saisi le droit de se faire payer d'une somme bien supérieure ; il y aura encore à craindre que le tiers saisi ne devienne insolvable.

Chaque système compte de nombreux partisans ; la jurisprudence elle-même a varié ; cependant, aujourd'hui, elle semble adopter le deuxième système. Telle n'est pas notre opinion, et, malgré les arguments d'une réelle valeur invoqués par l'opinion adverse, nous adoptons la première solution, qui a été défendue avec beaucoup d'éclat par M. Demolombe dans son cours du Code Napoléon.

En effet, l'exigence de l'article 559 du Code de procédure se comprend parfaitement : « C'est bien le
« moins, dit M. Demolombe, quand vous faites
« défense à mon débiteur de me payer au préjudice
« de ce que je vous dois, que vous me disiez, en
« effet, ce que vous prétendez que je vous dois, et
« comment et par quel sacrifice se pourrait faire
« lever votre défense. » (Demolombe, *Traité des contrats*, t. IV, § 209.)

Prétendre que l'article 559 Code pr. civ. ait voulu limiter l'indisponibilité de la créance saisie au montant de la créance du saisissant, est aussi contraire au texte qu'à tous les principes admis en matière de gage. En effet, le gage étant indivisible (art. 2083 Code civ.), chacune de ses parties est

affectée pour le tout au paiement de la dette. On peut dire de lui ce que les jurisconsultes romains disaient de l'hypothèque: « *Tota in toto, atque tota in qualibet parte.* » Par conséquent, il se peut qu'une créance bien supérieure soit frappée d'indisponibilité pour le tout au profit d'une autre d'une bien moindre valeur.

Cette solution a encore pour elle la tradition historique : elle avait été consacrée par un arrêt du 8 mars 1760, et peut encore s'appuyer sur l'art. 1944 Code civ.

Quant à l'argument que le deuxième système prétend tirer de la loi du 18 août 1807, il peut être considéré comme une disposition de faveur pour les administrations publiques, dont la bonne foi ne peut être suspectée.

Enfin, la saisie-arrêt ne peut porter aucun préjudice au tiers saisi ni au débiteur saisi, parce que l'un et l'autre ont une ressource, la consignation. (1° D., 12, 259. — 2° D., 93, 2, 246.)

Nous avons décidé que la créance saisie-arrêtée était frappée d'indisponibilité totale; voyons maintenant si cette indisponibilité est absolue ou relative, c'est-à-dire si la créance saisie est indisponible à l'égard de tous les saisissants ou seulement du premier saisissant. Il existe également deux systèmes sur cette question.

Premier système. — Il peut se formuler ainsi : la première saisie-arrêt pratiquée profite à tous, même

aux opposants postérieurs à la cession ; tous seront payés au marc le franc, si le saisi a cédé dans l'intervalle le surplus de sa créance.

« Le premier saisissant, dit M. Larombière, n'a acquis sur les sommes frappées d'opposition aucun droit exclusif, aucune préférence même, par cela seul que ses poursuites sont postérieures ; il viendra donc, sans distinction de date entre les saisies, dans la distribution que sa saisie a placée sous main de justice. » (Larombière, t. III, art. 1242, n° 17.)

Mais la distribution ne portera que sur la portion qui a été l'objet de la première saisie, si l'on admet, avec le système de l'indisponibilité partielle, que pour le surplus la créance a été cédée valablement.

Cette opinion a été consacrée par différents arrêts, notamment un arrêt de Rouen, rapporté dans D., 64, 2, 68.

Elle est aussi défendue par un certain nombre d'auteurs, notamment par M. Garsonnet dans son Cours de procédure civile, t. III, § 627.

Nous ne nous rangeons pas à ce système, et nous adoptons celui de l'indisponibilité relative, cela pour les motifs suivants :

1° Le saisi demeure toujours titulaire de sa créance ; en conséquence, il peut recevoir paiement de son débiteur. L'article 1242 Code civ. déclare, il est vrai, non valables les paiements faits au préjudice d'une saisie ou d'une opposition ; mais cette

nullité ne peut être invoquée que par les créanciers opposants antérieurs au paiement.

2° La saisie-arrêt est une mesure que chaque créancier prend dans son propre intérêt ; elle est *res inter alios acta* pour les autres. Le premier saisissant a seul droit d'en réclamer le bénéfice, en vertu du vieil adage : *Vigilantibus jura prosunt*.

Il ne peut être considéré comme le gérant d'affaires des saisissants postérieurs : il fait ses affaires et non les leurs. Nous en concluons que, si un paiement ou une cession de toute la créance sont faits au préjudice d'une première saisie-arrêt, les saisissants postérieurs doivent être complètement écartés. Ils ne peuvent avoir, dans cette hypothèse, plus de droits que n'en aurait un créancier qui pratiquerait une première saisie-arrêt après le paiement ou la cession régulièrement signifiée.

Cette solution s'applique sans difficulté au cas où la cession ou le paiement portent sur la totalité de la créance : puisque la créance saisie a ainsi cessé de faire partie du patrimoine du saisissant, comment les saisissants postérieurs prétendraient-ils des droits sur elle, puisqu'elle ne fait plus partie de leur gage ?

Mais, si le montant de la créance du saisissant est inférieur au montant de la créance saisie, les saisissants postérieurs n'ont pas de droits sur l'excédent de la somme saisie-arrêtée ; mais, sur la somme elle-même, il en est différemment. Nul texte n'établit de cause de préférence au profit des saisissants

antérieurs. « En conséquence, dit M. Demolombe, tous les créanciers du saisi peuvent venir à contribution sur ce qui reste dû de la créance saisie, après le paiement partiel qui en a été fait. » (Demolombe, *Contrats*, 4, n° 216.)

Et, comme c'est par la faute du tiers saisi que ce préjudice est causé aux créanciers antérieurs à la cession, ils ont un recours contre lui en vertu de l'article 1382 C. civ. Ils peuvent ainsi lui réclamer la différence entre le dividende qu'ils ont touché et celui qu'ils auraient obtenu, s'il n'y avait pas eu de paiement. Deux arrêts récents, l'un de la Cour de Caen du 13 février 1882 (D. P. 83, 2, 63), l'autre de la Cour de Bordeaux, du 15 mai 1891 (D. P. 92, 2, 197), ont consacré cette solution. (Dans le même sens : Demolombe, *op. cit.*, n° 207 et suivants ; — Houyvet, *Revue pratique du droit français*, t. XXXI, 1871, p. 184 ; — Garsonnet, *op. cit.*, etc.)

Un autre système, en partant d'un point de vue différent, arrive au même résultat. D'après lui, la créance saisie n'est frappée d'indisponibilité que jusqu'à concurrence des causes de la saisie ; l'excédent peut donc être valablement transporté, mais les créanciers saisissants postérieurs peuvent venir, par contribution sur la somme saisie-arrêtée, avec les créanciers saisissants antérieurs à la signification du transport ou du paiement. Et, comme ces derniers éprouvent un préjudice par suite de cette contribution, ils ont un recours contre le cessionnaire ou le tiers

saisi, à l'effet d'être indemnisés de ce dont ils ont été ainsi privés sur le montant de la créance. (Riom, 23 janvier 1883, et Limoges, 24 avril 1884, D. *Sup. Rép.*, v° *Saisie-arrêt*, n° 150, note 1, et Rennes, 14 août 1891, D. P. 93, 2, 246.)

La seule différence qui existe entre ce système et celui que nous avons adopté, consiste donc en ce que nous prétendons qu'à l'égard du premier saisissant, la créance est frappée d'indisponibilité pour le tout, tandis que ce second système prétend que c'est seulement jusqu'à concurrence des causes de la saisie.

Mais, si l'indisponibilité n'est que partielle, sur quel principe juridique peut-on se baser pour accorder un recours aux saisissants antérieurs ? Si l'excédent de la créance saisie était disponible même à leur égard, pour quel motif se plaindraient-ils que le saisi en ait disposé ? Ce dernier n'a fait qu'user de ses droits ; car on n'est pas responsable, dans cette hypothèse, du préjudice que l'on peut ainsi causer à un tiers.

Dans notre système, au contraire, l'indisponibilité étant totale, aucun paiement ou aucune cession ne peuvent être faits au préjudice de la saisie ; ils sont non avenus au regard des saisissants antérieurs, et ceux-ci peuvent, en conséquence, demander à ce que, dans la distribution de la somme saisie, on ne tienne pas compte à leur égard du paiement ou de la cession qui ont eu lieu, car le saisi n'avait pas le droit de les

faire ; il est donc en faute, et l'art. 1382 est ici applicable.

A côté du système de l'indisponibilité totale et relative que nous avons adopté, il en existe beaucoup d'autres qu'il serait trop long d'énumérer. Aussi nous contenterons-nous d'exposer d'une façon sommaire les trois principaux :

1° Système de l'indisponibilité totale et absolue.

— D'après ce système, toutes les sommes dues par le tiers saisi sont frappées d'indisponibilité, et la cession qui en est faite depuis la saisie ne vaut que comme opposition. C'est ce qu'à décidé un jugement du Tribunal d'Annecy du 6 juillet 1892 : « Attendu, dit ce jugement, que la combinaison des art. 557 Code pr. civ. et 2093 du C. civ. ne permet pas de réduire les effets de la saisie-arrêt au montant des causes pour lesquelles elle a été faite ; que, si telle avait été l'intention du législateur, il s'en serait expliqué expressément... ;

« Attendu que refuser cet effet à la saisie-arrêt serait compromettre gravement les intérêts du saisissant, en permettant au débiteur de diminuer une des sûretés procurées par ses diligences. » Et ce jugement, critiquant notre système qui accorde un recours contre le tiers saisi, déclare que ce système, s'il est équitable, ne repose sur aucune base légale et conduit à des conséquences peu logiques ; car, si l'on admet que le débiteur conserve, à l'égard des saisissants postérieurs, la disposition de l'excédent de la

somme saisie, il ne fait que disposer de ce qui lui appartient, et la cession est par suite à l'abri de tout recours. Nous reconnaissons bien que l'indisponibilité est totale, mais seulement à l'égard des saisissants antérieurs, de sorte que ceux-ci ont, contre le tiers saisi qui a payé, un recours qui a pour base légale l'art. 1382.

2^o Système de l'indisponibilité partielle et absolue. —

La créance saisie n'est frappée d'indisponibilité que jusqu'à concurrence du montant de la créance du saisissant. L'excédent peut être valablement transporté par le débiteur et payé par le tiers saisi. En outre, les créanciers saisissants postérieurs et antérieurs seront tous payés au marc le franc, sur la somme arrêtée; mais ils n'ont aucun droit à l'excédent transporté. « Attendu, dit un jugement du Tribunal civil de Rennes du 14 août 1891, que la saisie-arrêt a pour effet de frapper d'indisponibilité la somme saisie-arrêtée jusqu'à concurrence du montant des causes de la saisie ;

« Qu'en l'absence d'un jugement de validité passé en force de chose jugée, cette somme ainsi rendue indisponible profite à tous les créanciers, opposants ou non, pourvu qu'ils produisent à la contribution dans les délais de la loi ; — Mais attendu que le débiteur peut disposer librement de tout ce qui excède les causes de la saisie, » etc. (D. P. 93, 2, 247.)

Ce système compte de nombreux partisans, mais

nous le croyons contraire au texte des art. 557 C. pr. civ. et 1242 du C. civ., et 1298 du C. civ.

Il a été consacré par de nombreux arrêts. (Orléans, 11 mai 1849, D. P. 59, 2, 172. — Bourges, 24 novembre 1865, D. P. 66, 2, 117. — Cass. 25 août 1869, D. P. 59, 1, 456. — Caen, 15 mai 1871, D. P. 87, 2, 195. — Rennes, 14 août 1891, D. P. 93, 2, 246. — Marcadé, art. 1691, n° 3 ; — Aubry et Rau, IV, p. 436. — Murlon, etc.)

3° *Système de l'indisponibilité partielle et relative.*

— Dans ce système, comme dans le précédent, la somme saisie-arrêtée n'est frappée d'indisponibilité que jusqu'à concurrence du montant des causes de la saisie ; mais les créanciers saisissants antérieurs au transport profitent seuls des sommes pour lesquelles ils ont saisi, sans que les saisissants postérieurs y puissent rien prétendre. Il serait, dit-on, dangereux et peu équitable de pouvoir frapper d'indisponibilité des sommes peut être considérables, et cela pour une créance minime. Mais ces inconvénients seront facilement évités ; car le tiers saisi peut consigner, et le saisi qui veut avoir la disposition du reste de sa créance n'a qu'à autoriser son créancier à se payer sur la somme ainsi consignée.

Ce système, qui ne compte d'ailleurs que peu de partisans, accorde aux saisissants antérieurs au transport ou au paiement une sorte de droit de préférence sur une portion de la créance saisie. Voilà ce que nous ne pouvons admettre ; car aucun texte

n'établit cette cause de préférence au cas de saisie-arrêt. Cette somme, tant que le saisi n'en a pas disposé, fait toujours partie de son patrimoine, et ne cesse pas d'être le gage commun de ses créanciers. Ce système est donc contraire à la loi, en tant qu'il accorde au premier saisissant un droit exclusif sur une portion de la créance saisie, et qu'aucun texte n'établit cette cause de préférence.

La Cour de cassation, dans un arrêt récent, a adopté ce troisième système : « Attendu, dit cet arrêt, que le créancier qui agit pour la conservation de son droit, profite seul de ses actes et diligences ; qu'ainsi, une saisie-arrêt ne frappe la créance qui en est l'objet que d'une indisponibilité relative à l'égard de ce qui concerne le créancier saisissant ; que, si un paiement ou un transport ne peut s'en faire au préjudice de cette saisie, la cession consentie à un tiers vaut néanmoins pour tout ce qui excède le droit et l'intérêt personnel du créancier ; que, dans ce cas, il y a lieu de procéder entre celui-ci et le cessionnaire au règlement de leurs droits respectifs sur la créance saisie, d'après l'antériorité des poursuites de l'un et les effets légaux de la cession consentie à l'autre ; que, si postérieurement à la signification de cette cession, il intervient d'autres saisies-arrêts sur la même créance, qui n'a encore été l'objet d'aucune attribution exclusive au premier saisissant, ces nouvelles oppositions ne peuvent faire obstacle à l'exécution du transport ; qu'à l'égard de ces derniers

saisissants, le cessionnaire se trouve déjà régulièrement investi de la propriété de la partie de la créance qui lui a été transportée, et qui est sortie du patrimoine du débiteur. (Cass., 15 juin 1898, Gaz. des Trib. des 26, 25 et 28 septembre 1898.)

Ainsi, d'après la jurisprudence la plus récente de la Cour suprême, la créance saisie n'est frappée d'indisponibilité qu'à l'égard du premier créancier saisissant, et, d'autre part, la cession consentie postérieurement à un tiers vaut pour tout ce qui excède le droit et l'intérêt du saisissant.

Nous avons déjà critiqué ce système, et nous ne reviendrons pas sur ce point.

SECTION II

Conséquences de l'indisponibilité

§ 1^{er}

Par rapport au débiteur saisi

La saisie-arrêt opère une espèce de dessaisissement à l'égard du saisi.

Par le fait même de l'opposition, le saisi est dépouillé du droit de disposer dans l'avenir des sommes arrêtées au préjudice du saisissant. (Orléans, 22 janvier 1864, D. P. 64, 2, 68.)

Il suit de là que la remise gratuite de dette qu'il ferait au tiers saisi ne serait pas valable au regard des saisissants antérieurs ; mais il en serait autrement d'une remise forcée, comme celle résultant d'un concordat obtenu par le tiers saisi tombé en faillite. C'est là un fait étranger au saisi, et le saisissant doit en subir les conséquences. (Roger, n° 435.)

De même, la réduction de la dette du tiers saisi serait opposable au saisissant, bien qu'opérée après l'opposition, si elle dérivait d'une cause antérieure à cette opposition. (Cass., 10 janvier 1859, D. P. 59, 1, 34.)

Le saisi ne pourrait pas non plus consentir au transport, ni accorder des délais au tiers saisi pour se libérer, la concession d'un terme étant une sorte de remise partielle. (Paris, 25 mars 1831, S. 31, 2, 179.)

Il en est de même du droit de faire novation, à moins toutefois que cette opération n'offre au saisissant une créance équivalente à la première.

Quant aux actes de disposition antérieurs à l'opposition, ils restent valables, sauf le cas de fraude, à condition que toutes les formalités nécessaires pour les rendre opposables aux tiers aient été remplies avant la signification de l'opposition. C'est ainsi qu'un transport consenti antérieurement à la saisie-arrêt serait sans effet, s'il était signifié après. (Art. 1690 C. c. — Bioche, n° 234.)

Mais, si le saisi n'a plus la libre disposition de sa créance, il a toujours le droit de prendre toutes les

mesures nécessaires pour la conserver, par exemple un jugement de condamnation contre le tiers saisi, ou une inscription hypothécaire. Il résulte de là que le saisissant n'est pas responsable de l'insolvabilité du tiers saisi survenue depuis l'opposition, alors même que le jugement de validité aurait été rendu. (Cass., 26 juillet 1836, et Grenoble, 12 mai 1837, S. 37, 1, 337. — Limoges, 4 février 1847, D. P. 47, 4, 431.)

On a soutenu que la saisie-arrêt fait obstacle à ce que le saisi contracte de nouvelles obligations qui pourraient nuire aux droits du saisissant.

En effet, a-t-on dit, la loi manquerait son but, si de nouveaux créanciers pouvaient venir en concours avec le saisissant, et diminuer sa part comme le ferait un paiement partiel : les droits du saisissant resteraient à la merci du débiteur, et les prérogatives que la loi y a attachées s'évanouiraient. Les actes de disposition sont interdits au saisi ; or, n'est-ce pas disposer de la créance que de conférer à de nouveaux créanciers le droit de concourir sur cette créance avec le saisissant ?

Enfin, certaines dispositions législatives ont décidé, dans des cas analogues, que le débiteur n'avait pas le droit de s'obliger.

Ainsi, 1° l'article 684 C. pr. civ. permet aux créanciers de faire annuler les baux qui n'ont pas acquis date certaine avant le commandement ; 2° l'article 443 C. com. et l'article 5 de la loi du 4 mars 1889, interdisent au failli ou à l'individu en état de liqui-

dation judiciaire de contracter au préjudice de la masse.

Puisqu'il y a identité de situation entre les cas prévus par ces articles et celui du débiteur dont la créance est saisie-arrêtée, il faut appliquer la même solution, et décider que les créanciers postérieurs à la saisie ne peuvent concourir avec les autres saisissants. (Boitard, Colmet d'Aage et Glasson, tome 2, n° 832. — Mourlon, *Examen critique du commentaire de M. Troplong sur les privilèges.*)

Malgré les autorités qui défendent cette opinion, et, tout en reconnaissant que les considérations qu'elles font valoir sont d'une réelle valeur, nous n'hésitons pas à adopter une solution contraire.

Selon nous, aucun des arguments invoqués par nos adversaires ne sauraient prévaloir contre le principe posé par l'article 2093. « Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers ; et le prix s'en distribue entre eux, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence. »

Or, nous ne voyons nulle part un texte accordant au premier saisissant un privilège à l'encontre des saisissants postérieurs. Cela existait dans l'ancien droit ; mais le législateur moderne a proclamé avec raison l'égalité des créanciers.

Quant aux arguments tirés des art. 443 C. com. et 684 C. pr. civ., ils ne sont pas non plus probants : ils s'expliquent fort bien dans les cas où ils s'appliquent ; mais ce ne sont pas des principes généraux

que l'on puisse étendre à toutes les hypothèses du même genre.

En matière de faillite ou de liquidation judiciaire, le débiteur n'a plus *l'administration* de son patrimoine ; c'est le syndic qui en est chargé : le saisi au contraire n'est dépouillé que de son droit de disposition.

De même, il fallait, en cas de saisie immobilière, permettre aux créanciers saisissants de faire annuler les baux qui n'avaient pas date certaine avant le commandement ; car autrement, le saisi aurait eu un moyen trop facile de soustraire aux créanciers leur gage pour un temps plus ou moins long, ou d'en diminuer la valeur, afin de permettre à un complice de racheter l'immeuble à bon marché.

La saisie-arrêt ne fait donc pas obstacle à ce que le saisi contracte de nouvelles dettes ; mais cependant, s'il s'obligeait envers le tiers saisi, ce dernier ne pourrait opposer la compensation à son profit. (Art. 1298 Code civ.)

Une autre question également fort discutée est celle de savoir si, en cas de saisie-arrêt de loyers en partie échus, en partie à échoir, le débiteur saisi pourrait, en sa qualité de propriétaire, annuler le bail pour l'avenir de concert avec son locataire.

Pothier enseigne la négative : car, dit-il, l'annulation du bail aurait pour effet de décharger les locataires pour les années à échoir ; et, ces années étant arrêtées, le bailleur ne peut en disposer au préjudice

de l'arrêtant. (Pothier, *Traité de procédure civile*, 4^e partie, chapitre 2, section 3, § 4.) Cette opinion repose sur une erreur évidente; car le saisi, restant propriétaire et conservant la libre administration de son patrimoine, peut louer ou vendre ses immeubles comme il l'entend. De plus, la saisie-arrêt ne frappe, ne saisit véritablement que les loyers échus; elle ne peut s'étendre aux loyers à échoir que conditionnellement, autant qu'ils seront dus, dans la supposition que le locataire continuera de jouir et de payer au même propriétaire. (Thomine, t. II, n° 612. — Bioche, n° 229. — Carré, Q. 1951 *bis*, E.)

Si la saisie-arrêt est pratiquée entre les mains du débiteur d'une rente, si elle ne porte que sur les arrérages échus ou à échoir, elle n'empêche pas le saisi de rembourser le capital, ni même de céder son droit de rente. (Comparez : Paris, 30 novembre 1893, D, P. 95, 2, 130.) Il faudrait seulement, d'après certains auteurs, que le capital restât aux mains du saisi ou fût consigné par lui, jusqu'à ce qu'il eût produit les arrérages nécessaires pour satisfaire aux causes de la saisie. (Chauveau sur Carré, Q. 1951 *bis*, E. — Roger, 447. — Voy. cep. Bioche, n° 229.)

Notre solution se justifie comme la précédente par cette considération, que la saisie-arrêt frappe d'indisponibilité les sommes dues en vertu de droits déjà nés à l'époque où elle est formée; elle est subordonnée, quant aux droits à naître, à la condition

qu'ils naîtront, et elle s'évanouit si ces droits disparaissent.

Mais, si la saisie a été pratiquée, non seulement sur les arrérages, mais encore sur tout ce que le débi-rentier doit ou pourra devoir au débiteur saisi, dans ce cas le capital de la rente serait immobilisé, et tout transport ultérieur serait nul. (Liège, 18 décembre 1819.—Dall., *Rép.*, v° *Saisie-arrêt*, n° 135.)

L'exploit de saisie-arrêt produit encore un autre effet au regard du saisi : il interrompt la prescription qui courait contre lui au profit du tiers saisi. « On opposerait en vain, dit M. Garsonnet, que ce n'est pas le propre créancier du tiers saisi qui le lui signifie; car il n'est dit nulle part que le droit d'interrompre la prescription soit exclusivement attaché à la personne du créancier; ses propres créanciers ont le droit de l'interrompre à sa place, en vertu de l'art. 1167 Code civ. » (Garsonnet, III, n° 616.) Si cependant la créance du saisissant contre le saisi était prescrite, le tiers saisi pourrait lui opposer cette exception, en vertu de l'article 2225 du Code civil.

§ 2

Conséquences de l'indisponibilité par rapport au tiers saisi

L'indisponibilité de la créance saisie-arrêtée a pour conséquence de rendre le tiers saisi responsable, vis-à-vis du saisissant, du paiement qu'il ferait au préjudice de celui-ci.

Ainsi que nous l'avons démontré, l'indisponibilité est donc relative ; il s'ensuit que c'est seulement dans le cas où le paiement aurait porté préjudice au créancier, et dans la limite de ce préjudice, que le tiers saisi est responsable. (Alger, 13 juin 1889, et Seine, 16 novembre 1893, Dal., *Sup.*, *Rép.*, v° *Saisie-arrêt*, n° 130 et 141.)

Ainsi, le paiement fait par le tiers saisi serait valable, s'il avait servi à désintéresser des créanciers hypothécaires ou privilégiés qui eussent été colloqués avant le saisissant. (Bourges, 16 novembre 1821, Dall. *Rép.*, v° *Saisie-arrêt*, n° 400. — Loi du 12 novembre 1808, art. 2.)

Le tiers saisi pourrait de même faire un paiement valable nonobstant la saisie-arrêt, au cas où ce paiement, fait au saisissant, n'aurait pas la même vertu libératoire que s'il était fait au saisi, et pourrait, vis-à-vis du tiers saisi, entraîner perte d'un droit ou en entraver l'acquisition. Tel serait le cas de l'actionnaire d'une société anonyme dont les statuts stipuleraient que le défaut de paiement aurait pour effet l'expropriation et la vente des actions. (Cass., novembre 1877, D. P. 78, 1, 473.)

D'autre part, si le tiers saisi peut prouver qu'il a payé de bonne foi et n'a aucune faute à se reprocher, le paiement est encore libératoire, malgré l'existence d'une opposition. C'est ce qui a été décidé relativement aux mandats délivrés par le Trésor. Celui-ci est valablement libéré quand il acquitte, dans l'ignorance

d'une opposition, les mandats délivrés et contrôlés avant qu'elle fût formée. (Avis du Conseil d'État, 18 juillet et 17 août 1807.)

La Cour de cassation a, en vertu de la même idée, déclaré valable le paiement fait par un tiers saisi qui, se trouvant éloigné de son domicile, n'aurait pu avoir connaissance de la saisie-arrest. (Cass., 30 mars 1852, D. P. 52, 1, 247.)

Enfin, il est évident que le tiers saisi pourrait encore se libérer valablement entre les mains du saisi, si le saisissant lui donnait une mainlevée valable et régulière, ou s'il était poursuivi en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée. — S'il s'agissait d'une décision judiciaire exécutoire par provision, il pourrait également payer son créancier, mais seulement dans le cas où il aurait été partie au jugement; dans le cas contraire, il ne pourrait le faire que sur le vu des certificats de non-opposition et appel. (Dal., *Rép.*, v° *Saisie-arrest*, n° 397.)

En dehors des exceptions que nous venons de signaler, il faut décider que le tiers saisi est responsable du paiement qu'il fait au mépris de la saisie-arrest. Ce paiement n'est pas nul de droit, et il n'engage la responsabilité du tiers saisi qu'autant qu'il a porté préjudice au saisissant. Toutefois, c'est au tiers saisi qu'il appartient d'établir qu'il était indispensable, ou qu'il a tourné au profit du saisissant. (Paris, 15 mars 1826, et Cass., 18 novembre 1829, Dall., *Rép.*, *Obligations*, 1693-2° et 1103.)

Dans tous les cas, comme le paiement qu'il fait profite au saisi, le tiers saisi peut recourir contre lui par l'action *negotiorum gestorum*; car il a payé à la place du saisi une dette dont celui-ci était tenu.

Si, au lieu de payer au saisi lui-même, le tiers saisi payait à un cessionnaire de celui-ci, il aurait également un recours contre ce cessionnaire, basé sur ce qu'il est l'ayant cause du saisi, et, comme tel, ne peut avoir plus de droits que ce dernier. (Cass., 12 novembre 1877, D. P. 78, 1, 153 et la note.)

L'indisponibilité dont est frappée la créance saisie, en laissant la créance dans l'état où elle était auparavant, peut causer un grave préjudice au tiers saisi, qui reste tenu de remplir ses engagements, notamment de payer les intérêts. Il peut en outre être soumis à des poursuites, soit de la part du saisi, soit de la part d'un cessionnaire du saisi, jusqu'à ce qu'il ait été procédé à l'attribution des deniers saisis. Aussi la loi lui permet-elle, afin d'éviter des mesures d'exécution, de consigner le montant de sa dette, quand elle est échue, en se conformant aux dispositions des articles 1259 et suivants du Code civil. (Limoges, 4 février 1847, D. P. 47, 4, 431. — Paris, 24 décembre 1853, S. 56, 2, 503.)

D'autre part, le saisissant et le saisi peuvent, eux aussi, avoir intérêt à demander la consignation, le premier pour parer aux risques de l'insolvabilité future du tiers saisi, et le second pour déjouer le calcul qui

consisterait, pour le débiteur tiers saisi, à se mettre à l'abri du paiement en alléguant une saisie-arrêt de complaisance. (Dodo, *Traité de la saisie-arrêt*, n° 147.)

Les sommes ainsi consignées, quand la consignation a été régulièrement validée par un jugement de validité rendu en présence de toutes les parties, cessent d'être la propriété du tiers saisi, et ne peuvent plus être frappées d'opposition de la part de ses créanciers personnels. Mais il en serait autrement si la consignation était irrégulière. (Chauveau, Q. 1952 *bis*.)

SECTION III

Théorie de l'affectation spéciale

La saisie-arrêt, en rendant indisponibles les sommes saisies, peut causer un grave préjudice au saisi. Aussi a-t-on songé depuis longtemps à éviter les inconvénients qui résultent de cet état de choses. Quelques arrêts déjà anciens avaient autorisé le débiteur saisi, lorsqu'il était notoirement solvable, d'arriver à obtenir une mainlevée provisoire en laissant entre les mains du tiers saisi une somme suffisante pour désintéresser le saisissant, ou en l'obligeant à fournir caution. De cette façon, le saisi pouvait toucher le surplus de sa créance. (Paris, 31 octobre 1826, Dal., *Rép. Sup. A*, n° 272.)

Mais cette solution, très favorable pour le saisi, pouvait entraîner de graves inconvénients pour le saisissant. D'une part, en effet, s'il survenait de nouvelles saisies, le premier saisissant, n'ayant pas de privilège, était obligé de subir le concours d'autres créanciers, et ne touchait ainsi qu'une partie de la somme qui lui était affectée ; pour le surplus, il pouvait n'avoir qu'un recours illusoire. D'autre part, la caution pouvait devenir insolvable, et, de plus, même au cas où elle était solvable, le saisissant devait intenter de nouvelles poursuites et subir ainsi un retard préjudiciable. Enfin, cette solution était également contraire au principe de l'indisponibilité totale que nous avons admis.

Aussi ne fut-elle adoptée que par quelques tribunaux.

Mais, vers 1825, de nombreuses saisies-arrêts ayant été pratiquées entre les mains du Trésor sur l'indemnité accordée aux émigrés, le Tribunal de la Seine inventa alors le système dit de « *l'affectation spéciale* », qui s'est peu à peu étendu à toute la France.

Voici en quoi consiste ce procédé :

Le saisi assigne le saisissant et le tiers saisi en référé, et demande à être autorisé à toucher le montant de la somme saisie en laissant à la caisse des consignations somme suffisante pour assurer le paiement du montant des causes de l'opposition, sur laquelle il consent immédiatement saisie et transport

au profit du saisissant, jusqu'à concurrence de ce qui sera reconnu lui être dû par le jugement qui sera rendu sur l'instance en validité. Au moyen d'une ordonnance conforme à ces conclusions, les droits de toutes les parties se trouvent ainsi à l'abri, et le tiers saisi peut sans inconvénients consentir à se dessaisir de ce qu'il doit.

Il s'opère donc, par ce moyen, une sorte de transport ou de délégation judiciaire au profit du saisissant; mais il faut remarquer que cette opération, pour être parfaite et définitive, est subordonnée à la condition qu'il interviendra un jugement validant la saisie-arrest.

Les parties peuvent employer ce moyen de procédure sans crainte d'éprouver un préjudice quelconque. Une partie de la créance étant devenue disponible, le tiers saisi peut en effet payer sans inconvénients ce qui excède le montant des causes de la saisie. Quant au saisissant, il est sûr d'arriver à être payé intégralement sur la somme qui lui est spécialement affectée, puisqu'il évitera le concours possible de saisissants ultérieurs, la créance contre le tiers saisi étant passée du patrimoine du saisi dans le sien.

Ce procédé présente en outre des avantages nombreux; car le saisi, moyennant le paiement conditionnel de sa dette, ne voit pas son crédit ébranlé, et peut ainsi recouvrer la jouissance du surplus des sommes lui appartenant. Ce système, malgré ses avantages incontestables, n'a cependant

pas été anciennement accepté par la jurisprudence. On a objecté que l'affectation spéciale supprime l'instance en validité et rend illusoires les dispositions minutieuses que la loi consacre ; qu'en outre, elle aboutissait à créer un véritable privilège au profit du saisissant.

Enfin, comme dernier argument, on a fait remarquer que la consignation n'a pas l'efficacité d'un paiement ; car le saisissant ne peut pas, par une simple manifestation de volonté, toucher les fonds à lui délégués, parce que le résultat de l'affectation spéciale est subordonné à l'issue d'un débat entre lui et le saisi. (Demolombe, t. 27, n° 222 ; — Colmet de Santerre, 5, 181 bis, XII.)

Ces arguments ne nous semblent pas probants.

Le reproche qu'on fait à ce système de violer les règles tracées par le Code de procédure ne tient pas, car l'affectation spéciale n'est pas l'œuvre du juge ; celui-ci ne fait que constater l'accord intervenu entre les parties. Or, le saisi pourrait parfaitement consentir à son créancier un transport subordonné à cette condition que le montant des causes de la saisie sera déterminé par justice. Dans ces conditions, pourquoi refuserait-on au président du tribunal le droit de constater dans son ordonnance l'accord des parties ?

L'affectation spéciale ne crée pas non plus de privilège au profit du saisissant. Par l'effet du transport, la créance est sortie du patrimoine du saisi, de

sorte que, si une saisie survient postérieurement à cette opération, elle n'a plus d'objet.

Mais, pour que ce résultat se produise, il faut que l'ordonnance ait été signifiée au tiers saisi, conformément aux dispositions de l'article 1690 C. civ., ou bien que le tiers saisi, mis en cause devant le juge des référés, accepte le transport, sinon la saisie-arrêt postérieure produirait un effet utile, et serait opposable au premier saisissant.

Reste l'objection tirée de ce que la consignation ne produit pas l'effet d'un paiement, et qu'en conséquence, le saisissant est obligé d'attendre l'issue du procès pour toucher les fonds à lui délégués.

Cette objection est loin de nous paraître probante. « Sans doute, dit M. Dodo, le créancier ne peut pas encaisser immédiatement la somme qui lui a été déléguée, mais pourquoi? Parce que l'exécution du transport dont il est bénéficiaire est subordonnée à la condition que les droits du saisissant soient ultérieurement reconnus; mais, dès qu'ils le sont, la condition se réalise, et, comme elle a effet rétroactif, la créance est sortie du patrimoine du saisi, non pas au moment de cette reconnaissance des droits du saisissant, mais dès que le transport est devenu opposable aux tiers, c'est-à-dire aux opposants postérieurs, par la signification ou l'acceptation. » (Dodo, n° 176.)

La Cour de Paris a plusieurs fois appliqué cette théorie. Elle a notamment décidé qu'en cas de faillite du saisi, le syndic, agissant au nom de la

masse, ne pouvait, au préjudice du saisissant, prétendre droit sur la somme affectée, bien que le débat sur la créance du saisissant ne fût vidé que postérieurement à la déclaration de faillite. (Paris, 23 juin 1841, S. 41, 2, 589. — Paris, 12 mars 1885, *Le Droit*, 1886, 4.)

La théorie de l'affectation spéciale, indépendamment de ses avantages pratiques, est donc parfaitement légitime en droit, à cette condition toutefois que l'on considère cette opération comme un transport conditionnel constaté par un contrat judiciaire. Le juge ne pourrait, sans violer la loi, l'ordonner d'office : son rôle dans la circonstance est analogue à celui du notaire ; il est là pour constater l'accord intervenu entre les parties et lui donner l'authenticité. (Voir : Paris, 16 novembre 1883, D. P. 84, 2, 145 ; — Paris, 13 janvier 1887, D. P. 87, 2, 188 ; — Seine, 31 mars 1888, *Le Droit* 1888, 78. — *Contra* : Seine, 4 septembre 1878, *Le Droit* 1878, 210 ; — Paris, 22 avril 1885, *La Loi* 1885, 804 ; — Rousseau et Laisney, *Recueil périod.* 1887, p. 145, 165.)

Au lieu d'un transport conditionnel, les parties pourraient parfaitement convenir d'une mise en gage conditionnelle ayant le même objet que le transport. Dans les deux cas, les conditions de consentement et de signification sont les mêmes ; mais, s'il s'agit d'un transport, le jugement qui statue sur la créance du saisissant fera réaliser la condition à laquelle il était subordonné, et suffira à le vivifier. S'il s'agit, au

contraire, d'un nantissement, ce jugement, outre qu'il déclarera le saisissant créancier, devra lui permettre la réalisation de son gage, puisque, aux termes de l'article 2078 C. civ., le créancier gagiste ne peut disposer de son gage sans l'autorisation de justice.

CHAPITRE VIII

EFFETS DU JUGEMENT DE VALIDITÉ

SECTION PREMIÈRE

Effets du jugement de validité relativement aux parties en cause

L'effet essentiel du jugement de validité est d'entraîner la condamnation du saisi, quand le saisissant n'était pas muni déjà d'un titre exécutoire, et, dans tous les cas, la condamnation du tiers saisi a pour conséquence de le rendre débiteur direct du saisissant : il ne peut plus se libérer qu'entre les mains de ce dernier.

Le jugement de validité n'emporte cependant pas novation, car la novation ne se présume pas ; elle n'a lieu que si la deuxième obligation se forme de l'extinction expresse de la première ; or, le saisissant, à aucun moment de la procédure, n'entend renoncer à sa créance primitive. Par conséquent, la première obligation subsiste, et la deuxième se trouve seulement ajoutée ; le saisi reste toujours l'obligé du saisissant, qui a ainsi deux débiteurs au lieu d'un seul. Le jugement de validité peut être assimilé, quant à ses

effets, à la délégation imparfaite dont parle l'article 1275 du C. civ., qui ne décharge pas le débiteur quand le créancier ne l'a pas formellement exprimée ; de sorte que les créanciers non payés par le tiers saisi ont un recours contre le saisi.

Il se produit un effet analogue lorsque la distraction des dépens est prononcée en faveur d'un avoué : celui-ci, tout en devenant créancier direct de la partie condamnée aux dépens, conserve néanmoins tous ses droits contre son client. (Pigeau, tome II. p. 180. — Chauveau, n° 1972. — Bourges, 27 juin 1820. — Nîmes, 24 avril 1828. — Toulouse, 22 janvier 1829, Dal., *Rép.*, v° *Saisie-arrest*, 453, 454.)

Le changement de créancier n'a pas pour résultat de modifier la nature de l'obligation du tiers saisi ; celui-ci reste tenu, vis-à-vis du saisissant, comme il l'était envers le saisi. Il peut, en conséquence, lui opposer toutes les exceptions qu'il eût pu opposer au saisi, sauf toutefois la compensation, si elle ne s'est produite que depuis l'exploit de saisie.

De même, si les deniers saisis proviennent d'une acquisition, le tiers saisi peut se soustraire au paiement par la voie légale du délaissement par hypothèque, sans que le saisissant puisse faire résulter à son profit du jugement de validité des droits autres ou plus étendus que ceux des vendeurs débiteurs saisis. (Cass. 15 janvier 1839, Dal., *Rép.*, *Saisie-arrest*, n° 455.) Le tiers saisi pourrait encore, malgré le jugement de validité obtenu par un

créancier chirographaire du vendeur, payer valablement un créancier hypothécaire qui plus tard lui a fait sommation de payer ou de délaisser. (Bourges, 16 novembre 1821, *ibidem*, 456.)

Il pourrait même se libérer entre les mains du saisi, s'il avait été stipulé entre eux que le paiement, pour être libératoire devait être fait entre les mains de ce dernier, comme cela a lieu fréquemment pour le paiement des actions émises par les sociétés anonymes. (Cass. 13 novembre 1877, D. P. 78, 1, 473.)

Le saisi, de son côté, n'étant pas libéré par le jugement de validité, conserve évidemment le droit de prendre telles mesures qu'il jugera convenables pour la conservation de sa créance. Il ne peut, dès lors, rendre le saisissant responsable de ce qu'il n'aurait pas fait exécuter le jugement de validité contre le tiers saisi, ou de ce qu'il n'aurait pas opéré la forclusion des créanciers dont les oppositions n'auraient pas été suivies de demandes en validité dans les délais.

Un créancier use en effet de son droit en faisant pratiquer des saisies-arrêts; mais il n'est pas tenu de discuter le tiers saisi. (Cass. 26 juillet 1836, S. 37, 1, 337.)

Enfin, le jugement de validité ayant substitué le saisissant au saisi, pour recevoir le paiement de la somme arrêtée, le tiers saisi n'est plus obligé de se libérer entre les mains de son créancier originaire, le

saisi. Si cependant il avait, malgré l'opposition, payé au saisi ou à son cessionnaire le montant de sa dette, il aurait un recours contre eux. (Art. 1242 Code civ. et Cass., 12 novembre 1877, D. P., 78, 1, 153.)

Mais il ne pourrait exercer ce recours qu'après avoir exécuté le jugement qui l'a condamné à payer une deuxième fois. Il n'aurait même aucun recours à exercer, si le paiement avait été indûment fait. (Cass., 11 février 1867, D. P. 67, 1, 377.)

Le jugement de validité emporte en outre hypothèque judiciaire, tant contre le tiers saisi que contre le saisi. C'est en effet un jugement de condamnation dans un cas comme dans l'autre : si la saisie a été pratiquée en vertu d'un titre exécutoire, il n'y a pas, il est vrai, condamnation effective du saisi ; mais néanmoins, le jugement suppose nécessairement l'existence d'une obligation du saisi envers le saisissant, et implique sa condamnation. (Cass., 1^{er} août 1881, D. P. 82, 1, 416.)

SECTION II

Effet translatif du jugement de validité

La saisie-arrêt aboutit, nous l'avons vu, à investir le saisissant de la créance saisie : cette créance, frappée d'indisponibilité pendant l'instance, lui est

définitivement attribuée par le jugement de validité. Mais, si l'on est d'accord pour reconnaître que le saisi se trouve ainsi dépossédé de sa créance, on est loin d'être d'accord sur le point de savoir quel est exactement le fait juridique qui produit cette dépossession, et sur le moment précis où elle s'opère.

D'après les uns, le jugement de validité a pour effet d'attribuer définitivement au saisissant la créance saisie. « Quand il s'agit d'une saisie-arrêt faite entre les mains d'un tiers débiteur de deniers, dit Proudhon, si, sur la demande en validité de saisie, il est intervenu un jugement qui ait ordonné au tiers saisi de vider ses mains dans celles du saisissant, ou, en d'autres termes, de payer au saisissant ce qu'il doit au débiteur saisi, avec défense de payer à d'autres, tout est consommé, et le saisissant qui a obtenu cette adjudication se trouve lui-même créancier du tiers au lieu et place du débiteur saisi, puisque la créance de celui-ci lui a été adjugée en toute propriété jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû ; et, dès lors, nul autre ne peut plus être recevable à former opposition au paiement pour venir en concurrence et par contribution avec lui. » (Proudhon, *Traité des droits d'usufruit*, t. IV, n° 2270.)

Le jugement de validité aurait donc pour effet, d'après ce système, de faire passer la créance saisie du patrimoine du saisi dans celui du saisissant, et de rendre ainsi sans objet les saisies-arrêts postérieures.

Selon d'autres, au contraire, l'appropriation de la somme saisie n'est consommée, en fait comme en droit, que du jour où le paiement est accompli : jusque-là, les cocréanciers du saisissant peuvent valablement pratiquer de nouvelles saisies et venir concourir avec lui sur les sommes dues par le tiers saisi. Cette solution, disent les partisans de ce système, était déjà admise dans l'ancien droit, quand le privilège du saisissant n'était pas admis, comme cela se produisait en cas de déconfiture. Denizart, en effet, s'exprimait ainsi : « Les deniers saisis par un créancier sur son débiteur entre les mains d'une tierce personne, tombent en contribution jusqu'à ce qu'ils soient payés au saisissant, quand même il aurait été ordonné par un jugement que les deniers saisis seraient baillés et délivrés au saisissant. » (Denizart, v° *Saisie-arrêt*, n° 32.)

Cette diversité d'opinions provient de ce que, pour les uns, le jugement de validité opère une sorte de novation de la créance saisie, tandis que les autres interprètent ce jugement comme une délégation imparfaite ou une simple indication de paiement.

Les partisans du premier système prétendent, en effet, que le jugement de validité équivaut à un véritable transport judiciaire ou à une novation des sommes saisies, et que ce transport ou cette novation, dès l'instant du jugement, rendent sans effet toutes les saisies-arrêts qui surviendraient postérieu-

rement sur les mêmes sommes, et constituent le tiers saisi débiteur direct du saisissant.

« Il est en effet difficile, dit M. Dalloz, de soutenir qu'un jugement qui, après avoir reconnu la sincérité d'une créance, ordonne au tiers saisi, pour l'acquitter, de verser les sommes qu'il doit au saisi, *quoi faisant, bien et valablement libéré*, ne contienne pas novation, lorsqu'il est constant qu'il rend le saisissant créancier direct du tiers saisi, contre lequel il peut agir par voie d'exécution. » (Dal. *Rép.*, *Saisie-arrêt*, n° 445.)

Cette opinion ne nous semble pas exacte. D'abord, il est impossible de soutenir que le jugement de validité opère novation de la créance saisie, car la novation ne se présume pas ; il faudrait pour que le saisi fût ainsi libéré, ou une déclaration, ou tout au moins une clause formelle dans le jugement, puisque, aux termes de l'article 1275 C. civ., la délégation n'opère point de novation si le créancier n'a expressément déclaré qu'il entendait décharger son débiteur.

D'autres auteurs soutiennent que le jugement de validité opère, non une novation de la créance, mais un transport judiciaire pour la conclusion duquel l'intervention de la justice remplace le consentement des parties.....

« Attendu, dit un arrêt de Paris, que l'effet nécessaire des jugements qui, en déclarant les saisies valables, ont ordonné que les tiers saisis videraient leurs mains en celles du saisissant, a été de dessai-

sir Brazier (le saisi) des sommes arrêtées pour en faire attribution et transport au saisissant; qu'on ne saurait méconnaître cette attribution sans refuser à la chose jugée toute espèce d'efficacité. » (Cass. 31 janvier 1842, D. P. 42, 1, 64.)

Le débiteur saisi, disent ces auteurs, n'étant plus créancier du tiers saisi (au moins jusqu'au montant des causes de la saisie), celui-ci se trouve obligé directement envers le saisissant, et il est, par suite, impossible qu'une saisie-arrêt postérieure faite à son préjudice produise un effet utile.

La jurisprudence la plus récente s'affirme nettement dans le sens de cette opinion. (Voir : Cass., 20 novembre 1860, D. P. 60, 1, 478 ; — Cass., 13 février 1865, D. P. 65, 1, 79 ; — Cass., 21 mars 1881, D. P. 82, 1, 420 ; — Cass., 2 juillet 1890, S. 90, 1, 433.)

Malgré la grande autorité de ceux qui le défendent, nous ne pouvons adopter ce système, qui repose, selon nous, sur une fausse conception de la saisie-arrêt. Cette procédure, ainsi que nous l'avons démontré au début de cet ouvrage, n'est en effet que la mise en œuvre de la faculté que l'article 1166 C. civ. donne au créancier d'exercer les droits et actions de son débiteur.

« La saisie-arrêt, disait Proudhon, n'est qu'une procédure en subrogation, au moyen de laquelle le créancier parvient à se faire substituer au lieu et place de son débiteur pour toucher ce qui est dû à

celui-ci. » (Proudhon, *Traité des droits d'usufruit*, 4, n° 2253.) Mais le créancier judiciairement subrogé aux droits de son débiteur dans l'exercice de la créance saisie, n'a, sur les autres créanciers de ce débiteur, aucun privilège lui permettant de se faire payer par préférence à eux.

Il faudrait, pour qu'il en soit ainsi, que la saisie-arrêt fût un acte conventionnel où le saisissant pourrait stipuler un droit de préférence sur les autres créanciers ; or, elle est au contraire, comme toutes les saisies, un acte fait par autorité de la justice, devant laquelle tous les créanciers sont égaux.

On doit en conclure que le paiement seul pourra attribuer définitivement au saisissant les deniers arrêtés.

On ne trouve en effet, au titre de la saisie-arrêt, aucun texte déclarant que le jugement de validité a pour effet de rendre le saisissant propriétaire ou concessionnaire judiciaire de la créance saisie. Seulement, l'art. 579 C. pr. civ. porte : « Si la saisie est déclarée valable, il sera procédé à la vente et distribution du prix, ainsi qu'il sera dit au titre de la distribution par contribution. »

C'est donc aux règles tracées dans ce titre qu'il faut se reporter pour arriver à la solution de la question. Or, il est de principe en cette matière que tous les créanciers peuvent former opposition sur les sommes mises en distribution. « Pourquoi, dit M. Roger, en sera-t-il autrement de sommes saisies-

arrêtées au lieu de sommes saisies-exécutées, lorsque la loi veut que, dans les deux cas, les règles de la distribution soient suivies ? Sera-ce parce que le juge aura dit que le tiers saisi videra ses mains entre celles du saisissant ? Mais qu'on fasse bien attention que, par là, le magistrat n'a indiqué qu'un mode de paiement de la créance en vertu de laquelle la saisie a été pratiquée, et il est de principe que la novation ne se présume pas, et ne peut résulter d'une simple indication de paiement. (Art. 1273 et 1275 C. civ.) Les conclusions du saisissant prouvent qu'il n'a demandé en sa faveur ni une novation ni le transport de sommes saisies. Il s'est borné à demander qu'il plût au tribunal valider la saisie, et, pour faciliter le paiement de sa créance, condamner le tiers saisi à lui payer ce que celui-ci devrait au saisi. » (Roger, n° 643.) Le jugement de validité ne change rien à la nature des sommes saisies ; elles restent comme auparavant le gage commun de tous les créanciers, et ceux-ci doivent en conséquence être payés au marc le franc. Le jugement de validité est pour eux *res inter alios acta* ; il ne peut donc les priver de leur droit.

On peut encore invoquer, à l'appui de notre opinion, les articles 568, 573, 575, 578 et 579 du Code de procédure civile.

Enfin, on peut ajouter que, si le jugement de validité contenait un transport de créance, comme le prétendent nos adversaires, il faudrait supposer que la volonté du juge peut se substituer à la volonté

des parties dans une convention conclue par elles ; mais ils ne peuvent faire cette convention à leur place et à leur défaut.

Le jugement de validité n'a pas pour effet de détacher la créance saisie-arrêtée du patrimoine du saisi pour l'attribuer au saisissant, ni d'exercer la créance du saisi jusqu'à concurrence des sommes dont il a été reconnu créancier.

Quelques arrêts se sont prononcés dans le sens de notre système, et notamment un arrêt de Paris, où les motifs que nous avons invoqués ont une remarquable netteté.

« Attendu, dit cet arrêt, qu'aux termes de l'article 2093 C. civ., les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers, et que le prix s'en distribue entre eux par contribution, à moins qu'il n'y ait entre eux des causes légitimes de préférence, et que l'article 2094 ne reconnaît d'autres causes de préférence que les privilèges ;

« Attendu qu'il n'existe, dans le Code civil, non plus que dans le Code de la procédure, aucune disposition de laquelle on puisse induire que le jugement qui prononce la validité de l'opposition opère, en faveur de l'opposant, la saisine des deniers ou effets arrêtés par son opposition ;

« Qu'au contraire, il résulte des articles 568, 573, 575, 578 et 579 C. pr. civ. que, lorsqu'il survient de nouvelles oppositions, les deniers ou le prix des effets arrêtés doivent être distribués par contribution

entre les divers opposants ; qu'en effet, l'art. 568 veut que le tiers saisi ne puisse être assigné en déclaration affirmative qu'après que l'opposition a été déclarée valable, à moins qu'elle n'ait été faite en vertu d'un acte authentique ; l'article 573 exige que la déclaration affirmative du tiers saisi énonce les saisies-arêts ou oppositions formées entre ses mains ; — l'article 575 porte que, s'il survient de nouvelles oppositions, le tiers saisi les dénonce à l'avoué du premier saisissant ; — qu'enfin, les articles 578 et 579 portent que, si la saisie-arrêt est formée sur effets mobiliers, et si la saisie est déclarée valable, il sera procédé à la vente et à la distribution du prix, ainsi qu'il est dit au titre de la distribution par contribution ; que ces diverses dispositions, qui sont en harmonie parfaite avec les principes consacrés par les articles 2093 et 2094 C. civ., donnent à tous les créanciers saisissants ou opposants le droit d'être payés par contribution, soit que leurs oppositions soient antérieures, soit qu'elles soient postérieures au jugement qui a prononcé la validité de la première opposition, ce qui ne pourrait avoir lieu si l'effet de ce jugement était d'opérer, en faveur du premier saisissant ou opposant, la saisine des sommes arrêtées par la saisie-arrêt ou opposition.

« Attendu enfin que les principes de la délégation sont inapplicables au jugement de validité d'opposition, qui ne libère pas le débiteur envers le saisissant. » (Paris, 8 juin 1826, — Roger, 644. — Rennes,

19 juillet 1820. — Paris, 11 décembre 1841, et 10 mai 1842. — Grenoble, 29 décembre 1818, *Dal., Rép., Saisie-arrêt*, n° 446 ; — enfin, le Tribunal de La Flèche, 8 mars 1864, *D. P.* 64, 3, 46.)

Ce jugement est la dernière décision conforme à notre système, qui est aujourd'hui définitivement abandonné, tant par la Cour de cassation que par les Cours d'appel et les tribunaux.

Avec la théorie qu'elle a adoptée, la jurisprudence se heurte à une grosse difficulté ; car elle arrive, par une voie indirecte, à attribuer au saisissant muni du jugement de validité un véritable privilège à l'encontre de ses cocréanciers, alors que ce privilège n'est écrit nulle part, et qu'il est de principe que le cocréancier de celui qui agit par la voie de l'action oblique de l'art. 1166 a le droit de concourir avec lui.

On objecte, il est vrai, dans l'opinion adverse, que, si l'on retire au saisissant le bénéfice exclusif du jugement de validité, on viole ainsi le principe de la chose jugée. Mais cet argument ne porte pas : « En effet, dit M. Dodo, on ne viole pas la chose jugée lorsqu'un droit ayant été conféré à un créancier sur les biens de son débiteur, on appelle les autres créanciers à la distribution de ces biens. Le jugement, en droit, conserve toute sa valeur ; mais, en fait, le principe de l'égalité entre créanciers vient en restreindre les effets : on ne fait pas grief au jugement en répartissant entre tous les créanciers le gage commun à tous. » (Dodo, n° 208.)

Ceux qui admettent avec la jurisprudence que le jugement de validité produit les effets d'un transport, tout en étant d'accord sur ce principe, diffèrent sur le point de savoir à partir de quel moment il produit son effet.

D'après la majorité des auteurs et la jurisprudence, pour que le jugement de validité produise son effet translatif, il faut qu'il ait acquis l'autorité de la chose jugée.

« Attendu, dit un arrêt de Cassation, que le jugement qui prononce la validité d'une saisie-arrêt avec injonction aux tiers saisis de payer entre les mains du saisissant, n'opère, au profit de ce dernier, un transport judiciaire dont l'effet est de le rendre propriétaire exclusif des deniers arrêtés jusqu'à concurrence de la saisie-arrêt, qu'autant que ce jugement a acquis l'autorité de la chose jugée ; que, dès lors, la connaissance du jugement de validité, tant qu'il n'est pas passé en force de chose jugée, ne saurait, vis-à-vis du tiers saisi, équivaloir à un transport lui donnant le saisissant comme créancier. » (Cass., 28 décembre 1880, D. P. 81, 1, 428. — Voir aussi : Cass., 5 août 1856, D. P. 56, 1, 336 ; — 20 novembre 1860, D. P. 60, 1, 478, et 13 février 1865, D. P. 65, 1, 79.)

En effet, d'après la jurisprudence, c'est seulement au jour où le jugement peut être exécuté que la saisine s'opère (c'est-à-dire quand les délais d'opposition ou d'appel sont expirés) ; car, jusqu'à ce moment, les effets du jugement ne sont pas définitifs,

puisqu'il peut être annulé par l'autorité chargée de la revision.

La jurisprudence ne nous semble pas logique avec son système : puisque, d'après elle, le jugement de validité doit être considéré comme un transport de créance, il nous semble que la saisine devrait s'opérer à ce moment, comme s'il s'agissait d'une convention. Sans doute, pour être opposable au tiers, il devrait être signifié au tiers saisi (art. 1690), mais cette formalité devrait suffire. Sans doute aussi, il ne pourrait être exécuté pendant les délais d'appel ou d'opposition; mais, si l'appel était rejeté ou l'opposition déclarée non recevable, ces décisions devraient avoir un effet rétroactif remontant au jour du jugement de validité.

Quelques auteurs font une distinction, selon qu'il s'agit de saisies-arrêts postérieures à l'appel ou à l'opposition. Ainsi, d'après M. Chauveau, si le jugement est confirmé en appel, les saisies-arrêts doivent être déclarées nulles et non avenues; mais, s'il s'agit d'un jugement par défaut maintenu sur opposition, l'effet rétroactif ne doit pas être admis. (Chauveau, IV, n° 1972 *ter*.)

La jurisprudence n'a pas admis cette distinction, et un arrêt tout récent de la Cour de cassation a déclaré : que le jugement qui valide une saisie-arrêt a des effets, non pas déclaratifs, mais translatifs de droits; qu'en conséquence, l'attribution qu'il fait au saisissant des valeurs arrêtées dans la mesure des

causes de la saisie, n'a lieu que le jour où ce jugement, passé en forme de chose jugée, est susceptible d'exécution contre le tiers saisi, celui-ci demeurant le débiteur du saisi tant qu'il ne peut pas être contraint à vider ses mains dans celles du saisissant; que, par suite, si le jugement de validité a été frappé d'appel et est confirmé, c'est à la date de l'arrêt confirmatif que s'opère cette attribution, puisque c'est à cette date seulement que le saisissant peut obliger le tiers saisi à lui remettre les deniers arrêtés. (Cass., 27 juin 1892, D. P. 93, 1, 25.)

Suivant l'opinion que l'on adopte sur l'efficacité à attribuer au jugement de validité, il faut donc faire produire des conséquences différentes aux saisies-arrêts postérieures à ce jugement.

Mais, en matière de faillite ou de liquidation, cette question présente également un grand intérêt pratique.

La faillite, nous le savons, a pour effet de dessaisir le débiteur au profit de la masse.

Il s'ensuit que les saisies-arrêts pratiquées par les créanciers du failli ne peuvent produire leur effet, quand la faillite est déclarée avant que le saisissant soit investi de la créance saisie. Mais, ainsi que nous l'avons expliqué, on est loin d'être d'accord sur le moment où se produit cette investiture.

Si l'on admet avec nous que le paiement seul a pour effet de rendre le saisissant propriétaire des deniers saisis, il faut décider que ces deniers devront

appartenir à la masse, si le débiteur tombe en faillite avant le paiement. Il faut décider autrement, si l'on considère le jugement de validité comme ayant opéré un transport de la créance saisie.

Supposons que la faillite soit déclarée après le jugement de validité, mais avant le paiement : il faut encore ici faire des distinctions.

Avec le système de la jurisprudence, la saisine ne s'opérant qu'au moment où le jugement de validité est passé en force de chose jugée, il faut décider que, si ce jugement se trouve frappé d'appel ou d'opposition lorsque le saisi tombe en faillite, les créances saisies sont attribuées à la masse et non au saisissant.

Si l'on considère, au contraire, que la signification suffit pour opérer l'attribution de la créance saisie, cette créance appartiendra au saisissant ou à la masse, selon que la signification aura lieu avant ou après la déclaration de faillite.



DEUXIÈME PARTIE

RENTES

CHAPITRE I^{er}. — *De la saisie des rentes constituées
sur particuliers.*

— II. — *Rentes sur l'État.*

CHAPITRE PREMIER

DE LA SAISIE DES RENTES CONSTITUÉES SUR PARTICULIERS

Une rente est le droit de demander à des époques périodiques une certaine redevance nommée arrérages, et qui consiste soit en argent, soit en denrées.

On voit, par cette définition, que les rentes ne sont que des créances d'une nature spéciale, et ont tous les caractères constitutifs de ces dernières, à savoir : un sujet actif (le crédi-rentier) et un sujet passif (le débi-rentier), entre lesquels existe un lien de droit qui impose à l'un une certaine prestation au profit de l'autre.

Le contrat de constitution de rente n'est en effet pas autre chose qu'un prêt, dans lequel le prêteur stipule un intérêt moyennant un capital qu'il s'interdit d'exiger. (Art. 1909 du C. civ.) La rente peut aussi être constituée pour prix d'une concession de fonds ou de droits immobiliers. Ces sortes de rentes étaient autrefois appelées *rentes foncières*, et constituaient une charge du fonds, tout en étant une dette du preneur. Aujourd'hui, le propriétaire qui aliène son immeuble peut stipuler en échange une rente perpétuelle (art. 530 C. civ.); mais cette rente n'est

plus une partie de l'immeuble arrenté, mais seulement une rente sur la personne de l'acquéreur. (Marcadé, tome II, n° 385.).

Les rentes peuvent être constituées à titre gratuit ou onéreux, être viagères ou perpétuelles ; mais, dans ce dernier cas, le débiteur peut se libérer du service des arrérages en remboursant le capital de la rente, ou en exécutant les clauses et conditions qui peuvent avoir été fixées pour le rachat (art. 530 C. civ.) ; quant au créancier, il n'a jamais le droit d'exiger ce rachat.

Les parties peuvent encore convenir que le rachat n'aura pas lieu avant une époque déterminée, qui ne saurait dépasser 10 ans ou 30 ans, suivant les cas. (Art. 1901 et 530 C. civ.)

Les rentes viagères au contraire ne sont jamais rachetables. A la différence de ce qui avait lieu dans l'ancien droit, toutes les rentes sont aujourd'hui considérées comme meubles. (Art. 529 C. civ.) La procédure de la saisie-exécution ne leur est cependant pas applicable. « Leur caractère de droits, c'est-à-dire de choses incorporelles, dit M. Boitard, s'y opposait pour deux raisons : d'une part, il n'était pas possible de faire pour la saisie des rentes un procès-verbal semblable à celui de la saisie-exécution. Dans cette dernière saisie, l'huissier, à la vue du meuble corporel, en fait sur son procès-verbal la description matérielle, et déclare qu'il le met sous la main de justice. Mais comment ferait-il la description matérielle d'une rente, c'est-à-dire d'une chose incorporelle qui ne

tombe pas sous les sens ? Souvent même, comment en soupçonnerait-il l'existence ?

« D'autre part, au moment de la vente, dans le lieu où se font les enchères, l'officier public fait montrer la chose à ceux qui veulent se rendre adjudicataires ; ceux-ci l'examinent, la touchent, peuvent sur l'apparence juger de son état, de sa qualité, de sa valeur. Mais la rente, chose incorporelle, ne peut être montrée aux acheteurs. Présentera-t-il l'écrit qui constate l'obligation du débiteur de la rente ? La vue d'un pareil écrit n'édifiera ceux qui voudraient enchérir ni sur la solvabilité du débiteur, ni sur la solidité des garanties, cautions, hypothèques, etc..., qui assurent le service de la rente. On ne pouvait donc employer la procédure de la saisie-exécution, ni pour mettre les rentes sous les mains de justice, ni pour les faire vendre. » (Boitard, *Leçons de procédure civile*, n° 832.)

Les formes de la saisie-arrêt ne pouvaient pas non plus s'appliquer complètement aux rentes, parce que la saisie-arrêt aboutit à un paiement, et qu'on ne peut exiger du débiteur d'une rente le paiement du capital de la rente. Mais cette rente, ce droit de demander des arrérages constituant un bien qui a une valeur vénale, rien n'empêchait qu'elle ne fût l'objet d'une vente.

Aussi les rédacteurs du Code de procédure ont-ils consacré à la saisie des rentes une procédure spéciale que nous allons maintenant étudier.

SECTION PREMIÈRE

Nature et caractère de la saisie des rentes constituées sur particuliers

Pour bien comprendre la portée de cette saisie, il est nécessaire de se bien pénétrer du sens que le législateur a entendu donner à cette expression : *saisie des rentes constituées sur particuliers*. « Qu'est-ce, en effet, dit M. Dalloz, que saisir une rente ? Est-ce saisir les arrérages seulement ? Est-ce saisir le capital et les arrérages ? Mais il y a des rentes qui n'ont point de capital. Est-ce le créancier de la rente qui saisit sur son débiteur, comme fait un créancier ordinaire qui agit par voie de saisie-exécution ? Non, évidemment : la loi eût été inutile. Est-ce, au contraire, le créancier d'une somme quelconque qui saisit sur son débiteur, créancier d'une rente, entre les mains d'un tiers, débiteur de cette rente, comme en matière de saisie-arrêt ? S'il en est ainsi, puisque le saisissant peut percevoir chaque année les arrérages au lieu et place du rentier, pourquoi la loi nous dit-elle qu'il y aura vente de la rente par adjudication publique ? Comment en outre peut-on adjuger une chose que le débiteur n'est pas forcé de rembourser, et dont il n'est obligé qu'à servir les arrérages chaque année ? Mais, s'il y a adjudication, le capital lui-

même n'aura-t-il pas passé, par la force de l'adjudication, d'une tête sur une autre? N'appartiendra-t-il pas nécessairement au créancier du débiteur, ancien créancier de la rente, ou à toute autre personne qui se sera rendue adjudicataire ? » (Daloz, *Rép. v° Saisie des rentes*, n° 8.)

Dans ces différentes hypothèses, il n'y a pas lieu d'employer la procédure de saisie des rentes.

Si l'on veut en effet saisir les arrérages échus ou à échoir, c'est à la procédure de la saisie-arrêt qu'il faut avoir recours. Quant au capital de la rente, il ne peut être saisi: le débi-rentier a bien le droit d'en offrir le remboursement, mais il ne peut y être contraint.

C'est le droit à la rente lui-même qui est saisi, pour être ensuite vendu par adjudication; par ce moyen, le créancier du crédi-rentier peut rentrer dans le capital qui lui est dû, car l'adjudicataire est tenu de lui verser le montant de son adjudication.

« La saisie d'une rente est donc un acte par lequel un créancier arrête et saisit entre les mains d'un tiers débiteur le droit à cette rente, ainsi que les arrérages échus ou à échoir, et poursuit en justice la vente par adjudication publique de ce droit à la rente. » (Dal., *Rép. v° Saisie des rentes*, 1.)

On voit immédiatement, par cette définition, que cette saisie comprend deux phases bien distinctes: l'une dans laquelle on met sous main de justice le droit à la rente, et l'autre qui comprend les forma-

lités que l'on doit remplir pour arriver à la vente de ce droit.

Dans la première phase, la saisie des rentes présente beaucoup d'analogie avec la saisie-arrêt; car la situation du débi-rentier et celle du tiers saisi sont sensiblement les mêmes, puisque, dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'empêcher celui entre les mains de qui la saisie est faite de se libérer entre les mains d'un tiers.

Dans sa seconde phase, au contraire, la saisie des rentes ayant pour objet d'enlever la propriété de la rente à celui qui en perçoit les arrérages, la loi a naturellement dû recourir aux formalités de la saisie immobilière. « La nature même du droit, dit M. Chauveau, qui n'est souvent que la représentation ou l'équivalent d'un immeuble, auquel l'assimile l'ancienne législation, ce caractère incorporel qui, même après le système établi par le Code civil, le distingue toujours des choses mobilières proprement dites, c'est-à-dire palpables et facilement reconnaissables, enfin l'importance que présente habituellement cette immobilisation de capitaux, ne permettent pas d'employer à leur égard la voie de la saisie-arrêt ou de la saisie-exécution. C'est donc aux formes des ventes judiciaires d'immeubles que la loi a dû recourir en abrégant quelques délais trop longs, en supprimant quelques détails trop dispendieux. » (Chauveau, tome IV, titre X.)

Les formes de la saisie-arrêt ne sont donc qu'un

accessoire, qu'un moyen de parvenir à la saisie réelle et à l'adjudication, lesquelles sont poursuivies d'après les règles suivies en matière de saisie immobilière, qui servent ici de type et de modèle.

Ainsi que nous l'avons déjà rappelé dans notre exposé historique, le titre de la saisie des rentes, tel qu'il avait été formulé par le Code de procédure civile, a subi quelques modifications par la loi du 24 mai 1842.

Une autre loi du 4 juin 1844 avait modifié les bases de la procédure suivie pour les ventes judiciaires d'immeubles. Elle devait naturellement entraîner, par voie de conséquence, une refonte analogue de la procédure de saisie des rentes, qui n'est en réalité que le corollaire de la saisie immobilière. Aussi le garde des sceaux d'alors, M. Martin (du Nord), présenta-t-il, le 23 février 1842, à la Chambre des Pairs, un projet de loi qui fut adopté par cette Chambre et ensuite par celle des députés, avec de légères modifications.

Dans l'exposé des motifs qu'il exposa à la Chambre des Pairs, le garde des sceaux appuyait la réforme qu'il proposait sur les raisons suivantes : « Les saisies immobilières, disait-il, ont été modifiées par la loi relative aux ventes judiciaires de biens immeubles ; et, dès lors, il y avait nécessité d'étendre la revision aux saisies de rentes, afin de maintenir l'harmonie entre deux parties du Code de procédure qui sont corrélatives. Quoique le nombre

de ces saisies soit peu considérable, le gouvernement, frappé de la contradiction qui existerait dans la loi, si l'expropriation de biens importants, et dont la possession touche à tant d'intérêts, était plus prompt et moins coûteuse que celle d'autres biens dont la nature mobilière se prête à de faciles mutations, s'est occupé avec soin de cette revision, dont il a reconnu toute l'opportunité. (Paroles de M. Martin (du Nord) à la Chambre des Pairs, le 23 avril 1842, — *Moniteur* du 25.)

Le législateur de 1842 n'a pas apporté d'innovations fondamentales en ce qui concerne les formes empruntées à la saisie-arrêt : quelques éclaircissements et améliorations de détails sont toute son œuvre sur ce point. Le véritable travail a surtout consisté à mettre la marche de la saisie et de la vente en harmonie avec la loi du 1^{er} juin 1841.

SECTION II

Rentes soumises à la loi du 24 mai 1842

Sous l'empire du Code de procédure, il s'était élevé des doutes sur la portée de l'article 636 Code pr. civ.

L'expression *rente constituée*, dont s'était servi le législateur, pouvait en effet prêter à l'équivoque, parce que, dans l'ancien droit, elle était exclusive-

ment réservée aux rentes constituées à prix d'argent. Aussi certains auteurs prétendaient-ils que l'article 636 Code pr. civ. n'était pas applicable aux rentes foncières et aux rentes viagères, qui n'ont point de capital.

La loi du 24 mai 1842 a eu pour but de dissiper cette équivoque, ainsi que le prouve sans réplique ce passage du rapport de la loi : « Depuis la loi du 11 brumaire an VII, dont l'article 7 dispose que les rentes foncières, comme toutes les autres prestations déclarées rachetables, ne pourraient plus à l'avenir être frappées d'hypothèque, la rente foncière n'a rien qui la distingue de la rente constituée à prix d'argent : évidemment le titre X est applicable aux unes et aux autres, comme aux rentes constituées en viager. Or, l'article 636 (ancien) ne le dit pas expressément, et nous avons cru qu'une explication à cet égard était utile ». (Paroles du rapporteur à la Chambre des Pairs.)

Aujourd'hui par conséquent, l'article 536 C. pr. civ. s'applique incontestablement à toutes les rentes, qu'elles soient constituées « moyennant un capital déterminé, ou pour prix de la vente d'un immeuble, ou de la cession de fonds immobiliers, ou à tout autre titre onéreux ou gratuit. » C'est d'ailleurs en ce sens que la jurisprudence avait déjà interprété l'ancien article 636. (Pigeau, 2, page 132. — Chauveau, Q. 2126. — Bioche, *Saisie des rentes*, n° 8.)

La nouvelle rédaction de l'article 636 n'est pas limitative ; ses dispositions s'appliquent géné-

ralement à toutes les rentes qui reposent sur la garantie des fortunes particulières, et sont remboursables à la volonté seulement de l'emprunteur.

On doit, en conséquence, recourir à la saisie des rentes pour les rentes emphytéotiques (Cass., 13 décembre 1848, D. P. 48, 1, 245), et pour les rentes constituées sur des communes ou des établissements publics (Rodière, 2, p. 239).

Il n'est pas douteux non plus que l'article 636 C. pr. civ. ne soit applicable aux rentes viagères, du moins à celles qui ne sont pas frappées d'insaisissabilité par la loi. (Caen, 21 juin 1814, et Paris, 2 janvier 1823. Dalloz, *Rép. v^o Rente viagère*, 87.)

La jurisprudence a également décidé que la redevance due au propriétaire du sol où se trouve une mine concédée à un tiers, étant un droit mobilier, ne pouvait être saisie, lorsqu'elle se trouvait séparée de la propriété par une aliénation, que dans la forme des saisies de rentes. (Cass., 13 novembre 1848, D. P. 48, 1, 245. — Cass., 24 juillet 1850, D. P. 50. 1, 262.)

Par contre, on admet généralement que la saisie-arrêt serait seule applicable s'il s'agissait d'une rente remboursable dans un délai rapproché, parce qu'alors, il s'agirait plutôt d'une créance à terme que d'une rente proprement dite. Deux arrêts de Paris ont cependant admis que le créancier peut, après avoir fait valider la saisie-arrêt, poursuivre la vente de la créance saisie dans les formes des saisies de rentes. (Paris, 5 août 1842, et 24 juin 1851, D. P. 52, 2, 26.)

M. Roger blâme cette jurisprudence, et la prétend inconciliable avec les articles du Code Napoléon, où la loi, pleine d'humanité pour le débiteur, permet aux juges de lui accorder des délais pour se libérer. Le silence de la loi doit s'interpréter en faveur du débiteur et non contre lui. « Et d'ailleurs, ajoute cet auteur, l'intérêt du saisi n'est pas seul en jeu : s'il y a plusieurs créanciers, pourquoi, sur la demande de l'un d'eux, mettre aux enchères une créance que les autres ne voudraient pas faire vendre ? Cette créance est le gage commun de tous, et il y aurait injustice évidente à sacrifier l'intérêt général à l'impatience irréfléchie d'un seul créancier plus avide que sage. » (Roger, n° 168. — Dans le même sens : Douai, 12 juin 1846, D. P. 46, 2, 209 ; — Bioche, n° 11 ; — Rousseau et Laisney, p. 537 ; — Thomine, 2, 157.)

SECTION III

Rentes absolument insaisissables

Relativement aux rentes, la saisissabilité est la règle et l'insaisissabilité l'exception, comme pour les créances. Certaines rentes sont cependant insaisissables. Il en est ainsi notamment des rentes sur l'État, si l'on admet toutefois, avec la majorité des auteurs, que l'insaisissabilité proclamée par les lois du 8 nivôse an VI, art. 4, et du 22 floréal an VII, art. 7,

s'étend non seulement aux arrérages, mais encore au capital de ces rentes.

Sont également insaisissables les rentes viagères constituées à titre gratuit et stipulées insaisissables par le donateur ou le testateur, de même que les pensions pour aliments, alors même qu'elles n'ont pas été déclarées insaisissables dans l'acte constitutif.

SECTION IV

Conditions requises pour procéder à la saisie

On ne peut pratiquer la saisie des rentes qu'en vertu d'une créance certaine, liquide et exigible (art. 561 C. pr. civ.); mais, à la différence de ce qui a lieu pour la saisie-arrêt, il faut un titre exécutoire (articles 636 et 655 C. pr. civ.).

La rente ne peut être saisie qu'entre les mains du débi-rentier seul ou de ses représentants; elle ne pourrait pas l'être entre les mains du tiers détenteur des immeubles hypothéqués au service de la rente. « Cette règle ne souffre exception, dit M. Garsonnet, que pour les rentes foncières constituées avant le Code civil, qui ne créaient pas d'obligation personnelle à la charge du débiteur primitif, mais seulement un droit réel dont il pouvait s'affranchir en dégrevissant; dans ces conditions, la rente pouvait être saisie entre les mains des tiers détenteurs, et il en

est de même aujourd'hui pour celles qui peuvent encore subsister. » (Garsonnet, 4, § 772, note 2.)

Il peut arriver que le débiteur de la rente soit en même temps créancier du crédi-rentier. Dans ce cas, il y a plusieurs moyens de procéder. Si sa créance réunit les conditions exigées par l'article 1291 C. civ., il peut offrir le capital en retenant le montant de ce qui lui est dû par voie de compensation. Il peut encore saisir-arrêter entre ses mains les arrérages ou, s'il le préfère, faire saisir la rente elle-même pour se payer sur le prix d'adjudication. Dans ce dernier cas, il devra continuer de servir la rente à l'acquéreur. (Bioche, n° 6. — Pigeau, 2, p. 160.)

SECTION V

Procédure

§ 1^{er}

Commandement

La saisie des rentes doit être précédée d'un commandement fait à personne ou à domicile, et contenant notification du titre, si elle n'a déjà été faite. Un jour franc au minimum doit s'écouler entre le commandement et la saisie ; mais celle-ci peut intervenir tant que le commandement n'est pas prescrit.

§ 2

Saisie

Outre les formalités communes à tous les exploits, l'article 637 a soumis le procès-verbal de saisie à certaines règles spéciales. Il doit ainsi contenir l'énonciation du titre constitutif de la rente, de sa qualité, de son capital, s'il y en a un, et du titre de la créance du saisissant, les nom, profession et demeure de la partie saisie, élection de domicile chez un avoué près le tribunal devant lequel la vente sera poursuivie, et assignation au tiers saisi en déclaration devant le tribunal.

Si le débiteur de la rente ne demeure pas en France, sur le continent, la saisie doit être signifiée à personne ou à domicile ; mais elle ne saurait l'être au parquet ou au procureur de la République.

§ 3

Effets de l'exploit de saisie

L'exploit vaut saisie-arrêt des arrérages échus ou à échoir jusqu'à la distribution (640 C. pr. civ.), et, en conséquence, le tiers saisi ne peut plus se libérer des arrérages qu'il doit ; ceux-ci iront s'ajouter au montant de l'adjudication pour être distribués avec lui entre les ayants droit.

D'autre part, le débiteur de la rente est tenu de remplir les formalités prescrites par les articles 570 et suivants du Code de procédure. S'il ne fait pas de déclaration, ou si elle est tardive ou inexacte, il peut être condamné soit à continuer de servir la rente, soit à des dommages-intérêts.

Bien que la loi ne le dise pas, la déclaration doit être faite avant la rédaction du cahier des charges, car elle est indispensable pour cette rédaction. Cela résulte d'ailleurs de la combinaison des articles 641 et 641 C. pr. civ.

Le tiers saisi peut être libéré; dans ce cas, il doit le prouver, mais de simples quittances sous seing privé, même non enregistrées, sont suffisantes pour cela. La question est plus douteuse pour le capital. On soutient en effet que, le saisissant étant un tiers par rapport au débi-rentier, celui-ci ne peut lui opposer des titres qui n'ont pas date certaine.

La jurisprudence et la plupart des auteurs admettent cependant la solution contraire.

§ 4

Dénunciation

Dans les trois jours de la saisie, le saisissant est tenu de la dénoncer à la partie saisie, et de lui notifier le jour de la publication du cahier des charges. Si le saisi demeure hors de France, le délai ne

courra que du jour de l'échéance de la citation qui lui a été donnée.

Cette dénonciation a pour effet de déterminer la priorité entre les différents saisissants; et, en cas de concurrence entre deux créanciers ayant saisi le même jour, la préférence appartient au plus ancien et à l'avoué le plus ancien, si leurs titres ont la même date.

D'après certains auteurs, cet effet ne serait pas le seul: la dénonciation rendrait la rente incessible dans l'avenir, tandis que, jusqu'à ce moment, les arrérages seuls seraient frappés d'indisponibilité.

Cette solution est contestée, et on admet généralement que les rentes, étant des meubles, doivent être régies par les dispositions relatives aux meubles, à moins qu'il n'en ait été décidé autrement, ce qui n'est pas le cas ici. Il en résulte qu'à partir de la saisie, le crédi-rentier ne peut plus disposer du droit à la rente, pas plus que des arrérages. (Thomine, II, p. 163. — Chauveau, Q. 2125 bis. — Dall., *Rép.*, v^o *Saisie des rentes*, n^o 42. — Rousseau et Laisney, n^o 23.)

§ 5

Cahier des charges

A partir de la dénonciation au saisi, nous sortons du domaine de la saisie-arrêt pour entrer dans celui de la saisie immobilière. Dès lors, c'est à cette procédure qu'il faut se référer pour résoudre les difficultés

que peut faire naître l'interprétation des articles 642 et suivants.

Pour parvenir à la vente, un cahier des charges est rédigé par l'avoué poursuivant. Il doit contenir les noms, professions et demeures des parties en cause, la nature de la rente, sa qualité et celle de son capital, s'il y en a un; la date et l'énonciation du titre constitutif, ainsi que celle de l'inscription, si la rente est garantie par une hypothèque; les noms et demeure de l'avoué poursuivant, les conditions de l'adjudication, la mise à prix et la date où aura lieu la publication. Si la rente saisie n'a pas de capital, comme cela a lieu pour les rentes viagères constituées à titre gratuit ou établies pour prix de vente d'un immeubles, on indique seulement, au lieu du capital, le chiffre des arrérages, et l'on joint à l'indication du titre un certificat de vie afin de prouver l'existence de la rente.

L'adjudication a généralement lieu sans autre garantie que celle de l'existence de la rente. Cependant, si le poursuivant avait des doutes sur l'existence de la rente, on pourrait stipuler que l'adjudication aura lieu aux risques et périls de l'adjudicataire.

§ 6

Dépôt et publication du cahier des charges

Le dépôt doit être effectué au greffe dix jours au plus tôt et quinze jours au plus tard après la dénon-

ciation au saisi. Il est constaté par un acte dressé par le greffier, ou par une mention au bas de la copie du cahier des charges qui reste aux mains de l'avoué.

La communication a lieu par voie du greffe, et il n'est jamais fait de signification aux créanciers. Ceux-ci ont le droit, ainsi que le saisissant et le saisi, de faire des dires à la suite du cahier des charges.

La publication est faite à l'audience dans le délai compris entre le dixième et le vingtième jour du dépôt. Le tribunal statue en même temps sur les dires et observations qui ont été faits. Le jugement de publication est inséré à la suite du cahier des charges; mais il n'est pas signifié aux intéressés, même lorsqu'il est rendu par défaut.

A partir de ce moment, on peut procéder aux formalités de la publicité, qui se fait au moyen de placards et affiches et d'insertions dans les journaux.

§ 7

Adjudication

L'adjudication a lieu au jour indiqué; mais, avant d'y procéder le tribunal statue sur les incidents postérieurs à la publication et sur les dires insérés depuis. La vente doit en outre être précédée d'une déclaration au bureau de l'enregistrement.

L'article 648 soumet l'adjudication aux règles prescrites par la saisie immobilière, auxquelles il

n'apporte que les 4 exceptions suivantes : 1° l'adjudication doit être notifiée au débi-rentier pour qu'il connaisse officiellement son nouveau créancier ; — 2° elle n'est pas mentionnée en marge de la transcription de la saisie, qui n'a pas lieu dans celle des rentes ; — 3° l'injonction au saisi de délaisser la possession est également inutile, l'adjudication ayant pour effet de déposséder le crédi-rentier ; — 4° enfin, la surenchère n'est pas admise, sans doute parce que le législateur a considéré qu'elles étaient moins précieuses que les immeubles.

Le jugement d'adjudication transfère à l'adjudicataire tous les droits qu'avait le propriétaire de la rente, et, à partir de ce moment, les arrérages lui appartiennent ; mais les arrérages échus ne peuvent être payés qu'au saisi ou à ses ayants cause.

§ 8

Incidents

Les dispositions spéciales à la saisie des rentes prévoient trois sortes d'incidents : les demandes en nullité de procédure, la revente sur folle enchère et l'appel des jugements rendus sur un incident. Mais ces dispositions ne sont pas limitatives, de sorte que tous les incidents de la saisie immobilière peuvent également se produire en notre matière, et les mêmes règles leur sont applicables.

Les demandes en nullité doivent être proposées au moins un jour franc avant la publication des charges ou l'adjudication. Le tribunal statue sur un simple acte d'avoué à avoué. S'il rejette les moyens, on procède immédiatement à la publication ou à l'adjudication. Dans le cas contraire, la procédure doit être reprise *ab initio*, si la nullité est prononcée lors de la publication du cahier des charges, et dès cette publication seulement si elle a été prononcée postérieurement.

S'il y a lieu à folle enchère, on suit les règles de la saisie immobilière ; mais le délai entre les nouvelles affiches et l'adjudication n'est que de cinq jours au moins et de dix jours au plus, et la signification aux avoués de l'adjudicataire et du saisi doit être faite cinq jours au moins avant la nouvelle adjudication.

L'appel des jugements qui statuent sur les moyens de nullité doit être porté dans la huitaine de la signification. Les jugements qui donnent acte de la publication, ainsi que ceux qui statuent sur les nullités postérieures à la publication, ne peuvent être frappés d'appel.

SECTION VI

Rentes saisissables par une autre voie que la saisie des rentes ¹

§ 1^{er}

Actions de la Banque de France

Les actions immobilières, par exemple les actions immobilières de la Banque de France, ne sont pas régies par les articles 636 et suivants, mais sont soumises aux formes ordinaires de la saisie immobilière. Le privilège de l'immobilisation a été accordé aux actions de la Banque de France par l'article 7 du décret du 16 janvier 1808. « Les actionnaires, disait ce décret, qui voudraient donner à leurs actions la qualité d'immeubles, en auront la faculté, et, dans ce cas, ils en feront la déclaration dans la forme prescrite pour les transferts. Cette déclaration une fois inscrite sur les registres, les actions immobilisées resteront soumises au Code civil et aux lois de privilège et d'hypothèque comme les propriétés foncières ; *elles ne pourront être aliénées* et les privilèges et hypothèques être purgés qu'en se conformant au Code

1. Ces sortes de biens ne sont pas en réalité des rentes ; ce sont des droits personnels d'une nature spéciale, ayant des caractères communs avec les créances et avec les rentes.

civil et aux lois relatives aux privilèges et hypothèques sur les propriétés foncières. » (Art. 7, décret du 16 janvier 1808.) Le législateur ne pouvait manifester d'une façon plus évidente son intention d'assimiler les actions immobilisées de la Banque de France aux immeubles en nature.

Un décret du 16 mars 1810 avait également autorisé l'immobilisation des actions du canal d'Orléans et du Loing (art. 13); mais elles n'existent plus aujourd'hui, ces canaux ayant été rachetés pour cause d'utilité publique, en vertu de la loi du 1^{er} août 1860, art. 1^{er}.

La saisie de ces actions a lieu dans les formes ordinaires; seulement, outre le commandement de payer donné au débiteur, il est d'usage de faire précéder la saisie d'une opposition au transfert des actions, reçue et visée sur l'original à la Banque, par le chef de bureau des actions. Ces oppositions sont mentionnées sur les registres du transfert; elles sont inscrites sur un double registre tenu à cet effet, l'un par le chef de bureau des actions, et l'autre par le contrôleur. Les copies des oppositions sont visées par le contrôleur. (Règlement du 2 septembre 1830, art. 3 et 191.)

Comme ces actions n'ont pas par elles-mêmes de situation, on admet généralement que le tribunal compétent est celui du domicile du débiteur.

Il a fallu un texte formel les assimilant complètement aux immeubles par nature pour soumettre ces actions aux formes de la saisie immobilière, et on

ne saurait, en conséquence, appliquer cette procédure aux autres immeubles par la détermination de la loi, tels que la redevance due au concessionnaire d'une mine, au propriétaire de la surface, etc.

D'autre part, les dividendes afférents aux actions de la Banque de France, comme toutes autres sommes, peuvent être l'objet d'une saisie-arrêt de la part du créancier de celui qui a droit à ces dividendes. Cette saisie s'effectue au moyen d'une opposition au transfert analogue à celle qu'il est d'usage de faire après le commandement quand il s'agit d'actions immobilisées. (Rousseau et Laisney, v° *Saisie de rentes constituées*, n° 8. — Bioche, n° 11. — Demolombe, IX, n° 384.

§ 2

Brevets d'invention

Le brevet d'invention est, au même titre que tous les biens du breveté, le gage de ses créanciers, qui peuvent en conséquence le saisir. Aucun doute n'existe à cet égard, mais on cesse d'être d'accord quand il s'agit d'indiquer la procédure à suivre. Les uns prétendent que c'est la voie de la saisie-arrêt; pour d'autres, c'est celle de la saisie-exécution; enfin, quelques auteurs déclarent que le droit des créanciers du breveté de saisir le monopole qui est parmi les biens du débiteur, n'a point reçu d'organisation pratique, et ils en concluent qu'il n'y a aucun moyen de

l'exercer. Nous croyons, pour notre part, que la seule procédure applicable est celle de la saisie-arrêt. « Si « l'on considère, écrit M. Pouillet, que le titre cons- « tatant les droits du breveté reste dans les archives « de l'État, on est assez facilement conduit à appli- « quer les règles de la saisie-arrêt. » La saisie sera donc faite entre les mains du ministre du commerce, détenteur du brevet ; mais il ne pourra être assigné en déclaration affirmative, à cause de sa qualité de fonctionnaire, conformément aux dispositions des articles 561 et 569 C. pr. civ.

Le Tribunal civil de Lyon a consacré l'opinion que nous soutenons, dans un jugement du 20 juin 1857. « Attendu, dit ce jugement, que, la loi n'ayant tracé aucun mode particulier de procédure pour la saisie des brevets d'invention, il y a lieu de régler cette procédure, par voie d'analogie, d'après les dispositions qui se rapportent aux autres procédures ; attendu que, si la saisie d'un brevet peut être considérée, à certains points de vue, comme une saisie-exécution, en ce sens qu'on ne peut la pratiquer qu'en vertu d'un titre exécutoire, ce qui est contestable, elle a surtout le caractère d'une saisie-arrêt ; qu'on ne saurait, en effet, reconnaître un autre caractère à l'opposition formée entre les mains du ministre du commerce ou de l'agriculture, etc... » (D. P. 67, 5, 47.)

La majorité des auteurs admet cette solution ; mais quelques-uns estiment qu'il faut suivre de préférence les formes de la saisie des rentes constituées

sur particuliers. (Rousseau et Laisney, n° 10. — Blanc, *Inventions brevetées*, p. 540, — Rendu et Delorme, *Droit industriel*, n° 351. — Nouguiier, *Brevets d'invention*, n° 348.)

§ 3

Actions et obligations des compagnies industrielles et commerciales

Les actions sont la quote-part d'intérêt appartenant à une personne dans une société industrielle ou commerciale dont le capital est divisé par parties égales.

Les obligations, au contraire, sont des fractions d'emprunt donnant droit à celui qui en est titulaire à des intérêts annuels, ainsi qu'au remboursement dans un temps plus ou moins éloigné.

Ces valeurs industrielles forment, comme tout ce qui appartient au débiteur, le gage commun des créanciers; elles peuvent, en conséquence, faire l'objet d'une saisie. On a cependant contesté ce dernier point pour les actions. Un arrêt récent de la Cour de Paris a ainsi déclaré que les actions émises par les sociétés industrielles et financières, ne sont pas, à la différence des obligations, des titres de créance même éventuelle au profit des actionnaires contre la société, et qu'en conséquence, la société n'a pas à tenir compte des saisies-arrêts qui peuvent être pratiquées entre ses mains sur ces sortes de valeurs. (Paris, 11 janvier 1895, D. P. 96, 2, 187.)

La solution admise par cet arrêt nous paraît fort contestable, car, selon nous, l'actionnaire est un véritable créancier. Il peut arriver que sa créance ne lui procure rien ; mais c'est là le cas de tout créancier qui se trouve en face d'un débiteur insolvable. L'actionnaire est créancier, non seulement des dividendes, mais encore d'une partie de l'actif social ; aussi, nous ne voyons pas pourquoi son droit ne pourrait pas être frappé de saisie.

La majorité de la jurisprudence a d'ailleurs adopté un système opposé à celui suivi par la Cour de Paris. Dans un jugement rendu le 2 juillet 1898, le Tribunal de la Seine a décidé que « les actions d'apport et les parts bénéficiaires d'une société, bien qu'elles ne comportent qu'un bénéfice éventuel, sont des choses qui ont une valeur ; — qu'elles constituent des effets mobiliers qui ont leur individualité, et font partie du patrimoine de ceux à qui elles sont attribuées ; que leur immatriculation sur les livres de la société au nom d'une personne déterminée n'a pas pour effet de modifier ce caractère, et que, dès lors, elles peuvent être frappées de saisie-arrêt. » (Tribunal Seine, 2 juillet 1898, Gaz. Pal. du 5 novembre 1898.)

La majorité des auteurs reconnaissent également aux créanciers le droit de saisir les actions et obligations appartenant à leur débiteur.

Mais, si l'on est généralement d'accord sur le principe, on l'est beaucoup moins sur la procédure

à suivre pour arriver à la saisie. La difficulté vient ici de ce que le Code de procédure ne s'est expliqué nulle part sur la saisie de ce genre particulier de valeurs. Aussi, antérieurement à la loi de 1842, plusieurs auteurs soutenaient qu'il fallait se conformer à la procédure de la saisie des rentes pour arriver à la réalisation de ces valeurs. (Pigeau, II, p. 221.— Favart, tome V, p. 84.)

Mais ce système n'était pas suivi par la jurisprudence, et un arrêt de Paris du 2 mai 1811 avait ainsi décidé : « Que, le Code de procédure n'ayant déterminé aucun mode de vente pour ces meubles incorporels, c'était aux juges eux-mêmes à régler ce mode dans leur sagesse suivant l'intérêt des parties. » (Voir : Paris, 24 juin 1851, D. P. 52, 2, 26 ; — Bioche, n° 12.)

La question n'est plus douteuse depuis la loi du 24 mai 1842, relative à la saisie des rentes. En effet, un amendement ayant été présenté par M. Persil pour rendre applicable aux actions industrielles la procédure suivie pour les rentes constituées, il fut repoussé, sur la remarque faite par le garde des sceaux qu'il existait entre ces deux sortes de valeurs des différences considérables qui empêchaient l'application d'une procédure unique. Un projet de loi devait d'ailleurs être déposé pour combler cette lacune, mais cette promesse n'a pas encore été tenue.

Il résulte donc de cette discussion que la saisie des rentes est inapplicable aux actions et obligations.

En présence du silence de la loi, on s'accorde généralement à reconnaître qu'il faut suivre la voie de la saisie-arrêt. Elle est faite, dans les formes ordinaires, entre les mains des gérants ou administrateurs de la société. Le tribunal, en validant la saisie, ordonne la vente des valeurs, suivant le mode qui lui paraît le plus avantageux. Ce sera tantôt au cours de la Bourse, tantôt aux enchères publiques devant notaire ou à la barre du Tribunal. (Douai, 23 mars 1855, D. P. 56, 2, 60. — En sens contraire : Paris, 13 août 1834, S. 34, 2, 674.)

Quelques auteurs prétendent qu'il faut suivre la voie de la saisie-exécution au cas où les valeurs, au lieu d'être en la possession d'un tiers, seraient en la possession du débiteur lui-même. Nous ne partageons pas cette opinion ; car nous pensons, avec M. Roger, qu'il est de l'essence de cette mesure de ne pouvoir atteindre que les meubles corporels. (Roger, n° 168.)

La nature du titre a une certaine influence relativement à la saisie. S'il est nominatif, il est facile de pratiquer l'opposition, mais il en est autrement si le titre est au porteur. Dans ce cas, l'opposition ne peut être pratiquée que si l'on connaît les numéros des titres ou si ceux-ci sont détenus par un tiers.

Enfin, l'article 18 du décret du 28 février 1852, pour les sociétés foncières, n'admet l'opposition qu'en cas de perte du titre.

CHAPITRE II

RENTES SUR L'ÉTAT

SECTION 1^{re}

Caractère et fondement de l'insaisissabilité des rentes sur l'État

Lorsque, après la loi 24 août 1793, qui avait créé le grand-livre de la dette publique, l'État fit banqueroute, deux tiers de la dette furent remboursés en bons au porteur et le troisième tiers fut consolidé (loi du 9 vendémiaire an VI) ; et, bientôt après, la loi du 7 nivôse an VI créait un nouveau grand-livre et déclarait : 1° dans son article 4, qu'il ne serait plus reçu à l'avenir d'opposition sur le tiers consolidé de la dette publique inscrite ou à inscrire (art. 4, 8 nivôse an VI) ; et 2° dans son article 5, que les arrérages dus pour rentes perpétuelles seraient payés au porteur de l'extrait d'inscription au grand-livre, sur la présentation qu'il en ferait.

Cette mesure avait pour but de rétablir le crédit public fortement ébranlé ; ce fut comme un appât jeté pour attirer la confiance des créanciers de l'État, qui, suivant la juste expression d'un auteur, s'éloignaient de lui comme on s'éloigne d'un débiteur qui ne fait pas honneur à ses engagements.

Il restait cependant un doute sur la portée du principe de l'insaisissabilité proclamé par cette loi : on n'était pas certain que la prohibition de l'opposition s'étendit aux arrérages. Aussi la loi complémentaire du 28 floréal an VII vint-elle dissiper à l'avenir ce doute : « Il ne sera plus reçu, disait cette loi, d'opposition au paiement des arrérages, à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire de l'inscription. »

Ces lois sont encore actuellement en vigueur, et le principe de l'insaisissabilité qu'elles ont proclamé a été rappelé par diverses décisions législatives postérieures, notamment par la loi du 11 juin 1878, décret du 27 avril 1887, art. 3, enfin par la loi du 17 janvier 1894. Ces diverses lois se réfèrent purement et simplement à celles de l'an VI et de l'an VII, ce qui prouve que le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'État n'a pas été modifié depuis cette époque.

Mais quelle est au juste la portée de ce principe ?

Qu'est-ce que le législateur a voulu interdire ? Est-ce simplement l'opposition entre les mains du Trésor ou même des particuliers, ou bien a-t-il voulu soustraire ces valeurs d'une façon absolue au gage des créanciers ?

C'est là une question des plus vivement controversées en doctrine et en jurisprudence, et il est à présumer qu'elle ne sera définitivement tranchée que par le législateur lui-même.

Les causes de cette divergence d'opinions sont d'ordres divers.

Tout d'abord, c'est l'ambiguïté même du texte des lois de ventôse an VI et de floréal an VII, qui ne déclare pas d'une manière absolue l'insaisissabilité des rentes sur l'État. Ces lois ne prohibant en effet que l'opposition sur ces valeurs, on s'est demandé si le principe de l'insaisissabilité ne se bornait pas, en cette matière, à interdire aux créanciers de former saisie-arrêt ou opposition sur les arrérages des rentes dues à leur débiteur.

A ne consulter que le texte même de la loi, c'est bien en effet cette solution qu'il faut adopter ; mais les paroles de Vernier, le rapporteur de cette loi devant le Conseil des Anciens, semblent indiquer que la fin que se proposait le législateur en édictant cette loi était tout autre. « Il convenait, dit-il dans son rapport, de priver les créanciers, pour l'avenir, de toute espèce de droit, saisie ou opposition, soit sur le capital, soit sur les arrérages. Les créanciers, prévenus qu'ils n'auront point à compter sur cette ressource pour le paiement de leurs créances, régleront à l'avenir leurs transactions en conséquence, et se ménageront d'autres sûretés moins sujettes à tromper leur attente. »

Ces termes indiquent clairement, disent les partisans de l'insaisissabilité absolue, que les rentes sur l'État sont à l'abri de toute poursuite. Il faut compléter le texte par les travaux préparatoires, et ceux-ci

contiennent la preuve indéniable de ce que le législateur a entendu décréter cette insaisissabilité absolue,

On ne s'entend pas davantage sur le mobile auquel a obéi le législateur de l'an VI. Les uns prétendent qu'il voulait seulement simplifier la comptabilité nationale, et pour cela il lui suffisait de défendre aux créanciers de pratiquer des saisies-arrêts. Là se bornerait donc sa prohibition, et les créanciers pourraient, en conséquence, se payer sur les rentes sur l'État appartenant à leur débiteur, dès lors qu'ils emploieraient une autre voie que l'opposition.

Les autres affirment, au contraire, que c'est une idée de crédit public nécessitée par les circonstances du moment qui a guidé le législateur. Il fallait faire affluer l'argent vers les caisses de l'État, alors que le pays venait d'être témoin de sa banqueroute déguisée. Pour arriver à ce résultat, le législateur voulut créer, au profit des créanciers de l'État, une situation exceptionnelle en consolidant leur créance d'une manière particulière qui leur était réservée. Il ne se contenta pas d'interdire la saisie-arrêt des rentes sur l'État, cette mesure eût été insuffisante: il accorda un véritable privilège aux titulaires de ces rentes au risque de nuire à leurs créanciers. C'est bien ainsi, disent-ils, que Vernier comprenait le principe de l'insaisissabilité, quand il disait: « Les créanciers n'auront pas à compter sur cette ressource pour le paiement et la sûreté de leurs créances. »

A ces arguments, les partisans de l'insaisissabilité relative répondent, pour défendre leur théorie, en invoquant les principes de l'équité naturelle. En effet, si on prétend que les rentes sur l'État sont insaisissables d'une façon absolue, on pourra voir une personne sur le point de tomber en faillite réaliser tout son actif pour acheter des rentes sur l'État avec le produit qu'elle en aura retiré. Ces rentes, étant insaisissables, seront à l'abri des poursuites des créanciers, et on pourra voir ainsi un débiteur vivre dans l'opulence à côté de ses créanciers, qu'il aura peut être réduits à la misère. Ce résultat n'est-il pas véritablement scandaleux, et le législateur a-t-il pu vouloir autoriser de tels abus ? Autrefois, il est vrai, on pouvait, au moyen de la contrainte par corps, amener indirectement le débiteur à l'aliénation ; mais la loi de 1867 a aujourd'hui supprimé cette ressource, et le privilège accordé aux rentiers de l'État se trouve par là encore plus inique que dans le passé.

D'autre part, les difficultés qui accablèrent la dette publique au temps de la Révolution, ont depuis longtemps disparu ; le crédit public s'est affermi : par suite, la nécessité d'attirer par tous les moyens possibles le rentier ne s'impose plus comme à l'époque du Directoire, et le privilège de l'insaisissabilité des rentes sur l'État paraît aujourd'hui un privilège exorbitant et impossible à justifier.

Aussi est-il condamné par tous les jurisconsultes, par ceux mêmes qui professent la doctrine de l'insai-

sissabilité absolue. « Ce privilège, dit M. Seligman, peut être une mesure financière habile ; mais il est évident qu'il est aussi injuste qu'immoral. » (Seligman, *Réformes dont notre Procédure civile est susceptible*, chap. 15, section 4.)

M. Lyon-Caen, qui est pourtant partisan de la doctrine de l'insaisissabilité absolue, déclare que cette doctrine est légale, mais a des conséquences exorbitantes et même iniques. « On comprend, dit-il, que les magistrats, en l'absence d'un texte formel, se soient laissé entraîner à lui substituer peu à peu une doctrine plus modérée. Le revirement de la jurisprudence peut sans doute s'expliquer ici par un changement dans la législation qui rend plus fâcheuse la solution absolue consacrée. Alors que la contrainte par corps était admise en matière civile et commerciale, les créanciers, privés du droit de gage général sur les rentes de leur débiteur, avaient du moins la ressource de cette voie d'exécution sur la personne pour la contraindre à payer ses dettes. Depuis que la loi du 22 juillet 1867 a supprimé la contrainte par corps en matière civile et commerciale, le refus de tout droit aux créanciers sur les rentes sur l'État les laisserait dépourvus de tout moyen de se faire payer par un débiteur dont le patrimoine serait composé de rentes sur l'État. La restriction des dispositions des lois de l'an VI et de l'an VII à la privation du droit de former une saisie-arrêt entre les mains du Trésor public, leur laisse

au moins le moyen de se faire payer sur les rentes, dès l'instant où, pour arriver à cette fin, une opposition de cette sorte n'est pas nécessaire. On peut ajouter que l'augmentation du nombre des rentes sur l'État et la diffusion de ces rentes entre un nombre considérable de personnes, semblent augmenter les inconvénients de la doctrine de l'insaisissabilité absolue. » (Lyon-Caen, Sirey, 95, 1, 5^e note.)

M. Glasson, lui aussi, dans une note insérée au *Dalloz* 1894, 1, 197, tout en professant que le seul système légal est celui de l'insaisissabilité absolue, est obligé de reconnaître que ce système est profondément inique. « Ce privilège, dit-il, a fait son temps et doit disparaître... » Et plus loin, il ajoute : « Le jour où un principe n'est plus qu'un moyen de fraude, il doit disparaître, alors surtout qu'il constitue par lui-même, et en dehors de toute fraude, un privilège exorbitant. »

Combattu par tous les jurisconsultes, le privilège de l'insaisissabilité des rentes sur l'État est attaqué non moins vivement par les économistes.

« Ce bénéfice et ces privilèges, dit M. Charles Comte, sont si exorbitants, qu'on a cru nécessaire de les prohiber par des lois formelles pour les autres genres de propriété. L'individu qui, ayant volé un million de francs, l'emploierait à acheter une rente de 50.000 fr. sur l'État ne pourrait pas en être dépouillé par la justice, quand même le vol serait manifeste. (Ch. Comte, *Traité de la propriété*, II, p. 228.)

« Quant à l'insaisissabilité des rentes sur l'État, dit M. Cauwès, les motifs du crédit public invoqués à l'appui ne sont pas de nature à faire oublier l'injustice de la règle. » (Cauwès, *Cours d'économie politique*, III, p, 441.)

Ainsi, de l'aveu de tous, le privilège de l'insaisissabilité des rentes sur l'État, à supposer qu'il ait jamais existé avec la portée absolue qu'on lui prête, n'a plus aujourd'hui de raison d'être; il a même, depuis l'abolition de la contrainte par corps, un caractère éminemment frustratoire pour les créanciers.

S'inspirant de ces considérations, les partisans de l'insaisissabilité relative ont prétendu que l'office du juge, en pareille matière, ne devait pas se borner à appliquer aveuglément un texte manifestement contraire à l'état de choses actuel; que pareille interprétation répugnerait à nos mœurs judiciaires actuelles.

« Nous aimons assez, dit M. Lacour, voir le juge exceller par-dessus tout à mettre les lois au niveau des besoins des temps, à produire, sous forme d'interprétation, des solutions qui ne concordent pas toujours avec la volonté du législateur. » (Lacour, *De l'insaisissabilité des rentes sur l'État*.)

M. Glasson exprime la même idée dans la note que nous avons déjà citée, et dans laquelle, par une inconséquence bizarre, il approuve le système récemment adopté par la Cour de cassation, après avoir professé un principe contraire : « Depuis l'an VI,

dit-il, les conditions de la vie sociale se sont complètement transformées, et les juges ont été témoins de fraudes qui les ont justement indignés ; ils ont alors recouru à des procédés d'interprétation qui s'inspiraient de l'équité aux dépens de la loi. On ne saurait s'en plaindre. Dans un pays où l'usage ne peut pas abroger, ni même modifier la loi, il est utile et juste que les tribunaux aient, même sous forme d'interprétation, le moyen d'assouplir la loi, et de la mettre toujours au niveau des besoins du temps. Cette interprétation, parfois hardie, se rapprochera sensiblement d'une abrogation partielle, et aura l'avantage de préparer l'abrogation totale et définitive. Cela est particulièrement vrai du principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'État. »

Il suit de là que les tribunaux doivent, dans un but d'intérêt public, faire des restrictions au principe de l'insaisissabilité tel qu'il a été établi par les lois de l'an VI et de l'an VII. Il faut, comme on l'a dit bien souvent, faire triompher l'esprit de la loi sur la lettre. De même que la jurisprudence, voyant le développement pris dans le courant du siècle par les valeurs mobilières, leur a étendu le bénéfice de l'insaisissabilité dotale, qui, d'après le Code civil, ne s'appliquait qu'aux immeubles, de même, en notre matière, la jurisprudence doit autoriser les créanciers à aliéner, sous certaines conditions, les rentes sur l'État appartenant à leur débiteur.

Cette théorie est vivement combattue par les par-

tisans de l'opinion contraire. Ils font remarquer qu'une loi seule pourrait déroger au principe d'insaisissabilité absolue proclamé par la loi de l'an VI. Or, depuis cette époque, aucune disposition législative n'était venue apporter des modifications à ce principe; il y a donc lieu de faire aujourd'hui, comme au lendemain de la promulgation de la loi, une application juridique de l'insaisissabilité des rentes sur l'État. En conséquence, disent-ils, il faut prohiber tous les transferts de rente qui seraient faits sans l'intervention du propriétaire.

Comme nous venons de le voir, chaque système produit à l'appui de sa thèse des arguments d'une réelle valeur ; aussi existe-t-il une grande diversité entre les différentes solutions rendues en cette matière par les cours et tribunaux. Nous croyons cependant, avec la majorité des auteurs, que le législateur a entendu prohiber d'une manière absolue la saisie des rentes sur l'État, bien qu'aujourd'hui les conséquences de ce système soient iniques dans la plupart des cas, et même dangereuses au point de vue social. Tant qu'une loi n'aura pas décidé que les rentes sur l'État sont en principe saisissables, il faudrait donc, selon nous, continuer d'appliquer ce principe dans toute sa rigueur, quelque regrettable qu'il puisse être.

SECTION II

Évolution de la jurisprudence

La jurisprudence des tribunaux donne aujourd'hui, relativement à l'insaisissabilité des rentes sur l'État, une solution toute différente de celle qu'elle avait tout d'abord admise au début du siècle. Frappée des inconvénients pratiques qu'entraîne le système de l'insaisissabilité absolue, elle s'est demandée si cette théorie ne dépassait pas la pensée du législateur lui-même, et, dans ces dernières années, elle en est arrivée à admettre que la loi de nivôse se bornait seulement à interdire la saisie-arrêt entre les mains des agents du Trésor.

Cette évolution est curieuse, et nous avons pensé qu'il serait intéressant d'étudier par quelles étapes successives la jurisprudence en est arrivée à admettre cette dernière solution.

Après la promulgation de la loi de l'an VI, le principe de l'insaisissabilité absolue des rentes sur l'État fut appliqué à diverses reprises, tant par la jurisprudence des tribunaux que par la jurisprudence administrative. Ce principe était alors universellement admis ; on avait bien eu l'idée d'y apporter une exception en cas de faillite, mais un avis du Conseil d'État, rapporté dans une instruction ministérielle du

1^{er} mai 1819, déclara que le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'État n'est pas modifié par l'état de faillite du titulaire ; qu'en conséquence, le syndic, représentant la masse des créanciers, ne peut faire vendre ces titres sans le consentement du failli.

La Cour de cassation, dans un arrêt du 8 mai 1854, avait également déclaré que le principe qui soustrait les rentes sur l'État à toute espèce de mainmise de la part des tiers, n'est pas modifié par l'état de faillite du propriétaire de la rente. (Cass., 1^{er} mai 1854, S. 54, 1, 310.)

La Cour suprême ne devait pas tarder à modifier la solution qu'elle avait adoptée dans ce dernier arrêt. En effet, le 8 mars 1859, la chambre civile de la Cour de cassation rejetait le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Lyon qui avait autorisé les syndics d'une faillite à vendre les titres de rente appartenant au failli. Cette décision ne s'attaquait pas encore directement au principe même de l'insaisissabilité ; car, disait cet arrêt : « Autre chose est la saisie ou l'opposition dont ces rentes sont affranchies, autre chose est la mainmise qui succède, à l'égard du failli, à son dessaisissement de tous ses biens sans exception ; que cette mainmise peut sans doute, selon les exigences de la liquidation de la faillite, être suivie de l'aliénation des rentes sur l'État dépendant de l'actif ; mais qu'alors, c'est au nom du failli et comme ses mandataires légaux que procèdent les syndics, sans porter en conséquence aucune atteinte aux règles

de comptabilité et de crédit publics qu'ont fondées lesdites lois de nivôse an VI et de floréal an VII. » (D. P. 59, 1, 145.)

La Cour de Paris, dans une espèce présentant assez d'analogie avec le cas de faillite, en matière de succession bénéficiaire, avait déjà décidé que, si les créanciers n'ont pas le droit de saisir les rentes sur l'État dépendant d'une succession bénéficiaire, ni d'en provoquer la vente par autorité de justice, de son côté l'héritier ne peut se les approprier au détriment de ses créanciers, sous peine de contrainte sur ses biens personnels. (Paris, 22 nov. 1855, D. P. 56, 2, 269.)

La solution donnée par la chambre civile, vivement combattue par M. Dutruc, fut approuvée par M. Labbé dans une note qu'il publia à cette époque dans le Journal du Palais ; mais, tout en considérant comme juridiquement rendue la décision de la Cour de cassation, cet auteur critiquait les motifs qui lui servaient de base.

D'après lui, le principe de l'insaisissabilité absolue n'est qu'une contre-vérité érigée à tort en axiome. La loi ne prohibe que la saisie par voie d'opposition entre les mains des agents du Trésor, et cette défense n'est faite que dans l'intérêt de la comptabilité.

Le système professé par M. Labbé fut consacré par un arrêt de la Cour de Paris du 19 janvier 1886 et un jugement de Bordeaux du 11 mars 1887. Ces deux décisions réduisaient le principe de l'insaisissa-

bilité des rentes sur l'État à l'interdiction, pour les créanciers, de former saisie-arrêt ou opposition sur la rente due à leur débiteur. « Considérant, dit l'arrêt de Paris, que les lois du 8 nivôse an VI et 22 floréal an VII, se bornant à interdire, dans l'intérêt du Trésor public et des règles de sa comptabilité, les saisies-arrêts des rentes sur l'État, il s'ensuit que ces rentes ne sont pas frappées d'une indisponibilité absolue au détriment des tiers, en dehors des hypothèses prévues par les lois du 7 nivôse an VI et du 22 floréal an VII. » (Paris, 19 janvier 1886, D. P. 86, 2, 233.)

Ainsi donc, d'après cette nouvelle interprétation de la jurisprudence, l'insaisissabilité ne serait plus le principe, mais seulement l'exception ; les rentes sur l'État appartenant à un débiteur formeraient, au même titre que les autres valeurs, le gage commun de ses créanciers, et seraient susceptibles d'être saisies entre les mains des tiers autres que le Trésor public. « Attendu, disait un jugement du Tribunal de la Seine, que l'insaisissabilité des rentes sur l'État n'a d'effet qu'au regard du Trésor public, dans un intérêt de comptabilité et de régularité ; qu'au regard des tiers, lesdites valeurs sont, comme tous les biens mobiliers du débiteur, le gage commun de ses créanciers, et susceptibles d'être saisies-arrêtées conformément à l'article 157 C. pr. civ. » (Trib. Seine, 18 juin 1888, *Pand. franç.*, 88, 2, 277.)

Les autres Cours ne se rallièrent pas toutes à la solution donnée par la Cour de Paris, et proclamè-

rent de nouveau le principe de l'insaisissabilité absolue des rentes sur l'État. (Rouen, 6 mars 1888, D. P. 88, 2, 291 ; 1^{er} avril 1888, S. 88, 1, 171. — Paris, 26 juin 1888, *Annales de Droit commercial*, 88, 1, 558. — Rennes, 31 janvier 1889, D. P. 90, 2, 61. — Angers, 10 janvier 1893, D. P. 93, 2, 111.)

La plus grande incertitude régnait donc en jurisprudence, et tous les créanciers intéressés désiraient vivement que la question fût de nouveau portée devant la Cour de cassation, pour être enfin fixés sur la portée que devait avoir le principe de l'insaisissabilité.

Satisfaction leur fut donnée en 1894 : les 2 et 16 juillet de cette année, la Cour suprême rendit deux arrêts dans lesquels elle consacrait l'opinion nouvelle émise par la Cour de Paris.

On a prétendu, il est vrai, que ces arrêts avaient seulement visé le droit de propriété des rentes, que les tribunaux ont évidemment la faculté d'apprécier, et non le droit des créanciers sur ces rentes. On a conclu de là que le principe de l'insaisissabilité n'avait pas reçu son application dans ces arrêts, et que, par suite, la Cour suprême n'avait pas modifié sa jurisprudence antérieure.

Cette solution ne nous semble pas exacte ; car on ne peut méconnaître que, dans l'un de ses considérants, l'arrêt du 2 juillet 1894 a consacré, d'une manière formelle, le système de l'insaisissabilité relative : « Attendu, dit-il, que du texte de l'article 4

de la loi de nivôse an VI et de celui de l'article de la loi du 22 floréal an VII, il résulte que ces lois, en déclarant insaisissables les rentes sur l'État, ont seulement pour objet d'interdire la saisie-arrêt de ces rentes pratiquée entre les mains du Trésor public, mais qu'elles n'empêchent pas les créanciers, conformément au principe fondamental écrit dans les articles 2092 et 2093 du Code civil, de se faire attribuer par la justice les rentes sur l'État que leur débiteur est appelé à recueillir dans une succession, du moment que le transport ne nécessite aucune saisie préalable. »

C'est dire nettement que les rentes sur l'État sont en principe saisissables, et c'est bien ainsi d'ailleurs que les arrêtiistes ont compris la décision que nous venons de citer. Cette solution a été adoptée par un certain nombre d'auteurs et quelques décisions de jurisprudence. (Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Priv. et hypothèques*, 1, n° 269. — Boivin, 112. — Rozier-Appleton, note dans D. P., 97, 217, p. 55. — Paris, 20 novembre 1895, *Pand. franç.*, 96, 2, 157. — Trib. Seine, 27 novembre 1896, D. P. 97, 2, 17. — Caen, 1^{er} décembre 1896, Recueil des arrêts des Cours de Caen et de Rouen, avril 1897, p. 53.)

La 3^e chambre de la Cour de Paris et le Tribunal de la Seine protestèrent cependant contre cette jurisprudence. (Paris, 7 août 1896, D. P. 97, 2, 113, et Trib. civil Seine, 23 et 30 janvier 1896, D. P. 97, 2, 21.) Mais, le 23 novembre 1897, la Cour de cassation a de nouveau affirmé le principe de l'insaisis-

sabilité relative ; aussi, en présence de cette nouvelle décision, est-il à présumer que les Cours d'appel et les Tribunaux vont tous se rallier désormais à la jurisprudence, aujourd'hui certaine, de la Cour suprême. (D. P. 98, 1. 19.) Par conséquent, on peut dire que, maintenant, l'insaisissabilité ne mettra plus le rentier de l'État à l'abri des poursuites de ses créanciers que dans le cas où on ne pourrait saisir ses rentes qu'au moyen d'une opposition formée entre les mains des agents du Trésor.

Les conséquences de cette doctrine sont, comme nous le verrons plus loin, des plus importantes en pratique : diamétralement opposées à celles qui résultent de la doctrine de l'insaisissabilité absolue, elles sont aussi, il faut bien le reconnaître, infiniment plus équitables et plus justes.

Malgré cette nouvelle jurisprudence, il sera cependant très difficile aux créanciers des titulaires des rentes sur l'État d'obtenir le résultat qu'ils désirent. — C'est qu'en effet, la jurisprudence administrative, le Conseil d'État, le Ministre des finances et la direction de la dette, ne semblent pas du tout disposés à admettre le principe adopté par la Cour de cassation. L'autorité administrative est restée fidèle au principe de l'insaisissabilité absolue, et continue de l'appliquer encore aujourd'hui.

Tout récemment, le Ministre des finances a affirmé ce principe une fois de plus devant la Chambre des députés, à la suite d'une question qui lui fut

posée par un député, M. Bazille, au sujet de deux arrêts de la Cour de cassation des 2 et 16 juillet 1894 ¹.

De son côté, le Conseil d'État a maintes fois approuvé les décisions du Ministre des finances, non seulement quand elles rejetaient les oppositions faites entre les mains des agents du Trésor, mais encore quand elles refusaient d'opérer le transfert d'un titre de rente ordonné par l'autorité judiciaire. (Conseil d'État, 5 janvier 1813, S. 4, p. 226. — 19 décembre 1839, S. 46, 281. — 6 août 1878, D. P. 79, 3, 41, et S. 79, 2, 25.)

Les conséquences du système suivi par l'autorité administrative sont, on le voit, des plus graves, puisqu'elles conduisent précisément à empêcher les décisions rendues par les tribunaux judiciaires de produire leur effet. Il est profondément regrettable qu'un pareil conflit existe entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire; car il ne peut que contribuer à diminuer l'effet que la loi attache à la chose jugée.

En vertu de quel droit le Trésor peut-il donc s'ériger ainsi en juge d'un transfert, et arriver, en définitive, à empêcher l'exécution de décisions judiciaires autorisant la mutation d'un titre de rente ?

1. Voir au Journal Officiel le compte rendu de la séance du 9 novembre 1895. Voir également la consultation de M. le Directeur de la dette inscrite, du 6 novembre 1895, et une lettre de M. Cochery, Ministre des finances, à M. de Sal, sénateur, du 20 novembre 1897.

C'est, en vertu du principe de la séparation des pouvoirs, à l'Administration seule qu'il appartient en effet d'apprécier si les conditions dans lesquelles les transferts sont acquis sont suffisantes pour assurer la décharge du Trésor. « Les transferts, dit M. le conseiller Greffin devant la Cour de cassation, étant des actes administratifs, il n'appartient pas aux tribunaux de statuer sur ce qui en touche la forme ou le mode. » (D. P. 77, 1, 378.)

Les agents du Trésor, le ministre des finances notamment, ont mission de veiller à l'application des lois qui régissent la dette publique ; en conséquence, ils peuvent et doivent refuser tout concours, s'ils pensent que la décision judiciaire qu'on leur demande d'exécuter constitue une violation de ces lois. D'ailleurs, si des jugements attribuant des rentes à des créanciers étaient produits à l'agent comptable des transferts et des mutations, celui-ci ne pourrait passer outre à l'opération. Il devrait, ainsi que l'a fait justement remarquer M. le Directeur de la dette inscrite, se retrancher derrière les dispositions qui lui interdisent de procéder à un transfert en l'absence du concours du titulaire ou du propriétaire régulier. (Consultation de M. le Directeur de la dette inscrite du 6 novembre 1895, concernant l'application par la dette inscrite du principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'État.)

Les tribunaux n'ont donc aucun moyen de contraindre le débiteur à opérer un transfert : ils pour-

raient, il est vrai, comme il s'agit ici d'une obligation de faire, l'y forcer indirectement en le condamnant à payer au créancier une certaine somme par chaque jour de retard ; mais cette contrainte serait inefficace. En effet, ou bien le débiteur a dans son patrimoine d'autres biens qui, eux, sont saisissables, et alors le créancier n'a qu'à se faire payer directement sur eux, ou bien il n'en a pas, et dans ce cas, la condamnation judiciaire ne recevra pas mieux son exécution que la créance en vertu de laquelle on poursuit. C'est donc en définitive l'Administration des finances qui aura le dernier mot dans le conflit qui s'élève entre elle et l'autorité judiciaire. En refusant d'exécuter la décision qui lui est présentée, elle ne commet cependant pas un excès de pouvoir, de sorte qu'il paraît impossible de sortir de cette difficulté. La question est insoluble, et le législateur seul pourrait la trancher.

Le ministre des finances ne pourrait cependant pas se prévaloir du principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'État pour refuser un transfert de rentes à un particulier qui se présente en vertu d'un droit de propriété reconnu par un jugement, et qui fournit un certificat de propriété délivré en conformité de ce jugement. (Conseil d'État, *Le Droit*, 13 juillet 1898, — *La loi*, 16 août 1898, — *Rép. gén. not.* 98, 458.) Dans ce cas, en effet, le principe de l'insaisissabilité n'a pas à intervenir. C'est aux tribunaux judiciaires à apprécier les questions de propriété, et leurs décisions s'imposent à l'autorité administrative.

SECTION III

Portée et conséquences du principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'État

Nous avons admis, dans les explications qui précèdent, que le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'État était un principe absolu. Il ne faut cependant pas oublier que l'insaisissabilité ne protège que le titre de rente lui-même, et non les sommes qui en représentent la valeur, que ces sommes soient destinées à acheter des rentes sur l'État ou soient le prix de la rente aliénée ou des arrérages perçus.

Cette distinction est importante, et il nous paraît utile, avant d'étudier les conséquences de ce principe, d'indiquer d'abord quelle en est la délimitation exacte.

Ensuite, nous étudierons les diverses exceptions que la loi apporte à l'insaisissabilité des rentes sur l'État.

§ 1^{er}

Délimitation du principe de l'insaisissabilité

1° Bien qu'elles soient insaisissables, les rentes sur l'État n'en sont pas moins susceptibles d'être cédées par celui qui en est titulaire, et cela se comprend parfaitement. C'est en effet en dehors de toute

considération tirée de la personne du crédi-rentier, et seulement dans le but de rehausser la valeur de ces rentes, que le législateur les a déclarées insaisissables, de sorte que, quand bien même la loi n'en eût pas formellement admis la cession, ce serait directement aller contre le but qu'elle a voulu atteindre que de conclure de leur insaisissabilité à leur inces-sibilité. (Aubry et Rau, t. IV, p. 423, n° 183.—Paris, 20 novembre 1895, *Pand. françaises*, 96, 2, 157.)

2° Le privilège de l'insaisissabilité ne s'attache pas davantage aux sommes destinées à l'achat de rentes sur l'État, parce que, dans cette hypothèse, il ne s'agit plus de protéger le titre, et, par suite, la raison pour laquelle le législateur avait édicté le privilège fait ici défaut.

Il arrive ainsi fréquemment, dans la pratique, que des compagnies d'assurances sur la vie ne doivent, d'après leurs statuts, remettre à leurs assurés que des inscriptions de rentes sur l'État. Tant que les compagnies n'ont pas fait l'emploi prévu par les statuts, la saisie des sommes destinées à cet achat est possible entre leurs mains, et, si elle est pratiquée, elle rend indisponibles les sommes saisies-arrêtées. A partir de ce moment, la compagnie ne peut plus effectuer l'achat dont il s'agit, et, si elle le faisait, elle serait responsable; car elle aurait ainsi payé l'assuré au mépris d'une saisie-arrêt.

Si, au contraire, au moment où la saisie est pratiquée, les inscriptions de rente avaient déjà été

prises, la solution serait alors différente. La saisie-arrêt ne pourrait être validée par le juge ; car elle porterait en effet sur des biens insaisissables, échappant, selon les prescriptions de la loi de nivôse an VIII, au gage des créanciers, et la mainlevée devrait en être ordonnée. (Montpellier, 17 juin 1870, D. P. 71, 2, 179. — Trib. de la Seine, 28 février 1873, D. P. 74, 388. — Trib. de la Seine, 23 janvier 1896, *Pand, franç.*, 96, 2, 157.)

Une question à peu près analogue existe relativement aux caisses d'épargne.

D'après la loi du 30 juin 1851, ces établissements sont tenus d'acheter de la rente française, lorsque les dépôts qui leur sont faits par les particuliers dépassent une certaine somme ¹.

Quand cet emploi a été effectué, sans nul doute les créanciers des déposants ne peuvent saisir les titres de rente appartenant à leurs débiteurs ; mais ce droit doit-il également leur être refusé quand l'emploi n'a pas été fait ? Nous ne le croyons pas, et nous fondons notre opinion sur l'article 11 de la loi du 5 juin 1835, aux termes duquel les créanciers peuvent former une saisie-arrêt sur les sommes déposées par leur débiteur. Ce dernier article constitue la règle, tandis que la loi du 30 juin 1851 ne forme que l'exception ; il faut par conséquent l'interpréter restrictivement : la loi de 1851 n'a pas, en effet,

1. Quinze cents francs, d'après l'art. 14 de la loi du 20 juillet 1882.

eu pour but de soustraire au gage des créanciers l'excédent des sommes déposées aux caisses d'épargne par leurs débiteurs. Cette loi a été seulement une simple mesure d'administration, et n'a pas, relativement à ces établissements, modifié les droits des créanciers. L'excédent des dépôts, quand il aura été employé, sera, il est vrai, insaisissable ; mais l'insaisissabilité ne datera que de ce moment.

Par conséquent, il faut décider que la saisie-arrêt pratiquée avant que les inscriptions soient prises, a pour effet de rendre indisponibles les sommes sur lesquelles elle porte, et de les empêcher d'être transformées en valeurs insaisissables échappant désormais au gage des créanciers. (Roger, *Traité de la saisie-arrêt*, n° 319). Cette solution est équitable ; car, autrement, un créancier pourrait éprouver un préjudice très grave, et cela sans qu'il eût aucune faute à se reprocher, alors même qu'il aurait pris toutes les mesures autorisées par la loi pour sauvegarder ses droits.

Il faut étendre la même solution au prix d'aliénation des rentes sur l'État et aux arrérages payés. A partir de ce moment, en effet, ces sommes deviennent le gage commun des créanciers au même titre que les autres biens du débiteur.

On a cependant soutenu qu'il était impossible de valider l'opposition, si elle était formée, entre les mains de l'agent de change vendeur, dans les cinq jours de la négociation, c'est-à-dire pour la remise du prix à

son client. En effet, disent les partisans de cette opinion, si l'insaisissabilité est décrétée dans l'intérêt du Trésor, elle l'est aussi dans l'intérêt du rentier ; il faut donc que ce dernier ait légalement et moralement le temps nécessaire pour toucher, sinon le bénéfice de la loi serait illusoire.

Cette argumentation ne nous paraît pas exacte. Le délai que l'on accorde ainsi au débiteur est purement arbitraire, et constitue une exception aux principes généraux que nul texte ne justifie, la loi n'ayant dit nulle part que le privilège de l'insaisissabilité protégeait le prix provenant de l'aliénation de la rente.

§ 2

Conséquences et applications du principe

Nous étudierons les conséquences du principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'État dans ses principales applications.

I. — SUCCESSION

α) La succession est acceptée purement et simplement

Si le défunt laisse dans sa succession des rentes sur l'État, l'héritier en devient immédiatement propriétaire, en vertu de l'article 711 Code civil, et, en conséquence, les rentes qu'il recueille sont insaisissables entre ses mains, comme elles l'étaient entre les

maines de son auteur. Ces valeurs n'étant pas le gage des créanciers, la maxime *nemo liberalis nisi liberatus* n'est pas applicable dans cette hypothèse.

On a cependant contesté cette solution précisément en se fondant sur la maxime que nous venons de citer. L'opposition entre les mains des agents du Trésor est impossible, disent les partisans de ce système, mais les créanciers peuvent s'opposer à ce que les rentes soient immatriculées au nom de l'héritier, et demander à la justice l'autorisation de les négocier.

Pour que ce raisonnement soit exact, il faudrait qu'il se fût écoulé un intervalle de temps pendant lequel la rente eût été le gage des créanciers du défunt ; or, cela n'est pas, car le vieux principe *le mort saisit le vif* existe toujours. La propriété est donc transmise à l'instant même du décès, et l'immatriculation est une simple formalité qu'on ne saurait empêcher.

Un autre système, défendu par M. Rolland de Villargues, prétend que les rentes ne redeviennent insaisissables qu'après que le partage a été opéré ; jusqu'à ce moment, les créanciers peuvent s'opposer à l'immatriculation, puisque les héritiers peuvent toujours procéder au partage, et que celui qui recueillera la rente dans son lot pourra alors faire opérer le transfert en son nom.

D'après la majorité des auteurs et la jurisprudence, les créanciers n'ont aucun droit sur les rentes sur

l'État provenant d'une succession. Nous approuvons pleinement cette solution, que nous croyons la seule juridique. (Huc, *Traité des successions*, p. 520. — Baudry-Lacantinerie et Walh, *idem*, n° 4181. — Paris, 21 mars 1889, D. P. 90, 2, 61 ; 19 déc. 1889, D. P. 91, 2, 19. — Agen, 10 janvier 1892, D. P. 93, 2, 155.)

Les créanciers ne peuvent donc empêcher le notaire liquidateur de remettre à un héritier les titres de rente tombés dans son lot ; mais ils peuvent se prévaloir de la disposition de l'article 802 C. civ. et intervenir au partage, afin de déjouer les fraudes qui pourraient se produire. Ils pourront aussi empêcher que les rentes ne soient mises dans le lot d'un héritier insolvable.

La séparation des patrimoines serait sans effet à l'égard des rentes sur l'État comprises dans une succession. On ne saurait, en effet, autoriser les créanciers à se faire attribuer des valeurs qui, sans cette séparation, n'eussent pu être par eux appréhendées. (Paris, 2 mai 1876, sous Cass., D. P. 80, 1, 79.)

b) La succession est acceptée sous bénéfice d'inventaire

L'héritier bénéficiaire, comme l'héritier pur et simple, devient, par le seul fait du décès de son auteur, propriétaire de tous les biens compris dans la succession. Il ne peut, il est vrai, s'approprier aucun bien héréditaire avant que les créanciers du défunt aient été complètement désintéressés ; car

ces derniers ont un droit de gage général sur les biens faisant partie de la succession. Mais, si cette succession comprend des rentes sur l'État, ces valeurs étant, ainsi que nous l'avons démontré, soustraites au droit de gage des créanciers, il s'ensuit logiquement que l'héritier a, relativement à ces valeurs, les mêmes droits que le défunt lui-même. Ces valeurs sont désormais sa propriété, et, comme elles sont insaisissables, les créanciers du défunt n'ont aucun moyen de se faire payer sur elles. Ils ne pourraient pas davantage poursuivre l'exécution de leurs créances ou de leurs legs sur les biens personnels de l'héritier, car il n'est pas leur débiteur.

La situation qui est ainsi faite aux créanciers et aux légataires pouvait aussi, dans certains cas, leur être très défavorable. Aussi la jurisprudence, frappée de ces inconvénients, a-t-elle essayé d'y remédier.

Ne pouvant attribuer directement aux créanciers les rentes sur l'État comprises dans la succession de leur débiteur, diverses décisions judiciaires leur ont permis d'arriver à peu près au même résultat à l'aide de moyens détournés. Nous allons étudier sommairement les diverses raisons d'ordre juridique que la jurisprudence fait valoir à l'appui des solutions qu'elle a données en cette matière.

Tout d'abord, un cas doit être mis à part : c'est celui où l'héritier bénéficiaire aurait réalisé les rentes sur l'État faisant partie de la succession qu'il a recueillie. En effet, l'art. 803 Code civ. l'obligeant à

rendre compte des valeurs qu'il a touchées, les créanciers de la succession et les légataires pourraient, dans cette hypothèse, agir sur ses biens personnels, s'il refusait de les payer directement.

Mais, si l'on suppose que les rentes sur l'État dépendant de la succession n'ont pas été réalisées, par quels moyens les créanciers et les légataires pourraient-ils arriver à obtenir ce qui leur est dû ? Divers arrêts ont décidé que les créanciers ne pourraient pas, il est vrai, contraindre l'héritier, s'il se refusait à réaliser ces sortes de valeurs, mais que ce refus était un fait suffisant pour entraîner la déchéance du bénéfice d'inventaire. D'après cette jurisprudence, l'héritier qui se serait emparé des rentes sur l'État dépendant de la succession, pourrait être poursuivi sur ses biens personnels.

Pour justifier cette solution, on a raisonné de la manière suivante : « Aux termes de l'article 883 C. civ., a-t-on dit, l'héritier est tenu d'administrer les biens héréditaires et de rendre compte de son administration. Dans ces conditions, il est tenu, sous peine de déchéance, de liquider au profit des créanciers le patrimoine du défunt. Il doit, en outre, acquitter les créances successorales ainsi que les legs, tout au moins jusqu'à concurrence des valeurs héréditaires ; s'il ne le fait pas, il cause un préjudice aux créanciers et aux légataires, et il est, en conséquence, passible de la déchéance du bénéfice d'inventaire. »

Pour les mêmes raisons, il a été décidé que

l'héritier qui fait immatriculer les rentes de la succession en son nom et en perçoit les arrérages, peut être condamné envers les créanciers ou légataires à payer sur ses biens personnels une somme égale au montant des rentes abusivement retenues par lui, ou bien encore être déclaré héritier pur et simple. (Paris, 22 novembre 1855, D. P. 56, 2, 269.— Paris, 13 juin 1856, D. P. 17, 2, 194.)

Cette solution, si équitable qu'elle soit, ne nous satisfait pas pleinement au point de vue juridique. D'abord, les cas de déchéance du bénéfice d'inventaire sont de droit étroit. Or, il n'existe aucun texte prononçant la déchéance dans les cas qui nous occupent. D'autre part, les règles qui imposent à l'héritier l'obligation de liquider et rendre compte doivent être limitées aux biens qui forment le gage des créanciers et des légataires ; par conséquent, elles ne s'appliquent pas aux rentes sur l'État, puisque ces valeurs ne sont pas comprises dans l'article 2092 C. civ.

Quelques tribunaux sont allés plus loin, et ils ont appliqué le système préconisé par M. Labbé, qui prétend qu'en notre matière la saisissabilité est la règle et l'insaisissabilité l'exception. En vertu de cette idée, ils ont décidé que les rentes sur l'État perdent leur caractère d'insaisissabilité quand la saisie n'a pas été pratiquée entre les mains des agents du Trésor, par exemple quand les titres se trouvent en la possession d'un tiers, l'héritier dans l'espèce. (Bordeaux,

11 mai 1887, D. P. 88, 3, 55 ; — Trib. Seine, 16 et 20 juin 1888, *Annales de droit comm.*, 88, 1, 158 ; — Trib. du Mans, 19 janvier 1892, 92, 2, 90.)

Nous avons déjà eu l'occasion de réfuter ce système, et nous renvoyons aux explications que nous avons données antérieurement.

c) Succession vacante

Quand aucun héritier ne se présente pour recueillir une succession ou quand tous les héritiers connus ont renoncé, les créanciers de la succession se trouvent dans une situation très bizarre. Ils ne peuvent en effet faire opposition ni entre les mains des agents du Trésor ni entre celles du curateur. Ce dernier ne peut pas davantage requérir le transfert des rentes sur l'État dépendant de la succession, puisqu'il n'en est pas propriétaire. Ces valeurs ne peuvent donc profiter qu'à l'État, qui se trouve ainsi libéré, alors que les créanciers ne sont pas payés. (Conseil d'État, 19 décembre 1839, D. P. 40, 3, 68.)

II. — FAILLITE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le principe de l'insaisissabilité absolue des rentes sur l'État peut, en cas de faillite, donner lieu à des abus encore plus criants qu'en matière de succession bénéficiaire. Un commerçant de mauvaise foi peut en effet, après avoir réalisé sa fortune, acheter

des rentes sur l'État dont il pourra jouir en toute sécurité, ses créanciers ne pouvant saisir ces sortes de biens.

Comme en matière de succession bénéficiaire, la jurisprudence, après bien des hésitations, en est arrivée à admettre dans cette hypothèse une exception au principe de l'insaisissabilité.

L'Administration des finances elle-même, si rigide dans les autres cas, s'est ici départie de sa rigueur en permettant au syndic d'opérer le transfert sans le consentement du failli.

Au début cependant, la jurisprudence du Conseil d'État et des tribunaux avait admis une solution diamétralement opposée.

Un avis du Conseil d'État du 26 fructidor an XIII avait déclaré que l'état de faillite n'apportait aucune modification au principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'État, et la Cour de cassation consacrait, elle aussi, le même principe le 8 mai 1854, quand elle déclarait « que l'insaisissabilité des rentes sur l'État, qui les soustrait à toute espèce de mainmise de la part des tiers, n'est pas modifiée par l'acte de faillite du propriétaire de la rente ; que le failli n'est donc pas dessaisi de sa rente comme de ses autres biens ; qu'il conserve donc le droit d'en disposer et de l'aliéner. » (D. P. 54, 1, 146.)

Comme on le voit, la jurisprudence admettait alors, dans toute sa rigueur, la doctrine de l'insaisissabilité absolue ; mais des considérations d'équité, plutôt

que d'ordre juridique, devaient bientôt lui faire modifier son opinion.

En effet, le 8 mars 1859, la Cour de cassation autorisait le syndic à aliéner les titres de rente appartenant au failli, et donnait comme motifs de sa décision que le syndic, aux termes de l'art. 446 C. civ. était, par suite du dessaisissement du failli, investi de tous les droits de ce dernier ; il devait, en conséquence, être considéré comme un mandataire, et, comme tel, il avait le droit d'aliéner les titres de rentes appartenant au failli. (Cass., 8 mars 1859, D. P. 59 1, 445.)

Le principe invoqué par la jurisprudence est-il exact ? Nous ne le croyons pas : comment admettre, en effet, que le syndic puisse être considéré comme le mandataire du failli, puisque son rôle, dans notre espèce, est précisément d'agir contre les intérêts de son mandant. Il est, au contraire, le mandataire de la masse, au profit de laquelle il poursuit la réalisation de l'actif du failli. La loi n'a pas pu investir la même personne de deux mandats contradictoires. Administrant les biens du failli pour le compte des créanciers, il ne peut avoir des droits plus étendus que les leurs, et il est inadmissible que les lois qui ont soustrait les rentes sur l'État au gage des créanciers, les y fassent rentrer quand le patrimoine du débiteur en faillite est liquidé par le syndic (En ce sens : Aix, 31 juillet 1882, D. P. 84, 2, 94 ; — Rouen, 6 mars et 1^{er} avril 1888, 5, 88, 2, 71 ; — Rennes, 31 janvier 1889, D. P. 90, 2, 61.)

Certains auteurs, entre autres M. Labbé, tout en approuvant la solution admise par la Cour suprême en 1859, ont combattu le principe sur lequel elle s'appuyait.

D'après eux, l'insaisissabilité doit cesser quand la saisie-arrêt n'a pas été pratiquée entre les mains des agents du Trésor. En d'autres termes, ces auteurs professent le système de l'insaisissabilité relative, que nous avons combattu, et qui a été adopté récemment par la Cour de cassation.

III. — DROIT D'OPPOSITION DONNÉ AU PROPRIÉTAIRE DU TITRE

Une autre limitation au principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'État se trouve encore dans le droit d'opposition que la loi accorde au propriétaire du titre. L'article 7 de la loi du 25 floréal an VII dispose en effet que : « Il ne sera plus reçu à l'avenir
« d'opposition au paiement des arrérages dus pour
« rentes perpétuelles viagères et pensions, à l'except-
« tion de celle qui serait formée par le propriétaire
« de l'inscription ou du livret de pension. »

L'opposition ici peut être formée, dans ce dernier cas seulement, entre les mains des agents du Trésor ; mais il faut remarquer qu'alors elle est faite à la requête du propriétaire du titre : la loi ne l'autorise pas quand elle est faite à la requête du créancier du rentier. Dans notre hypothèse, nous supposons que le propriétaire du titre de rente en a été dépouillé.

Pour empêcher qu'une autre personne puisse se servir du titre perdu ou volé, la loi permet au véritable propriétaire, au moyen d'un acte signifié au Trésor, de s'opposer au paiement du capital et des arrérages de la rente. En agissant ainsi, il exerce son droit de propriété ; son action est une action réelle, puisqu'elle tend à revendiquer le titre, et par là elle se différencie de la saisie-arrêt faite par un créancier, qui, elle, est une action personnelle.

Les formes de l'opposition varient suivant la nature du titre ; aussi allons-nous les étudier successivement en ce qui concerne les titres nominatifs, au porteur et mixtes.

a) Titres nominatifs

Les formes de l'opposition, en ce qui concerne les titres nominatifs perdus ou volés, sont réglées par le décret du 3 messidor an XII. Les rentiers, dit l'art. 2 de ce décret, qui auraient perdu leurs extraits d'inscription, en feront la déclaration devant le maire de la commune de leur domicile. Cette déclaration, faite en présence de deux témoins qui constateront l'individualité du déclarant, sera assujétie au droit fixe d'enregistrement de un franc. (Art. 2.)

En outre, ladite déclaration sera rapportée au Trésor public. Après en avoir fait constater la régularité, le ministre du Trésor public autorisera le directeur du grand-livre à débiter le compte de l'ins-

cription perdue, et à la porter à un compte nouveau par un transfert de forme ; il sera remis au déclarant un extrait original de l'inscription de ce nouveau compte.

Au moyen de cette opposition, le propriétaire qui a été dépouillé de son inscription peut exercer une action en revendication contre celui qui détient injustement son titre. Cela est facile quand le titre est resté immatriculé au nom du propriétaire dépossédé. Dans ce cas, en effet, dit un arrêt de la Cour de cassation du 16 février 1848, l'inscription d'une rente sur le grand-livre de la dette publique forme la preuve écrite et complète de la propriété de celui au profit de qui elle a été faite. (D. P. 48, 1, 67.)

Mais, si le transfert a été effectué au profit d'un tiers, le rentier doit alors prouver son droit de propriété, et cette preuve ne peut être administrée par écrit ou par témoins que s'il existe un commencement de preuve par écrit. Et même quand le titulaire de la rente est un cessionnaire de bonne foi, l'action en revendication n'est pas recevable contre lui. (Cass., 20 juin 1876, D. P. 77, 1, 378. — Amiens, 11 mai 1877, D. P. 78, 2, 39.)

L'ancien propriétaire a dans ce cas un recours contre l'agent de change qui en fait la négociation. (Arrêté du 27 prairial an X, art. 16.)

b) Titres au porteur

A l'époque où fut rendu le décret du 3 messidor an XII, les titres de rente au porteur n'existaient pas

encore ; aussi, pendant longtemps, le Trésor refusait-il de remplacer les titres au porteur perdus ou volés, en se fondant sur ce que le décret de l'an XII ne leur était pas applicable. De plus, l'opposition sur ces sortes de titres était impossible, puisqu'ils se transmettaient de la main à la main, comme les objets corporels.

Le décret du 18 décembre 1669 fit cesser cet état de choses, si préjudiciable aux rentiers, en décidant qu'en cas de perte du titre, les tiers qui s'en prétendraient ou feraient reconnaître légitimes propriétaires, pourraient obtenir un duplicata, à charge de fournir un cautionnement en rentes nominatives égal à la valeur du titre perdu, augmenté de l'année d'arrérages. Ce cautionnement devait tout d'abord avoir une durée indéfinie ; mais la loi du 15 juin 1872 limita cette durée à 20 ans. Passé ce délai, le Trésor était libéré envers le porteur des titres primitifs ; mais celui-ci conservait son action personnelle contre la personne qui avait obtenu le duplicata. (Art. 16, l. 15 juin 1872.)

Enfin, le décret du 8 juillet 1890 a dispensé l'opposant de fournir ces cautionnements pour le capital de la rente, et s'est contenté d'exiger seulement la conversion du titre perdu en un titre nominatif.

L'action en revendication relativement à ces sortes de titres est possible pendant 30 ans contre les tiers de mauvaise foi, mais les tiers de bonne foi sont protégés par la règle de l'article 2279 C. civ. (Aubry

et Rau, III, § 412.) Encas de perte ou de vol, l'action dure 3 ans; mais le propriétaire devra restituer au tiers détenteur le prix par lui payé s'il a acheté le titre dans une vente publique ou d'un marchand vendant des choses pareilles. C'est ce qui a lieu pour les titres achetés en bourse ou chez un changeur. (Paris, 5 mai 1876, S. 77, 2, 171. — Paris, avril 1877, *Le Droit* du 23 mai. — *Contra* : Paris, 15 janvier 1884, D. P. 85, 2, 216.)

Cette solution ne saurait s'appliquer aux changeurs eux-mêmes, car l'article 2280 C. civ. a été édicté pour protéger les acheteurs, et non le marchand lui-même. (Cass., 21 avril 1877, D. P. 78, 1, 124.)

c) Titres mixtes

Ces titres, en ce qui concerne l'opposition entre les mains du Trésor, sont soumis aux mêmes règles que les titres nominatifs pour le capital, et à celles des titres au porteur pour les arrérages.

Quant à l'action en revendication, elle est soumise aux mêmes règles.

IV. — CAUTIONNEMENT

Dans un but d'intérêt public et de crédit, diverses dispositions législatives ont imposé aux divers comptables de deniers publics l'obligation de fournir un cautionnement. De cette façon, l'état et les particuliers

sont protégés contre les abus et prévarications que ces fonctionnaires peuvent commettre dans l'exercice de leurs charges. Le cautionnement pouvant être fourni en rentes sur l'état, il a fallu nécessairement permettre dans ce cas aux intéressés de réaliser les rentes de leur débiteur sans le consentement de ce dernier, et apporter par conséquent ici une exception au principe de l'insaisissabilité. C'est ce qu'a décidé la loi du 8 nivôse an VI, art. 4, en disposant que les comptables ne peuvent disposer de leurs inscriptions avant l'apurement de leur compte, si mieux ils n'aiment fournir caution.

Avant d'entrer en fonctions, les comptables doivent déposer leur cautionnement entre les mains de l'administration des finances, et, dans l'acte d'affectation qui est alors dressé, le propriétaire des rentes consent à ce que son titre soit frappé d'opposition pour en empêcher l'aliénation, et donne tout pouvoir de le réaliser au cas où il serait nécessaire de le vendre, soit dans l'intérêt du Trésor, soit dans l'intérêt des tiers qui ont des droits sur le cautionnement.

Il est bon de remarquer que les oppositions formées sur les rentes composant le cautionnement n'affectent que la propriété des inscriptions de rente et non les arrérages, dont le comptable continue à jouir, à moins qu'il ne soit en débet. Dans ce cas, les arrérages sont retenus jusqu'à ce qu'il soit libéré de sa dette envers l'État, ou qu'il ait cédé à due concurrence le bénéfice de son inscription, lorsqu'il

peut le faire. Le ministre peut même ordonner la vente de l'inscription, et en affecter le produit à l'extinction de la créance du Trésor. (Cons. d'État, 17 décembre 1809, D. P. G., v^o *Trésor public*, 1168.)

Quant aux particuliers, le droit de saisie ne leur appartient que s'ils sont devenus créanciers pour faits de charge imputables au comptable, c'est-à-dire s'ils ont été obligés de recourir à son ministère. (Cour d'Angers, 15 janvier 1890, D. 90, 2, 111.)

La réalisation des titres se fait au moyen d'une vente qui est opérée par les mains de l'agent judiciaire du Trésor, autorisé par une décision du ministre des finances.

Dans certains cas, des titres de rente sur l'État peuvent être déposés à titre de garantie à la Caisse des dépôts et consignations. C'est ce qui a lieu en matière de surenchère, conformément à l'article 832 C. pr. civ., et en matière d'exécution de travaux publics, marchés ou fournitures intéressant l'État, le département ou les communes. Dans ces différentes hypothèses, les opérations de transfert, quand elles doivent avoir lieu, sont soumises à des formalités analogues à celles que l'on observe en matière de cautionnements versés par les comptables de deniers publics.

V. — NANTISSEMENT

Le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'État n'empêche pas que ces valeurs ne puissent être

données en nantissement. De nombreux arrêts ont consacré cette solution, qui est également admise par la majorité des auteurs. (Paris, 17 janvier 1868, § 68, 2, 79, et 21 mars 1889, D. P. 90, 2, 61. — Pont, *Petits contrats*, tome 2, 1080, etc. — Dalloz, v° *Bourses de commerce*, 1178.)

Diverses dispositions législatives ont admis implicitement ces sortes de nantissements.

On peut citer, à titre d'exemple, la loi du 9 juin 1819 sur le cautionnement des journaux, celle du 8 septembre 1830 sur l'enregistrement des fonds publics français, celle du 17 mai 1834 concernant les dépôts faits à la Banque de France, celle du 15 juin 1872 relativement aux titres perdus ou volés, ainsi que divers décrets ou ordonnances. (6 juin et 31 octobre 1830, 29 novembre 1831, 23 décembre 1847, 18 décembre 1849, 18 octobre 1882, etc.)

Certains auteurs cependant ont soutenu que les différents textes que nous venons de citer étaient, non pas l'application d'une règle générale, mais constituaient au contraire des exceptions à cette règle. En conséquence, ils prétendent qu'en principe, la mise en gage des rentes sur l'État n'est pas permise. Permettre, disent-ils, au créancier gagiste de faire procéder à la vente forcée de la rente conformément à l'article 2078 C. civ., c'est aboutir à la violation du principe de l'insaisissabilité.

Néanmoins, beaucoup de ceux qui défendent cette opinion, en présence des inconvénients pratiques

qu'entraînerait leur théorie, admettent la validité du nantissement constitué en rentes sur l'État, pourvu que son exécution n'entraîne pas l'intervention du Trésor public. (Glasson, note, D. P. 94, 1, 197.)

Pour notre part, nous ne partageons pas cette manière de voir, et nous croyons que l'erreur de ces auteurs provient de ce qu'ils confondent deux choses essentiellement différentes, l'insaisissabilité et l'inaliénabilité. Les rentes sur l'État sont aliénables, et, pour que le transfert en soit opéré, le consentement du propriétaire suffit.

Mais, s'il en est ainsi, pourquoi lui interdire de constituer ces rentes en gage au profit de son créancier ? Le contrat de nantissement, en effet, n'est en réalité qu'une vente conditionnelle : le propriétaire des titres donnés en gage autorise son créancier à les vendre, s'il n'est pas payé à l'échéance. Toutes les conditions requises pour que la vente soit valable se trouvent donc remplies ; et, dans ces conditions, nous ne voyons pas pourquoi le nantissement serait interdit : on doit pouvoir faire indirectement ce qu'on peut faire directement. C'est cette idée que la Cour de Paris a bien mise en lumière dans son arrêt du 20 novembre 1895 : « Considérant que, dût-on admettre comme juridiquement exacte la théorie de l'insaisissabilité absolue des rentes sur l'État, il ne s'ensuivrait pas que ces rentes fussent également hors du commerce et incessibles ; qu'en effet, le propriétaire d'une rente peut, non seulement

la vendre, mais encore conférer sur elle des droits réels, et notamment la donner en nantissement ; que la constitution du nantissement implique, de la part du débiteur, procuration au créancier nanti de faire, le cas échéant, opérer un transfert, et que le créancier, lorsque, conformément à l'article 2078 C. civ., il a fait ordonner en justice que le gage lui demeurera en paiement jusqu'à concurrence ou sera vendu publiquement, acquiert sur la chose un droit de disposition que le Trésor ne saurait méconnaître, et au mépris duquel il ne saurait refuser le transfert demandé à la requête des créanciers. »

La jurisprudence du Conseil d'État n'admet pas cette dernière conséquence, et le ministre des finances à qui le transfert est demandé en vertu d'un jugement, a le droit et le devoir de ne pas déférer à ce jugement, s'il a pour effet de disposer de la rente au profit d'un créancier du titulaire contre la volonté de ce dernier. (Cass., 20 juin 1876, D. P. 77, 1, 378.)

La constitution du gage se fait, quand il s'agit de rentes sur l'État, conformément aux articles 2073, 2074 et 2075 C. civ. Il faut la signifier, qu'il s'agisse de titres au porteur ou de titres nominatifs ; mais, pour ces derniers, la signification est souvent remplacée par le transfert de garantie, c'est-à-dire par une mention indiquant le nantissement sur le titre et opérée par l'administration.

Le créancier, s'il n'est pas payé à l'échéance,

peut faire ordonner par justice que ce gage lui demeurera en paiement jusqu'à due concurrence (Paris, 20 janvier 1894, D. P. 94, 2, 215), ou bien il peut encore faire ordonner la vente par le tribunal.

Le nantissement constitue donc bien, comme on le voit, une véritable exception au principe de l'insaisissabilité.

III.—FORME DES OPPOSITIONS FAITES A LA REQUÊTE DES CRÉANCIERS

Dans le cas où elles sont exceptionnellement autorisées, les oppositions se font entre les mains du Trésor. Quand elles sont faites à la requête d'un particulier, un simple exploit d'huissier signifié au Trésor est suffisant, et la permission du juge n'est pas même nécessaire.

Toutes les significations sont faites entre les mains du conservateur des oppositions, et ce fonctionnaire est chargé de prévenir immédiatement le directeur de la Dette inscrite quand il s'agit d'empêcher le transfert de la rente, et le payeur central de la Dette publique, quand il y a lieu simplement d'arrêter le paiement des arrérages.

Dans les départements, les oppositions au paiement des arrérages sont faites entre les mains du payeur chargé de les acquitter, et les oppositions à transfert entre les mains du trésorier payeur.

Les formes de procédure sont encore bien plus simples en ce qui concerne les oppositions faites par

le Trésor sur les rentes déposées à titre de cautionnement par les comptables et les autres reliquataires de deniers publics. Ici, une simple note administrative, signée de l'agent judiciaire du Trésor, est suffisante. (Décision du 27 vendémiaire an XII.)

L'empêchement administratif est un autre moyen de suspendre le transfert ou le paiement des rentes. Il est fait, dans certaines circonstances spéciales, soit d'office, par le directeur de la dette inscrite, quand il croit cette mesure utile, soit à la requête des parties intéressées. Cela a lieu notamment quand le titre est détenu par un tiers, en cas de perte d'un extrait d'inscription nominative et à la suite du décès du titulaire, tant que les héritiers n'ont pas établi leur droit par un certificat de propriété.

Les exceptions que nous venons d'indiquer nous permettent d'apprécier l'ensemble de la législation concernant les rentes sur l'État. Nous n'avons pas besoin de rappeler les inconvénients multiples qui résultent de l'insaisissabilité, et les conséquences parfois iniques auxquelles aboutit ce principe. Si, à une certaine époque, ce privilège a pu avoir son utilité publique, aujourd'hui il n'en n'est plus ainsi, et tous les économistes en souhaitent l'abrogation. Les conséquences qu'il entraîne seront, il est vrai, bien atténuées, si, comme il est probable, la doctrine nouvelle, inaugurée par les derniers arrêts de cassation, vient à triompher dans la jurisprudence.

L'équité ne peut qu'approuver la solution donnée

par les arrêts de 1896 et 1897 ; mais la Cour suprême, en voulant mettre la loi en rapport avec les besoins du temps, n'a-t-elle pas donné une interprétation de la loi contraire à la volonté du législateur ? Il est bon, dit M. Lyon-Caen, qu'elle remédie parfois aux défauts de notre législation en rendant inutile la confection des lois destinées à les corriger, pour nous faire échapper ainsi à la lenteur de notre système législatif.

On peut approuver, dans une certaine mesure, ce rôle prétorien de la jurisprudence ; mais encore faut-il que la Cour suprême, dans ses interprétations, ne donne pas des solutions évidemment contraires à l'esprit de la loi. Au législateur seul appartient ce droit, et nous croyons qu'en faisant de la saisissabilité la règle au lieu de l'exception, la Cour de cassation a excédé ses pouvoirs. C'est pourquoi nous souhaitons que l'ancienne législation des rentes sur l'État soit à nouveau examinée par les Chambres pour être établie sur des bases plus équitables. En même temps, le conflit regrettable qui existe entre la jurisprudence des tribunaux et l'administration cesserait, si la loi nouvelle venait supprimer le privilège exorbitant de l'insaisissabilité.

CONCLUSION

Nos lois modernes relatives à la saisissabilité et à l'insaisissabilité des créances et des rentes, peuvent être critiquées à bien des points de vue.

En ce qui concerne le mécanisme lui-même de la procédure, il est certain que des améliorations pourraient être apportées au point de vue d'une plus grande célérité et de l'économie des frais. On pourrait, ainsi que l'ont fait beaucoup de législations étrangères, réunir, dans un seul exploit signifié à toutes les parties, les formalités qui nécessitent dans notre procédure trois exploits différents.

La loi du 15 janvier 1895 a, il est vrai, simplifié pour une certaine catégorie de créanciers les formes ordinaires de la saisie-arrêt; mais, sur ce point, le législateur a encore de nombreuses réformes à réaliser.

On peut aussi reprocher à notre législation de manquer de cohésion : les dispositions relatives à la procédure de saisie des créances se trouvent en effet éparses, non seulement dans les divers Codes, mais

encore dans une infinité de lois spéciales, ce qui rend souvent fort difficile l'œuvre du juge et de ceux qui sont chargés de mettre la loi en pratique.

Ainsi, en ce qui concerne les saisies-arrêts faites entre les mains des comptables de deniers publics, il est souvent très difficile de savoir entre les mains de quel receveur ou dépositaire de deniers publics la saisie doit être pratiquée, et, sous ce rapport, les huissiers les plus expérimentés se trouvent parfois dans un grand embarras.

Il serait donc de la plus haute importance qu'un règlement général d'administration publique mit fin à cette anxiété, qui se renouvelle tous les jours.

De même, les lois ou décrets qui ont édicté l'insaisissabilité pour certaines catégories de créances sont innombrables, et il serait à souhaiter qu'une réglementation logique fit cesser cette confusion.

Mais la plus grave de toutes les critiques qui puisse peut-être être faite au législateur, est celle d'avoir laissé subsister jusqu'à ce jour l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat, à cause des résultats iniques qu'elle entraîne, et contre lesquels la jurisprudence est impuissante à cause du conflit qui existe entre elle et l'Administration du Trésor.

Ces quelques critiques suffisent à démontrer que notre procédure de saisie des créances est loin d'être parfaite, et cependant il serait du plus grand intérêt pratique que notre législation fût complétée sur ce point.

Nous souhaitons que ces modifications soient opérées quand le nouveau Code de procédure sera voté, afin que nous ayons, comme la plupart des pays qui nous entourent, une procédure beaucoup moins compliquée et en même temps moins coûteuse et plus rapide.

Vu :

Le Professeur Président de la thèse,

BIVILLE.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de la Faculté de Caen,

E. ZEVORT.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE	1
INTRODUCTION	5
HISTORIQUE DE LA SAISISABILITÉ ET DE L'INSAISISABILITÉ DES CRÉANCES ET RENTES EN DROIT ROMAIN ET DANS NOTRE ANCIEN DROIT.	15
SECTION I ^{re} . — <i>Droit romain</i>	15
SECTION II. — <i>Ancien droit</i>	22
§ 1 ^{er} . — Créances	22
§ 2. — Rentes	29
SECTION III. — <i>Lois de la période intermédiaire et de l'époque moderne</i>	31
PREMIÈRE PARTIE. — Créances.	37
CHAPITRE I ^{er} . — DU DROIT DE SAISIE APPLIQUÉ SPÉCIALE- MENT AUX CRÉANCES	39
SECTION I ^{re} . — <i>Différence entre la saisie des créances et la saisie des objets corporels</i>	39
SECTION II. — <i>Fondement juridique de la saisie-arrêt</i>	42
SECTION III. — <i>Nature et caractère de la saisie-arrêt</i>	48
§ 1 ^{er} . — La saisie-arrêt est-elle une subrogation judi- ciaire ?	48
§ 2. — La saisie-arrêt est-elle une mesure conservatoire ou une mesure d'exécution ?	51
§ 3. — Est-ce un acte d'administration ou de disposition ?	60
CHAPITRE II. — DES PARTIES EN CAUSE DANS LA SAISIE- ARRÊT, ET DE LEURS RELATIONS ENTRE ELLES	62

	Pages.
SECTION I ^{re} . — <i>Qui peut pratiquer une saisie-arrêt et pour quelles créances ?</i>	62
§ 1 ^{er} . — <i>Qui peut pratiquer une saisie-arrêt ?</i>	62
1 ^o Cas dans lesquels le créancier lui-même peut pratiquer une saisie-arrêt.	64
2 ^o Cas où ce sont ses représentants, soit :	68
a) Lègaux	69
b) Conventionnels	74
3 ^o Cas où ce sont ses ayants cause	76
a) A titre universel	76
b) A titre particulier	77
§ 2. — <i>Pour quelles causes et en vertu de quels titres peut-on pratiquer une saisie-arrêt ?</i>	77
SECTION II. — <i>Personnes contre lesquelles on peut pratiquer une saisie-arrêt</i>	80
§ 1 ^{er} . — <i>Cas où la saisie est dirigée contre le débiteur lui-même et lui-seul</i> :	81
a) Obligations solidaires	82
b) Obligations indivisibles	84
§ 2. — <i>Cas dans lesquels la saisie est dirigée contre le débiteur et ses représentants</i>	87
§ 3. — <i>Cas dans lesquels elle est dirigée contre les ayants cause</i>	89
a) La succession est acceptée purement et simplement	90
b) Elle est acceptée sous bénéfice d'inventaire	92
c) Elle est indivise	95
d) Elle est vacante	98
SECTION III. — <i>Personnes entre les mains de qui on peut pratiquer une saisie-arrêt</i>	101
CHAPITRE III. — <i>CONDITIONS GÉNÉRALES DE SAISISSABILITÉ APPLICABLES A TOUTES LES CRÉANCES</i>	124
SECTION I ^{re} . — <i>Conditions de fond</i>	121
SECTION II. — <i>Conditions de forme</i>	137
§ 1 ^{er} . — <i>Actes authentiques ou sous-seings privés ordinaires</i>	138
§ 2. — <i>Effets de commerce, titres au porteur, nominatifs ou à ordre</i>	139

	Pages.
CHAPITRE IV. — CONDITIONS DE SAISSISSABILITÉ SPÉCIALES	
A CERTAINES CRÉANCES.	152
SECTION I ^{re} . — <i>Droits des créanciers hypothécaires ou privilégiés sur les revenus et le prix des biens grevés.</i>	152
SECTION II. — <i>Modifications apportées par les conventions matrimoniales relativement au droit de poursuite des créanciers des époux sur les créances qui appartiennent à ceux-ci.</i>	155
a) Régime de la communauté légale. .	156
b) Régime de la communauté conventionnelle.	162
c) Régime sans communauté	161
d) Régime de la séparation de biens . .	165
e) Régime dotal	166
f) Dans quelles conditions les créanciers de l'un des époux ou cet époux lui-même peuvent-ils pratiquer une saisie-arrêt sur l'autre conjoint? . .	169
SECTION III. — <i>Offices ministériels.</i>	172
SECTION IV. — <i>Usufruit.</i>	173
SECTION V. — <i>Assurances.</i>	177
1 ^o Assurance contre les accidents.	177
2 ^o Assurances sur la vie	179
SECTION VI. — <i>Créances appartenant à un failli ou à un commerçant en état de liquidation judiciaire.</i>	181
CHAPITRE V. — CRÉANCES INSAISSISSABLES.	186
SECTION I ^{re} . — <i>Créances insaisissables à raison de leur nature ou du caractère exclusivement personnel du droit qui leur donne naissance.</i>	187
§ 1 ^{er} . — Exposé du principe	187
§ 2. — Applications	195
1 ^o Droits de créance relatifs aux rapports de famille.	195
2 ^o Droits qui naissent d'une injure faite à la personne	197
3 ^o Facultés	203
4 ^o Droit de révoquer une donation pour cause d'ingratitude	208

	Pages.
SECTION II. — <i>Créances déclarées insaisissables par la loi.</i>	209
§ 1 ^{er} . — Créances insaisissables d'une manière absolue.	209
1° Sommes dues à l'État ou à des établissements publics	209
2° Sommes dues par l'État	212
a) Rentes sur l'État	212
b) Obligations du Crédit foncier	213
c) Sommes dues aux entrepreneurs de travaux publics	213
d) Traitements des ministres du culte.	215
e) Indemnités dues aux fonctionnaires publics	216
f) Frais urgents, taxes, indemnités. . .	217
g) Sommes dues aux victimes d'une insurrection	218
h) Pensions dues par l'État.	218
i) Compte courant des comptables de deniers publics.	219
3° Montant d'une lettre de change	220
4° Créances et revenus dotaux	220
a) Créances dotales.	220
b) Revenus dotaux	225
5° Biens compris dans un majorat	231
§ 2. — Créances insaisissables d'une manière partielle ou relative	233
1° Traitements des fonctionnaires et employés de l'État	233
2° Produits des bureaux de tabac.	235
3° Indemnités allouées aux membres des corps électifs.	236
4° Traitements des militaires.	237
5° Traitement des matelots.	239
6° Petits traitements et salaires.	240
7° Pensions dues par l'État.	245
a) Pensions militaires	246
b) Pensions civiles.	247
8° Sommes et pensions ayant un caractère alimentaire	248
SECTION III. — <i>Provisions alimentaires</i>	253
SECTION IV. — <i>Créances qui peuvent être déclarées insaisissables par la volonté de l'homme.</i>	263

	Pages.
§ 1 ^{er} . — Créances ou rentes données ou léguées sous condition d'insaisissabilité.	263
§ 2. — Créances ou rentes données ou léguées à titre d'aliments.	270
CHAPITRE VI. — FORMES DE LA SAISIE PORTANT SUR LES CRÉANCES	274
SECTION I ^{re} . — <i>Saisie-arrest</i>	274
§ 1 ^{er} . — Exploit	278
§ 2. — Dénonciation et assignation en validité	279
§ 3. — Contre-dénonciation.	281
§ 4. — Instance en validité	282
§ 5. — Instance en déclaration affirmative	287
§ 6. — Intervention.	290
SECTION II. — <i>Saisie-arrest des salaires et petits traitements</i>	291
§ 1 ^{er} . — Compétence de juridiction.	292
§ 2. — Formalités préalables à la saisie	294
§ 3. — Exploit de saisie.	295
§ 4. — Instance en validité.	296
§ 5. — Incidents.	300
SECTION III. — <i>Modifications apportées à la procédure ordinaire de saisie-arrest dans certains cas déterminés.</i>	301
§ 1 ^{er} . — Saisies-arrests faites entre les mains des comptables de deniers publics.	301
1° Époque à laquelle la saisie-arrest peut être pratiquée.	303
2° Énonciations de l'exploit.	303
3° Remise de l'exploit.	304
4° Dénonciation.	305
5° Contre-dénonciation	305
6° Déclaration de deniers.	306
7° Durée de la saisie	307
8° Compétence	308
§ 2. — Saisies-arrests sur les cautionnements des fonctionnaires et officiers ministériels.	308
1° Formes de l'opposition	310
2° Effets	311
3° Distribution	313

	Pages.
SECTION IV. — <i>Procédures de saisie des créances autres que la saisie-arrêt.</i>	313
§ 1 ^{er} . — Créances données en gage.	314
§ 2. — Faillite	316
§ 3. — Liquidation judiciaire.	319
§ 4. — Saisie-exécution.	321
§ 5. — Distribution.	322
§ 6. — Saisie immobilière	322
§ 7. — Notification de cession de créance.	323
§ 8. — Jugement prononçant la distraction des dépens.	323
SECTION V. — <i>Actes présentant certaines analogies avec la saisie-arrêt, mais produisant des effets moins complets.</i>	323
1 ^o Opposition à partage.	324
2 ^o Opposition faite par l'héritier entre les mains des débiteurs de la succession.	324
3 ^o Opposition faite par le créancier de la succession entre les mains de l'héritier bénéficiaire.	325
4 ^o Opposition faite en vertu de la loi du 15 juin 1872.	325
5 ^o Opposition faite en matière de lettre de change.	326
CHAPITRE VII. — DE L'INDISPONIBILITÉ DONT EST FRAPPÉE LA CRÉANCE SAISIE-ARRÊTÉE.	328
SECTION I ^{re} . — <i>Caractères et étendue de cette indisponibilité.</i>	328
1 ^o Système de l'indisponibilité totale.	335
2 ^o Système de l'indisponibilité partielle et absolue	345
3 ^o Système de l'indisponibilité partielle et relative	346
SECTION II. — <i>Conséquences de l'indisponibilité.</i>	348
§ 1 ^{er} . — Par rapport au saisi	348
§ 2. — Par rapport au tiers saisi.	354
SECTION III. — <i>Théorie de l'affectation spéciale</i>	358

	Pages.
CHAPITRE VIII. — EFFETS DU JUGEMENT DE VALIDITÉ. . . .	365
SECTION I ^{re} . — <i>Effets de ce jugement relativement aux parties en cause.</i>	365
SECTION II. — <i>Effet translatif du jugement de validité.</i>	368
DEUXIÈME PARTIE. — Rentes.	383
CHAPITRE I ^{er} . — DE LA SAISIE DES RENTES CONSTITUÉES SUR PARTICULIERS.	385
SECTION I ^{re} . — <i>Nature et caractères de cette saisie.</i> . . .	388
SECTION II. — <i>Rentes soumises au Code de procédure civile (loi du 24 mai 1842).</i>	392
SECTION III. — <i>Rentes absolument insaisissables.</i>	395
SECTION IV. — <i>Conditions requises pour procéder à la saisie</i>	396
SECTION V. — <i>Procédure</i>	397
§ 1 ^{er} — Commandement.	397
§ 2. — Saisie	398
§ 3. — Effets de l'exploit de saisie.	398
§ 4. — Dénonciation.	399
§ 5. — Cahier des charges.	400
§ 6. — Dépôt et publication du cahier des charges. . .	401
§ 7. — Adjudication.	402
§ 8. — Incidents.	403
SECTION VI. — <i>Rentes saisissables par une autre voie que la saisie des rentes.</i>	405
§ 1 ^{er} . — Actions de la Banque de France.	405
§ 2. — Brevets d'invention.	407
§ 3. — Actions et obligations des compagnies industrielles et commerciales	409
CHAPITRE II. — RENTES SUR L'ÉTAT.	413
SECTION I ^{re} . — <i>Caractère et fondement de l'insaisissabilité des rentes sur l'État.</i>	413
1 ^o Système de l'insaisissabilité absolue.	
2 ^o Système de l'insaisissabilité relative.	

	Pages.
SECTION II. — <i>Évolution de la jurisprudence.</i>	423
SECTION III. — <i>Portée et conséquence du principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'État.</i>	433
§ 1 ^{er} . — <i>Délimitation du principe.</i>	433
§ 2. — <i>Conséquences et applications.</i>	437
1 ^o Successions	437
a) La succession est acceptée purement et simplement.	437
b) Elle est acceptée sous bénéfice d'inventaire	439
c) Elle est vacante.	443
2 ^o Faillite et liquidation judiciaire	443
3 ^o Droit d'opposition donné au propriétaire du titre	446
a) Titres nominatifs	447
b) Titres au porteur	448
c) Titres mixtes	450
4 ^o Cautionnement	450
5 ^o Nantissement	452
§ 3. — <i>Formes des oppositions faites à la requête des créanciers.</i>	456
CONCLUSION	459



